

VICE-ROIS
ET
CAPITAINES GÉNÉRAUX DES INDES ESPAGNOLES
A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

Le plus beau titre de gloire de l'Espagne aux yeux de l'histoire est d'avoir découvert, conquis, exploré et colonisé un monde entier, que l'état peu avancé de l'industrie navale mettait alors à plusieurs mois de navigation de l'Europe. On a reproché, il est vrai, à l'Espagne d'avoir détruit les civilisations originales du Mexique et du Pérou, d'avoir fait couler le sang à flots, d'avoir appesanti sur ses sujets indiens une tyrannie épouvantable, de leur avoir imposé par la force sa religion et sa langue, sans avoir su favoriser leur développement intellectuel ou moral, et d'avoir enfin condamné ses propres colons à la minorité perpétuelle, dans l'intérêt des ambitieux et des fripons envoyés de Cadix pour exploiter les Indes. Ces reproches sont en partie fondés, mais les historiens espagnols font remarquer avec raison que toute colonisation est marquée à l'origine par de terribles violences, que la plupart des peuples soumis par l'Espagne ont subsisté et que, si l'Espagne n'a pas fait vis-à-vis d'eux tout son devoir, elle les a néanmoins gouvernés en paix pendant deux siècles et demi, les a accoutumés à la vie civile, a fondé des états, des cités, des institutions de toute espèce, amélioré en fin de compte leur situation et préparé les cadres dans lesquels vivent aujourd'hui les nations hispano-américaines, monde très original, très particulier, très vivant, qui tient déjà sa place dans la civilisation générale. Ces observations sont très justes et doivent être admises comme une vérité désormais démontrée. L'établissement de l'Empire espagnol aux Indes est un fait comparable à l'établissement de l'Empire romain. La paix espagnole a été, somme toute, favorable à l'Amérique et

l'existence d'un monde hispano-latín dans le Nouveau Continent entraînera des conséquences qui se feront sentir pendant plusieurs siècles. L'héroïsme des conquistadors, l'audace des adelantades, la ténacité des vice-rois, des capitaines généraux, des ecclésiastiques et des magistrats castillans n'ont pas été dépensés en pure perte, il en est resté quelque chose, ils ont créé un monde, qui vit d'une vie de jour en jour plus puissante et plus féconde.

La présente étude empruntera tous ses éléments aux Archives générales des Indes à Séville et nous peindra, d'après leurs propres écrits, les vice-rois et capitaines généraux des Indes dans les cinquante dernières années de la domination espagnole, à l'époque où l'Empire espagnol atteignit son plus haut point de richesse et de civilisation, où Charles IV pensait à prendre le titre d'Empereur des Indes et où Florida-Blanca, plus prévoyant, voulait tailler dans les domaines d'Amérique trois grands royaumes pour des princes espagnols qui auraient, comme rois tributaires, gouverné le Nouveau-Monde et lui auraient donné l'autonomie, en attendant la liberté.

I. — L'EMPIRE ESPAGNOL AUX INDÉS. ORGANISATION GÉNÉRALE.

Les Indes espagnoles avaient reçu au XVIII^e siècle une organisation définitive. Aux deux anciennes vice-royautés de Nouvelle-Espagne et du Pérou, qui remontaient au XVI^e siècle, on avait ajouté celles de Nouvelle-Grenade (1718) et de Buenos-Ayres (1777). Cinq capitaines généraux, commandant les colonies moins importantes, résidaient à La Havane, Guatémala, Caracas, Santiago du Chili et Manille. Treize Audiences, hautes cours de justice et grands conseils d'administration, siégeaient à Mexico, Guadalajara, Guatémala, La Havane, Caracas, Santa-Fé, Quito, Cuzco, Charcas (Chuquisaca), Lima, Santiago du Chili, Buenos-Ayres et Manille. Les gouverneurs et les magistrats des Audiences jugeaient en dernier ressort toutes les causes d'un intérêt inférieur à 10,000 écus; l'appel pouvait être porté au Conseil des Indes pour les causes plus considérables. Une section particulière de chaque Audience, le *Real acuerdo*, aidait les vice-rois et capitaines généraux à gouverner les colonies. Des intendances avaient été créées au Mexique et au

Pérou. Les villes étaient placées sous l'autorité de gouverneurs militaires ou civils, les *corrégidores* et les *alcaldes mayores*, assistés d'une assemblée consultative, le *Cabildo*. L'Eglise catholique des Indes, placée tout entière sous le contrôle du roi, possédait en Amérique dix archevêchés¹ et trente-huit évêchés², trois tribunaux de l'Inquisition³, un nombre considérable de couvents, de puissantes missions sur toutes les frontières des pays réellement colonisés.

La population de ces immenses contrées montait d'après Humboldt à 18,802,000 habitants, dont 16,902,000 pour les États américains, en défalquant les Philippines. Sur ces 16,902,000 habitants, Humboldt compte 7,539,000 Indiens, 5,310,000 métis, 3,267,000 blancs, ou réputés tels, et 786,000 noirs.

Les Espagnols nés en Espagne (*gachupinos* au Mexique, *chapetones* au Pérou) étaient, en fait, les maîtres des Indes et parvenaient presque seuls aux charges publiques. Les Espagnols nés aux Indes, les créoles, ne pouvaient guère aspirer qu'à la richesse; ils commençaient cependant à se pousser dans l'Eglise, dans les offices inférieurs de justice, dans les emplois municipaux; ils tendaient à constituer une classe moyenne, ambitieuse et mécontente, chez laquelle la révolution trouva ses principaux appuis. Les Indiens, soumis au tribut personnel, mais restés libres, sauf certaines restrictions, étaient gouvernés par leurs caciques indigènes et leurs curés espagnols. Les métis, méprisés des Européens et jaloués des indigènes, formaient une classe interlope, immorale et convoituse, où abondaient les éléments de désordre. Les noirs, esclaves ou affranchis, occupaient les derniers degrés de l'échelle sociale, moins malheureux cependant que leurs congénères des colonies portugaises et peut-être

1. Santiago de Cuba, Santo-Domingo (à la France depuis 1795), Mexico, Guatémala, Santa-Fé de Bogota, Caracas, Quito, Lima, Charcas de Plata, Manille.

2. La Havane, Puerto Rico, La Puebla de Los Angeles, Yucatan, Oaxaca, Mechoacan, Chiapa, Guadalajara, Durango, Leon Nuevo (1777), Sonora (1779), Comayagua, Nicaragua, Cartagène, Pánama, Santa-Marta, Popayan, Medellin (1804), Calabozo, Merida (1777), Santo Thomas de Guayana (1790), Cuenca (1786), Cuzco, Santiago de Chile, Concepción de Chile, Truxillo, Guamanga, Arequipa, Chachapoyas (1805), Asuncion del Paraguay, Cordoba del Tucuman, Buenos-Ayres, Santa Cruz de la Sierra, la Paz, Salta (1806), Cebu, Nueva Segovia, Nueva Cáceres.

3. Mexico, Carthagène, Lima.

même de nos colonies ; l'indolence du propriétaire espagnol se montrait pour ses noirs moins exigeante que l'avarice du planleur portugais ou français.

Ignorante et superstitieuse, compliquée et puérile, encore loyaliste, mais déjà parcourue par certains frissons précurseurs de réveil, la société des Indes intéressa plus l'observateur par ce qu'elle devait devenir que par ce qu'elle était, mais la matière qui allait former les nouveaux États hispano-américains était déjà amassée, grossièrement préparée, répartie dans ses divisions naturelles et elle commençait à fermenter.

II. — CUBA.

Le pays. — Un mémoire destiné au marquis de La Torre, nommé gouverneur de Cuba en 1777, renferme des détails intéressants sur l'état de la grande île à cette date¹. Cuba mesure 336 lieues de long sur 14 à 15 de large ; elle a tout ce qu'il faut pour devenir une opulente colonie, mais elle n'est pas assez peuplée². Il faudrait y attirer des étrangers catholiques, de bonnes vie et mœurs, qui ne seraient ni anglais, ni hollandais, ni danois et ne seraient pas impliqués dans un commerce illicite ; on leur ferait prêter serment d'allégeance, on leur donnerait des terres dans l'intérieur de l'île et ils s'engageraient à les mettre en culture dans un délai de deux ans. Actuellement, l'île végète et la Nouvelle-Espagne doit lui envoyer chaque année un subside de 865,000 pesos.

L'île comprend huit grandes villes (*ciudades*), six villes moyennes (*villas*) et quatre agglomérations importantes³. Le roi voudrait avoir une carte topographique bien faite, où seraient

1. Archives des Indes à Séville, armoire LXXX, rayon 1, liasse 4.

2. Elle n'avait alors que 171,628 habitants.

3. Arch. des Indes, *loc. cit.* Nous faisons imprimer en italiques les noms des huit grandes villes.

| | | | |
|--------------------------------|-------------|-------------------------|------------|
| <i>La Havane</i> | 75,617 hab. | <i>Remedios</i> | 3,085 hab. |
| <i>Santiago de las Vegas</i> | 1,809 — | <i>Santa Clara</i> | 8,103 — |
| <i>San Felipe y Santiago</i> | 2,132 — | <i>Trinidad</i> | 5,614 — |
| <i>Filipina</i> | 2,617 — | <i>Santi Spiritus</i> | 8,264 — |
| <i>Ysla de Pinos</i> | 78 — | <i>Principe</i> | 14,333 — |
| <i>Santa Maria del Rosario</i> | 2,898 — | <i>Bayamo</i> | 12,260 — |
| <i>Guanabacoa</i> | 7,998 — | <i>Baracoa</i> | 2,222 — |
| <i>Jaruc</i> | 536 — | <i>Holquin</i> | 2,440 — |
| <i>Matanzas</i> | 3,249 — | <i>Santiago de Cuba</i> | 18,374 — |

indiqués les villes, les châteaux, les forteresses, les domaines et les fabriques.

On compte dans l'île six grands ports habilités à faire le commerce avec l'Espagne : N^a S^a de los Angeles de Sagua, Matanzas, Nipe, Guantanamo, Santiago de Cuba et San Cristoval de Habana. Le port de Nuevitas, situé sur la côte nord, n'est pas mentionné parmi les ports de l'île, quoiqu'il soit excellent, parce qu'il n'est pas autorisé à commercer avec l'Espagne. Sagua, Nipe et Guantanamo sont d'excellents ports que l'on a parlé souvent de fortifier; ils sont même meilleurs que celui de La Havane, qui s'ensable depuis que l'on a dû couler trois vaisseaux dans la passe pour défendre la ville contre les Anglais (1762), mais La Havane est un point de ravitaillement et d'aiguade, c'est la porte par où passent tous les trésors d'Espagne, c'est aussi la principale forteresse de l'Espagne dans la mer des Antilles. La place est entourée de cinq forts détachés, commandés par des officiers sûrs, auxquels le roi alloue une solde de 135 pesos par mois. La garnison comprend des troupes régulières et des milices¹ dont l'effectif monte à 5,650 hommes. Les magasins de la place doivent renfermer pour six mois de vivres. L'île possède en outre des points fortifiés à San Carlos de Matanzas, à N^a S^a de los Angeles de Sagua et à Santiago de Cuba.

Parmi les autres villes de l'île, le mémoire de 1777 cite Puerto Principe, centre d'élevage qui produit chaque année un millier de mulets et 20,000 têtes de gros bétail. Bayamo approvisionne Santiago de Cuba et il lui reste encore 6 à 7,000 têtes de bétail chaque année. Les quatre villes de Sancti Spiritus, de Trinidad, de Pueblo Nuevo, d'El Cayo possèdent 732 parcs à bestiaux (*estancias de ganados*) et fournissent la troupe de viande salée.

Cuba est la terre par excellence pour la canne à sucre. Les plants de canne durent douze ou quinze ans sans que l'on ait

1. Arch. des Indes, armoire LXXX, rayon 1, liasse 4. — La garnison comprend : le régiment fixe de La Havane, le régiment fixe du Principe, le régiment d'*España*, trois compagnies d'infanterie légère, deux compagnies d'artillerie, un régiment de volontaires blancs, deux bataillons de volontaires noirs et mulâtres, le régiment de dragons d'Amérique, le régiment de dragons volontaires de La Havane. Le roi possède en outre à Cuba 350 nègres esclaves pour le service de l'artillerie, dont 100 très instruits dans le maniement du canon et les autres, maçons, piqueurs de pierre et artisans divers (*que valen mucho dinero*). Le roi leur donne la ration, l'habillement et l'hôpital.

besoin de les renouveler; la qualité du sucre est bien meilleure que celle du sucre anglais, français ou portugais. L'île consomme chaque année 200,000 arrobes de sucre¹. L'exportation est montée en 1774 à 490,448 arrobes, représentant une valeur de 1,331,549 pesos. En 1775, l'île n'en a exporté que 410,635 arrobes.

Le miel constitue aussi un article de commerce important. Le comte de Ricla a fait venir de Floride quelques essaims d'abeilles, qui se sont merveilleusement multipliés, sans se laisser domestiquer. On va chercher le miel dans les montagnes. De 1770 à 1774, Cuba a exporté, soit en Amérique, soit en Espagne, 18,390 arrobes de cire.

Le tabac jouit d'une réputation universelle, mais la Compagnie fermière a été à peu près ruinée par l'invasion anglaise de 1762; elle a perdu à cette époque 1,487,515 pesos en argent, ses embarcations et effets, et n'a pu se remettre encore d'un coup aussi sensible.

Cuba présente encore à la fin du XVIII^e siècle quelques traces de régime féodal; la cité de Santa Maria del Rosario est une ville neuve, dont la juridiction appartient au comte de Casa Bayona. Les villes de San Felipe et de Santiago de Besucal relèvent du marquis de San Felipe. En 1788, on verra le Conseil de ville de La Havane demander au roi de conférer au comte de Galvez la seigneurie perpétuelle de la ville neuve de Los Guines, l'office de *regidor* perpétuel de La Havane et deux lieues carrées de terrain dans les meilleures terres royales².

Cependant, le gouvernement de l'île a une physionomie très moderne et les attributions des divers fonctionnaires y sont nettement déterminées.

Le capitaine général, nommé par le roi, est gouverneur militaire de l'île et chef de l'administration civile. Il est juge de première instance en matière administrative; l'appel de ses sentences est porté à l'Audience de Saint-Domingue transférée à La Havane après 1795. A côté du capitaine général, l'évêque a son tribunal ecclésiastique, les subdélégués du Saint-Office et de la Croisade³ ont le leur; l'intendant d'armée et de marine, le

1. L'arrobe vaut 25 livres castillanes ou 11 kilogrammes 500 grammes.

2. Arch. des Indes, armoire LXXX, rayon 1, liasse 4. — 1788.

3. La Croisade. *Cruzada* était un impôt particulier à l'Espagne. En 1512, Jules II avait autorisé Ferdinand le Catholique à faire vendre chaque année au

commandant de l'escadre, l'auditeur de guerre possèdent aussi leurs juridictions propres.

L'autorité du capitaine général s'étend à l'île entière, mais il ne l'exerce directement que sur les districts de La Havane, Santa Maria del Puerto, Principe, Trinidad, Matanzas et La Consolación ; dans les deux districts de Santiago de Cuba et de San Salvador de Bayamo, il a un lieutenant, le gouverneur de Santiago, qui administre directement le pays, sous sa surveillance et son contrôle.

Les fonctionnaires locaux sont soumis à la formalité administrative de la reddition de comptes (*residencia*). On leur retient un cinquième de leur traitement à titre de cautionnement, pour répondre de leurs fraudes ou de leurs erreurs.

Des documents un peu postérieurs à 1777 nous donnent quelques renseignements intéressants sur La Havane. La ville est grande et ses habitants la trouvent belle, mais elle est affreusement sale. On essaie, sous le marquis de La Torre, de la pavier en bois de fer, dit brise-haches (*quiebra-hachas*), mais on se contente d'un simple échantillon ; l'entreprise est abandonnée tout aussitôt. En 1785, une *Société économique des Amis du pays* s'établit à La Havane, à l'imitation de celles que l'on instituait en Espagne ; ses statuts furent soumis au Conseil des Indes¹. Le Conseil municipal de La Havane se composait de personnes du plus haut rang, parmi lesquelles on remarquait des titrés de Castille, des officiers de la milice, des capitalistes qui avaient aidé le roi dans ses affaires. Josefa de Ambulodi, veuve d'Antonio Arredondo, ingénieur en chef de la ville, demandait pour son fils, le comte de Vallellano, le titre de régidor et offrait pour cette faveur un don de 2,000 pesos fuertes. Les querelles étaient fréquentes entre les membres du *Cabildo*, très chatouilleux sur le point d'honneur et peu disposés à pardonner la moindre offense. L'alcade en référait au capitaine général, qui souvent en référait au roi ; la plus mince querelle engendrait d'interminables débats².

Capitaines généraux. — La vie d'un capitaine général de Cuba était fort occupée lorsque le fonctionnaire tenait à faire

profit de son trésor, en vue de la croisade prochaine, des dispenses d'abstinence pour les jours maigres. La concession devint perpétuelle en 1757. Aujourd'hui encore on vend dans les églises les « Bulles de la Sainte-Croisade ».

1. Arch. des Indes, armoire LXXX, rayon 1, classe 4. — 1785.

2. Id., *ibid.*

son devoir ; elles comportait de grandes fatigues et de longs travaux.

Le voyage de Cadix ou de La Corogne à Cuba durait de trente-quatre à quarante jours, mais en 1766, le comte de Bucaréli mit quatre-vingt-six jours à parvenir à La Havane. Quoique la paix fût signée depuis trois ans avec l'Angleterre, on n'osait encore expédier d'argent par un simple navire long-courrier, on attendait qu'une frégate fût disponible¹. Le capitaine général constatait, dès les premiers jours de son gouvernement, le manque de ressources de l'île et la difficulté des approvisionnements. Il eût voulu construire une forteresse à Matanzas, mais il observait avec raison que « mieux valait ne pas éléver de forts si l'on devait les mal construire, ce qui semblait inviter l'ennemi à s'en emparer². »

La Havane, dévastée par le siège de 1762, avait besoin de grands travaux. Bucaréli se déclarait satisfait des milices, qui se montraient tranquilles et disciplinées. Il trouvait les forts en bon état. Le Morro était garni de toute son artillerie, le château d'Atares devait avoir bientôt la sienne, on travaillait à la Cabaña, le fort et le boulevard de la Pointe étaient réparés et on était en train de remonter l'artillerie ; on faisait tirer le canon pour exercer les hommes. Le 30 septembre 1767, fut lancé le vaisseau de quatre-vingts canons *le San-Luis*, parfaitement construit ; l'arsenal était rempli de bois de construction, d'autres bois étaient déjà coupés dans les montagnes, on pouvait construire rapidement un vaisseau à trois ponts³. Le 16 février 1770, le *San Francisco de Paula* et le *Santisima Trinidad* étaient en partance et faisaient l'admiration de tous ceux qui les voyaient : « Ce sont », disait Bucaréli, « deux beaux vaisseaux qui donneront de la force à n'importe quelle escadre⁴. »

Il semble que le capitaine général ait galvanisé tous les services, mais il ne pouvait rien contre le manque d'argent qui paralysait tous ses efforts. Dès le mois de janvier 1769, il ne pouvait plus appliquer que 1,500 pesos par mois aux travaux de réfection des forts, au lieu de 6,000 pesos qu'il dépensait l'année précédente ; encore n'obtenait-il cette somme qu'en ven-

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 1766.

2. Id., ibid. — 5 septembre 1766.

3. Id., ibid. — 7 octobre 1767.

4. Id., ibid. — 16 février 1770.

dant les nègres occupés aux travaux des forts¹. Il se plaint de la discipline ébranlée par la facilité avec laquelle les déserteurs trouvent asile dans les églises. Le château du Morro, qu'il croyait en bon état, est entièrement ouvert, avec très peu de canons montés ; il paraît impossible de le remettre en état avant la fin de l'année. Le fort de la Cabaña n'existe pour ainsi dire pas ; il est si grand qu'il faudra des années pour le finir. Le fort d'Atares est à peine commencé ; il faudrait de l'argent et les subsides mexicains n'arrivent pas². Quatre mois plus tard, le vaisseau *Castilla* apporte quelques fonds, mais on aura bien juste le nécessaire pour payer les emprunts déjà faits ; il ne restera rien en caisse pour la solde de la garnison ni pour la continuation des travaux³.

En 1770, on recommence à parler d'une guerre avec l'Angleterre ; une offensive s'impose contre la Jamaïque, pour détruire l'établissement des Anglais et les magasins à l'aide desquels ils inondent de contrebande toutes les Antilles, mais une pareille offensive est impossible, faute des ressources nécessaires⁴.

Le ministre Grimaldi, qui voit les choses de loin, semble plus hardi que Bucaréli qui les voit de près. Il annonce que la guerre est pour ainsi dire déclarée, que cependant l'Espagne n'a point encore ouvert les hostilités, quoiqu'il eût été peut-être avantageux de gagner les Anglais de vitesse, de leur prendre leurs navires marchands et leurs équipages. Le roi envoie à Cuba le régiment d'Irlande et 700 recrues pour renforcer la garnison. Avec ces troupes, Bucaréli sera en mesure de se défendre et même peut-être d'entreprendre quelque expédition⁵.

La guerre n'eut point lieu, Louis XV ayant refusé son concours à l'Espagne, mais une assez grosse affaire attira dans le même moment l'attention du capitaine général de Cuba. Le roi de France avait cédé la Louisiane à son cousin le roi d'Espagne, pour l'indemniser de la perte de la Floride, devenue anglaise ; les colons français ne voulaient pas entendre parler de devenir Espagnols et obligèrent le gouverneur, D. Antonio de Ulloa, à se retirer ; un nouveau gouverneur, O'Reilly, eut raison des dernières

1. Arch. des Indes, armoire CLXVI, rayon 4, liasse 1. — 10 février 1769.

2. Id., ibid. — 7 avril 1769.

3. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 17 août 1770.

4. Id., ibid. — 10 décembre 1770.

5. Id., ibid. — 1771.

résistances en terrorisant les colons et la Louisiane fut annexée à la capitainerie générale de Cuba¹. Bucaréli ne paraît pas en avoir été très flatté, non plus que de se voir constitué le gardien de M. Hardy de Boisblanc, conseiller au Conseil suprême de la Louisiane, condamné à six ans de détention au château du Morro pour avoir participé aux troubles de la Nouvelle-Orléans. L'ambassadeur de France intervenait en faveur du condamné; la mauvaise humeur de Bucaréli en vint jusqu'à considérer la présence de Hardy au Morro comme un danger pour la forteresse si la guerre venait à éclater²!

Le 31 décembre 1782 arrivait à La Havane un nouveau gouverneur, Luis de Unzaga y Amezaga, qui paraît avoir fort bien fait ses affaires, car il repart en 1786 avec une grande caisse d'argenterie, 20,000 pesos en argent frappé et 10,000 pesos en monnaie d'or. Son passage et celui de sa famille jusqu'en Espagne lui coûtèrent 2,326 pesos, dont il demanda au roi le remboursement, mais le roi, sans doute médiocrement content de ses services, rejeta sa requête³.

Son successeur, Bernardo de Galvez, s'était distingué à la Louisiane pendant la guerre de l'indépendance américaine et gouverna Cuba avec sagesse et autorité. Les sub-sides que la Nouvelle-Espagne envoyait chaque année à Cuba montaient à 1,602,000 pesos⁴.

Traite des nègres. — Une des questions les plus importantes que les capitaines généraux eussent à régler était celle de l'importation des nègres à Cuba. En 1765, le roi avait aboli le monopole des compagnies fermières chargées de la fourniture des esclaves (*asiento de negros*) et avait autorisé les particuliers à faire le commerce des nègres. Pour favoriser l'importation, il avait même renoncé à ses droits de marque et de capitulation. L'ancienne compagnie fermière avait pour près de 50,000 pesos de créances que le roi recommandait à l'attention de ses officiers, il les engageait aussi à surveiller de très près les contrebandiers anglais de la Jamaïque qui venaient à Cuba acheter des mules et aussi vendre des nègres, au grand préjudice des commerçants espagnols⁵.

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 7 octobre 1767.
Id., armoire CLXVI, rayon 4, liasse 1. — 11 septembre 1770.

2. Id., ibid. — 4 mai 1770.

3. Id., armoire LXXX, rayon 1, liasse 4. — 1786.

4. Id., ibid. — 1785.

5. Id., ibid. — 1765.

La Compagnie de l'Asiento disparut définitivement en 1785; le commerce des nègres resta soumis à l'autorisation du roi. Ce fut une faveur qu'il accordait à qui lui plaisait. L'année même de la suppression de la compagnie, des licences pour le transport de 800 à 1,000 têtes de bétail humain sont accordées à Maria Gonzalez del Alamo, à Thomas de Sotolongo, au marquis del Real Socorro, au marquis de la Real Proclamación¹, mais, comme l'initiative espagnole ne suffit pas à satisfaire les besoins du marché, il faut s'adresser à l'étranger; la maison Romberg de Gand est autorisée à envoyer à La Havane cinq bâtiments chargés de noirs².

Commerce. — Le commerce espagnol prit à la fin du XVIII^e siècle un essor vraiment remarquable. Le 16 octobre 1765, Charles III autorisa tous ses sujets à commercer directement avec certains ports d'Amérique, notamment avec Puerto-Rico, Saint-Domingue, Cuba, la Trinité, Sainte-Marguerite; un peu plus tard, l'autorisation fut étendue à la Louisiane et à Sainte-Marthe. Le commerce était libéré des droits de mesurage (*palmeo*), tonnage (*toneladas*), aubaine (*extrangeria*) et des aumônes perçues pour le collège de San Telmo. Les marins n'auraient plus à subir la visite des employés des ports pour l'inspection des carènes; ils n'auraient plus à solliciter ni certificats ni licences pour naviguer³. Grâce à ces intelligentes mesures, la marine marchande espagnole commença à se relever; mais la faveur que le roi entendait lui réservé le rendit plus opposé que jamais au développement du commerce étranger.

D'après les lois des Indes, l'accès de tous les ports des colonies espagnoles est interdit à tout navire étranger. En cas d'avarie grave ou de nécessité absolue, le capitaine général prend l'avis de l'officier de marine commandant l'escadre de défense et peut autoriser les navires étrangers à mouiller en rade, entre les forts du Morro et de la Punta. Même dans le cas où les navires auraient besoin d'un carénage, et s'il fallait sortir la quille de l'eau, il ne sera permis, sous même aucun prétexte, aux gens du bord de descendre à terre, quand ils prétendraient avoir des dépêches à remettre entre les mains

1. Arch. des Indes, armoire LXXX, rayon 1, classe 4. — 6 juin, 31 août, 11 octobre 1785.

2. Id., ibid. — 25 octobre 1785.

3. Id., ibid. — 16 octobre 1765.

du capitaine général. L'intendant sera immédiatement avisé de la situation et prendra toutes les mesures d'isolement convenables; le roi sera mis au courant de tout ce qui aura été fait. Aucune exception ne doit être faite, en faveur de qui que ce soit, même des Français, quoique la France soit liée à l'Espagne par le pacte de famille, car les Anglais pourraient se prévaloir de ce précédent¹.

Ces règles sévères, et qui nous paraissent absurdes, correspondaient merveilleusement aux préjugés courants en Espagne; les officiers du roi mettaient leur amour-propre à les faire respecter strictement, et quelques menus faits semblent indiquer qu'ils n'avaient pas toujours tort. Dans les deux jours qui suivirent l'expulsion des Jésuites de La Havane, deux frégates anglaises s'approchèrent de la place, escomptant sans doute quelques troubles, quelque rébellion, et Bucaréli dut les contraindre à la retraite à coups de canon². Lorsqu'un navire étranger faisait naufrage sur la côte d'une colonie espagnole, l'équipage était recueilli et rapatrié immédiatement³.

Après la guerre de l'Indépendance, il fallut bien se relâcher un peu; la puissance commerciale de l'Europe, et bientôt celle des États-Unis, s'affirmaient de jour en jour plus formidables, et les vieilles barrières que la législation espagnole lui opposait cédaient de toutes parts. Le roi engage ses officiers à maintenir les règlements, mais il leur commande d'agir avec discréption; il comprend lui-même que les prohibitions absolues ne sont plus de mise. La règle reste rigoureuse à l'égard des Anglais: un Anglais qui avait affaire à un négociant de La Havane n'est pas même autorisé à quitter son bord pour venir lui parler⁴; mais le roi accorde des licences particulières à des commerçants français pour la Nouvelle-Orléans. Nos officiers de vaisseau commencent à témoigner quelque impatience; la frégate *la Cérès* amenant un courrier pour le comte de Galvez, capitaine général de Cuba, refuse de recevoir à son bord les gardes que l'autorité espagnole veut lui envoyer⁵. L'isolement des colonies espagnoles devient impossible à maintenir.

1. Arch. des Indes, armoire LXXX, rayon 1, liasse 4. — 1777.

2. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 29 juin 1767.

3. Id., ibid. — 29 mai 1770.

4. Id., armoire LXXX, rayon 1, liasse 4. — 1785.

5. Id., ibid. — 20 avril 1785.

III. — NOUVELLE-ESPAGNE.

Vice-Rois. — C'est au Mexique que la colonisation espagnole avait pris le plus beau et le plus complet développement. L'Espagne pouvait le montrer avec orgueil à ses amis et à ses ennemis. Il était en communication permanente et active avec la métropole, on faisait plus attention à lui qu'aux autres colonies, il était gouverné par des fonctionnaires plus choisis¹. Mais la guerre interrompait souvent les relations avec la Péninsule, les Anglais interceptaient les courriers, capturent même parfois les vice-rois, comme il arriva à Azanza et à Marquina; et, par suite des incurables défiances de l'administration espagnole, les vice-rois changeaient trop souvent pour imprimer aux affaires une impulsion vraiment énergique et durable. Quarante vice-rois se succédèrent au Mexique entre les années 1759 et 1803. Il y en eut d'excellents et de médiocres, les meilleurs ne purent que signaler le bien à faire, sans avoir le temps de l'accomplir.

Le 5 janvier 1760, le vice-roi Agustín de Ahumada y Villalon, marquis de las Amarillas, étant mort sans laisser de testament politique (*pliego de mortaja*), l'Audience prit en main le gouvernement jusqu'à l'arrivée de Francisco Cajigal, capitaine général de Cuba, qui vint le 28 avril prendre le commandement intérimaire. Le 6 octobre, Joaquin de Montserrat, marquis de Cruilles, vice-roi en titre, fit son entrée solennelle à Mexico. Le Mexique avait donc passé, dans le cours d'une seule année, sous quatre autorités différentes et le marquis de las Amarillas n'avait pas dû être un chef bien remarquable, car c'est tout au plus si le bon seigneur savait signer son nom².

Le marquis de Croix (1766-1771) laissa de bons souvenirs par son administration honnête et active et embellit Mexico³. Si l'on en croit l'évêque de Cuba, Croix ne fut pas homme de génie : « Il m'a fait l'effet d'un candide; franc, sans malice, timoré au plus haut degré, rempli de scrupules et persuadé que

1. Camacho, *la Revolución e Independencia de Méjico*, p. 39 (*Boletín del Instituto de Estudios americanistas de Sevilla*, n° 1. — Marzo 1913).

2. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1759.

3. Coroleu, *América. Historia de su colonización, dominación e independencia*. Barcelona, 1894-1896, 4 vol. in-8°, t. I, p. 223.

son successeur se tuera, s'il suit une autre voie que la sienne, à cause de l'extrême occupation que donne ce commandement¹. »

En 1771, le Mexique trouva un véritable chef en la personne d'Antonio de Bucaréli, capitaine général de Cuba. Le marquis de La Torre, qui lui succéda à La Havane, lui écrivit une lettre de félicitations au sujet de son avènement, dans laquelle il vante sa popularité, lui demande de penser aux caisses urbaines qui sont vides et lui recommande une longue série d'amis².

Nous savons par la correspondance de Bucaréli avec le ministre Grimaldi comment il fut reçu au Mexique. Le marquis de Croix avait manifesté le désir de lui remettre la canne de commandement (*el baston de mando*) à San Cristoval, et non à Otumba, comme cela se pratiquait ordinairement; « il y avait consenti parce qu'il n'y avait pas d'ordre du roi qui le défendit et qu'il y avait des précédents ». L'entrevue des deux vice-rois eut lieu le 4 octobre 1771. Le marquis de Croix remit à son successeur un mémoire sur les matières de gouvernement. Les deux gentilshommes dînèrent ensemble et se séparèrent le lendemain, l'un pour se rendre à Xalapa, l'autre pour entrer à Mexico. Tous les prélats de Nouvelle-Espagne, alors rassemblés à Mexico pour la tenue d'un concile provincial, les tribunaux, la municipalité, les couvents vinrent saluer Bucaréli jusqu'à San Cristoval. L'Audience l'attendait au sanctuaire national de Notre-Dame de Guadalupe, puis le reçut au palais, où il prêta serment devant la Commission administrative (*el real Acuerdo*). La cérémonie qui suivit fut longue, « mais les naturels tiennent à ce que rien n'en soit omis; ils y verraien une offense à leur fidélité au roi et à leur soumission respectueuse à celui que S. M. envoie vers eux pour les gouverner³ ».

Le 27 décembre, les cérémonies et les fêtes recommencent à l'occasion de la naissance d'un infant d'Espagne. Annoncées par des salves d'artillerie et des sonneries de cloches, elles durent trois jours; les édifices publics sont tendus de velours et illuminés chaque soir; il y a procession, messe pontificale, célébrée par l'archevêque Lorenzana, qui vient d'être nommé au siège de

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 1. — 23 décembre 1771.

2. Id., ibid. — 24 décembre 1771.

3. Id., ibid. — 4 octobre 1771.

Tolède, il y a sermon et *Te Deum*. La population eût désiré d'autres réjouissances, mais Bucaréli sait que l'économie est à l'ordre du jour et ne veut pas que l'on fasse de folies¹.

Pendant son gouvernement au Mexique, Bucaréli subit une inspection générale et, quelle qu'ait été sa soumission aux ordres du roi, il est aisé de voir que le contrôle l'irrite et l'ennuie : « On ne peut nier, écrit-il à son frère, que l'inspecteur (*el visitador*) n'ait travaillé, ne soit plein de zèle pour le service et ne soit pas dépourvu d'habileté; mais il a un défaut : toutes les qualités, il les trouve à ses partisans, tous les défauts à ses adversaires; il est rancunier et ne regarde pas à nuire à beaucoup de bons serviteurs du roi pour venger ses injures. Il écrit mieux qu'il ne parle. Il sait temporiser à l'occasion, comme il le fait depuis quatre mois qu'il sait que ce n'est pas lui qui commande... N'oubliez pas que tout ceci doit demeurer entre nous². »

Le vice-roi Martin de Mayorga (1779-1783), ancien président de l'Audience royale de Guatémala, soutint très honorablement la guerre contre l'Angleterre, servit avec distinction et fidélité et ne fut cependant jamais bien vu à la Cour. On croit qu'il avait un ennemi caché. Ses lettres confidentielles, modèles de modestie et de raison, ne lui attiraient presque jamais que d'amers reproches. A son retour en Espagne, il mourut subitement en sortant de table et le bruit courut qu'il mourait empoisonné³.

Le comte Bernardo de Galvez, capitaine général de La Havane, succéda comme vice-roi à son père Matias de Galvez, au mois de mai 1785, et mourut le 30 novembre 1786, laissant la réputation d'un administrateur hors ligne. Le 27 août 1785, une gelée précoce détruisit tous les semis de maïs et la famine menaça l'Anahuac. Le vice-roi abandonna 12,000 pesos qui lui revenaient de l'héritage de son père, gagea avec cette somme un emprunt de 100,000 pesos, nomma une junte de secours, où figurèrent des représentants de la municipalité et du chapitre, du tribunal de commerce, des propriétaires de troupeaux, des militaires, des curés, des propriétaires de mines et de domaines. La junte fit exécuter des travaux publics et réensemencer des champs situés

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 1. — 27 décembre 1771.

2. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 27 janvier 1772.

3. Coroleu, *América*, t. I, p. 224. D'après Carlos María de Bustamente, *Suplemento à la historia del P. Cavo*, t. III.

en terres chaudes. La charité des prélats et des fidèles fut sollicitée sans relâche, le vice-roi se prodigua avec une activité inouïe¹, prit sur lui de toucher même aux impôts, même à la sacro-sainte alcabala², et la famine fut évitée. La reconnaissance publique éleva jusqu'au souverain les louanges du vice-roi. Le président et les auditeurs de l'Audience de Mexico le recommandèrent chaudement à la bienveillance de S. M., vantèrent son humanité, son affabilité, le charme de sa conversation. C'était le vice-roi parfait. Il enchantait tous ceux qui l'approchaient³. L'autorité n'aime guère que l'on dispense de telles louanges à ses agents; Galvez commençait à porter ombrage aux gens de Madrid quand la mort vint le saisir. On a prétendu que, s'il eût vécu, l'heure de l'émancipation du Mexique eût sonné plus tôt qu'elle ne fit. Il ne faut sans doute voir dans cette opinion qu'un souvenir encore très vivant de l'impression extraordinaire produite par cet homme de tête et de cœur « beau et fastueux comme un Cortés et infiniment plus hardi ».

La mort inattendue du comte de Galvez prenait les autorités mexicaines au dépourvu; le secrétaire Francisco Fernández de Cordova assuma le gouvernement jusqu'au 8 mai 1787, où l'archevêque de Mexico prit la signature sur l'ordre du roi⁴. Le 17 août de la même année, Manuel Antonio Florès, vice-roi titulaire, arriva enfin à Mexico. Ce fut un homme de bien, qui sut vivre sans tenir à l'argent et mourut pauvre.

Le comte de Revilla-Gigedo (1789-1794) déploya une activité fébrile et se consacra surtout au rétablissement de l'ordre public. Il devint la terreur des malfaiteurs et l'effroi des subalternes négligents⁵. Son successeur, le marquis de Branciforte, dut sa nomination à ses relations à la Cour; son meilleur titre à la confiance du roi fut peut-être qu'il était le beau-frère du favori Godoy. Il profita de son autorité pour s'enrichir; autoritaire et pillard, il se faisait craindre et adulé. Le navire qui le ramena en Espagne remportait cinq millions de pesos, trois pour le compte du roi et presque tout le reste pour le marquis⁶.

1. Coroleu, *América*, t. I, p. 226.

2. Arch. des Indes, armoire XC, rayon 3, liasse 2. — 1786. — L'alcabala était un droit de 14 % sur toutes les ventes d'objets mobiliers.

3. Id., *ibid.* — 22 mai 1786.

4. Id., *ibid.* — 1787.

5. Coroleu, *América*, t. I, p. 229.

6. Id., *ibid.*, t. I, p. 231.

Miguel Josef de Azanza (1798-1800) fut un administrateur sérieux et probe ; la longue instruction qu'il laissa à son successeur résume avec clarté la situation générale de la Nouvelle-Espagne et pourrait suffire à une étude d'ensemble des pouvoirs administratifs d'un vice-roi ; les tâches qui lui incombaient marquent la tournure très moderne que présentaient les affaires dans ce grand pays neuf, à moitié barbare et par certains côtés déjà très civilisé¹.

Le chef d'escadre Berenguer de Marquina, qui gouverna le Mexique de 1800 à 1803, venait des îles Mariannes, la plus petite, la plus lointaine, la plus perdue des colonies espagnoles. Il paraît avoir été uniquement curieux de s'enrichir. Son secrétaire Bonilla l'accusa d'avoir participé à la Jamaïque à une grande opération de contrebande ; une instruction fut commençée contre lui ; le roi lui témoigna plus d'une fois son mécontentement, mais Marquina n'en avait cure, il avait en trente-deux mois envoyé en Espagne douze millions de pesos et savait qu'on ne sévirait jamais contre un homme aussi précieux que lui².

Marquina fut remplacé, le 4 janvier 1803, par le lieutenant-général Iturrigaray, que la reprise des hostilités avec l'Angleterre maintint en fonctions pendant cinq ans et demi et qui fut le dernier vice-roi de l'ancien régime.

La défense du pays. — Pendant fort longtemps, l'Empire espagnol des Indes avait vécu dans une paix si profonde qu'un petit nombre de soldats avait paru suffisant pour le garder. A la fin du XVIII^e siècle, le développement inouï de la puissance anglaise obligea les Espagnols à augmenter leurs forces en Amérique.

1. Arch. des Indes, armoire LXXXVIII, rayon 5, liasse 13. — 1800. — Nous citerons pour exemples quelques titres de chapitres de ce long et curieux mémoire : Tribunal des boissons prohibées. — Affaires entre la ville de Mexico et l'intendant de ses domaines. — Contribution pour le pavage de Mexico. — Police de la ville. — Service des eaux. — Éclairage. — Promenade neuve. — Marchés. — Propreté des rues. — Grenier d'abondance. — Règlements corporatifs. — Travail des femmes. — Dénûment du bas peuple de Nouvelle-Espagne. — Inspection des débits du pulque (boisson de suc d'aloès fermenté). — Fourniture de la viande à Mexico. — Canal de décharge de Huéhuétoaca (pour prévenir les inondations du lac de Mexico). — Hospice des pauvres. — Mineurs allemands. — Jardin botanique. — Chemin de Mexico à La Vera-Cruz.

2. Camacho, *Revolución de Méjico*, p. 40.

En 1762, quand la guerre éclata entre l'Angleterre et l'Espagne, le vice-roi, marquis de Cruilles, mit la Vera-Cruz en état de défense, y fit descendre les milices du pays et s'y rendit en personne à la fin de l'année¹.

Après la paix, on songea sérieusement à créer une véritable armée au Mexique et, pour lui servir de noyau, on envoya en Nouvelle-Espagne divers officiers, sergents, caporaux et soldats d'élite qui donnèrent d'excellents cadres au régiment d'*América*. En 1765, le lieutenant général Juan de Villalba arriva à Mexico avec cinq maréchaux de camp, des officiers et 2,000 soldats suisses et wallons. Presque aussitôt éclatèrent des conflits entre l'autorité civile et militaire. La société américaine était alors profondément paisible et son premier contact avec l'élément militaire lui fut pénible. En 1767, l'armée comptait cependant 10,000 fantassins et 6,000 chevaux. Il y avait des milices réglées, des corps urbains à Mexico, à la Vera-Cruz et à Puebla².

Dès son arrivée au Mexique, Bucaréli s'occupa activement de la défense du pays; les forts de San Juan de Ulua et de la Vera-Cruz lui semblaient en médiocre état³ et tout le service militaire à organiser; il se proposa d'y employer les fonds confisqués à la Compagnie de Jésus et projeta la construction d'un fort d'arrêt à Perote, sur la route de la Vera-Cruz à Mexico⁴. Il n'était pas satisfait de la tenue de l'armée; les vétérans n'étaient pas ce qu'ils auraient dû être, le pays était adonné au vice et le soldat, jouissant d'un prêt trop considérable, se laissait aller à la débauche. Le marquis de Croix avait bien décrété une réforme générale des compagnies de discipline (*presidios*), mais pour cette œuvre, comme pour tant d'autres, l'argent avait manqué⁵. En mai 1772, Bucaréli fit dresser le plan des fortifications nouvelles de San Juan de Ulua et supprima en même temps les lanciers et les compagnies de mulâtres et de noirs de la Vera-Cruz⁶.

L'armée s'organisa peu à peu. Elle se composait d'un contingent assez réduit de troupes métropolitaines, de disciplinaires (*presidiarios*), de milices blanches, indiennes, noires ou grises

1. Coroleu, *América*, t. I, p. 220.

2. Coroleu, *op. cit.*, t. I, p. 220-222.

3. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 8 septembre 1771.

4. Id., *ibid.* — 1771.

5. Id., *ibid.* — 31 octobre 1771.

6. Id., *ibid.* — 27 mai 1772.

(*pardos*, mulâtres). Les grades dans la milice étaient très recherchés par les riches bourgeois; ils donnaient droit à l'uniforme, à des honneurs spéciaux dont le créole se montrait très friand. On voit des municipalités demander pour un de leurs membres le grade de capitaine¹. L'esprit militaire se répand ainsi peu à peu dans la nation. Les officiers, très chatouilleux sur le point d'honneur, ne souffrent pas le moindre manquement à l'étiquette et imposent à tous le respect de l'uniforme². Les bourgeois, devenus officiers, s'efforcent de prendre le même ton et la même fierté.

C'est une belle chose qu'une prise d'armes d'un régiment de milices. Le 25 novembre 1777, le premier bataillon du régiment d'infanterie provinciale blanche de Tlascala et Puebla se forme en ordre de bataille, sous le commandement de son colonel, marquis de Guardiola, pour la présentation aux troupes du lieutenant-colonel comte de Castelo. Après la revue ont lieu des exercices variés; marche baïonnette au canon, déploiement en deux colonnes, remise de la baïonnette au fourreau, formation du bataillon en carré, feux de file, feu par compagnies, feu de bataillon, jet de grenades, formation de la colonne d'attaque, marche par la droite et par la gauche, colonne en retraite, défilé dans les rues de la ville au cri de : « Vive le roi et la cité de Tlascala! » Le colonel félicite le bataillon et lui déclare qu'il est un des plus excellents (*uno de los mas sobresalientes*) qu'on puisse voir³. Mais il ne faut pas oublier qu'un superlatif espagnol ne dit pas tout ce qu'il semble dire et, qu'à la même époque, la très importante place d'Acapulco se trouvait dans l'état le plus lamentable. Deux ou trois maisons y étaient habitables; tout le reste avait été renversé par les tremblements de terre. Au château, pas un seul affût en état de servir, murailles tombant en ruine, rongées par le salpêtre; seule une salle d'armes, récemment réparée, pouvait passer pour utilisable. Le château était dominé à courte distance par la pointe du Griffon, d'où l'ennemi pouvait le battre très facilement; il eût été nécessaire de tout reprendre par la base, de tout reconstruire, si l'on avait voulu protéger efficacement la magnifique baie d'Acapulco, vaste et sûre, sans rochers et sans bas-fonds⁴.

1. Arch. des Indes, armoire XC, rayon 3, liasse 2. — 16 juillet 1786, 18 juillet 1786.

2. Id., ibid. — 1786.

3. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 25 novembre 1777.

4. Id., ibid. — 20 mars 1777.

La politique indigène des vice-rois. — Les Européens et assimilés formaient aux Indes la caste privilégiée, la seule qui comptât, tant soit peu, aux yeux de l'autorité (*la gente de razón*). L'Indien, dont on avait nié l'âme, semblait destiné à vivre dans une perpétuelle minorité; cependant, sa misérable condition comportait encore des degrés, l'*Indio ladino* formait l'aristocratie de cette plèbe, il avait adopté la langue, le costume et le genre de vie du vainqueur, il ne demandait qu'à s'assimiler et se fut très vite fondu avec la population de sang espagnol, si l'orgueil des gachupines et des créoles le lui eût permis, mais il restait toujours astreint au tribut. L'Indien soumis avait gardé sa langue, son costume, la plupart de ses superstitions et vivait dans le servage, pillé par ses caciques et ses corrégidors. L'Indien sauvage (*el Indio bravo*) vivait dans le désert ou dans les bois, de pillage et de rapines.

La condition des Indiens soumis eût été fort tolérable s'il y avait eu quelque conscience chez leurs maîtres, mais le corrégidor espagnol ne les regardait généralement que comme une masse corvéable à merci, et le cacique pillait souvent ce que le corrégidor avait laissé. Le grand mal était l'arbitraire. Certains corrégidors allaient jusqu'à exempter l'Indien du tribut royal; l'Indien payait toujours, mais au magistrat et non plus au roi. Beaucoup de corrégidors s'emparaient des terres communales des villages indiens et forçait les habitants à les cultiver; les malheureux n'avaient plus le temps de travailler leurs propres terres et ne pouvaient plus payer le tribut. Quand le corrégidor achetait une mule, il la confiait d'autorité à un Indien pour la lui dresser; l'Indien lui devait un peso par semaine; s'il manquait une seule fois de payer, la semaine suivante il devait deux pesos, plus un real d'amende; la bête une fois dressée, le corrégidor la reprenait, sans rien rembourser à l'Indien pour la nourriture de la mule ni pour le dressage¹.

Un des plus grands abus était l'autorisation de commercer avec les Indiens, accordée aux corrégidors. Ils avaient le droit de vendre à leurs administrés toutes sortes d'objets, utiles ou non, à des prix fixés par eux seuls. Le roi avait ordonné la rédaction d'un tarif des marchandises de *repartimiento* et n'avait pas été obéi². En 1778, l'évêque d'Oaxaca³ faisait entendre à ce sujet

1. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, classe 2. — 1760.

2. Id., ibid. — 1760-1767.

3. José Gregorio de Ortigosa.

les plaintes les plus amères et rappelait que son prédécesseur¹ était mort à la suite d'un sermon prêché par lui contre les repartimientos. En 1784, il répétait ses protestations, sans avoir rien pu gagner contre les mauvais usages. L'administration n'avait même pas permis la publication des canons du concile provincial de Mexico qui condamnait ces trafics scandaleux².

Les Indiens des frontières étaient remuants et exigeaient une surveillance continue. On donnait le nom de provinces intérieures (*internas*) aux provinces du Nord : Sinaloa, Sonora, Chihuahua, Nouveau-Mexique, Cohahuila, Nouveau-Léon, plus exposées que les autres aux attaques des Indiens et soumises à un régime militaire spécial.

La province de Sonora fut dévastée en 1751 par une incursion des sauvages Seris, qui habitaient la côte de la mer de Californie. Les bourgs de Supe, San Javier, Opodepe, la Soledad, San Lorenzo, San Juan, la Harizana furent détruits de fond en comble. De la capitale de la province, San Juan de Sonora, il ne resta que l'église. Une seule ville, San Miguel, un seul domaine, Pili, demeurèrent intacts ; encore ne pouvait-on cultiver que les champs voisins des murs de clôture pour en tirer le blé strictement nécessaire à la vie. Les ennemis étaient nombreux et forts ; Seris, Yaquis, Salineros, Pimas, Apaches rivalisaient d'endurance, d'obstination et de férocité. Un moment, les Seris avaient paru vouloir s'apaiser, ils avaient reçu des missionnaires, ils s'étaient groupés en villages, mais on avait eu la mauvaise idée d'établir au milieu d'eux un *presidio* et, après avoir vainement réclamé son transfert dans un autre canton, ils s'étaient soulevés et réfugiés dans l'île de Tiburon. Les Espagnols les y poursuivirent, en tuèrent quelques-uns, s'emparèrent des autres. On les embarqua pour le Mexique. Pendant la traversée, les Seris se révoltèrent de nouveau, massacrèrent leurs gardiens et regagnèrent leur pays. Il ne fut plus possible de les battre ; à chaque campagne, on les retrouvait plus indomptables et plus insolents. En 1760, le colonel Juan de Mendoza, gouverneur de Sonora, dirigea contre eux deux expéditions successives, sans pouvoir les vaincre ; la seconde se termina par une véritable déroute, les Espagnols regagnèrent

1. Miguel Alvarez de Abreu y Valdés, † 1774.

2. Arch. des Indes, armoire XCVI, rayon 5, classe 15. — 1784.

leurs positions en toute hâte, les Seris courant sur leurs talons¹.

En 1770, une nouvelle démonstration, confiée à un gouverneur civil, n'eut pas de meilleur résultat : « Je ne m'en étonne pas, écrivait Bucaréli, je l'avais prédit quand j'avais vu que l'on donnait à un politique le rôle d'un militaire. V. E. connaît le vieux proverbe : A chacun son métier². »

L'année suivante, il y eut encore des combats dans la province de Chihuahua. A Cohahuila, Bernardo de Galvez perdit dix hommes dans un combat contre les Apaches et fut blessé : il dut réclamer des renforts³.

En 1772, le lieutenant-colonel Hugo O'Connor fut investi du commandement de la province de Chihuahua et trouva le pays dans un état lamentable ; il déclarait que, si le gouvernement n'envoyait pas de prompts secours, ce riche district minier deviendrait bientôt désert ; mais où trouver l'argent pour payer les troupes⁴ ? A la fin de l'année, il y avait quelque amélioration à Chihuahua, mais la situation restait toujours fort troublée à Cohahuila et au Texas, c'est une armée qui eût été nécessaire. Bucaréli craignait fort que les Anglais n'eussent l'idée de subordonner les nations indiennes et de les armer contre les Espagnols⁵. Il fallait envoyer des vivres aux missions franciscaines de Californie qui commençaient à se développer⁶. A mesure que le champ de l'action espagnole s'agrandissait, les difficultés croissaient et les questions allaient se compliquant de plus en plus.

O'Connor imagina d'établir autour de Chihuahua une ligne de *presidios*, mais il n'avait pas assez de troupes pour les garnir et la liaison entre tous ces postes laissait à désirer⁷.

En 1777, un gouverneur actif et intelligent, Thomas de Croix, arriva à Cohahuila ; il trouva réunis pour la défense de toute la province 222 hommes seulement, y compris les officiers, les chapelains, les armuriers et 50 Indiens auxiliaires, dont quelques-uns étaient inutiles et les autres suspects. Il commença

1. Arch. des Indes, armoire CIV, rayon 7, liasse 30. — 1765.

2. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 1. — 11 septembre 1770.

3. Id., *ibid.* — 31 octobre 1771.

4. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 27 janvier 1772.

5. Id., *ibid.* — 27 novembre 1772.

6. Id., *ibid.* — 26 juin 1773.

7. Id., *ibid.* — 26 juin 1776.

par renforcer ses troupes avec 63 hommes de la 3^e compagnie volante de Nouvelle-Biscaye; puis il songea à réorganiser la défense générale de toutes les Provinces intérieures. Tous les *presidios* étaient dans un état lamentable; il imagina de fonder un nouveau poste, auquel on donnerait le nom de San Fernando, et de grouper les troupes des deux *presidios* d'Aguaverde et de Monclova. Les frais seraient couverts par des souscriptions demandées aux officiers et aux soldats. Le gouverneur de Cohahuila s'éleva contre ce projet, objectant que la solde des officiers et des soldats était beaucoup trop faible pour qu'on pût rien leur demander et que ces sortes de souscriptions étaient contraires à la loi. Croix réfuta ces mauvaises raisons, fit dresser le plan de San Fernando par l'ingénieur Gerónimo de la Rocha, tira 2,591 pesos d'Aguaverde, 2,014 pesos de Monclova et finit par se trouver à la tête de 1,800 hommes, bien casernés et bien pourvus de vivres¹. « C'était un progrès manifeste; c'était bien peu encore pour défendre 900 lieues de frontière contre des Indiens belliqueux et braves qui savaient profiter de toutes les occasions pour attaquer les Espagnols, fuyaient devant des forces supérieures et se laissaient tuer plutôt que de se rendre. Ils connaissaient admirablement le terrain, l'avaient changé en désert et n'avaient jamais pu en être chassés². » Tout village devait être entouré de murs en terre, et ces murs eux-mêmes percés de meurtrières, munis d'un fossé et d'une palissade pour échapper aux assauts furieux des sauvages, qui étaient très habiles à l'attaque et prompts au massacre et à l'incendie³.

En 1782, une expédition sérieuse fut menée contre les Apaches. Elle partit le 10 mars du domaine des Sardinas. Elle se composait de 240 hommes et emportait trois mois de vivres. La colonne s'avança dans le désert, capture une Indienne isolée, trouva une hutte (*rancheria*), abandonnée depuis deux jours, avec les restes d'une vache que les Indiens commençaient à dépecer et un chapeau, qui fut reconnu comme ayant appartenu à un habitant de Cohahuila, tué le mois précédent. Le 19 mars, les Espagnols arrivèrent en vue du principal camp des Indiens, établi à mi-côte d'une montagne très élevée; la cavale-

1. Arch. des Indes, armoire CIII, rayon 3, liasse 35.

2. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 31 octobre 1777.

3. Id., armoire CIII, rayon 3, liasse 25. — 1782.

rie chargea les sauvages et s'empara du camp, mais un groupe d'Indiens se réfugia sur la cime et dirigea une vive fusillade sur les Espagnols, maîtres du camp¹.

Le 20 mars, on décida à attaquer les derniers Indiens qui se défendaient encore :

Se voyant perdus sans ressources, les Indiens se résolurent à mourir en tuant s'ils le pouvaient le plus possible de leurs ennemis. Ils quittèrent leurs ceintures, et comme elles constituaient leur unique vêtement, ils restèrent nus et commencèrent à lancer leurs flèches avec une adresse extraordinaire; comme la troupe espagnole n'était pas à plus de vingt pas, les flèches furent bien employées. L'une d'elle traversa le poignet droit du capitaine Moreno, une autre atteignit l'enseigne Urrutia au haut de l'aine, un soldat fut blessé au poignet gauche, le lieutenant Munguia perdit son cheval et eut le pied blessé dans la chute de l'animal, trois autres chevaux furent blessés, beaucoup de soldats eurent leurs buffleteries, leurs targes, leurs baguettes de fusil, leur cuirasse traversées. Le lieutenant Munguia ayant coupé la retraite à deux Indiens, on put tuer celui qui était le plus en arrière; quant à l'autre, qui était le plus féroce, le caporal Antonio Cadena le chargea avec force; au moment où il allait sabrer l'Indien, celui-ci frappa son cheval d'un coup mortel; cependant la bête ne tomba guère que trois ou quatre minutes après; Cadena profita du moment où l'Indien venait de lancer sa flèche et se préparait à en décocher une autre pour lui asséner un coup de sabre, mais l'Indien l'esquiva et il allait lancer une nouvelle flèche, quand un soldat lui mit son sabre tout entier dans la poitrine. L'Indien tomba mort, et le cheval (du caporal) tomba en même temps que lui².

Ce récit d'un témoin oculaire, encore tout palpitant de la fièvre du combat, montre à quels ennemis les Espagnols avaient affaire. Il y avait alors plus de trente ans qu'une guerre sans merci se poursuivait dans cette partie du Mexique entre les colons et les sauvages.

Les Espagnols auraient probablement triomphé plus vite de leurs ennemis s'ils avaient toujours eu des chefs aussi actifs que le marquis de Croix, mais la plupart des officiers étaient des hommes routiniers et fatigués qui se contentaient d'accomplir

1. Arch. des Indes, armoire CIII, rayon 3, liasse 25. — 19 mars 1782.

2. Id., ibid. — 20 mars 1782.

machinalement leur besogne et faisaient consister la sagesse à ne pas s'attirer d'affaires. Croix savait que les Indiens de la frontière de Cohahuila étaient divisés en deux grosses tribus : les Lipanes, qui pouvaient mettre en ligne 2,000 guerriers et qui obéissaient à un chef appelé Bocatuerta, et les Mescaleros, moins importants ; il eût voulu traiter avec les Indiens, mais le commandant particulier de Cohahuila détestait les sauvages et ne voulait à aucun prix pactiser avec eux ; il opposait une force d'inertie insurmontable à toutes les mesures prises par le commandant général et, grâce à la mésintelligence des chefs, la guerre s'érer- nisait¹.

L'agriculture. La province du Yucatan. — En dépit des troubles qui agitaient les provinces du Nord, le Mexique jouis- sait d'une paix profonde, éminemment favorable au développe- ment de sa richesse. Un rapport très détaillé sur la situation économique du Yucatan en 1791 permet de se rendre compte des ressources du pays et des entraves qui ralentissaient l'essor de sa prospérité².

Le Yucatan était une province extrêmement fertile, où l'on trouvait le bois de fer, le coton, la cire, l'indigo, la cochenille, le *henequen*, le copal, le baume, le benjoin, le poivre, la canne à sucre, le tabac, la *salsepareille*, mais le pays était mal arrosé et ses habitants manquaient d'industrie, les chemins étaient détestables, les agents commerciaux infiniment trop rares ; le pays restait pauvre au milieu de ses richesses naturelles. Il eût fallu permettre la coupe des bois et leur exportation en Europe. » On croit généralement que créer de bonnes routes serait exposer la province aux attaques des ennemis, mais la côte est si favorable à la contrebande et les sentiers de la forêt se prêtent si bien au commerce interlope qu'on ne peut l'empêcher. La cire rendait autrefois 100,000 pesos, elle est si mal raffinée que le Mexique ne l'achète plus ; il faudrait en pré- senter beaucoup moins et la préparer avec plus de soin. On pourrait obliger les Indiens à en fournir chaque année une cer-

1. Arch. des Indes, armoire CIII, rayon 3, liasse 25. — 1784.

2. Id., armoire XCI, rayon 2, liasse 2. — 1791. — Memorial ajustado con cinco comprobantes, y treinta y dos cuerpos de autos, comprehensivos de la residencia que acava de tomar en esta provincia de Merida de Yucatan D. Leandro Poblaciones, capitán de artillería, en virtud de real comisión, al gobernador y capitán general D. José Merino y Zevallos, por ante D. Joaquin José de Castro, escrivano de S. M. y del juzgado.

taine quantité, ce qui serait conforme aux lois des Indes, d'après lesquelles l'indigène doit être occupé. La cochenille donnait jadis une récolte de 10,000 livres, qui pourrait être portée à 100,000, mais cette culture est en décadence, la province en produit à peine pour ses besoins. Il faudrait obliger les gens à planter des nopals, là où il n'y en a point. Le poivre de Yucatan est bon et estimé en Europe, sous le nom de *Malagueta*; on devrait obliger chaque propriétaire à planter chaque année huit à dix poivriers dans leurs domaines. L'indigo pourrait être semé dans les maïs et commencerait à fructifier après la récolte. Le coton est excellent, mais le décortiquage est une opération longue et pénible et c'est pourquoi cette plante se cultive si peu. Il faudrait installer des manufactures et faire venir des maîtres du dehors. L'usage du métier à dévider assurerait un rendement bien meilleur que le travail manuel. Une femme qui gagne actuellement un real, en travaillant du soir au matin (*de sol à sol*), en gagnerait facilement quatre avec un métier. Il faudrait aussi introduire au Yucatan la machine à décortiquer le coton. Pour assurer la récolte annuelle, il serait bon de distribuer les terres inoccupées à ceux qui s'engageraient à les cultiver en coton. L'ancienne coutume qui accordait aux planteurs des lots de travailleurs indigènes (*repartimientos de Indios*) paraît excellente au gouverneur, il la trouve juste et profitable et va même jusqu'à dire que le travailleur forcé acceptait volontiers la tutelle du planteur. Si l'on permettait l'extraction du tabac, comme cela se pratique à Cuba, la culture en deviendrait bien vite très rémunératrice. La canne à sucre est d'un excellent rendement, mais comme la province n'a pas de nègres et que le roi a défendu d'employer des Indiens à ce travail, on n'obtient presque rien de ce côté. Le gouverneur propose d'appliquer à la culture de la canne à sucre les vagabonds qui sont une des plaies du pays. Il voudrait aussi protéger la culture du maïs qu'il ne trouve pas assez répandue et il propose la création d'une Société économique de gens habiles, instruits et expérimentés qui développeraient la population, l'agriculture, le commerce et les arts; mais il ne dit pas où l'on pourrait découvrir ces habiles gens, ni quel appui ils trouveraient auprès des autorités, ni quel accueil leurs conseils rencontreraient chez les planteurs. Assez intelligent pour constater le mal et pour entrevoir le remède, le gouverneur n'a certainement jamais été tenté de l'appliquer.

Le commerce. — Les lois commerciales des Indes, conçues dans l'esprit le plus étroit et le plus défiant, se proposaient un double but : assurer à l'Espagne le monopole absolu du commerce avec ses colonies, maintenir l'isolement de chaque colonie en prohibant tout commerce de port à port américain. La politique commerciale des vice-rois n'est guère qu'une politique douanière ; il s'agit d'empêcher la fraude et la contrebande, qu'elle vienne de l'étranger ou même des autres colonies.

Le traité de paix du 10 février 1763 entre l'Espagne et l'Angleterre rétrocéda à l'Espagne La Havane et Manille, occupées l'année précédente par les Anglais, mais donna le Mississippi pour frontière orientale à l'empire espagnol, amputé de la Floride. Il concéda aux Anglais le droit de couper du bois de Campêche dans la baie de Honduras. Cette dernière concession fut sans doute la plus sensible aux hommes d'État espagnols, car c'était ouvrir la porte à la contrebande et au commerce interlope.

L'Espagne vit avec une véritable joie les colonies anglaises d'Amérique se séparer de la mère-patrie. Au premier moment, on ne pensa qu'aux embarras qui s'en suivraient pour l'Angleterre, à la liberté d'action que l'on recouvrerait, au parti que l'on pourrait tirer de ces troubles. Dès 1776, Bucaréli mettait tout en ordre au Mexique pour se tenir prêt à tout événement¹. L'émancipation des colonies anglaises ne fut pas aussi avantageuse aux intérêts espagnols qu'on l'avait cru. L'Espagne trouva dans les États-Unis un voisin terriblement actif, dont l'audacieux esprit d'initiative ne tarda pas à se faire sentir partout. Infatigable en paix comme en guerre, la contrebande trouva aux États-Unis un nouveau et puissant foyer d'activité² et la Louisiane fut bientôt menacée par la force d'expansion des colons émancipés. Les Européens restaient atterrés devant l'audace des « Kaintock », surnom donné par les habitants de la Nouvelle-Orléans aux gens du Kentucky et par extension à tous les Anglo-Américains :

Il est parmi eux une classe d'hommes qui fait métier de dévancer sans cesse de cinquante lieues dans les déserts de l'Amérique toute population ; ils y immigrerent les premiers, y défrichent, y peuplent et d'encore en encore poussent en avant, sans aucun but ni profes-

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 1777.

2. Camacho, *Revolución de Méjico*, p. 41.

sion que d'ouvrir la route aux nouveaux colons. Ceux qui débutent ainsi dans les lieux inconnus s'appellent *Backsetters*. Ils plantent leurs haraques, coupent et brûlent des arbres, tuent des sauvages ou en sont tués et disparaissent de cette terre, soit par la mort, soit en y cédant bientôt à un cultivateur plus stable celle qui commençait à être éclairecie. Quand une vingtaine de nouveaux colons se sont ainsi agglomérés sur un point, deux imprimeurs surviennent, l'un fédéraliste, l'autre antifédéraliste, puis les médecins, puis les avocats, puis les aventuriers. On boit des toasts, on nomme un speaker, on s'érige en cité, on engendre des enfants à l'envi. On affiche en vain de vastes territoires à vendre, on attire et on trompe tant qu'on peut les acheteurs, on enfile les tableaux de population pour qu'elle arrive promptement au chiffre de 60,000 âmes, auquel est acquis le droit de former un État indépendant et de se faire représenter au Congrès, et voilà une étoile de plus dans le pavillon des États-Unis¹.

Quelle était auprès de cette foudroyante activité la torpeur des pays espagnols, on peut en juger par ce simple petit fait : en 1805 encore, six navires provenant de Campêche et arrivés à la Vera-Cruz, chargés de produits d'Espagne et du Yucatan, eurent leurs cargaisons confisquées pour contravention à la défense de commercer entre ports américains².

Les mines. Les envois d'argent en Espagne. — La grande richesse du Mexique provenait de ses mines. L'extraction des métaux précieux, de l'argent surtout, était la grande préoccupation des autorités. Sous le nom de *Tribunal de la Mineria* existait à Mexico une véritable École des mines, le plus bel établissement scientifique du Nouveau-Monde, que les vice-rois avaient ordre de maintenir dans le meilleur état³. Le Conseil des Indes se tenait même au courant des progrès réalisés en Europe ; on le voit en 1785 adresser à Mexico plusieurs exemplaires du *Nouveau traité de l'essayage de l'or* écrit en français par le savant M. Say⁴.

A chaque instant, on découvrait de nouvelles mines. Autour de la ville de Durango, plus de cinquante mines d'argent avaient été découvertes en l'espace de quelques mois, le long du rio

1. Villiers du Terrage, *les Dernières années de la Louisiane française*, Paris, 1903, in-8°, p. 408.

2. Camacho, *op. cit.*, p. 41.

3. Arch. des Indes, armoire XC, rayon 3, liasse 2. — 2 septembre 1786.

4. Id., *ibid.* — 17 juillet 1785.

Mezquital, si profondément encaissé à cet endroit qu'il ne laissait aucune place, d'un côté ni de l'autre, pour bâtir des maisons ou aménager des champs. Curieux de visiter le district minier, l'évêque s'y était fait transporter dans une chaise de cannes (*equipal*), portée par les mineurs les plus robustes. « J'avais terriblement peur », dit-il, « de les voir rouler avec moi jusque dans la rivière; le cœur me manquait rien qu'à la regarder à une grande profondeur au-dessous de l'étroit sentier. Par endroits, les porteurs n'avaient même plus la place de poser leurs pieds, et la descente est vertigineuse¹. » Mais les mines étaient d'une richesse inouïe et leur découverte avait mis toute la contrée en révolution. Quelques mois après la visite de l'évêque, plus de cent concessions avaient été demandées. On travaillait au milieu de difficultés terribles; la principale mine, appelée le Zafo, était située si bas qu'à chaque crue la rivière la menaçait d'inondation. Comme il arrive souvent à ceux qui croient avoir trouvé un Pérou, le rendement ne répondit pas aux espérances fantastiques des premiers jours; les gens prudents se retirèrent; on vit affluer de tous côtés les quémandeurs de concessions nouvelles, des moines de divers ordres, des frères lais, des vagabonds, des mendiants qui remplirent le pays de désordres de toute espèce. Bientôt les mineurs furent en procès entre eux et toutes les espérances que l'on avait fondées sur les mines s'évanouirent peu à peu². L'histoire des mines de Durango se répétait souvent; faute de science, faute de méthode, les gisements les plus riches étaient abandonnés; on ne tirait pas des mines mexicaines le dixième du profit qu'elles auraient pu donner.

Cependant, si grande était l'abondance de l'argent que la Nouvelle-Espagne restait la caisse miraculeuse où l'État puisait sans cesse: « Ce qu'on demande à un vice-roi du Mexique », disait Bucaréli en 1773, « c'est de l'argent. Si l'Hôtel des Monnaies de Mexico ne va pas, on ne passe pas pour habile homme. » Sous sa direction, la monnaie de Mexico avait bien marché. Il avait satisfait à toutes les obligations courantes, envoyé cent mille pesos à La Havane pour faciliter le change et il annonçait l'envoi de vingt millions de pesos, dix-sept pour les particuliers et trois pour le roi, sans compter tout ce qui devait venir

1. Arch. des Indes, armoire CIV, rayon 7, liasse 30.

2. Id., *ibid.*

des villes autres que la capitale, sans compter les produits du sol, et tout ce qui s'expédiait « à la légère » sans les formalités officielles¹. Si les choses étaient en si bonne voie, Bucaréli en attribuait en grande partie le mérite à un financier de grand talent, le comte de Regla, qui avait prêté 400,000 pesos au roi, dès le temps du marquis de Croix, lui avait avancé 400,000 pesos pour les travaux de l'Hôtel des Monnaies et ne demandait pas d'autre récompense de ses services que la direction de la mine d'argent connue sous le nom de *Veta Vizcaina*. Cette mine, très déchue, n'avait besoin pour retrouver son ancienne splendeur que des vastes capitaux du comte, de son intelligence, de son travail personnel et de la largeur d'idées avec laquelle il savait faire toutes les dépenses nécessaires².

Les besoins d'argent de la monarchie espagnole allèrent en grandissant toujours avec les guerres de Charles III et de Charles IV. L'Espagne demandait des secours pour défendre les Philippines, sur le point de tomber aux mains des Anglais, pour doter l'ambassade auprès des États-Unis, pour subvenir aux urgentes nécessités du trésor espagnol³, et comme les guerres interceptaient le commerce entre l'Europe et l'Amérique, les mines de Nouvelle-Espagne, privées de mercure, ne produisaient plus; faute de papier, l'industrie des tabacs se trouvait arrêtée; la source d'argent tarissait⁴.

État général du pays à la fin du XVIII^e siècle. — Les documents des archives des Indes contiennent de nombreux et curieux renseignements sur la société mexicaine à la fin du XVIII^e siècle.

Ils nous montrent qu'il existait au Mexique de très grands domaines appartenant à la maison d'Albe, aux marquis del Carpio et de San Lucar, aux comtes de Montezuma, marquis de Tenebrón, aux ducs d'Atrinca, de Linares, Terranova et Monteleón, marquis de la vallée d'Oajaca, aux ducs de Veragua et aux ducs de Berwick⁵.

La haine entre les Espagnols et les créoles était ancienne et profonde. Les créoles se plaignaient d'être exclus de toutes les

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 2. — 22 septembre 1773.

2. Id., ibid. — 1773.

3. Camacho, *Revolución de Méjico*, p. 40.

4. Id., ibid., p. 41.

5. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 3, liasse 22.

places lucratives et d'être gouvernés par des Espagnols ambitieux et avides, protégés contre eux par d'injustes lois. Les personnes les plus distinguées de la colonie fomentaient les rançœurs des natifs et le bas-clergé, recruté sur place, était ennemi-né de la domination espagnole¹.

Très jalouxés, les fonctionnaires auraient pu répondre qu'il fallait faire preuve d'une énergie peu commune pour affronter tous les périls et tous les hasards d'une carrière aux Indes. Ils avaient, il est vrai, de beaux appointements, mais, jusqu'en 1765, les traitements leur étaient payés en lingots de titre faible et difficiles à débiter². Il leur arrivait souvent de rester de longs mois sans toucher leur solde. Ils considéraient les profits qu'ils pouvaient réaliser comme la légitime rétribution de leurs fatigues.

Quoique les étrangers ne fussent pas admis, en principe, à résider au Mexique, on en trouvait cependant ça et là qui avaient pu se faire tolérer et s'étaient établis dans le pays sans esprit de retour. Une pièce relate la demande de naturalisation d'un certain Diego Garcia, natif de l'île d'Oléron en France³; mais de pareils cas étaient fort rares.

La justice espagnole était plus tracassière que vraiment sévère. Nous ne pensons pas qu'il y eût en Europe à la fin du XVIII^e siècle une justice plus humaine que celle de l'Espagne et des Indes. La torture était tombée en complète désuétude, même auprès du Saint-Office⁴. Une lettre du Conseil des Indes, en date du 5 août 1785, approuve la conduite du vice-roi Galvez qui a fait grâce de la peine capitale à trois accusés et les a condamnés aux travaux publics d'Acapulco, pour le temps qu'il plaira au roi de les y laisser. Le Conseil estime que le vice-roi doit s'abstenir de sortir du palais les jours d'exécution capitale et que la Commission administrative de l'Audience royale doit l'en avertir⁵.

Les tribunaux montraient, dans la plupart des cas, une indulgence extraordinaire. En 1798, on trouva dans les rues de la Vera-Cruz un frère laï de Saint-Jean-de-Dieu, Fray Ramon

1. Camacho, *Revolución de Méjico*, p. 41.

2. Arch. des Indes, armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1765.

3. Id., armoire XC, rayon 3, liasse 2.

4. Cf. G. Desdevives du Désert, *l'Inquisition aux Indes espagnoles à la fin du XVIII^e siècle* (*Revue hispanique*, 1915).

5. Arch. des Indes, armoire XC, rayon 3, liasse 2. — 5 août 1786.

Gonzalez, né à La Havane. Il avoua s'être enfui des couvents de Ciudad-Real au Guatémala, de Puebla et de la Vera-Cruz; on l'enferma au château de San Juan de Ulua et on lui fit son procès. Les supérieurs de Fray Ramon prouvèrent qu'ils lui avaient déjà fait dix procès pour insubordination, résistance aux ordres de ses supérieurs, injures de fait et de paroles à ses frères, ivrognerie invétérée, fuites, apostasies, commerces illicites avec des femmes, résistances à la justice ecclésiastique ou séculière, vols, effractions, escalades, etc. Le procureur du roi conclut que, vu l'énormité des délits, le cas de Fray Ramon relèverait de la justice royale, mais qu'il y avait des irrégularités dans le dossier et que la cause n'était pas en état d'être jugée¹. Il y a gros à parier que cette fois encore Fray Ramon dut s'en tirer à bon marché.

En 1799, José Soria, curé intérimaire du district de Petalan dans le diocèse de Mechoacan, fut accusé d'incontinence scandaleuse, de résistance à la justice et d'autres excès²; on ne voit pas que l'affaire ait eu de suites.

La justice se trouvait parfois en présence d'affaires fort délicates. Les maris malheureux priaient le vice-roi de rétablir l'ordre dans leur ménage et de venger leur honneur. Pedro José de la Vega, habitant de la cité d'Oajaca, accusait sa femme d'adultère avec José Guerra y Larrea, chanoine de la Sainte-Église cathédrale. Son ménage vivait en paix quand le chanoine était survenu. Une nuit, la femme avait quitté la maison conjugale, en emportant ses hardes et ses bijoux et s'était réfugiée chez une sœur qu'elle avait à Oajaca. Le scandale avait été public, toute la ville en parlait; l'honneur ne permettait pas à D. Pedro de dissimuler l'offense et il suppliait le vice-roi de faire châtier le séducteur de sa femme³. On ne sait pas quelle suite le vice-roi donna à la demande du malheureux mari.

Les vice-rois avaient la police des villes et devaient veiller avec soin à l'hygiène publique. Les épidémies étaient fréquentes à Mexico, bâtie sur des terres d'alluvion mal desséchées. En 1762, une épidémie de petite vérole faisait 10,000 victimes en

1. Arch. des Indes, armoire CLV, rayon 2, liasse 6. — 4 avril 1798.

2. Id., ibid. — 1799.

3. Id., ibid.

dix mois. En 1763, la peste ravagea la ville¹. En 1786, ce fut le tour de la fièvre pourpre².

Mexico avait l'air d'une grande capitale, la vie de société y était très active. L'*alameda*, ou promenade publique, était entourée de restaurants et de cabarets; on s'y invitait à déjeuner, on y mangeait du poisson du lac, des omelettes au *chile*, on y buvait du vin. Des gardiens veillaient à ce qu'il ne s'y passât rien d'irrégulier³.

Les voyages au Mexique étaient difficiles. Une belle route carrossable descendait de Mexico à la Vera-Cruz; mais partout ailleurs les chemins étaient affreux. Dans le diocèse de Guadalajara, on ne cheminait pas sans incommodeité, ni même sans péril entre les villes principales. Le mauvais état des routes entravait le commerce et causait même parfois des disettes⁴.

Les villes anciennes possédaient de belles églises, d'un style emphatique, mais original et brillant⁵; les villes neuves avaient pour elles l'espace et la fertilité de leur terroir. Durango, située en plaine, n'avait que peu d'arbres, mais de bonne eau; des bois situés à quelque distance lui fournissaient le combustible, une carrière de pierres blanches servait aux constructions, de belles promenades carrossables lui faisaient une ceinture, la plaine abondait en gibier, en canards et en lièvres⁶.

C'était un bon pays que la Nouvelle-Espagne quand on ne tenait pas trop à penser par soi-même et que l'on avait l'esprit peu curieux. Tandis que l'imprimerie florissait dans les colonies anglaises, c'est à peine si elle était connue au Mexique. Dans un très curieux rapport daté de 1810, on voit fort bien qu'aux yeux des autorités l'imprimerie n'est qu'une écriture économique destinée à faciliter la tâche de l'administration.

En 1784, le vice-roi Galvez avait fondé un journal : *la Gazette de Mexico*, et en avait confié la rédaction à un imprimeur fort peu instruit, Manuel Antonio Valdes⁷. Le roi approuva

1. Coroleu, *América*, t. I, p. 220.

2. Arch. des Indes, armoire XC, rayon 3, liasse 2. — 26 septembre 1786.

3. Id., armoire CLV, rayon 2, liasse 6. — 1799.

4. Id., armoire CIV, rayon 7, liasse 17.

5. Antonio Cortes, *la Arquitectura en México*, Mexico, in-fol., 1914.

6. Arch. des Indes, armoire CIV, rayon 7, liasse 30. — 1765.

7. Id., armoire XCVII, rayon 5, liasse 25. Cf. *Documentos históricos méjicanos*, t. III et IV, Mexico, 1910. — Les recherches de M. García ne lui ont fourni que 12 publications et environ 160 exemplaires en tout pour la produc-

la création l'année suivante et voulut bien indiquer qu'il serait à propos de traiter dans la *Gazette* quelques questions relatives à la géographie ou à l'histoire naturelle du pays. Pendant vingt ans, la *Gazette* parut assez irrégulièrement, à raison d'un numéro tous les mois. En 1805, le gouvernement pensa qu'il pouvait s'en servir pour publier quelques notes sur les événements d'Europe et pour faire connaître aux populations les dons patriotiques faits au roi ; l'éditeur déclara alors que son journal n'avait pas le caractère d'un journal officiel et réclama 7,222 pesos d'indemnité pour les listes qu'il avait publiées. Le vice-roi Iturrigaray trouva le procédé « aussi irrégulier que peu respectueux », mais le procureur du roi à l'Audience donna raison à l'imprimeur et suggéra l'idée de séparer de la *Gazette* la partie officielle, pour en faire une *Gazette du gouvernement* semblable à celle de Madrid. Comme Valdes n'avait rien des talents d'un journaliste, le procureur proposait de le remplacer par le licencié Francisco Noriega, qui offrait de se charger du nouveau journal, sans rien demander au gouvernement¹.

Sur ces entrefaites, survint la révolution de 1808 ; elle eut au Mexique une très grave répercussion, le vice-roi Iturrigaray fut obligé d'abdiquer et les Espagnols comprirent qu'ils se trouvaient en face d'une véritable conspiration indigène, il y eut une réaction *gachupina* ; le vieux parti espagnol se déclara opposé à la nouvelle *Gazette officielle* :

Le licencié Noriega était un clerc qui n'avait pas reçu les ordres, mais si libertin et si scandaleux qu'il avait fallu l'interner. Valdes était, au contraire, un homme de toute confiance. Depuis quarante-deux ans qu'il était imprimeur à Mexico, il avait rendu de grands services au roi pour l'impression des billets de loterie, réduite de 16,000 à 6,000 pesos, et pour l'impression des bulles de la Croisade ; il avait rempli à la satisfaction générale ses fonctions de directeur de la *Gazette* ; il ne fallait pas que tous ces mérites fussent oubliés parce qu'il plaisait à l'inquisiteur Alfaro de les contester².

Il faut croire que le crédit d'Alfaro l'emporta sur celui du
tion des années 1808 à 1821. L'imprimerie était alors à peu près inconnue au
Mexique.

1. Arch. des Indes, armoire XCVII, rayon 6, liasse 6. — 1810.
2. Id., ibid. — 1810.

magistrat, auteur de ce rapport, car la *Gazette du gouvernement* commença à paraître le 1^{er} janvier 1810, et l'ancienne *Gazette* disparut en même temps, le directeur Valdes n'ayant pas cru qu'il y eût place pour deux journaux dans une ville comme Mexico. Au mois de septembre de la même année, l'autorité permit à un nouvel imprimeur, Benito Cano, de s'établir à Mexico pour y imprimer les livres d'église, et ce fut tout¹.

Les savants étaient rares au Mexique; cependant, il y en avait. Le vice-roi Flores (1787-1789) recevait dans son palais le P. Alzate et Francisco Dimas Rangel, qui comptaient parmi les lumières de la société mexicaine. Il honorait de sa faveur Antonio Leon y Gama, un savant créole qui avait étudié l'astronomie; il faisait commencer l'installation d'un jardin botanique à Mexico par les soins de Martin Sésé; il créait pour l'Allemand Luis Leinder un cours de chimie à l'École des mines².

On commençait à s'intéresser à la grande question des communications maritimes entre les deux océans. On avait découvert en 1771, dans la forteresse de S. Juan de Ulua, des canons fondus à Manille; on s'était demandé par où ils avaient pu parvenir jusque-là et on avait fini par découvrir qu'ils avaient été transportés jusqu'à la barre de San-Francisco, avaient remonté le Rio Chimalapa, traversé le Mauvais-Pas et descendu jusqu'au golfe du Mexique par le bois de Tarifa et le Rio Goazalcoalco³. En 1777, les moines franciscains Escalante et Antonio Velez représentèrent au gouvernement que le Rio Grande del Norte passait à douze ou treize lieues seulement du Rio Colorado, tributaire du Grand Océan. Bucaréli estima cette voie trop indirecte, mais il fit explorer l'isthme de Tehuantepec et reconnut comme praticable la voie suivie par les canons de Manille. Le Goazalcoalco ne s'approchait qu'à vingt-six lieues de l'océan, mais, au sud de la petite ville de Santa Maria de Chimalapa, existait dans la Sierra une vallée transversale qui pouvait faciliter l'établissement d'un canal entre les deux mers⁴.

Si les sciences étaient peu en faveur au Mexique, il n'en était pas de même des arts, dont la politique espagnole n'avait pas à craindre le développement. Nous avons déjà parlé de la magni-

1. Arch. des Indes, armoire XCVII, rayon 6, liasse 6. — Septembre 1810.

2. Coroleu, *América*, t. I, p. 228.

3. Id., ibid., t. I, p. 367.

4. Id., ibid., t. I, p. 368.

ficience des églises et de la somptuosité de leur ornementation ; il n'était pas jusqu'aux humbles couvents des missions californiennes qui n'eussent leur élégance et leur commodité. Les Américains du Nord, aujourd'hui maîtres du pays, ont reconnu le mérite de ces constructions simples et faciles à édifier et ils ont adopté le *mission style* pour beaucoup de leurs fermes et de leurs villas¹. Mexico posséda à partir de 1787, sous le nom d'Académie de San Carlos, une véritable École des beaux-arts, qui fut sans doute le premier établissement de ce genre fondé en Amérique.

L'Académie de San Carlos fut fondée par le graveur Gerónimo Antonio Gil, dont le burin paraît avoir été assez facile et assez élégant². Les élèves étaient nommés par le roi³ ; on trouve parmi eux un cacique indien⁴. Ils étaient pourvus de livres et de modèles par les soins de l'autorité⁵, qui ne leur accordait pas aisément la permission d'aller continuer leurs études en Espagne⁶. Cependant, l'Académie entretenait des pensionnaires à Madrid et leur servait une pension de cinq réaux par jour ; c'était peu pour vivre dans une ville chère et mal approvisionnée ; l'évêque de Caracas offrit 200 pesos de plus par an au jeune Josef Rodriguez Rendon, pensionnaire de l'Académie, mais il oublia de les lui payer et le roi dut, au bout de deux ans, lui rappeler sa promesse⁷.

L'Académie des beaux-arts de San Fernando de Madrid semble avoir considéré l'Académie de San Carlos de Mexico comme une filiale et avoir surtout songé à lui vendre des tableaux. Francisco Ramos lui céda pour 15,000 réaux (3,750 fr.) un tableau représentant la seconde apparition de Jésus-Christ aux apôtres⁸, mais quand Gregorio Ferro, directeur de l'Académie de San Fernando, voulut lui vendre 1,000 pesos son grand tableau de *la femme adultère*, l'Académie de

1. Maj. Ben C. Turman, *Missions of California*, Los Angeles, 1903. Album.

2. Arch. des Indes, armoire XCVI, rayon 6, liasse 7. — Frontispice aux armes d'Espagne et au nom de l'Académie.

3. Id., armoire XCVII, rayon 6, liasse 7.

4. Id., ibid. — Il s'appelait José Mariano del Aguila et avait obtenu sa bourse au concours.

5. Id., ibid. — 1798.

6. Id., ibid. — 4 juillet 1797.

7. Id., ibid. — 1795.

8. Id., ibid. — Francisco Ramos était un peintre assez médiocre, employé par Mengo pendant son séjour en Espagne.

San Carlos refusa purement et simplement cette proposition par trop intéressée¹.

Nous possédons les programmes d'enseignement de l'Académie de San Carlos. Les élèves de peinture recevaient les premiers principes de l'art, puis on les faisait dessiner d'après la bosse, puis, quand le professeur les trouvait suffisamment avancés, d'après nature. On leur expliquait les proportions du corps humain, on leur faisait copier des plâtres en clair obscur, puis des tableaux des bons auteurs, mais l'Académie possédait très peu de bons originaux et même de copies correctes et elle s'était adressée aux peintres les plus célèbres de Madrid pour obtenir quelques-unes de leurs œuvres; on sait qu'elle trouva bien vite leurs prétentions exorbitantes. En sculpture, on exerçait les élèves au modelage et on leur enseignait à se servir de l'ébauchoir et du ciseau. Dans ces deux classes, on exigeait des élèves des connaissances précises en géométrie, en architecture, perspective et anatomie. Les professeurs ne passaient pas le médiocre, chacun d'eux restait fidèle à la méthode de ses maîtres, « sans s'aviser de la modifier en quelque manière que ce fût ». Les élèves du cours d'architecture suivaient Vignole, dessinaient des édifices antiques et recevaient quelques notions de construction. Les apprentis graveurs apprenaient la technique de leur art, gravaient sur cuivre et sur acier ou à l'eau-forte. On leur faisait graver des parties des meilleures estampes. Les mathématiques s'enseignaient d'après la méthode de Bails. Les directeurs assistaient aux cours de neuf heures à midi, de trois à cinq et deux heures encore dans la soirée. Le règlement primitif ne leur avait pas imposé de semblables obligations, mais le Comité de perfectionnement avait jugé leur assistance indispensable, faute de bons moniteurs pour diriger les jeunes gens. L'école fonctionnait en 1795 d'une manière régulière et satisfaisante².

On n'eût pas été en terre espagnole si les quatre directeurs avaient réussi à s'entendre. Dès 1788, les directeurs de peinture et de sculpture se plaignaient du directeur de la section de gravure, Gerónimo Antonio Gil. Ils mirent bientôt le directeur d'architecture dans leur parti et demandèrent que les quatre directeurs alternassent entre eux comme directeurs généraux. Le Conseil des Indes repoussa leur demande, Gerónimo Gil ayant

1. Arch. des Indes, armoire XCVII, rayon 6, liasse 7. — 1797.

2. Id., ibid. — 1795.

étè nommé par le roi directeur à vie pour le récompenser de la part qu'il avait prise à la fondation de l'Académie « et parce que le roi avait considéré comme suffisant pour remplir ces fonctions d'avoir de bons principes sur les beaux-arts et des idées justes sur les méthodes d'enseignement, sans être soi-même un maître extraordinaire dans aucune partie¹ ». On sent ici la vieille morgue castillane et le dédain des conseillers des Indes pour l'Académie créole de Mexico. Elle n'en était pas moins fondée et donnait à Mexico un établissement sans rival en Amérique.

IV. — GUATÉMALA.

La province de ce nom, beaucoup plus étendue au XVIII^e siècle qu'aujourd'hui, formait une capitainerie générale entre le Mexique et la vice-royauté de Santa-Fé. Les documents que nous avons consultés aux archives des Indes nous ont fourni un rapport très détaillé sur le district de Honduras en 1804, qui donnera une idée de l'état lamentable du pays.

Le gouverneur de Honduras, Ramon de Anguiano, décrit la province telle qu'elle était en 1804. Elle occupait alors une superficie de 4,500 lieues carrées et était peuplée de 130,000 habitants, répartis en 249 agglomérations. Le climat passait pour très malsain, mais, par contre, le sol était très fertile. Le cacao s'y vendait fort cher, 2 ou 3 maravédis le grain, ce qui n'empêchait pas les plus pauvres de prendre le chocolat deux fois par jour et les riches de le prendre trois ou quatre fois. La canne à sucre eût donné d'aussi bons résultats qu'à La Havane, on voyait partout des ruines d'anciens moulins à sucre, mais à la mort de chaque propriétaire, l'ouvrage abandonné périsait. Le thé était très commun, mais personne n'en faisait cas. Par ailleurs, la terre donnait l'indigo, le tabac, la moutarde silvestre, le coton, la cochenille, le bois du Brésil, la salsepareille, le poivre de Tabasco, le gingembre, la vanille, le safran, le benjoin, le sang de dragon, l'ambre liquide, les résines et les baumes. Les arbres fruitiers d'Europe duraient peu, mais se montraient toujours couverts de fleurs et de fruits; le figuier donnait une récolte tous les mois, puis devenait promptement stérile; la

1. Arch. des Indes, armoire XCVII, rayon 6, liasse 7. — 1788.

vigne portait des grappes deux fois l'an ; le blé, le maïs, le riz rendaient 300 pour 1. On comptait dans la province 500,000 têtes de gros bétail, 50,000 mules et chevaux ; le mouton, moins abondant, ne servait qu'à la consommation particulière des fermes ; on élevait peu de porcs, à cause de la disette de maïs. Les terres cultivées se trouvaient toutes situées au bord de la mer ou le long des cours d'eau, l'intérieur du pays était trop sec pour être aisément cultivable.

Le sol du Honduras renfermait des mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer, de plomb et d'étain ; les ruisseaux roulaient de la poudre d'or. En 1798, Joseph de Lazarza avait découvert une mine de mercure à Cucuyagua, dans le district de Gracias à Dios ; il avait recueilli des échantillons de minerai, fait des essais à Mexico ; on l'avait renvoyé à Cucuyagua pour exploiter la mine, mais il avait été assassiné en chemin et le filon n'avait pas été touché. Les montagnes contenaient encore des mines de pierres précieuses, de topazes et d'opales. La mer donnait la pourpre et l'écaillle. Toutes ces richesses demeuraient sans emploi par la paresse des gens du pays et l'effrayante mortalité qui sévissait sur les étrangers.

Le Honduras avait pour capitale la ville de Valladolid de Comayagua, résidence de l'intendant-gouverneur, de l'assesseur, des officiers royaux, de l'évêque et du chapitre. La ville, située entre deux rivières, occupait un site agréable, mais des nuages persistants en rendaient le climat très malsain. Peu d'Espagnols aisés y résidaient ; la plupart se trouvaient réduits à la mendicité et, soit par le fait de leur éducation, soit par maladie, se trouvaient inaptes à tout travail utile (*no se hallan con fuerzas para sembrar una milpa*). Ils vivaient aux dépens des employés et des ecclésiastiques ; les maisons tombaient en ruines, personne ne les relevait ; les couvents de San-Francisco et de la Merced gisaient à terre ; la cathédrale, bâtie pour durer éternellement, était sur le point de tomber pour n'avoir pas été réparée depuis longtemps. Seules, l'église de la Charité et la chapelle de Saint-Jean-de-Dieu, desservie par deux religieux, étaient encore en passable état. Anguiano eût voulu que Comayagua fût abandonnée et reconstruite un peu plus loin, à Santa-Barbara, où l'on n'avait jamais ressenti de tremblements de terre. Le district de Comayagua

renfermait dix-huit agglomérations, peuplées de 9,600 habitants espagnols ou *ladinos*, et vingt-deux villages indiens avec 4,245 habitants.

A vingt lieues de Comayagua, Tegucigalpa¹ faisait figure de ville. Quoique déchue de son ancienne prospérité, elle était le chef-lieu d'une subdélégation, avait une municipalité composée de deux alcades, une belle église, deux couvents de San-Francisco et de la Merced, bien rentés, et quelques familles espagnoles. Le district comptait 38,000 Espagnols et ladinos, répartis en quarante-neuf localités et vingt-deux villages indiens, peuplés de 5,106 habitants. Anguiano était obligé d'avouer que les seuls revenus de Tegucigalpa provenaient d'un capital réuni par le Conseil de ville aux premiers jours de la cité. Les arrérages suffisaient à peine à couvrir les frais de bureau, l'entretien de la prison et le traitement de son gardien. Les Indiens, jadis occupés aux travaux des mines, étaient maintenant oisifs, ne travaillant tout juste que pour ne pas mourir de faim et trouvant très dur d'être dérangés pour un travail quelconque, même bien payé. Les chemins du district, simples sentiers sans aucun entretien, s'arrêtaient devant la rivière; il eût fallu pour construire un pont 22,000 pesos, dont le gouverneur n'avait pas le premier sou.

La ville de Gracias à Dios ne possédait plus que l'église et le couvent de la Merced en assez bon état; tout le reste demeurait en un tel état d'abandon que les habitants s'étaient presque tous transférés à Santa-Rosa de los Llanos. Les cultures d'indigo, qui occupaient autrefois les environs de la ville, étaient à moitié abandonnées depuis la guerre (1795). Les Indiennes filaient le coton au fuseau; elles auraient pu en filer bien davantage si on leur eût appris à se servir du rouet, mais personne ne s'en mettait en peine.

La ville de Tencoa, chef-lieu de district, avait été à peu près abandonnée par ses habitants qui s'étaient installés à Santa-Barbara².

G. DESDEVISSES DU DEZERT.

(*Sera continué.*)

1. Aujourd'hui capitale du Honduras. 35,000 habitants.
2. Arch. des Indes, armoire C, rayon 5, classe 11. — 1804.

UN

ESSAI DE RÉGLEMENTATION

PENDANT LA PREMIÈRE INVASION

(SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1792)

La chute du trône au 10 août avait été l'œuvre des Sans-Culottes. La Commune insurrectionnelle parisienne, qui représentait le nouveau pouvoir populaire sorti de l'émeute, exerça une action décisive sur la Législative finissante. L'Assemblée dut donner au peuple sa part dans les dépouilles de la royauté. Une série de mesures démocratiques se succédèrent. La distinction entre les citoyens actifs, seuls pourvus précédemment du droit de vote, et les citoyens passifs, qui supportaient jusque-là passivement la loi de la richesse, sous le nouveau régime comme sous l'ancien, fut supprimée. Pour la première fois, les travailleurs, qui n'ont pas d'autre propriété que leurs bras, accéderent au pouvoir politique. Toutes les servitudes réelles qui pesaient encore sur les paysans furent abolies sans indemnité. Des anciens droits féodaux, il ne subsista plus que les droits casuels fondés sur le titre primitif et ceux-ci mêmes furent déclarés rachetables à des conditions plus douces. Dans la vue de multiplier les petits propriétaires, l'Assemblée décrêta que les biens d'émigrés seraient divisés en petites parcelles avant d'être mis en vente et que les pauvres pourraient les enchérir en promettant d'en acquitter le prix par de simples rentes annuelles. « Ainsi », dit Jaurès, « le grondement populaire du 10 août retentissait au creux le plus profond des vallées lointaines en une parole de libération. Défendez, paysans, la Révolution et la Patrie pour vous défendre vous-mêmes. »

Il était inévitable que la victoire du peuple se fit aussi sentir dans le domaine des subsistances.

Malgré la belle apparence de la nouvelle récolte, qui fut généralement plus abondante que celle de l'année précédente, les marchés étaient dégarnis, le grain se cachait, le pain se faisait rare et son prix montait sans cesse. Manœuvres des aristocrates ! disaient les révolutionnaires. Les fermiers préféraient garder leur blé que de l'échanger contre des assignats. Ils savaient qu'une forte armée prussienne sous Brunswick remontait la vallée de la Moselle et marchait sur Paris. L'avenir leur paraissait peu sûr et ils se méfiaient, se réservaient. Ils pouvaient le faire plus facilement qu'autrefois, car la Révolution les avait débarrassés de la gabelle, des droits féodaux et des dîmes. Ils possédaient maintenant quelques avances et ils n'étaient plus obligés comme avant 89 de vendre à tout prix leur récolte pour payer leurs impôts ou leurs fermages. Beaucoup de propriétaires d'ailleurs leur disaient de ne pas se presser, d'attendre. Ils n'avaient aucune hâte à recevoir leurs loyers en assignats. Les achats immenses de la guerre et de la marine contribuaient encore à raréfier la marchandise et à éléver les cours. Jusque-là le pain de troupe était un mélange de farine de blé et de farine de seigle. Pour que les soldats eussent lieu aussi de se réjouir du 10 août, la Législative avait décrété, le 8 septembre, que le pain de munition serait désormais de pur froment. D'où une consommation de blé accrue. Pour toutes ces raisons diverses, mais concordantes, la crise des subsistances, loin de s'atténuer, se faisait plus vive, juste au moment où le développement des événements ouvrait au peuple de larges perspectives d'espérances.

Dans toute la France, l'effervescence politique se traduit par une reprise de l'agitation économique. Le 11 août 1792, d'importants convois de blés, destinés au Gard et à l'Hérault, avaient été arrêtés sur le canal du Midi près de Carcassonne. Quand arrive la nouvelle de la révolution parisienne, l'attrouement grossit. 6,000 hommes se réunissent au son du tocsin. Les gardes nationaux appelés par le département de l'Aude font cause commune avec les émeutiers. Le 17 août, sur le bruit que des troupes de ligne vont arriver, une colonne de paysans marche sur Carcassonne, s'empare des canons et des fusils emmagasinés dans la ville, égorgé à coups de hache et de couteaux le procureur général syndic Verdier et finalement débarque

les grains et les transporte à Carcassonne. Pour rétablir l'ordre, il faudra envoyer 4,000 hommes de troupe¹.

Des troubles analogues, mais moins graves, éclataient un peu partout vers le même temps. Le long de la Seine, il fallait déployer des forces importantes pour empêcher les riverains d'arrêter les convois qui remontaient du Havre et de Rouen vers la capitale².

Sous la pression des foules, les autorités locales débordées édictaient des mesures de réglementation analogues à celles de l'ancien régime. Ainsi, les administrateurs de la Haute-Garonne, par un arrêté du 14 août, ordonnaient aux municipalités de surveiller les accapareurs de grains, « notamment ceux qui, n'ayant pas fait jusqu'ici ce genre de commerce, se répandent dans les campagnes pour faire des achats de blé ». C'était dire que le commerce du blé cesserait d'être libre, qu'on ne pourrait plus l'exercer que par permission des autorités. Celles-ci devaient s'assurer de la personne des acheteurs non connus d'elles et les traduire devant les tribunaux, « pour y être punis suivant la rigueur des lois », dit l'arrêté qui aurait été bien embarrassé de nommer lesquelles. L'arrêté de la Haute-Garonne ordonnait encore aux municipalités de surveiller et d'arrêter « les mal intentionnés qui se glissent dans les marchés publics et y achètent secrètement les grains non pour leur provision, mais pour les revendre et font ainsi renchérir les denrées³ ». Un pareil règlement revenait à supprimer en fait le commerce du blé. Quelques jours plus tard, le 14 septembre, le même département décidait le cours forcé des billets de confiance. Son exemple n'a pas dû être isolé.

En présence d'une situation qu'elle n'était plus capable de maîtriser, la Législative, malgré ses répugnances, dut céder au courant.

Le 3 septembre, au moment des massacres des prisons, dans l'affolement produit par la nouvelle de la prise de Longwy et de Verdun, elle décréta, sur la proposition de Thuriot, une amnis-

1. L. Dutil, *la Circulation des grains dans l'Aude à l'époque révolutionnaire*, dans *la Révolution française*, t. XLVIII.

2. F. Évrard, *les Subsistances dans l'Eure* (*Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 1909).

3. Adher, *le Comité des subsistances de Toulouse*, p. XVI-XVII.

tie générale qui abolit tous procès et jugements contre les citoyens qui, depuis le 14 juillet 1789, avaient été poursuivis ou condamnés, sous prétexte de violation des lois relatives à la libre circulation et à la libre vente des grains. La même amnistie fut étendue à tous les crimes et délits relatifs à la propriété et au partage des biens communaux. Ainsi furent relâchés en bloc des milliers de délinquants arrêtés pendant la répression des mois de mars et d'avril précédents.

Le 4 septembre, une loi mit douze nouveaux millions à la disposition du ministre de l'Intérieur pour achats de blé à l'étranger.

Le même jour, le Conseil exécutif provisoire, par une simple proclamation, ordonnait des mesures extraordinaires pour contraindre les propriétaires à vendre leurs grains aux agents militaires. L'armée qui se rassemblait à Châlons sous Luckner était menacée de manquer de pain. Les propriétaires des départements voisins profitait des circonstances pour exiger des prix exorbitants. Le Conseil exécutif permit aux généraux et aux autorités civiles de les forcer à vendre. L'époque des livraisons et les prix devaient être fixés par les corps administratifs. Ce n'était plus seulement la vente forcée, c'était la taxation¹.

Les ordres du Conseil exécutif, bien qu'ils ne fussent pas revêtus de l'autorité légale de l'Assemblée, furent exécutés dans les départements voisins du théâtre des opérations. Le 6 septembre, les administrateurs de la Haute-Marne ordonnèrent à tous les habitants de faire dans les vingt-quatre heures devant leur municipalité la déclaration de leurs gerbes, grains et fourrages et aux municipalités de vérifier ces déclarations sous trois jours et de faire connaître dans le même délai les moyens par lesquels elles se croyaient en mesure de conduire les subsistances à l'armée². Un arrêté subséquent, pris par les mêmes administrateurs le 19 septembre, autorisa les municipalités, en cas de mauvaise volonté, « d'user des moyens de force » pour s'emparer des denrées « au prix qui sera déterminé par les administrateurs ».

La vente forcée et la taxation n'avaient été autorisées par la proclamation du Conseil exécutif que pour assurer les approvisionnements militaires. Mais le ravitaillement de la population civile devenait chaque jour plus difficile. Le 9 septembre, sur

1. Le texte de cette proclamation m'est resté inconnu, mais son contenu est donné dans la séance du 9 octobre 1792. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 411.

2. Ch. Lorain, *les Subsistances dans le district de Chaumont*, t. I, p. 266.

un rapport de Destrem, l'Assemblée vota une loi qui autorisait les municipalités à « retenir, chacune dans son arrondissement, le nombre d'ouvriers nécessaire pour le battage des grains et la culture des terres ». Les corps administratifs pouvaient de leur côté se faire rendre compte par les municipalités de l'état des marchés et pourvoir à leur approvisionnement au moyen de réquisitions adressées aux particuliers. C'était la remise en vigueur des règlements anciens concernant l'obligation de garnir les marchés.

La loi nouvelle ne faisait que légaliser un état de fait. Beaucoup de municipalités et de corps administratifs avaient déjà ordonné, de leur propre initiative, les mesures qu'elle prescrivait. Ainsi, dès le 3 septembre 1792, le district de Chaumont avait adressé à toutes les communes avoisinantes une invitation à faire battre le blé de la récolte, afin d'approvisionner les marchés.

De nombreuses villes menacées de la famine n'avaient pu s'y soustraire qu'en s'emparant des grains achetés pour l'armée et déposés dans les magasins militaires. C'est ce qui s'était produit à Perpignan et à Rouen. Le 16 septembre, le ministre de la Guerre Servan se plaignit que la municipalité de Rouen avait fait distribuer aux boulanger 4,000 sacs de grains et farines appartenant à l'armée. Si de pareils faits se généralisaient, l'approvisionnement des armées était compromis. L'Assemblée décida d'envoyer deux de ses membres à Rouen pour faire une enquête et pour révoquer au besoin les administrateurs coupables. Elle vota en même temps, sur la proposition de Vergniaud, une loi qui complétait et précisait celle du 9 septembre en ce qui concernait les réquisitions civiles. Les recensements de facultatifs devenaient obligatoires. Ils devaient être faits dans toutes les communes et dans le plus bref délai. Quand ils seraient effectués, les administrateurs du département indiquerait aussitôt par des arrêtés « la quantité de grains que chaque commune devra apporter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possède ». Les particuliers qui refuseraient d'obéir aux réquisitions seraient passibles de la confiscation de leurs grains et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de gêne, c'est-à-dire de travaux forcés¹.

Taxation mise à part, cette loi du 16 septembre faisait revivre

1. Cette importante loi du 16 septembre 1792 manque au recueil de M. Caron sur le *Commerce des céréales* (Bulletin, 1906).

une grande partie de la réglementation d'avant 1789. Mais ce n'était qu'une demi-mesure, car les réquisitions civiles ne pouvaient s'opérer qu'à l'intérieur de chaque département. Les départements-déficitaires ne pouvaient s'approvisionner par la voie des réquisitions dans les départements mieux fournis. D'autre part, la réquisition, sans la taxation, loin de faire baisser les prix, ne pouvait que les éléver encore. Aussi n'est-il pas étonnant que la loi du 16 septembre n'ait satisfait ni ceux pour lesquels elle était faite ni ceux qui devaient en supporter la charge. Elle se heurta presque dès le début à la double opposition simultanée des consommateurs et des producteurs.

* *

Les Sans-Culottes avaient grandi leurs ambitions depuis leur victoire du 10 août. Certains ne se bornaient plus à réclamer la taxation. Ils rêvaient plus et mieux. Ils se disaient qu'après la suppression du privilège de la naissance, le tour était venu de la suppression du privilège de la richesse. Ça et là se faisaient jour des réclamations à caractère communiste.

Deux commissaires du Conseil exécutif envoyés en Normandie au début de septembre pour presser la levée des volontaires, Momoro et Dufour, répandirent une nouvelle Déclaration des droits de l'homme de la composition du premier. On y lisait ces deux articles : « 1^o La nation ne reconnaît que les propriétés industrielles, elle en assure la garantie et l'inviolabilité. 2^o La nation assure également aux citoyens la garantie et l'inviolabilité de ce qu'on appelle faussement propriétés territoriales, jusqu'au moment où elle aura établi des lois sur cet objet. » C'était dire que les propriétaires de biens fonds ne détenaient plus leurs domaines qu'à titre précaire. C'était les menacer d'une révision de leurs titres, c'était prêcher *la loi agraire*, comme on disait. Les bourgeois de Bernay s'émurent, arrêtèrent les deux commissaires et ne les relâchèrent qu'après leur avoir fait promettre de décamper sur-le-champ. Le Franc-Comtois Momoro était un des membres les plus influents du club des Cordeliers. Il avait joué un rôle important dans toutes les grandes journées. Il siégeait au directoire du département de Paris. C'était un homme marquant dont la pensée n'était pas négligeable. Sa Déclaration des Droits n'avait sans doute pour but que de préparer la mainmise de la nation sur le domaine agricole, afin de résoudre radicalement l'éternelle question des subsistances.

Il n'était certainement pas un isolé. Nous savons déjà que le curé de Mauchamp, Dolivier, avait hardiment posé la question du droit de propriété dans sa pétition en faveur des paysans arrêtés pour le meurtre de Simoneau, maire d'Étampes. D'autres curés aussi hardis passèrent des doctrines aux actes après le 10 août. Un certain Petitjean, curé d'Épineuil dans le Cher, disait à ses paroissiens : « Les biens vont être communs, il n'y aura qu'une cave, qu'un grenier où chacun prendra tout ce qui lui sera nécessaire¹. » Petitjean conseillait de « former des dépôts dans les caves et dans les greniers », où on puiserait en communauté, de telle façon qu'on n'aurait plus besoin d'argent. Moyen radical de remédier à la crise monétaire ! Il invitait encore ses ouailles à « consentir librement l'abandon de toutes leurs propriétés et le partage général de tous leurs biens ». Il les exhortait à ne plus payer leurs fermages. Sa prédication incendiaire lui valut d'être décrété d'arrestation le 23 septembre 1792 et condamné par contumace à six ans de gêne, le 18 décembre 1792, par le tribunal criminel de son département. En appel la peine fut réduite à un an de prison.

Quelques semaines avant que le curé berrichon commençât son apostolat socialiste, le Lyonnais Lange, d'origine allemande, exposait dans une brochure intitulée : *Moyens simples et faciles de fixer l'abondance et le juste prix du pain*², tout un système de nationalisation générale des subsistances. L'État achèterait toute la récolte aux propriétaires moyennant un prix fixe qui les garantirait contre les fluctuations des cours. Une compagnie fermière, formée par actions sous le contrôle de l'État et administrée en partie par les récoltants et les consommateurs, emmagasinierait la moisson dans 30,000 greniers d'abondance et établirait un prix moyen du pain. Ce n'était pas une vue théorique, mais un système très étudié jusque dans les moindres détails.

Au lendemain du 10 août encore, un publiciste fumeux et hardi, qui paraît avoir été en rapports avec les francs-maçons illuminés d'Allemagne³, Nicolas de Bonneville, fondateur du Cercle social et du journal *la Bouche de fer*, rééditait son livre *De l'esprit des religions*, qui avait paru pour la première fois,

1. Voir le curieux article d'Edm. Campagnac dans *la Révolution française*, t. XLV.

2. Jaurès en a donné de copieux extraits. *La Convention*, t. I, p. 338 et suiv.

3. Voir, à ce sujet, notre critique de la thèse de M. Le Forestier, dans les *Annales révolutionnaires*, 1916, t. VIII, p. 432 et suiv.

au lendemain de la fuite à Varennes. On y trouvait exposée, au milieu d'un plan de cité future, la nécessité de la loi agraire, dans des passages d'allure sybilline, mais de signification très nette : « *Jehova ! Jehova !* Les hommes intègres te rendent un culte éternel. *Ta loi*¹ est un culte éternel. *Ta loi* est la terreur des superbes. Ton nom est le mot d'ordre et la *Loi* des Francs... *AGRAIRE*² ! » Venait ensuite un chapitre intitulé : « *Preuves* », où on lisait : « Vous objectez sans cesse que le partage égal et annuel des terres de chaque communauté est impossible. Je réponds qu'il a été fait, que c'était une loi du gouvernement de nos pères et que ce peuple, heureux et libre, peuple frère et toujours souverain, a renversé le peuple-roi, qui dictait à l'Univers des ordres arbitraires... » A grands renforts de citations de César et de Tacite, Bonneville s'escrimait alors à démontrer que chez les premiers Gaulois et les premiers Germains les terres étaient partagées tous les ans.

Il traitait enfin, dans son chapitre 39, *D'un moyen d'exécution pour préparer le partage universel des terres*. Ici sa pensée pratique s'éclairait et se précisait : « L'Assemblée nationale », disait-il, « a fort avancé les affaires par ses décrets sur les successions et sur les communaux, mais ce n'est point assez. Le seul moyen possible d'arriver à la grande *Communion* sociale est de diviser les héritages territoriaux en parts égales et déterminées pour les enfants du défunt et d'appeler au partage du reste tous les autres parents. Fixez dès aujourd'hui l'héritage à cinq ou six arpens pour chaque enfant et petits-enfants et que les autres parents se partagent également les restes de l'héritage. Vous serez encore bien loin de la justice et des aveux que vous avez faits sur les droits égaux et imprescriptibles de tous les hommes. Vous laisserez encore sur la terre des traces d'un péché originel, mais les meilleures lois ne vous conviennent pas. Le peuple aveuglé ne connaît pas sa force, il n'a pas d'ailleurs vos besoins factices. Vous allez savoir que c'est ici pour vous-mêmes que vous aurez travaillé. » Autrement dit, Bonneville conseillait aux riches de sacrifier une partie de leur fortune pour sauver le reste.

Si on songe que Bonneville avait été, comme Momoro, membre des Cordeliers et qu'au Cercle social, qu'il avait fondé, il avait

1. Souligné dans le texte, ainsi que la suite.

2. P. 52-53.

donné une tribune à l'abbé Fauchet qui exposait, dès la fin de 1790, une sorte de socialisme évangélique, si on réfléchit que Fauchet avait dans le clergé parisien des émules plus hardis que lui-même comme l'abbé de Cournand, professeur au Collège de France, l'auteur du traité *De la propriété*, paru en avril 1791, si on tient compte enfin des protestations véhémentes qui s'élévèrent après le 10 août contre les partisans de la loi agraire comme des aveux de certains de leurs amis, on ne doutera pas qu'il n'y ait eu réellement à ce moment un groupe, encore mal connu, mais assez cohérent et actif, qui réclamait un supplément de révolution sociale et pour qui le problème des subsistances n'était qu'un aspect d'un problème infiniment plus vaste.

Sur la largeur et la profondeur de ce mouvement socialiste qui suivit le 10 août et précédé la proclamation de la République, nous possédons déjà des faits et des témoignages significatifs.

La Législative avait exigé de tous les fonctionnaires, de tous les magistrats, de tous les électeurs le serment d'être fidèles à la Liberté et à l'Égalité. Les administrateurs de Reims exprimèrent la crainte qu'en prêtant serment à l'Égalité, ils ne consentissent par là un partage égal des fortunes, ils ne jurassent en un mot ce qu'on appelait alors *l'Égalité de fait*¹. Plusieurs assemblées électorales, réunies pour nommer les députés à la Convention, comme celles de l'Eure, du Cantal et de l'Indre protestèrent contre la prédication de la loi agraire et réclamèrent le maintien des propriétés². Dans le Lot, l'assemblée électorale dut adresser une proclamation aux paysans pour les inviter à cesser le pillage des biens des émigrés³. Méditons encore cette phrase que le Jacobin Thomas Lindet, évêque de l'Eure, écrivait à son frère Robert, le 20 août 1792 : « La Révolution nous mène loin. Gare la loi agraire ! »

Il n'est donc pas douteux que le mouvement social ait pris, par endroits, après le 10 août, une teinte communiste.

* * *

Les Girondins, qui avaient subi, le cœur plein d'amertume,

1. La chose est rapportée dans la brochure d'Anacharsis Cloots, *A bas les perturbateurs*, citée par Jaurès, p. 147.

2. Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 261.

3. Jaurès, *la Convention*, p. 117 et 118.

les injonctions de la Commune parisienne, ne pouvaient manquer d'exploiter contre leurs adversaires politiques les prédications incendiaires, comme on disait, des Momoro et des Petitjean. Le ministre de l'Intérieur Roland était un économiste de l'école de Turgot, un caractère raide et tête qui réprouvait comme une erreur criminelle toute mesure de réglementation. Il estimait désastreuses les lois des 9 et 16 septembre qu'il était pourtant chargé d'appliquer. Il se dit qu'en alarmant les propriétaires de l'épouvantail de la loi agraire, il parviendrait facilement à faire rapporter une législation qu'il déplorait. Dès le 13 septembre, il commençait la campagne contre les désorganisateurs et les anarchistes en dénonçant à l'Assemblée la conduite de certains commissaires de la Commune de Paris, qui jetaient partout l'inquiétude, disait-il, par leurs réquisitions abusives et leurs initiatives inconsidérées.

Comme si elle n'eut attendu que ce signal, toute la presse girondine, revenue de sa frayeur depuis que les élections à la Convention dans les départements s'annonçaient décidément comme un succès du parti de l'ordre, appuya Roland et se mit à attaquer avec violence les Montagnards qu'elle rendit responsables à la fois des massacres de septembre et de la propagande communiste.

Le 17 septembre, quatre jours après la dénonciation que Roland avait portée à l'Assemblée, Brissot faisait dans son journal, *le Patriote français*, un rapprochement entre le vol des diamants de la couronne au garde-meuble et une prévue prédication de la loi agraire qui aurait été faite à l'assemblée électorale de Paris. Immédiatement, Carra emboîtait le pas à Brissot dans les *Annales patriotiques* du 19 septembre : « Tout homme qui parle de loi agraire, de partage des terres est un franc aristocrate, un ennemi public, un scélérat à exterminer. » Les autres feuilles girondines, le *Courrier de Gorsas*, la *Chronique de Paris* de Condorcet donnaient de la voix en même temps. Le chevalier de Keralio, dans la *Chronique* du 22 septembre, vitupérait contre les fous « qui veulent dégrader les hommes en les abaissant à l'état de brutes et rendre la terre commune entre eux. » Le banquier cosmopolite Anacharsis Cloots, alors Girondin, lançait contre les perturbateurs une philippique bien sentie : « Des hommes absurdes ou perfides se plaisent à répandre la terreur dans l'âme des propriétaires. On voudrait semer la ziza-

nie entre les Français qui vivent du produit de leurs terres et les Français qui vivent du produit de leur industrie. Ce projet désorganisateur sort de la boutique de Coblenz et de prétendus patriotes croient se populariser en publant que les propriétés territoriales sont des chimères qui doivent disparaître devant la réalité des propriétés industrielles. Ce galimatias ne mériterait aucune réfutation s'il ne jetait pas l'alarme parmi les citoyens débonnaires qui craignent autant la perte de leur héritage que l'invasion des Allemands ; ce galimatias a contribué plus qu'on ne pense à la prise de Longwy et de Verdun¹. »

L'offensive girondine, évidemment concertée, fut si brusque que les Montagnards, pris au dépourvu, fléchirent. Les plus compromis et les moins scrupuleux se hâtèrent de désavouer leur avant-garde. Danton était ministre de la Justice au moment des massacres de septembre. Il avait choisi ces commissaires du Conseil exécutif que Roland avait dénoncés comme incendiaires, notamment le Cordelier Momoro, son ami. Son secrétaire Fabre d'Églantine avait affiché sur les murs de Paris un placard anarchiste intitulé : *Compte-rendu au peuple souverain*, où il ne faisait pas seulement l'apologie des massacres, mais où il couvrait de moqueries les prétendus patriotes « amis des propriétés² ». Le Champenois Danton avait hâte de se laver de ce passé tout récent. A la première séance de la Convention, le 21 septembre, il se précipita à la tribune pour y tonitruer cette déclaration qui était le désaveu des communistes : « On a paru croire, d'excellents citoyens ont pu présumer que des amis ardents de la liberté pouvaient nuire à l'ordre social en exagérant leurs principes. Eh bien ! abjurons ici toute exagération ; déclarons que toutes les propriétés territoriales, individuelles et industrielles seront éternellement maintenues et que les contributions publiques continueront à être perçues. » L'Assemblée, ravie de cette sagesse inattendue, applaudit à tout rompre. Elle goûta cependant l'observation de Cambon qui lui fit remarquer que c'était beaucoup lui demander que de s'engager pour l'éternité et elle vota simplement : « Les personnes et les propriétés sont sous la sauvegarde de la nation. »

Robespierre, qui pourtant n'avait jamais été partisan de la loi

1. Cité dans Jaurès, *Convention*, p. 143, 144 et suiv.

2. Aulard, *les Origines historiques du socialisme français*, dans *Études et leçons*, 2^e série, p. 38-39.

agraire, avait gardé le silence pendant cette discussion. Mais il était trop clairvoyant pour ne pas comprendre que derrière la loi agraire c'était la réglementation et la démocratie qui étaient visées. Dans le premier numéro de ses *Lettres à ses commettants*, il s'expliqua nettement sur son programme social : « La royauté est anéantie », dit-il, « la noblesse et le clergé ont disparu, le règne de l'Égalité commence. » Il se livrait alors à une vive riposte contre les faux patriotes qui ne voulaient « constituer la République que pour eux-mêmes », qui n'entendaient « gouverner que dans l'intérêt des riches et des fonctionnaires publics ». Il leur opposait les vrais patriotes qui chercheront à fonder la République « sur les principes de l'Égalité et de l'intérêt général ». D'un mot, il perçait à jour la manœuvre girondine : « Observez ce penchant éternel à lier l'idée de sédition et de brigandage avec celle de peuple et de pauvreté. » Par là il tendait la main aux communistes. Il restait le même Robespierre qui avait publié quelques mois auparavant¹ la pétition du curé Dolivier au sujet du meurtre de Simoneau.

Robespierre ne fut pas seul à faire front à l'attaque girondine avec cette résolution courageuse. Les *Révolutions de Paris*, que rédigeait alors Sylvain Maréchal, l'ami de Babeuf, le futur rédacteur du *Manifeste des Égaux*, s'appliquèrent avec beaucoup d'habileté, tout en désavouant la loi agraire, à sauver néanmoins l'essentiel de la politique et de la législation démocratiques². Sylvain Maréchal conseillait aux riches de faire des sacrifices pour se mettre à l'abri de la loi agraire, puis il se tournait vers les pauvres : « Et vous, honorables indigens que les malintentionnés méconnaissent à dessein, qu'ils apprennent de vous que la saison n'est pas bonne encore de frapper l'aristocratie des riches. Un jour viendra, et il n'est pas éloigné, ce sera le lendemain de nos guerres ; un jour le niveau de la loi réglera les fortunes. Aujourd'hui elle ne peut et ne doit qu'imposer les riches en raison des besoins de la patrie... » Maréchal ajoutait qu'il était nécessaire « d'opérer un rapprochement dans les fortunes qui détruisent le principe vicieux de la prépondérance des riches sur les pauvres. Il ne doit pas être permis à un citoyen de posséder plus d'une quantité fixe d'arpents de terre. » Il voulait encore que celui qui n'avait pas 400 livres de revenu ne

1. Dans le n° 4 du *Défenseur de la Constitution*.

2. N° du 15 au 22 septembre (paru le 22 septembre).

payât pas d'impôt, car il payait sa dette envers l'État « par son travail, par sa consommation, par la défense de ses foyers, par le nombre de ses enfants ». Ce n'était pas la loi agraire, mais c'était le chemin qui y conduisait.

* * *

La réglementation, élaborée, ou plutôt improvisée, pendant la crise de la première invasion, dut être appliquée au milieu de ces luttes des partis. Depuis que la victoire de Valmy avait sauvé Paris, depuis que la retraite prussienne se changeait tous les jours en déroute et que les Français, prenant à leur tour l'offensive, se préparaient à entrer en Belgique, cette réglementation des subsistances paraissait de jour en jour moins nécessaire.

La Convention s'était délivrée dès le début de la surveillance gênante et jalouse de la Commune de Paris dont elle avait brisé la puissance. Les Girondins étaient les maîtres, à la fois dans l'Assemblée et dans le Gouvernement. Toute réglementation leur semblait une concession à l'anarchie¹. On peut supposer dans quel esprit et dans quelle mesure les lois des 9 et 16 septembre furent appliquées là où ils dominaient.

Dans beaucoup de départements, il n'y eut pas de recensements ou il n'y en eut que pour la forme. Les réquisitions pour garnir les marchés furent ainsi rendues impossibles dans ces départements.

Dans ceux où les autorités essayèrent d'appliquer la loi, elles se heurtèrent à de grandes difficultés.

Dans la Haute-Marne, où de nombreux passages de troupe avaient augmenté la consommation, le district de Chaumont mit beaucoup de zèle à faire les recensements et à adresser aux communes des réquisitions pour approvisionner les marchés. Les administrateurs du département avaient d'abord applaudi à ces mesures, mais bientôt un désaccord surgit entre eux et les administrateurs du district quand ceux-ci, en présence de la mauvaise volonté de beaucoup de communes, voulurent faire exécuter leurs réquisitions par la force. Le département réforma l'arrêté

1. Témoin cette phrase du pamphlet de Bressot, *A tous les républicains de France*, daté du 24 octobre 1792 : « Les désorganisateurs sont ceux qui veulent tout niveler, les propriétés, l'aisance, le prix des denrées » (reproduit dans Buchez et Roux, t. XX, p. 123 et suiv.).

par lequel le district avait ordonné à la gendarmerie, le 30 septembre, de se transporter dans les communes récalcitrantes et de faire charger d'autorité les blés de réquisition. Il lui fit défense d'employer les moyens coercitifs. Le district toutefois passa outre à cette opposition en invoquant la loi du 16 septembre qui autorisait la confiscation des grains des cultivateurs qui refuseraient d'obéir aux réquisitions. Les gendarmes et les dragons furent envoyés en garnison aux frais des communes récalcitrantes qu'ils occupèrent jusqu'à ce que les réquisitions fussent exécutées. Ce régime de contrainte fonctionna pendant plusieurs mois. Le district de Chaumont se plaignit, le 5 décembre 1792, de la mollesse du département qui ne l'avait pas autorisé à faire des visites domiciliaires pour contrôler l'exactitude des déclarations des cultivateurs. Il estimait que ceux-ci avaient dissimulé un quart ou une moitié de leurs grains. Il se plaignait de leur incivisme et de leurs terreurs irraisonnées : « Rien ne circule », disait-il, « tout est caché. Ils n'ont pas à craindre les trahisons du pouvoir exécutif, cependant ils se tourmentent comme si Capet, du fond de sa prison, commerçait encore sur les grains¹, tramait encore une autre révolution et pouvait encore soudoyer les agitateurs. » Dans ce département frontière, la réglementation avait donc soulevé de fortes résistances, mais elle avait été appliquée et elle avait sauvé les villes de la famine.

Dans beaucoup d'autres départements, il n'en fut pas de même. Les réquisitions ne pouvaient donner un résultat satisfaisant que là où les autorités montraient de la fermeté et que là aussi où les grains existaient en quantité suffisante. Les départements déficitaires ne pouvaient s'approvisionner dans les autres qui fermaient leurs frontières². Les propriétaires avaient d'ailleurs beau jeu pour se venger des réquisitions en augmentant les prix qui restaient à leur discrétion. Ils ne s'en firent pas faute. Mais d'autre part les consommateurs essayèrent de lutter contre la hausse vertigineuse des comestibles en élevant de leur côté le prix de leurs salaires. Les troubles recommencèrent et s'étendirent.

A Lyon, où la mévente des soieries, provoquée par l'émigration

1. On avait découvert dans les papiers du roi des pièces comptables qui prouvaient que le trésorier de la liste civile, Septeuil, avait consacré des sommes importantes à spéculer à la hausse (voir le discours de Valazé du 6 novembre 1792).

2. Voir la pétition des Lyonnais à la séance du 5 novembre 1792.

tion et par la guerre, avait réduit au chômage 30,000 canuts, la crise fut particulièrement grave. Les femmes s'attroupèrent dans différentes boutiques et taxèrent les marchandises. Elles affichèrent ensuite sur les murs de la ville un tarif de tous les comestibles. Ce tarif, dit Roland¹, était à peu près la moitié au-dessous des cours. La municipalité dut le revêtir de son autorité. Un député, dont le nom n'est pas donné dans les journaux, ne manqua pas d'accuser les commissaires de la Commune de Paris et du Conseil exécutif d'être les instigateurs des troubles de Lyon. La Convention envoya sur les lieux trois de ses membres pour supprimer la taxation et rétablir l'ordre. Ces trois députés levèrent une compagnie de gendarmerie soldée et procédèrent à des arrestations, mais l'ordre ne fut rétabli qu'en apparence. L'agitation reprit de plus belle au début de novembre.

Orléans fut troublée en même temps que Lyon. Au départ d'une voiture de grains pour Nantes, un attrouement se forma. Un portefaix fut tué, sept maisons pillées².

Dans l'Ile-de-France, une agitation intense, qui rappelle tout à fait celle qui s'était produite aux mois de février et de mars précédents, commença en octobre et s'aggrava en novembre. Les administrateurs des districts avaient mis beaucoup de mauvaise volonté à faire exécuter la loi du 16 septembre. En Seine-et-Oise, un seul district sur neuf avait terminé ses recensements à la fin de novembre³. L'administration départementale, alarmée pour la subsistance de Versailles, avait cependant lancé des réquisitions aux communes pour garnir les marchés. Les communes refusèrent d'obéir. Les cultivateurs gardaient leur blé en gerbes en prétextant qu'ils manquaient de bras pour le battre. D'autres le faisaient transporter dans les départements voisins où la loi du 16 septembre était restée lettre morte⁴. Alors des émeutes éclatèrent. Les marchés furent pillés à Versailles, à Étampes, à Rambouillet par des attrouements qui taxèrent les denrées. Il y eut une collision sanglante à Rambouillet. L'agitation gagna de proche en proche et la Convention dut envoyer

1. Séance du 22 septembre 1792 à la Convention.

2. Séance du 23 septembre aux *Archives parlementaires*.

3. D'après Raymond Guyot, *le Conventionnel Goujon*, p. 60-61. Goujon était alors procureur général syndic de Seine-et-Oise.

4. Ainsi en Eure-et-Loir où la majorité des communes n'avait pas fourni les tableaux de recensement (déclaration de la députation d'Eure-et-Loir à séance du 26 novembre 1792).

trois de ses membres, Lidon, Tellier et Lefebvre, en mission dans les départements de Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Eure, Aisne et Somme. Il ne semble pas que cette mission ait réussi dans sa tâche.

Dès le 7 octobre, plusieurs communes du département de Seine-et-Oise avaient demandé à la Convention d'ordonner la taxation des subsistances comme le seul remède à la crise, comme le complément indispensable à la loi sur les réquisitions¹. L'assemblée électoral de Seine-et-Oise revint à la charge le 19 novembre dans une pétition qui eut un grand retentissement. L'orateur qui la lut à la barre était le futur conventionnel Goujon, qui figurera parmi les derniers Montagnards, alors procureur général syndic du département. Pour la première fois, le problème était posé avec franchise dans toute son ampleur et la question des salaires liée à la question des subsistances : « Citoyens, le premier principe que nous devons vous exposer est celui-ci : la liberté du commerce des grains est incompatible avec l'existence de notre République. De quoi est composée notre République? D'un petit nombre de capitalistes et d'un grand nombre de pauvres. Qui fait le commerce des grains? Ce petit nombre de capitalistes. Pourquoi fait-il le commerce? Pour s'enrichir. Comment peut-il s'enrichir? Par la hausse du prix des grains dans la revente qu'il fait au consommateur. Mais vous remarquerez aussi que cette classe de capitalistes et propriétaires, par la liberté illimitée, maîtresse du prix des grains, l'est aussi de la fixation de la journée du travail; car, chaque fois qu'il est besoin d'un ouvrier, il s'en présente dix, et le riche a le choix; or, ce choix, il le porte sur celui qui exige le moins; il lui fixe le prix et l'ouvrier se soumet à sa loi, parce qu'il a besoin de pain et que ce besoin ne se remet pas pour lui. » Et Goujon, après avoir formulé avec cette netteté ce que le Prussien Karl Marx appellera plus tard la loi d'airain des salaires, citait des chiffres impressionnantes : « La journée est de 16 à 18 sols, tandis que le blé est à 36 livres le setier pesant de 260 à 270 livres... La journée ne suffit donc pas pour vivre. »

La loi seule pouvait ramener l'équilibre rompu entre les salaires et les subsistances. La loi du 16 septembre était insuffisante parce qu'elle n'était qu'une demi-mesure : « Tout moyen partiel est ici dangereux et impuissant; point de termes moyens, ce

1. *Archives parlementaires*, à la date.

sont eux qui nous minent... Pour compter sur le commerce, il faut que la liberté soit entière et, à la première entrave, il faut que le commerce soit détruit. » Que fallait-il donc faire? Goujon concluait avec précision : « Ordonnez que tout le grain se vendra au poids. Taxez le maximum; portez-le pour cette année à 9 livres le quintal, prix moyen également bon pour le cultivateur et le consommateur... Anéantissez les grands corps de ferme qui concentrent dans des mains coupables des quantités considérables de grains..., que nul ne pourra payer les fermages en grains et enfin que nul ne pourra être en même temps menuier et fermier. Remettez ensuite le soin d'approvisionner chaque partie de la République entre les mains d'une administration centrale choisie par le peuple et vous verrez que l'abondance des grains et la juste proportion de leur prix avec celui de la journée de travail rendra la tranquillité, le bonheur et la vie à tous les citoyens. »

La lecture de cette pétition vigoureuse et logique était à peine achevée que le président de la Convention, l'évêque Grégoire, faisait aussitôt donner lecture d'une longue lettre du ministre de l'Intérieur Roland qui combattait âprement, avec les arguments habituels des économistes, toute idée de réglementation et à plus forte raison de taxation. Roland accusait la loi du 16 septembre d'être la cause de l'agitation et des émeutes. Toute réquisition était pour lui vexatoire et inopérante, toute déclaration, tout recensement forcément illusoires. « La seule chose peut-être que l'Assemblée puisse se permettre sur les subsistances, c'est de prononcer qu'elle ne doit rien faire, qu'elle supprime toute entrave. »

La Convention était en grande majorité attachée comme Roland à la liberté économique. Elle ordonna l'impression de sa lettre. Quelques membres de l'extrême-gauche demandèrent aussi l'impression de la pétition de Seine-et-Oise. Un député, qui n'est pas nommé dans les journaux, leur répondit que cette pétition était dangereuse; que, si on en appliquait les idées, on irait tout droit à la famine, on jetterait l'épouvante parmi les propriétaires, on dépréciérait même les biens nationaux et on en ralentirait la vente. La Convention rejeta la demande d'impression. C'était l'enterrement sans phrase de la taxation.

Après ce vote qui ne laissait aucun doute, aucune équivoque sur les intentions de l'Assemblée, une vaste insurrection se pro-

pagea dans toute la Beauce. Elle partit de la forêt de Montmirail dans la Sarthe et s'étendit en tous sens. Partout des bandes taxèrent les comestibles et forcèrent les autorités, sans grand-peine, à légaliser ces taxes. Le 23 novembre, les taxateurs étaient au nombre de 3,000 à Vendôme. Une troupe à cheval de 150 hommes les précédait. Deux jours auparavant, une autre bande d'un millier d'hommes avait établi les taxes à Nogent-le-Rotrou. Au Mans, le 23 novembre, la municipalité et l'administration départementale signèrent le tarif. Il en fut de même à La Ferté-Bernard, Bonnétable, Saint-Calais. La ville de Chartres dut repousser, le 27 novembre, un attroupement de 3,000 hommes armés. Le même attroupement se reforma le 29 novembre et s'empara du faubourg des Épars. Mais les forces de l'ordre parvinrent à le cerner et à le désarmer. Au début de décembre, 10 à 12,000 hommes marchèrent sur Tours. Beaucoup de municipalités cédaient sans se faire prier¹.

A la nouvelle des troubles, la Convention envoya trois de ses membres en mission dans chacun des départements d'Eure-et-Loir, de la Sarthe et du Loir-et-Cher. Les trois commissaires envoyés dans l'Eure-et-Loir, Birotteau, Maure et Lecointe-Puyraveau, se rendirent le 29 novembre au gros marché de Courville. Ils furent environnés de 6,000 hommes en armes qui les menacèrent de les jeter à la rivière ou de les pendre. Ils durent, pour sauver leur vie, approuver la taxe non seulement du blé, mais de l'orge, de la chandelle, du bœuf, de la toile, des souliers et du fer. En rendant compte des faits le lendemain à la Convention, ils notèrent la part considérable que le clergé constitutionnel avait prise aux troubles. « Des curés étaient au milieu de l'attroupement », dit Birotteau, « ils étaient les plus acharnés contre nous et portaient la parole au nom du peuple. Tous les principes de la loi agraire ont été mis en avant; on disait que les bourgeois avaient assez joui, que c'était le tour des pauvres travailleurs. Ils ajoutaient qu'ils voulaient leurs prêtres et leurs églises. » Le mécontentement du clergé constitutionnel s'expliquait par des raisons qui n'étaient pas toutes désintéressées. Déjà la Législative, dans sa dernière séance, lui avait retiré les registres de l'état civil qui étaient passés des cures aux mairies.

1. Voir aux *Archives parlementaires* les séances du 26 novembre, du 28 novembre (lettre de Roland), du 2 décembre (lettre des administrateurs du Loir-et-Cher), du 3 décembre (rapport des administrateurs d'Indre-et-Loire).

La Convention venait d'entendre, dans les jours qui précédèrent l'insurrection, une proposition de Cambon qui avait pour but de supprimer le salaire des prêtres et de réduire l'Église au droit commun.

Un vif débat s'engagea à la Convention sur la conduite des trois commissaires qui avaient cédé devant l'émeute. Pétion cria à l'anarchie et à la loi agraire. Il condamna toute taxe comme conduisant fatallement à la famine et il réclama une prompte et vigoureuse répression. Buzot consentit à l'envoi des troupes, mais à condition qu'elles fussent précédées de commissaires de la Convention qui tenteraient des moyens de douceur avant de recourir à la force. Robespierre appuya la proposition de Buzot qui fut repoussée. La Convention craignait que l'envoi de commissaires n'affaiblît la répression. Elle décida que les troupes seraient sous le commandement d'un général et qu'il n'y aurait pas de commissaires à côté de lui. Elle blâma en outre, sur la proposition de Manuel, la conduite pusillanime de ceux de ses membres qui avaient cédé aux émeutiers d'Eure-et-Loir et elle annula la taxe qu'ils avaient consentie.

La parole était désormais aux baïonnettes. Une répression aussi vigoureuse que celle du mois d'avril rétablit l'ordre dans la Beauce.

* * *

Le soulèvement paysan et ouvrier s'était produit au moment même où l'Assemblée discutait la révision de la législation du mois de septembre. Il ne manqua pas d'influer sur les votes qui furent émis.

En vain la taxation fut-elle réclamée par des autorités considérables, par l'assemblée électorale de Seine-et-Oise le 19 novembre, comme nous l'avons vu, par les sections de Paris et la Commune le 29 novembre, par le département d'Indre-et-Loire le 3 décembre, la Convention était décidée, en grande majorité, non seulement à résister à la taxation, mais à supprimer les mesures réglementaires édictées en septembre et à rétablir le régime de la liberté illimitée.

La victoire que Dumouriez avait remportée à Jemappes, le 7 novembre, suivie de son entrée à Mons, puis à Bruxelles, avait singulièrement consolidé le parti girondin qui était au gouvernement. Maintenant que l'invasion était repoussée et que la

république devenait conquérante, les mesures exceptionnelles, votées au lendemain du 10 août, paraissaient inutiles ou dangereuses.

Chose curieuse, pendant toute la crise, les Jacobins gardèrent une sorte de neutralité prudente et réservée¹. Ils entendirent Lullier, procureur général syndic du département de Paris, réclamer, le 2 décembre 1792, une taxe provisoire sur les substances, mais ils se gardèrent de l'approuver ou de le dénier. Sans se prononcer sur le fond des choses, Robespierre conseilla au club, le 7 décembre, de détourner le peuple des insurrections qui ne pouvaient que lui porter préjudice.

Il est remarquable qu'à la Convention aucun député montagnard n'osa demander la taxe des denrées². Ils se bornèrent à défendre la réglementation et à proposer de conserver la loi du 16 septembre en l'améliorant, tels Fabre de l'Hérault et Chabot, à la séance du 5 novembre. Fayau réclama davantage le 29 novembre. Il voulait qu'on établît partout des greniers d'abondance. De tous les orateurs, Saint-Just fut celui qui approfondit le mieux les causes de la crise économique. Son discours du 29 novembre 1792 consacra d'emblée sa jeune réputation d'homme d'État. Il montra avec une force singulière, dans un style sententieux, où abondaient les aperçus profonds, que de la surabondance du papier-monnaie venait tout le mal : la baisse des changes, le renchérissement, les accaparements et les troubles. Il proposa de faire rentrer les impôts en nature et de vendre au plus vite les biens des émigrés, afin de rembourser la dette et de retirer les assignats de la circulation.

Levasseur (de la Sarthe) invoqua, le 2 décembre, l'expérience personnelle qu'il avait acquise en 1789 et 1790 dans ses fonctions d'officier municipal chargé de la police du marché du Mans pour légitimer les déclarations, les réquisitions et la vente forcée. « Lorsqu'une ville est assiégée », dit-il, « le magistrat a certainement le droit de forcer les habitants qui ont plusieurs fusils à les partager avec leurs concitoyens pour concourir à la

1. Voir leur séance du 27 octobre 1792.

2. Seul à ma connaissance, Louis Viger, premier député suppléant de Maine-et-Loire, eut le courage d'appuyer les pétitions de Seine-et-Oise et d'Indre-et-Loire, dans un mémoire qu'il présenta le 7 décembre et qu'on trouvera aux *Archives parlementaires*. Il s'y livrait à une critique clairvoyante de la loi du 16 septembre et indiquait comme un effet infaillible de la taxe des blés une hausse subite des assignats.

défense commune ; et lorsque les citoyens sont menacés de mourir de faim, le magistrat ne pourra forcer les cultivateurs à vendre l'excédent de leur approvisionnement ! » Robespierre appuya Levasseur et s'attacha à répondre aux arguments des partisans de la liberté économique : « Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière. Il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle. » De tels principes auraient pu conduire Robespierre à la taxation. Il n'osa cependant pas aller jusque-là.

Les Girondins eurent beau jeu pour accuser les contre-révolutionnaires et les communistes d'être les fauteurs des troubles et pour dénoncer la réglementation comme une entrave pour le commerce et un instrument de disette. Lequinio, Barbaroux, Joseph Serre, Vergniaud, Creuzé-Letouche répétèrent les arguments de Roland. Serre déclara que la taxation était une atteinte aux propriétés, un avant-goût de la loi agraire. Les accapareurs, à l'en croire, étaient une légende. Il fallait simplement réprimer les agitateurs et rétablir la liberté. Creuzé-Latouche critiqua longuement la loi du 16 septembre. Les recensements forcés, dit-il, avaient fait croire à la disette. Les histoires d'accaparements n'étaient que des histoires de sorciers. Il proposa de rapporter la loi néfaste et de rétablir la liberté illimitée du commerce en frappant rudement tous ceux qui y porteraient atteinte.

La Convention suivit cet avis. La réglementation fut abrogée le 8 décembre. Roland triomphait !

* *

L'essai de réglementation, édicté par la Législative dans la crise de la première invasion, avait échoué pour des raisons multiples. D'abord il n'avait été pour ses auteurs qu'un expédient. Les autorités chargées de l'application, à commencer par le ministre de l'Intérieur, étaient, pour la plupart, foncièrement hostiles. Puis, la prédication imprudente des communistes avait effrayé l'opinion et provoqué une réaction, dont profitèrent les Girondins adversaires de cette législation. Les émeutes de la fin de novembre dans la Beauce achevèrent de compromettre une cause que la victoire de Jemappes et la conquête de la Belgique avaient déjà rendue sans objet.

Ajoutons encore que les lois des 9 et 16 septembre n'étaient guère défendables, parce qu'elles étaient incomplètes et inopérantes. Les réquisitions, confinées à l'intérieur de chaque département, ne pouvaient satisfaire à tous les besoins. Les départements, comme les anciennes provinces d'avant 1789, élevaient entre eux de véritables barrières. Pour que la réglementation fût viable, il aurait fallu abattre ces barrières, nationaliser les réquisitions au lieu de les départementaliser. Les pétitionnaires de Seine-et-Oise le comprirent. Mais les Montagnards eux-mêmes ne se souciaient pas alors de créer une administration centrale des subsistances, qui aurait été précisément dans les mains de Roland, leur adversaire politique¹. Ils ne se souciaient pas davantage, dans l'apre combat qu'ils menaient contre les Girondins, de poser dans son ensemble le redoutable problème de la propriété. Ils n'osèrent pas aller jusqu'à la taxation. Ils restèrent à mi-chemin dans une position fausse. Le peuple, réduit à ses seules forces, ne put pas imposer la taxation qu'il considérait comme le seul remède véritable au malaise économique. Il subit un nouvel échec. C'était le second depuis le début de l'année 1792².

Mais le procès de Louis XVI, les défaites militaires qui marquèrent le début de la première Coalition, la perte de la Belgique et la trahison de Dumouriez allaient travailler pour les taxateurs. Le jour viendra de la revanche populaire et du maximum.

Albert MATHIEZ.

1. La séance des Jacobins du 27 octobre 1792 est significative. Bentabole avait proposé l'établissement d'un ministère des subsistances. Thuriot combattit sa proposition en rappelant l'exemple des ministres Terray et Necker.

2. En février et mars 1792, un vaste mouvement pour la taxation avait déjà ébranlé les masses paysannes dans la Beauce, la Brie, le Noyonnais, le Cambresis, etc. J'ai essayé d'en retracer les phrases dans un article qui paraîtra prochainement dans les *Annales révolutionnaires*. En même temps, les Parisiens avaient réclamé la taxe du sucre (voir mon article sur la « Crise du sucre en 1792 » dans la *Grande Revue* du 1^{er} mars 1917).

MÉLANGES ET DOCUMENTS

ÉTUDES CRITIQUES

SUR

L'HISTOIRE DE CHARLEMAGNE¹

II.

LES « PETITES ANNALES ».

Nous avons vu que les « petites annales » carolingiennes ne semblaient pas remonter à une époque aussi reculée qu'on l'admettait jusqu'alors et que, loin d'avoir servi de sources aux premiers rédacteurs des *Annales royales*, elles semblaient plutôt avoir été elles-mêmes en partie compilées à l'aide de ces dernières. Ce n'est là toutefois qu'une hypothèse, dont la démonstration — dans la mesure où une démonstration proprement dite est possible — ne saurait être complète que si, après avoir essayé de montrer combien, grâce à elle, le problème de la composition des *Annales royales* apparaît plus simple et plus clair, nous pouvons prouver qu'elle permet du même coup d'expliquer d'une façon plus simple aussi et plus cohérente la composition des « petites annales » elles-mêmes.

Celles-ci sont si étroitement apparentées qu'on a depuis longtemps cherché à déterminer la nature de leurs rapports. En 1898, Gabriel Monod pouvait déjà écrire à ce sujet : « Les critiques allemands ont dépensé une somme prodigieuse d'efforts, de temps, d'encre et même d'esprit à faire et refaire ces généalogies d'annales plus compliquées que celles des héros des chansons de geste et où l'on arrive parfois à ne plus distinguer très bien les fils des pères et les aieux des arrière-neveux² ». Mais, après avoir examiné l'un

1. La première partie de ces études a paru dans la *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 52-64.

2. G. Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* (*Bibliothèque de l'École des hautes études*, fasc. 119), p. 77.

après l'autre les divers systèmes proposés, Gabriel Monod croyait devoir conclure à l'impossibilité de choisir entre eux.

Depuis lors, les critiques allemands ont continué à édifier de nouveaux systèmes, sans qu'on puisse dire qu'ils aient beaucoup fait avancer la question¹. Ils n'ont guère abouti qu'à imaginer une quantité prodigieuse de textes « perdus », dont M. Kurze a fourni une liste suggestive dans son dernier opuscule sur les *Annales carolingiennes*² : à l'en croire, à peu près tous les textes les plus importants de la période carolingienne ont disparu, et nous en aurions sans doute à jamais ignoré l'existence si lui et ses émules n'avaient été là pour nous la révéler. Heureusement qu'avec une ingéniosité sans pareille ils ont réussi à découvrir dans les maigres annales actuelles des résidus de ces grandes et vénérables Annales de Gorze, d'Echternach, de Saint-Wandrille, de Soissons, de Saint-Denis et de tant d'autres, parmi lesquelles M. Kurze se meut avec une aisance qu'on ne saurait trop admirer.

Que nous ayons, en effet, quelques pertes à déplorer dans la série des annales carolingiennes, nous ne le nierons pas ; mais qu'elles soient aussi nombreuses, aussi graves, on peut s'en étonner. Et qu'on soit amené à faire de pareilles hypothèses par la logique d'un système qui suppose une riche floraison d'annales antérieures aux *Annales royales*, il y a là un symptôme inquiétant pour la solidité de ce système tout entier.

En renversant les termes du problème, nous croyons, au contraire, qu'il est possible d'aboutir à une classification des annales carolingiennes qui, si elle laisse encore place à quelque incertitude, permet d'éliminer du débat toutes ces hypothèses fantaisistes de textes perdus ou du moins de n'admettre la disparition que de quelques rares ouvrages, dont la substance avait passé dans les compilations qui nous restent.

C'est cette classification des « petites annales » que nous voudrions tenter d'établir ici³, en laissant délibérément de côté les belles théories

1. G. Monod, *op. cit.*, p. 77-102, a indiqué et analysé les principaux travaux parus jusqu'en 1898. Ceux qui ont été publiés depuis et quelques-uns de ceux dont G. Monod n'avait pas eu l'occasion de parler sont relevés dans Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. 1, 7^e éd., par E. Dümmler (1904), principalement p. 154-166 et 210. Voir aussi Dahlmann-Waitz, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 8^e éd. (1912), p. 290-291. — Depuis lors a paru la brochure de M. Kurze indiquée à la note suivante.

2. Fr. Kurze, *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards* (Berlin, 1913, 62 p. in-8°. *Wissenschaftliche Beilage zum Jahresbericht des königl. Luisengymnasiums zu Berlin. Ostern 1913*).

3. Nous ne pourrons comprendre dans cette étude toutes les « petites annales » qui renferment des notes relatives à l'époque de Charlemagne. Mais la plupart

proposées par l'école de M. Kurze et en évitant le plus possible de recourir à l'hypothèse, trop commode dans bien des cas, du texte perdu, d'où l'on fait ensuite découler tous ceux dont la provenance semble obscure.

* * *

Les Annales de Murbach.

Nous commencerons cette étude par l'examen d'un groupe d'annales qu'on s'accorde en général¹ à désigner, dans son ensemble, sous le nom d'Annales de Murbach, parce que plusieurs des notes qu'elles renferment toutes se rattachent au monastère de Murbach, dans les Vosges : ce sont les *Annales Nazariani* (708-790), les *Annales Alamannici* (708-799²) et les *Annales Guelferbytani* (741-805)³, dont les titres, purement conventionnels, n'ont d'autre intérêt que d'être consacrés par l'usage⁴.

Ces trois séries d'annales se ressemblent à tel point qu'on ne saurait hésiter et qu'on n'a guère hésité en fait à admettre qu'il y eût entre elles des rapports de dépendance directe. Mais comment doit-on en établir la filiation? Ici les avis diffèrent, et l'on a mis en avant tour à tour les hypothèses les plus compliquées, les plus singulières pour tenter de sortir d'embarras⁵. — Il est clair cependant que les *Annales Nazariani* sont jusqu'à l'année 790, date à laquelle

de celles que nous négligerons ne sont que des copies de celles dont nous nous occuperons. Notre examen portera sur les plus importantes, celles aussi dont la critique présente les plus sérieuses difficultés.

1. Voir, entre autres, G. Monod, *op. cit.*, p. 85; Wattenbach, *op. cit.*, p. 98.

2. Ce qui suit l'année 799 a été écrit plus tard et en d'autres lieux. Ce ne sont, pour l'époque de Charlemagne, que quelques notes locales très clairsemées.

3. Ces textes ont été publiés par Pertz dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 22-31 et 40-48. Nous n'avons pu utiliser la nouvelle édition des *Annales Alamannici* donnée par Henking, au t. XIX des *Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte* (Saint-Gall), p. 224-265.

4. Les *Annales Nazariani* et les *Annales Guelferbytani* ont été ainsi nommées parce qu'elles ont été publiées les unes d'après un manuscrit provenant du monastère de Saint-Nazaire de Lorsch, les autres d'après un manuscrit conservé à Wolfenbüttel (*Guelferbytum*). Le nom des *Annales Alamannici* leur a été attribué par Pertz (*loc. cit.*, p. 20) pour cette raison qu'elles paraissent provenir de la région alamannique.

5. Cf. G. Monod, *op. cit.*, p. 90. Depuis lors ont paru encore quelques-uns des travaux de M. Kurze et l'ouvrage de M. Wibel (*Beiträge zur Kritik der Annales regni Francorum und der Annales q. d. Einhardi*, Strasbourg, 1902, IV-294 p. in-8°) qui n'ont pas contribué à simplifier beaucoup le problème.

elles prennent fin, de beaucoup les plus complètes et les plus précises : si l'on tient compte de ce fait que nous n'en connaissons le texte que par une unique et médiocre copie, où des mots, des membres de phrases ont visiblement été sautés¹, il faut reconnaître qu'elles sont le modèle dont les deux autres annales procèdent en droite ligne.

I. « *Les Annales Guelferbytani* » jusqu'en 790. — Pour les *Annales Guelferbytani*, dont on a pourtant voulu faire la source des *Annales Nazariani*², le doute ne semble pas possible : que l'on compare dans le détail les deux textes, et l'on ne trouvera rien dans les *Annales Guelferbytani* qui n'ait pu être copié sur les *Annales Nazariani*, sauf 1^o, tout au début, une récapitulation des années écoulées depuis la création du monde, extraite, est-il dit, « *ex libro canonum* », et qui manque aussi bien aux *Annales Alamannici* qu'aux *Annales Nazariani*; 2^o la note de l'année 741³ et la mention de la prise de Clermont en 761, qui sont dans le même cas et qui ont été tirées probablement des *Annales Mettenses*⁴, utilisées pour la suite par le rédacteur des *Annales Guelferbytani*⁵; enfin 3^o la mention, en 787, du décès d'Amicho, abbé de Murbach. Cette mention, qui fait également défaut aux *Annales Alamannici*, figurait-elle dans le texte original des *Annales Nazariani*, où l'ordination d'Amicho est notée sous l'année 774? Ou bien y faut-il voir une addition des *Annales Guelferbytani*? Peu importe. De toutes façons, rien ne s'oppose à ce qu'on admette que ces dernières sont issues des *Annales Nazariani*.

Elles n'en sont même souvent, semble-t-il, qu'un résumé incomplet, insuffisant : à plus d'une reprise les noms des rois qui ont dirigé une guerre y sont remplacés par l'expression vague « les Francs⁶ » ; des détails essentiels ont été laissés de côté (comme les motifs de l'arrestation des Thuringiens, en 786, ou comme les circonstances de la

1. Voir, par exemple, la note de l'année 724 : « *Levavit contra Carlo* », ou celle de 734 : « *Karlus perrexit in Frisiam et inde usque ad inter.* »

2. Cf. G. Monod, *op. cit.*, p. 86, note 1, p. 90, 91.

3. « 741. Theudeballus reversus in Alsatia rebellavit cum (?) Wascones, Baiuvarii et Saxones » (éd. Pertz, p. 27).

4. *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson (1905, collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*), p. 34-35 et p. 51.

5. Voir plus loin, p. 293.

6. *Ann. Guelferb.*, 745 : « *Franci in Saxonia cum exercitu* » (= *Ann. Nazar.*, 745 : « *Karlmannus et Pippinus cum exercitu in Saxonia* »); 761 : « *Franci in Wasconia* » (= *Ann. Nazar.*, 761 : « *Pippinus rex fuit in Wasconia* »); 762 : « *Franci in Wasconia* » (= *Ann. Nazar.*, 762 : « *Rex Pippinus cum Francis fuit in Equitania* »); 775 : « *Franci in Saxonia* » (= *Ann. Nazar.*, 775 : « *Carolus rex cum exercitu Francorum in Saxoniam* »).

mort de saint Boniface, dont les *Annales Guelferbytani* disent seulement : « *vitam temporalem finivit* »); à l'année 751, l'omission de tout un membre de phrase¹ rend même le texte incompréhensible, mais on ne saurait dire qui, de l'annaliste ou du copiste, est responsable de cette bêtise. C'en est assez cependant pour qu'on puisse considérer les *Annales Guelferbytani* jusqu'à l'année 790 comme un simple abrégé des *Annales Nazariani*, sauf à admettre que leur rédacteur les a complétées en trois ou quatre passages à l'aide des textes indiqués plus haut.

II. Les « *Annales Alamannici* » jusqu'en 785. — Le cas des *Annales Alamannici* est à peu près le même, du moins jusqu'à l'année 785, à cette différence près que les rares additions dignes d'intérêt faites par leur auteur au texte des *Annales Nazariani* sont toutes² tirées cette fois des *Annales Laureshamenses*, auxquelles, nous le verrons, l'annaliste devait encore faire plus d'un emprunt pour la période suivante. Mais ces quelques additions mises à part, les *Annales Alamannici* sont partout jusqu'en 785 non seulement beaucoup moins complètes, mais moins précises que les *Annales Nazariani*. Ainsi, leur auteur écrit : « Les Francs en Saxe, puis à Rome », là où les *Annales Nazariani* portent : « Les Francs en Saxe, puis le roi Charles se rend à Rome » (780), ou bien encore : « Grifon en Saxe », au lieu de « Grifon s'enfuit en Saxe » (748). Sous l'année 723, il confond les fils de Drogon

1. *Ann. Guelferb.*, 751 : « *Et Zacharias papa defunctus; tercia die alter Stephanus electus et consecratus.* » Les mots « *alter Stephanus* » ne se comprennent que si l'on a le texte des *Annales Nazariani* sous les yeux : « *Zacharias papa defunctus; Stephanus electus, tercia die percussus; alter Stephanus electus atque consecratus.* »

2. Ces additions sont les suivantes : « *Audoinus episcopus obiit* », en 736 (= *Ann. Lauresh.*, 736 : « *Audoinus episcopus mortuus* »); « *et Karolus Romanus pervenit* », en 774 (= *Ann. Lauresh.*, 774 : « *Et perrexit usque ad Romanum* »); « *Fames magna et mortalitas in Francia* », en 779 (= *Ann. Lauresh.*, 779 : « *Fames vero magna et mortalitas in Francia* »); enfin les mots « *Pippino baptizato* », en 781 (= *Ann. Lauresh.*, 781 : « ... et baptizatus est filius ejus, qui vocabatur Carlomanus, quem Adrianus papa mutato nomine vocavit Pippinum »). Le compilateur des *Annales Alamannici* ajoute encore les mots : « *Franci quieverunt* » et « *quieverunt* » sous deux années (728 et 759) où les *Annales Nazariani* n'indiquent effectivement aucun événement militaire. On ne peut évidemment rien conclure de ces additions, pas plus que des suivantes : celle du titre de « *major domus* » à la suite du nom de Pépin en 714; celle du qualificatif « *junioris* » à la suite du nom de Dagobert, en 715; celle du nom d'Étienne devant le mot *papa*, en 753. Quant à la leçon : « *Hiemps dura* » (708), elle n'est peut-être, ainsi que le début de l'année suivante (« *annus durus* ») qu'un essai d'interprétation du texte des *Annales Nazariani* pour l'année 709.

avec ceux de Charles Martel et aboutit à une note inintelligible¹. Il ne semble donc pas niable que les *Annales Alamannici* ne soient, elles aussi, dans leur ensemble, jusqu'en 785, qu'un sommaire des *Annales Nazariani*.

Par suite, pour la période qui s'étend de 708 à 785, nous n'avons à nous préoccuper que de ces dernières.

III. *Les « Annales Nazariani ».* — Or, si l'on admet que les *Annales royales* leur sont antérieures, il suffit de les comparer à celles-ci à dater de 741 (point de départ des *Annales royales*) pour s'assurer que leur auteur a dû en avoir le texte sous les yeux et s'est le plus souvent contenté d'en résumer les données essentielles. Ainsi, à l'année 743, les *Annales royales* signalent qu'après avoir combattu avec son frère, Carloman seul (*per se*) envahit la Saxe, prit la forteresse de Hoch-Seeburg et imposa la paix au Saxon Thierri. A ces indications correspond la note suivante des *Annales Nazariani* : « Pippinus quievit et Karlmannus in Saxonia cum exercitu. » De même, sous l'année 757, l'auteur des *Annales royales* écrit : « Misit Constantinus imperator regi Pippino cum aliis donis organum, qui in Franciam usque pervenit », ce qui est condensé en ces mots dans les *Annales Nazariani* : « Venit organa in Franciam. » « Pippinus rex in Saxoniam ibat », est-il dit au début de l'année 758 dans les *Annales royales*, qui font suivre ces mots du détail de l'expédition entreprise par Pépin le Bref : « Rex Pippinus fuit in Saxonia », se borne à rappeler notre compilateur. Et à l'année suivante il condense dans cette formule obscure, que nous avons déjà signalée² : « Mutavit rex Pippinus nomen suum in filium suum » la phrase claire et d'une précision presque excessive des *Annales royales* : « Natus est Pippino regi filius, cui supradictus rex nomen suum imposuit, ut Pippinus vocaretur sicut et pater ejus. »

A l'année 786, on observe un brusque changement : aux courtes et sèches mentions des années précédentes succède tout à coup un récit étoffé, substantiel, auquel nous devons la connaissance de certains faits, comme le complot des seigneurs thuringiens en 786, dont les *Annales Nazariani* et les textes qui en dérivent sont à peu près seuls à parler. Entre ce récit et celui des *Annales royales*,

1. « *Duo filii Karoli, Arnold, Druogo et unus mortuus* » (ce qui ferait *trois* et non *deux* fils). — Sous l'année 750, les manuscrits des *Annales Alamannici* portent : « *Franci in Bauguria et Grifo* », là où l'auteur des *Annales Nazariani* écrit avec raison : « *Franci in Beweria et Grifo reversus est ad propria* »; mais l'interruption de la phrase des *Annales Alamannici* n'est peut-être imputable qu'à la distraction d'un copiste.

2. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 54.

il n'y a plus aucun rapport ; et l'on peut affirmer que si les *Annales Nazariani* ne sont jusqu'en 785 qu'une compilation, dont celles-ci ont fourni en partie la matière, elles sont, en revanche, contemporaines et pleinement originales depuis 786.

Est-ce à dire qu'avant cette date les *Annales Nazariani* ne procèdent que des *Annales royales*? — Évidemment non, puisqu'elles remontent une trentaine d'années plus haut (jusqu'en 708), et nous verrons qu'elles se rapprochent en plus d'un point à la fois des *Annales Sancti Amandi* et des *Annales Mettenses*. Mais cette question sera plus utilement examinée dans la suite.

Quant aux *Annales Guelferbytani* et aux *Annales Alamanici*, passé 790 pour les premières et 785 pour les secondes, ce n'est plus avec les *Annales Nazariani*, mais avec d'autres annales qu'elles sont apparentées.

IV. *Les « Annales Guelferbytani » depuis 791.* — Les *Annales Guelferbytani* se rapprochent nettement à la fois des *Annales Laureshamenses* et des *Annales Mettenses* (en leur rédaction primitive) et quoi qu'en aient dit certains critiques, l'explication en est fort simple : car il est manifeste que les *Annales Guelferbytani* ne sont d'un bout à l'autre qu'une compilation dont ces deux ouvrages ont fourni la substance dès que les *Annales Nazariani* (arrêtées en 790) ont fait défaut à leur auteur. On peut même ajouter que si, elles s'arrêtent¹ à l'année 805, la raison en est que les *Annales Mettenses* n'allaitaient primitivement pas plus loin².

Et, pour mettre en lumière les procédés du compilateur, il suffira ici de citer à titre d'échantillon sa note de l'année 799, où il s'est appliqué à extraire de ses deux modèles et à fondre ensemble les renseignements qui lui ont paru les plus dignes d'intérêt : « Charles, déclare-t-il, tint le plaid à Lippeham et de là gagna Paderborn, d'où il envoya Charles avec l'ost en avant, en Saxe. Erich et Gerold furent tués. Et le pape Léon y vint (à Paderborn) le trouver, ainsi que 203 autres Romains, ses conseillers; et les envoyés de l'impératrice y vinrent aussi; et de nouveau il fut à Aix, d'où il alla en tournée jusqu'à Tours³. » La partie de

1. Les trois courtes notes des années 814, 817 et 823 (éd. Pertz, p. 46) ne se rattachent en effet daucune façon à la compilation primitive.

2. Voir *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson, p. xiv, et ce que nous disons nous-même plus loin de ces annales.

3. *Annales Guelferbytani*, éd. Pertz, p. 45 : « Karolus plaidavit ad Lipphamme, inde perrexit ad Phaderprunnin; inde transmisit Karolum cum hoste in antea in Saxoniam. Erib, Kerolt occisi. Et hic venit papa Leo ad eum et

cette note que nous reproduisons en italiques est tirée des *Annales Laureshamenses* (années 799 et 800)¹; le reste provient des *Annales Mettenses* (années 798 et 799)², que le rédacteur a complétées ou interprétées en parlant — sans doute par assimilation avec ce qui s'est passé à d'autres dates — de plaid réuni à Lippeham là où l'annaliste de Metz mentionne seulement le passage du roi dans cette localité. Le seul détail vraiment neuf qu'on lui doive est l'indication du nombre des délégués romains qui auraient accompagné le pape; et il faut bien avouer que ce renseignement, qu'il est impossible de vérifier³, est d'une précision qui surprend quelque peu.

Parfois les emprunts faits par le compilateur sont presque textuels, comme c'est le cas en 798, où la phrase des *Annales Laureshamenses*⁴ : « *Et de ipsis Saxonis tulit secum quos voluit et quos voluit dimisit; et ipse pervenit ad Aquis palatio* » a été remplacée par la suivante : « *Et sicut ipse voluit tulit obsides multos de Saxones et pervenit ad Aquas*⁵. » Et il arrive même que le modèle soit transcrit mot pour mot, comme en 802, où l'on peut lire sans changement aucun ces deux phrases des *Annales Mettenses* : « *Herena imperatrix de Constantinopoli misit legatum suum Leonem spatarium de pace confirmando inter Francos et Grecos* » et « *Celebravit imperator natalem Domini et pascha Aquis*⁶ ».

Sauf pour quelques rares détails, les *Annales Guelferbytani* ne nous apportent donc que la reproduction ou le résumé de ce que

alii Romani consiliatores ejus CCIII; et missi imperatisse ibi fuerunt; et iterum ad Aquas; inde perrexit in circatum usque ad Turones. »

1. *Annales Laureshamenses*, éd. Pertz (*Mon. Germaniae, Scriptores*, t. I), p. 37-38; éd. Katz (1889), p. 43 : « ... et ibi venit ad eum dominus Leo apostolicus... Ipsum hiemem redit apud Aquis palatio et circa quadragensimæ tempus circuivit villas suas seu etiam corpora sanctorum usque dum post pascha pervenit Turones... »

2. *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson, p. 83-84 : « *Rex vero Carolus in Saxoniam prefectus Renum ad Lippeiam transit, in loco qui vocatur Patrebrunna positis castris consedit. Indeque, diviso exercitu, Carolum filium suum cum una parte ad colloquium Sclavorum et ad recipiendos hos qui de Nordleidus venerant Saxonibus et in Bardengawi direxit... Et Heiricus dux Forojuiliensis... oppressus est. Et Geraldus comes... prelio cecidit.* » *Ibid.*, p. 82 (ann. 798) : « *Erant enim legati... epistolam Herene imperatricis deferentes.* »

3. Il n'est ni confirmé ni démenti par aucun autre texte.

4. *Ann. Lauresh.*, ann. 798, fin, éd. Pertz, p. 37; éd. Katz, p. 43, l. 1-3.

5. *Ann. Guelf.*, éd. Pertz, p. 45. Le texte de Pertz porte : « *Et ibi plaidavit, sicut ipse voluit et tulit, etc...* » La correction « *et ibi plaidavit; et sicut ipse voluit tulit, etc.* » s'impose.

6. *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson, p. 88, l. 29-31, et p. 89, l. 3-4 (dans ce dernier texte, la variante « *Aquisgrani palacio* » au lieu de « *Aquis* »).

nous pouvons lire dans d'autres documents, et il y a lieu de réformer sur ce point le jugement de Gabriel Monod¹, qui leur attribuait, au contraire, « une importance réelle », au moins pour les années 741 à 790.

V. *Les « Annales Alamannici » depuis 786.* — Si peu originales qu'elles soient, il ne semble pas niable cependant qu'elles aient, à leur tour, servi de source au compilateur de la portion des *Annales Alamannici* comprise entre 786 et 799, et celui-ci paraît s'être borné dans la plupart des cas à mettre bout à bout en les abrégant les données fournies à la fois par les *Annales Guelferbytani*, par les *Annales Laureshamenses* et probablement aussi par les *Annales Mosellani*². Pour les années 786-789, les rapports entre les *Annales Alamannici* et les *Annales Guelferbytani* sont très nets : les deux textes coincident même tout à fait, à ceci près que quelques-uns des détails des *Annales Nazariani* qui avaient été retenus dans les *Annales Guelferbytani* ont disparu dans les *Annales Alamannici*³ et que celles-ci, en revanche, comportent de petites additions faites à l'aide des *Annales Laureshamenses*.

A partir de 790, au contraire⁴, les *Annales Guelferbytani* ne sont plus utilisées qu'accessoirement par le rédacteur des *Annales Alamannici*⁵, et les *Annales Laureshamenses* deviennent sa

1. G. Monod, *op. cit.*, p. 96.

2. On peut remarquer du moins les analogies suivantes : en 792, les *Annales Alamannici* et les *Annales Mosellani* (éd. Lappenberg, dans les *Monum. Germaniae, Scriptores*, t. XVI, p. 498) parlent toutes deux de la trahison des Saxons et des Frisons (*Saxones et Frisones*, dit le premier texte, *Frisones et Saxones*, dit le second) et de la pendaison (indiquée par le même mot *suspensi* dans les deux textes) des complices de Pépin; en 795-796, elles parlent également toutes deux de l'élection du pape Léon III. — Une note relative aux combats livrés sous Narbonne contre les Sarrasins en 793 semble provenir d'annales aquitaniques perdues dont la *Chronique de Moissac* nous a conservé de nombreuses épaves. Les éléments de la note en question se retrouvent d'ailleurs dans cette chronique (éd. Pertz, *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 300).

3. Ce qui suffirait à faire écarter l'hypothèse, qu'on serait d'abord tenté de trouver plus vraisemblable (à raison de la date à laquelle s'arrêtaient primitivement les *Annales Alamannici*), de l'utilisation directe des *Annales Nazariani* par l'auteur des *Annales Alamannici*, lesquelles auraient alors servi de source aux *Annales Guelferbytani*, bien loin de tirer de celles-ci leur substance.

4. A partir de cette date, il en existe deux versions, que Pertz a publiées face à face, sur deux colonnes (*Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 47-48); mais la version des manuscrits de Monza et de Vérone (colonne de droite) n'est qu'un abrégé de l'autre.

5. Comparer les *Ann. Alam.*, ann. 790 : « Karolus rex, commoto exercitu magno Francorum et Saxonum atque Selavorum perrexit in regionem Wanda-

source principale¹. Il les condense de son mieux en faisant souvent des emprunts textuels. On en peut donner pour exemple la note de l'année 794 : « Karolus iterum in Saxonia, et ipsi Saxones venerunt obviam illi et promiserunt illi fidelitatem et postea mentiti sunt », qui répond aux indications suivantes des *Annales Laureshamenses* (années 794-795) : « Et rex inde iterum perrexit in Saxoniā et Saxones venerunt ei obviam ad Heresburg, iterum promittentes christianitatem et jurantes... sed... infidelitas unde consueverat a parte Saxonum exorta est. » Sans être partout aussi évidents, les emprunts aux *Annales Laureshamenses* se poursuivent jusqu'à l'année 798; puis, après une courte note relative à l'année 799, dont les *Annales Guelferbytani* ont facilement pu fournir la substance, les *Annales Alamanni* s'arrêtent brusquement, non toutefois sans avoir ajouté, vers la fin (années 793, 797, 798), quelques renseignements dont on ne trouve pas trace dans les textes précédemment indiqués et qui semblent originaux.

Une dernière question se pose au sujet de ces trois séries d'annales que nous venons de passer en revue : celle de leur lieu d'origine. Mais ici nous pouvons heureusement nous borner à faire nôtres les conclusions admises jusqu'alors par la majorité des érudits : toutes semblent provenir également du monastère de Murbach, car aussi bien dans les *Annales Nazariani* (années 744, 747, 762, 774) que dans les parties des *Annales Guelferbytani* (année 787) ou des *Annales Alamanni* (année 793) qui en sont indépendantes et ne procèdent pas non plus les unes des autres², on rencontre des notes concernant les abbés de ce monastère : leur notoriété n'était pas telle que des annalistes étrangers à Murbach eussent des raisons de

lorum, terram devastavit et cum praeda reversus est in pace », et ann. 791 : « Karolus rex Hunnorū regnum vastat » avec les *Ann. Guelf.*, ann. 791 : « Karolus rex perrexit cum tres exercitus in Huni et devastavit terram illorum ex parte et reversus est absque bello. » Rapprocher encore *Ann. Alam.*, ann. 795 : « Iterum rex Karolus cum magno exercitu Francorum in Saxonia, terram vastavit et ipsos conquisivit et exinde adduxit obsides 7070 » et *Ann. Guelf.*, ann. 795 : « Inde venit in Saxonē et devastavit terram illam ex magna parte et obsides plures inde adduxit »; *Ann. Alam.*, ann. 796 : « Karolus rex in Saxoniā cum magno exercitu Francorum, terram devastavit » et *Ann. Guelf.*, ann. 796 : « Karolus iterum in Saxonia et depraedavit terram illam »; *Ann. Alam.*, ann. 798 : « exinde adduxit obsides innumerae » et *Ann. Guelf.*, ann. 798 : « et tulit obsides multos de Saxonē »; *Ann. Alam.*, ann. 799 : « Kerolt occiditur » et *Ann. Guelf.*, ann. 799 : « Erih, Kerolt occisi. »

1. On en constate l'emploi aux années 790, 792, 794, 795, 796, 797, 798.

2. Nous ne parlons pas ici, bien entendu, des annales mises plus tard et dans d'autres monastères à la suite des *Annales Alamanni* primitives, dont le texte, nous l'avons dit, prend fin en 799.

s'intéresser à eux et surtout de les citer, comme c'est le cas, sans même indiquer le nom de leur abbaye¹.

* * *

Les Annales de Lorsch.

Les *Annales Mosellani*², les *Annales Laureshamenses*³ et le *Fragmentum Chesnianum*⁴ ne sont, à proprement parler, que trois copies plus ou moins complètes, plus ou moins fidèles, d'un même corps d'annales qui s'étend de 703 à 785. Mais entre ces copies aucune confusion n'est possible parce que, dans chacune d'elles, le texte primitif a été continué jusqu'à une date différente (jusqu'en 798 dans les *Annales Mosellani*, jusqu'en 803 dans les *Annales Laureshamenses*, jusqu'en 806 dans le *Fragmentum Chesnianum*⁵) et que ces trois continuations sont trois œuvres nettement

1. On a souvent rattaché au groupe des annales de Murbach les *Annales Sangallenses breves* (*Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 64-65; éd. Henking, dans les *Mitteil. zur vaterländischen Geschichte* de Saint-Gall, t. XIX, p. 220-223), les *Annales Weingartenses* (*Script.*, t. I, p. 65-67), les *Annales Augienses* (*ibid.*, p. 67-69) et les *Annales Sangallenses majores* (*ibid.*, p. 73-85; éd. Henking, *loc. cit.*, p. 265-323). Ce ne sont, en réalité, pour toute leur partie ancienne que des extraits des *Annales Alamannici*.

2. Publiées par Lappenberg, d'après un manuscrit de Petrograd, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XVI, p. 494-499. Il leur a donné ce nom parce que leur auteur s'intéresse spécialement à la région « que traverse la Moselle supérieure ».

3. Publiées par Pertz, *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 22-39, et d'après un manuscrit conservé au monastère de Saint-Paul en Carinthie, avec les variantes des autres manuscrits, par E. Katz, *Annalium Laureshamensium editio emendata secundum codicem St. Paulensem* (St Paul, 1889, in-8°, 63 p., extr. du *Jahresbericht des öffentlichen Stifts-Untergymnasiums der Benediktiner zu St Paul*).

4. Ainsi nommé par les derniers critiques (Wattenbach, *op. cit.*, p. 162; Katz, *op. cit.*, p. 12, etc. Pertz disait : « Fragmentum annalium Chesnii ») parce qu'il a été publié pour la première fois par André Du Chesne d'après un manuscrit (aujourd'hui au Vatican, Reg. lat. 213, x^e siècle) qui commence seulement à l'année 769. On trouvera le texte des parties originales du *Fragmentum* dans Pertz, *Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 33-34, et les variantes des autres parties dans les notes des éditions que Pertz et E. Katz ont données des *Annales Laureshamenses*.

5. Le manuscrit unique du *Fragmentum* s'arrête du moins à cette date, et au milieu d'une page (voir Katz, *op. cit.*, p. 6), de sorte que toute idée de mutilation du manuscrit doit être écartée; mais ce n'est qu'une copie du x^e siècle, et comme le scribe l'a interrompue quelques mots avant la fin d'une phrase (voir Katz, *ibid.*), on ne peut certifier que l'œuvre qu'il transcrivait ne dépassait effectivement pas l'année 806.

distinctes. Celles-ci n'en présentent pas moins elles-mêmes un air de famille, qu'il importe tout d'abord de mettre en relief.

1. *Rapports des « Annales Mosellani », des « Annales Laureshamenses » et du « Fragmentum Chesnianum » depuis 786.* — Pertz a rendu facile la comparaison du *Fragmentum Chesnianum* et des *Annales Laureshamenses* en les reproduisant côte à côte au tome I des *Monumenta Germaniae*¹. Il suffit de se reporter à son édition pour se convaincre que les deux versions se répondent souvent mot pour mot, tout au moins de 786 à 790, car passé cette date l'auteur du *Fragmentum Chesnianum* se borne à transcrire sans y rien changer le récit des *Annales royales*.

Les coincidences entre les *Annales Laureshamenses* et les *Annales Mosellani*, moins apparentes et moins complètes d'ordinaire, ne sont guère moins décisives. Ainsi, sous l'année 792², parlant du complot ourdi par Pépin, fils de Charlemagne, l'auteur des *Annales Mosellani* note : « *Ipsoque anno, tempore autumni, ejudem regis primogenitus filius nomine Pippinus, ex concubina ejus Himiltrude natus, in tanto scelere inventus est, ut regnum sibi patris, patrem et fratrem occidendo, fraude subripere delibaret* » ; et les *Annales Laureshamenses* disent en termes analogues : « *Et in ipso anno inventum est consilium pessimum quod Pippinus, filius regis, ex concubina Himildrude nomine genitus, contra regis vitam seu filiorum ejus, qui ex legitima matrona geniti sunt, inierat, quia voluerunt regem et ipsos occidere et ipse pro eo quasi Abimelech in diebus suis regnare, qui occidit fratres suos.* » Et à maintes reprises on relève de ces ressemblances qui ne peuvent toutes être le fait du hasard, comme ce début d'année des *Annales Mosellani* : « *Hoc anno Karlus rex placitum habuit in Wormatia tempore aestivo absque ullo itinere generali* » (année 790), auquel répond la phrase suivante des *Annales Laureshamenses* : « *Eo anno conventum rex habuit in Wormacia, non tamen magis campum, et ipse annum transiit sine hoste* », ou comme ces mots : « *Hoc anno Karlus... in ipsa civitate Reganesburg resedit* » (*Annales Mosellani*, année 792), dont les *Annales Laureshamenses* offrent aussitôt la réponse : « *Eodem anno resedit rex in Baioaria et apud Reganesburg celebravit Pascha.* »

Plus décisif encore est le parallélisme des deux récits, si net d'un

1. *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 33-34.

2. Pour cette comparaison, il faut se rappeler qu'une erreur répétée du scribe auquel nous devons l'unique manuscrit connu des *Annales Mosellani* a entraîné de 788 à 798 un retard régulier d'un an dans l'indication de tous les chiffres d'années : là où le manuscrit porte 791, il faut donc lire 792.

bout à l'autre qu'on ne peut l'expliquer que par une « contamination » directe ou par le recours simultané aux mêmes sources. Par exemple, les deux notes de l'année 792, dont nous venons d'extraire des phrases symétriques, se font pendant d'une façon non moins complète quant au fond et rapportent dans le même ordre les mêmes faits : 1^o séjour du roi à Ratisbonne; 2^o à l'été (*aestivo tempore*, dans les deux textes), trahison des Saxons, qui, unis aux patens du voisinage (les *Annales Mosellani* précisent que ce sont des Frisons), massacrent un détachement de troupes franques; 3^o complot de Pépin, fils de Charlemagne et de la concubine Himiltrude, et châtiment des coupables. Or il s'agit là de faits qui, en majeure partie, ne se retrouvent pas ailleurs, au moins avec ce détail. L'hypothèse la plus naturelle est donc celle de l'utilisation directe d'un des deux textes par l'autre; et le plus ancien des deux paraît bien être celui des *Annales Mosellani*, qui est le moins circonstancié et qui s'arrête en 798, tandis que le récit des *Annales Laureshamenses* continue jusqu'en 803¹.

Pour les mêmes raisons, on est porté à considérer les *Annales Laureshamenses* comme antérieures au *Fragmentum Chesnianum*, lequel atteint l'année 806²; et si les *Annales Laureshamenses* semblent une amplification des *Annales Mosellani*, le *Fragmentum Chesnianum* semble, de son côté, une amplification des *Annales Laureshamenses*, mais jusqu'en 790 seulement, puisque, dès l'année suivante, au récit des *Annales Laureshamenses* le compilateur préfère celui des *Annales royales*, qu'il reproduit dès lors textuellement.

II. Sources des *Annales de Lorsch* jusqu'en 785. — Mais

1. Telle est aussi l'opinion de M. Kurze; mais la raison principale qu'il en donne (*Ueber die karolingischen Reichsannalen von 741-829*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXI, 1895, p. 23), à savoir que les *Annales Mosellani* fixent inexactement au début de l'année 796 le décès du pape Adrien, placé correctement au 25 décembre 795 par les *Annales Laureshamenses*, est loin d'être décisive; car, comme il le fait observer lui-même (p. 23, n. 2), il reste possible que l'auteur des *Annales Mosellani* ait fait débuter l'année 796 à la Noël. Or cette supposition a toute chance d'être exacte; car, à deux reprises, cet auteur marque avec netteté le changement d'année à cette date (ann. 791 et 792, p. 498, lignes 5 et 7). — Mais nous devons noter que la source des *Annales Mosellani* et des *Annales Laureshamenses* étant ici (comme on le verra plus loin) les *Annales royales*, lesquelles placent elles-mêmes le décès du pape au début de 796, les *Annales Mosellani* se tiennent sur ce point — et sur beaucoup d'autres d'ailleurs — plus près de leur modèle, ce qui s'explique mieux, en effet, si les *Annales Mosellani* sont elles-mêmes antérieures aux *Annales Laureshamenses*.

2. Et qui même dépassait peut-être cette année. Voir plus haut, p. 297, n. 5.

quelles sont les sources, d'abord de ces annales primitives, aux-
quelles nous conserverons leur nom traditionnel d'*Annales de Lorsch*, et dont les *Annales Mosellani*, les *Annales Lauresha-
menses* et le *Fragmentum Chesnianum* ne sont jusqu'en 785
que trois copies également dignes de notre attention? Quelles sont
ensuite les sources des continuations dont chacune de ces trois copies
a été pourvue et qui, échafaudées l'une sur l'autre, n'en demeurent
pas moins toutes originales par quelque côté?

Au premier rang des annales que le compilateur a utilisées, nous
placerons les *Annales Nazariani*, dont il semble n'avoir guère fait
autre chose que transcrire le texte pour les années 708-767, et d'une
façon si fidèle d'ordinaire qu'on ne saurait mettre en doute l'étroite
parenté des deux ouvrages. Il est vrai que cette parenté pourrait
s'expliquer aussi bien en apparence si l'on supposait que ce sont les
Annales Nazariani qui procèdent des *Annales de Lorsch*. On
serait même tenté de voir une confirmation de cette hypothèse dans ce
fait qu'à trois reprises au moins (en 752, en 753, en 755 et probable-
ment aussi en 754) les *Annales Nazariani* mentionnent en les pla-
çant un an trop tôt des événements que les *Annales de Lorsch* datent
d'une façon correcte. Mais on pourrait retourner la proposition : car
il arrive ailleurs (en 751, en tout cas, pour le couronnement de Pépin)
que la date exacte soit fournie par les *Annales Nazariani*, alors que
les *Annales de Lorsch* font erreur. De ces rectifications de détail, on
ne peut donc rien tirer, sinon que les compilateurs des deux ouvrages
ont été également en mesure, grâce aux autres documents dont ils
disposaient (et en particulier grâce aux *Annales royales*), de corri-
ger certaines inexactitudes de leur modèle.

Nous serions sans doute dans l'impossibilité d'opter, si les rapports
entre les *Annales Nazariani* et les *Annales de Lorsch* ne se pour-
suivaient après 767¹ et même après 785. Les trois continuations des
Annales de Lorsch nous apportent, en effet, sous les années 786-

1. Jusqu'à cette date, les rapports entre les *Annales de Lorsch* et les *Annales Nazariani* sont faciles à constater en se reportant à l'édition de Pertz (*Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 22-30), où les textes sont publiés en colonnes paral-
lèles, à la condition toutefois de compléter les leçons des *Annales Lauresha-
menses*, seules reproduites par Pertz (avec les variantes du *Fragmentum Ches-
nianum*), à l'aide des *Annales Mosellani*. De 767 à 785, les rapports entre les
deux séries annalistiques sont beaucoup plus rares et bien moins marqués;
mais on peut noter quelques rencontres d'expressions (notamment les mots
mai campus, sous les années 777 et 781), qui ne suffiraient pas à elles seules à
faire admettre que le compilateur des *Annales de Lorsch* a eu les *Annales
Nazariani* sous les yeux, mais dont on est en droit de tirer argument dès l'in-
stant où il est prouvé que les rapports entre les deux textes se poursuivent
après 785.

790, des détails, dont quelques-uns (notamment sur le complot des comtes thuringiens, en 786, ou sur le châtiment de Tassilon, en 788) ne se retrouvent que dans les *Annales Nazariani*; mais leurs trois récits, fragmentaires, incomplets, n'ont retenu chacun qu'une faible partie des renseignements donnés par les *Annales Nazariani*, et celles-ci sont à tous égards tellement plus précises et si cohérentes qu'on ne saurait les considérer comme une mise en œuvre des trois autres textes, mais qu'il y faut voir la source à laquelle les continuateurs des *Annales de Lorsch* ont dû venir successivement puiser. Cette constatation nous paraît décisive : pas plus avant qu'après 785 les *Annales Nazariani* ne peuvent avoir été compilées à l'aide des *Annales de Lorsch*; ce sont ces dernières qui en dérivent.

Avec celui des *Annales Nazariani*, le texte dont leur auteur a fait le plus largement usage est celui des *Annales royales*, auxquelles, du reste, on s'en souvient, le rédacteur des *Annales Nazariani* avait déjà lui-même recouru. S'il ne leur a presque rien emprunté avant l'année 765, il en a, par contre, tiré la majeure partie de ses renseignements pour la période suivante, jusqu'en 785, date à laquelle prend fin la compilation primitive; et renonçant à l'extrême brièveté dont les *Annales Nazariani* lui fournissaient l'exemple, il a pu dès lors, à l'aide de ce nouveau modèle, étoffer un peu son récit et en accroître la précision. Il ne nous apporte cependant encore qu'un résumé des *Annales royales* et un résumé où les termes mêmes de ces dernières surnagent souvent. S'agit-il, par exemple, de la campagne de Saxe de 772, il écrira : « Fuit rex Carolus hostiliter in Saxonia et destruxit fanum eorum quod vocatur Irminsul », où l'on reconnaîtra sans peine la phrase des *Annales royales* : « Et inde pererit partibus Saxoniae prima vice, Eresburgum castrum coepit, ad Ermensul usque pervenit et ipsum fanum destruxit¹. » Des notes comme celles des années 776, 777, 779 ne sont, elles aussi, à peu de chose près, que des sommaires, plus ou moins fidèles des notes contenues dans les *Annales royales*, et il suffirait de transcrire en face l'une de l'autre celles des années 783 pour établir à quoi se réduit l'originalité des *Annales de Lorsch*: ce sont les mêmes faits rapportés dans le même ordre et presque dans les mêmes termes. L'auteur des *Annales de Lorsch* s'est contenté de pratiquer de larges coupures dans le récit des *Annales royales* et d'ajouter à la fin une phrase pour signaler que l'été fut cette année-là particulièrement chaud.

Ceci du moins nous indique qu'il a dû avoir en mains d'autres

1. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 32.

textes ; et l'on relève en effet chez lui des détails qu'il n'a pu tirer ni des *Annales Nazariani* ni des *Annales royales*. La plupart portent en eux-mêmes leur certificat d'origine, car ils sont relatifs au décès d'abbés ou de bienfaiteurs du monastère de Lorsch ou à l'histoire même de ce monastère ou encore à celle de l'abbaye de Gorze, dont Lorsch fut à l'origine une sorte de succursale². On en conclura que le compilateur des années 703-785 devait être de Lorsch et avait accès au chartrier de l'abbaye³.

III. *Les « Annales Mosellani » après 785.* — La première des continuations dont nous ayons à parler est celle des *Annales Mosellani* (788-798). Originale par certains côtés, elle n'est encore souvent qu'un remaniement ou plutôt un abrégé d'autres ouvrages, parmi lesquels, au début, nous reconnaissions de nouveau les *Annales Nazariani* : l'auteur des *Annales Mosellani* y a pris ce qu'il dit de l'envoi de Tassilon au monastère de Jumièges⁴ et probablement aussi de la campagne de Charlemagne chez les Wilzes en 789.

Mais, passé 790, les *Annales Nazariani* faisant défaut⁵, les

1. Voir années 761 (note relative à l'envoi des moines de Gorze au monastère de *Hrodardus* par l'évêque Chrodegang, qui devait en faire plus tard autant pour le monastère de Lorsch), 762 (note relative à l'évêque Chrodegang, premier abbé de Lorsch), 764 (fondation de Lorsch), 765 (arrivée de reliques à Gorze et à Lorsch), 766 (mort de Chrodegang), 769 (translation de reliques à Gorze), 771 (mort du fondateur de Lorsch), 775 (transfert du monastère de Lorsch), 778 (mort d'un abbé de Lorsch), 784 (mort d'un autre abbé de Lorsch).

2. Cf. *Gallia christiana*, t. XIII, col. 707.

3. On lui doit aussi quelques notes qui n'ont aucun rapport avec Lorsch et qui ont pu être extraits de documents tombés par hasard sous ses yeux : c'est le cas de celles qui figurent tout au début de l'ouvrage, sous les années 704 à 707, et qui proviennent visiblement de quelques annales anglo-saxonnes (cf. G. Monod, *op. cit.*, p. 74). D'ailleurs, la copie que nous possédons des *Annales Mosellani* fait suite à un traité de comput analogue au *De temporum ratione de Bède*.

4. « Hoc anno Karlus rex Francorum placitum suum habuit ad Ingelinhaim ibique Dassilo, dux Baioariorum, honore ablato clericus factus et ad Gematicum ductus » (*Annales Mosellani*, ann. 788, datée par erreur 787), ce qui est l'équivalent de ces passages des *Annales Nazariani* : « Dessilo autem dux Beiweariorum venit in Franciam ad regem Francorum Carolum, ad villam quae appellatur Ingolumheim... Jussus est comam capitis sui deponere... clericus effectus est et exinde exiliatus est ad cenubium quod appellatur Gemedium » (*Annales Nazariani*, ann. 788, dans *Mon. Germ., Script.*, t. I, p. 43-44). L'indication du plaid tenu à Ingelheim ressort implicitement du texte des *Annales Nazariani* ; mais l'auteur des *Annales Mosellani* a pu aussi le tirer des *Annales royales*.

5. On sait qu'elles s'arrêtent à cette date.

*Annales royales*¹ ont été à leur tour mises une fois de plus à contribution : les notes des années 791, 794, 795, 796 et 797² concernent presque exclusivement des faits racontés dans les *Annales royales* avec plus d'ampleur, mais de façon analogue et en des termes dont quelques-uns ont été ici fidèlement reproduits. Ainsi, fin 793, les *Annales royales* notent que Charlemagne « natalem Domini celebavit ad Sanctum Chilianum » ; les *Annales Mosellani* écrivent de même : « Karolus primam diem ejusdem anni³ ad Sanctum Kilianum celebavit. » Au début de l'année 796, la mort du pape Adrien et l'avènement de son successeur Léon III sont rapportés dans les deux ouvrages en termes presque identiques : « Adrianus papa obiit, et Leo, mox ut in locum ejus successit... » (*Annales royales*) ; « Adrianus papa obiit, cui Leo in regimine successit » (*Annales Mosellani*) ; et, la même année, le même verbe *peragrare* est employé par les deux auteurs à propos de la traversée de la Saxe par l'armée franque⁴. En 797, une nouvelle expédition en Saex donne encore lieu à deux phrases symétriques : « Expeditio facta in Saxoniam et usque ad oceanum trans omnes paludes et invia loca transitum est; et rex de Haduloha regressus (hoc enim loco nomen)... » (*Annales royales*) ; « Carlus abiit in Saxoniam et pertransivit eam usque ad mare in loco qui dicitur Hadaloh » (*Annales Mosellani*).

De telles rencontres d'expressions, quand elles coïncident avec des similitudes marquées dans l'exposé des faits, ne peuvent être fortuites ; elles ne peuvent s'expliquer que par des emprunts directs et, pour les raisons d'ordre général que nous avons développées précédemment⁵, c'est aux *Annales royales* que nous croyons devoir reconnaître le mérite de l'originalité. L'auteur des *Annales Mosellani* ne s'est d'ailleurs pas borné à les transcrire ; il y a ajouté à mainte reprise des notes d'un réel intérêt, qui suffisent à faire de son œuvre plus qu'une simple compilation.

1. Déjà consultées peut-être pour les années 788 (voir plus haut, p. 302, n. 4), 789 (expédition contre les Wilzes), 790 (séjour à Worms et absence de toute expédition).

2. Datées respectivement 790, 793, 794, 795 et 796, par suite de l'erreur régulière d'un an commise par le scribe et déjà signalée.

3. Et ces mots sont pour l'auteur des *Annales Mosellani* l'équivalent de « natalem Domini » : voir les notes des années 791 (790) et 792 (791).

4. « Domnus rex, peragrata Saxonia... » (*Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 100) ; « ... eamque latius vastando peragrans. » (*Annales Mosellani*, éd. citée, p. 498).

5. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 52-64.

IV. *Les « Annales Laureshamenses » après 785.* — Tout en s'inspirant de ce travail, le rédacteur des *Annales Laureshamenses*, non seulement l'a continué jusqu'en 803, mais l'a profondément retouché. Il a d'abord revu les *Annales Nazariani* et les *Annales royales*, et s'il n'a fait que peu d'emprunts nouveaux aux premières¹, son texte se rapproche à tel point des secondes qu'il n'en est le plus souvent qu'une paraphrase et que les rencontres d'expressions se multiplient. Par exemple, sous l'année 788, les deux annalistes relatent pareillement la comparution de Tassilon à Ingelheim, — devant une assemblée composée « de Francs, de Bavarois, de Lombards, de Saxons et de représentants de toutes les provinces », disent les *Annales royales*, — devant une assemblée de Francs « et des autres peuples », résument les *Annales Laureshamenses*; puis vient la mise en jugement: se remémorant (*reminiscentes*, dans les *Annales royales*, — *recordantes*, dans les *Annales Laureshamenses*) les crimes de Tassilon — et les *Annales royales* en donnent l'énumération, tandis que les *Annales Laureshamenses* se contentent d'une formule vague, — les Francs invitent le duc à se justifier; mais celui-ci ne peut nier (*denegare non potuit*, — *nullatenus potuit hoc denegare*) et est condamné à mort (*visi sunt judicasse eundem Tassilonem ad mortem*, — *judicaverunt eum morti dignum*); mais Charles, toujours miséricordieux, lui fait grâce (*sed... Carolus piissimus rex, motus misericordia... continebat... ut non moriretur*, — *rex autem misericordia motus super eum, noluit eum occidere*) et l'autorise à se faire moine; après quoi², le roi se rend à Ratisbonne (*domnus rex Caro-*

1. Pour le récit du complot de l'an 786, dont les *Annales Nazariani* semblent bien avoir fourni le thème, on ne peut dire dans quelle mesure le texte des *Annales Laureshamenses* marquait un progrès sur celui des *Annales Mosellani*, les notes des années 786 et 787 ayant été omises dans l'unique copie que nous ayons de ces dernières. Mais il semble que ce soit dans les *Annales Nazariani* que notre auteur, pris le nom du roi des Wilzes Dragovit (789), qui manque dans les *Annales Mosellani*. On relève, en outre, entre les *Annales Nazariani* et les *Annales Laureshamenses* quelques nouvelles coincidences d'expressions: « ... et Theodonem filium suum dedit ei obsidem » (*Ann. Nazar.*, 787) et « ... et dedit ei obsidem filium suum Theudonem » (*Ann. Lauresh.*, 787); « Dessilo... venit in Franciam ad regem Francorum Carolum ad villam quae appellatur Ingolumheim » (*Ann. Nazar.*, 788) et « Sic venit Tassilo ad dominum regem Carolum ad Ingulunhaim » (*Ann. Lauresh.*, 788); « ... et reversus est cum pace in Franciam » (*Ann. Nazar.*, 789) et « et reversus est in Francia » (*Ann. Lauresh.*, 789).

2. Les *Annales royales* donnent entre temps le récit d'événements intéressant l'Italie; mais les *Annales Laureshamenses* n'en ont rien retenu.

lus per semet ipsum ad Reganesburg pervenit et ibi fines vel marcas Baioariorum disposuit, — dominus rex perrexit in Baioarium ad Reganesburg et ibi venerunt ad eum Baioarii) et rentre enfin en France (reversus, — reversus est).

Que l'on compare une à une dans le même détail toutes les notes des années 786 à 798 des *Annales Laureshamenses* et des *Annales royales*, et l'on constatera que, sans être toujours aussi continu ni aussi complet, le parallélisme des deux récits est cependant presque partout évident; et il est bien rare que des coincidences d'expressions ne viennent pas le souligner de temps à autre¹. Ainsi, il est question de part et d'autre en termes presque identiques des Avares auxquels, en 791, le Seigneur inspire une frayeur subite (*a Domino eis terror pervenit, — terruit eos Dominus*) et qui prennent la fuite (*fuga lapsi, — fuga dilapsi*), abandonnant leurs forteresses (*firmae*); ou bien de l'arrivée du roi, en 793, sur les bords du canal de l'Altmühl au Rezat (*fossatum magnum inter Alcmana et Radantia, — fossatum... inter Alcmona et Ratanza*); ou bien encore du concile tenu à Francfort, en 794, avec les délégués du pape Adrien² (*congregata est synodus magna... in praesentia... missorum domini apostolici Adriani, — congregavit universalem sinodum cum missis domni apostolici Adriani*).

Ces emprunts aux *Annales royales* se poursuivent d'ailleurs au delà de l'année 798, à laquelle s'arrêtent les *Annales Mosellani*, et bien que l'indépendance et l'originalité des *Annales Laureshamenses* aillent en s'accentuant à mesure qu'on approche du début du IX^e siècle, on peut y relever jusqu'en 802 inclusivement des traces non équivoques de l'utilisation des *Annales royales*. La comparaison des deux récits pour l'année 799 nous paraît à cet égard tout à fait concluante: on y trouvera narré de façon analogue le supplice du pape Léon III, le 25 avril, jour des Litanies (*laetania maiore, — in ipsas laetanias*), puis l'entrée de Charlemagne en Saxe, son séjour à Paderborn (*in loco qui vocatur Padrabrunno... consedit, — resedit ad Padresbrunna*), l'accueil qu'il y ménage au pape (*summo cum honore suscepit, — suscepit eum honorifice*),

1. Dans un cas, les faits ne sont pas datés de façon identique, mais le parallélisme n'en est pas moins apparent: les *Annales Laureshamenses* placent en 786 le récit d'une expédition en Italie que les *Annales royales* placent au début de 787.

2. L'auteur des *Annales Laureshamenses* a d'ailleurs complété ici notablement le texte des *Annales royales* en empruntant des détails aux actes mêmes du concile (*Monumenta Germaniae, Concilia aevi karolini*, éd. Werminghoff, t. I, notamment p. 160).

leur séparation (*simili... honore dimisit, — honore magno eum remisit*), enfin le retour du roi à Aix-la-Chapelle (*Aquasgrani palatum suum reversus est, — reversus est in pace ad Aquis palatum*).

Les ouvrages connus de l'auteur des *Annales Laureshamenses* sont donc les mêmes que ceux dont les *Annales Mosellani* procédaient déjà, mais il a dû avoir entre les mains un texte des *Annales royales* prolongé jusqu'à une date un peu plus récente et il a ajouté, en outre, de son cru un notable contingent de renseignements nouveaux.

V. Le « *Fragmentum Chesnianum* » après 785. — Le *Fragmentum Chesnianum* donne lieu à des remarques analogues. Son auteur semble, lui aussi, avoir de nouveau recouru aux *Annales Nazariani*, avec lesquelles on relève des coincidences d'expressions sous l'année 787¹, et il n'est pas niable qu'il en ait usé ainsi avec les *Annales royales*, dont, au surplus, à partir de 791 il s'est borné à transcrire le texte sans plus y rien changer. Pour la période antérieure, il en a tiré ce qu'il dit, sous l'année 786, des rapports de Charlemagne avec le duc de Bénévent Arichis² et s'en est servi, sous les années 787 et 788, pour modifier en quelques points le récit de la soumission et du châtiment de Tassilon qu'il pouvait lire dans les *Annales Laureshamenses*, reprenant, par exemple, à son compte les mots « *per semetipsum tradens se manibus in manibus domni regis Caroli*³ », dont il a fait « *semetipsum Carlo regi in manu tradidit*⁴ ». Enfin il est à craindre que la singu-

1. « *Carlus reversus est in Franciam...* » (*Pragm. Chesn.*) = « *Carlus rex Francorum de Roma revertens... venit in Franciam* » (*Ann. Nazar.*); « *Dassilo dux ad regem venit et ei reddidit regnum Bagoriorum* » (*Pragm. Chesn.*) = « *Illucue veniens Dassilo dux Baiueriorum ad eum et reddidit ei cum baculo ipsam patriam* » (*Ann. Nazar.*). C'est peut-être également en partie à l'aide des *Annales Nazariani* que le récit du châtiment de Tassilon en 788 a été retouché : les *Annales Nazariani* relatent que Tassilon fut fait moine à Saint-Goar et de là transféré à Jumièges ; les rédacteurs des *Annales Mosellani* et du *Fragmentum Chesnianum* semblent avoir chacun retenu une moitié de cette note : le premier déclare que, « fait moine, il fut conduit à Jumièges », tandis que l'autre écrit qu'il « *regut la tonsure à Saint-Goar* ». Toutefois, comme l'auteur du *Fragmentum Chesnianum* ajoute aussi les noms des monastères où furent relégués la femme et le fils de Tassilon, il est possible que le nom de Saint-Goar, comme les autres, lui ait été fourni par un texte différent.

2. En interprétant de façon plus ou moins fidèle ce que les *Annales royales* racontent sous l'année 787.

3. *Annales regni Francorum*, ann. 787, éd. Kurze, p. 78.

4. C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut corriger le texte donné par Pertz : « *semetipso Carlo rege in manu tradidit* ». — Rapprocher encore « *Tunc dom-*

lière mention des « alii reges Witsan »¹ de l'année 789, si elle n'est pas le résultat d'une erreur de scribe², n'ait été amenée par une fausse interprétation d'un passage des *Annales royales* relativ à Witzan, roi des Abodrites³.

En résumé, les *Annales Mosellani*, les *Annales Laureshamenses* et le *Fragmentum Chesnianum* ne sont jusqu'en 785 que trois copies du même texte, et ce texte a été, selon toute apparence, rédigé dans l'abbaye de Lorsch, principalement d'après les annales des moines de Murbach (*Annales Nazariani*) et les *Annales royales*. — Ces Annales de Lorsch primitives ont été continuées d'après les mêmes ouvrages : 1^o de 786 à 798 dans les *Annales Mosellani*; 2^o de 786 à 803 dans les *Annales Laureshamenses*, qui jusqu'en 798 procèdent en outre du texte précédent; 3^o de 786 à 806 dans le *Fragmentum Chesnianum*, qui, de son côté, procède en partie des *Annales Laureshamenses*.

Rien dans ces trois continuations ne nous en révèle l'origine. Proviennent-elles même toutes d'un seul endroit? Et cet endroit est-il Lorsch, où la compilation primitive avait été exécutée? On ne saurait l'affirmer, quoique les vraisemblances soient en faveur de cette hypothèse.

Quant à l'époque à laquelle elles ont été écrites, on peut conjecturer, en se fondant sur les dates auxquelles elles s'arrêtent, que c'est à de courts intervalles de temps, tout au début du IX^e siècle, et peut-être même dès 798 en ce qui concerne les *Annales Mosellani*.

* * *

Les Annales de Saint-Amand.

L'étude des Annales de Saint-Amand (*Annales Sancti Amandi*)⁴ ne soulève pas les mêmes difficultés que celle des *Annales de Lorsch*,

nus rex Carolus congregans synodum ad jamdictam villam Ingilenhaim, ibique veniens Taasilo...» (*Annales regni Francorum*, ann. 788, éd. Kurze, p. 80) et « Habuit rex Carlus conventum seu synodum in Inghilinhaim et ibidem Dasio venit» (*Fragmentum Chesnianum*, ann. 788, éd. Pertz, p. 33).

1. « Venerunt ad eum reges Sclavaniorum, Dragitus et filius ejus et alii reges Witsan (*Fragm. Chesn.*, éd. Pertz, p. 34).

2. Car on peut se demander si *Witsan* n'est pas une faute de lecture pour *ohviam*. Voir le texte correspondant des *Annales Laureshamenses*.

3. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 85. — Remarquer aussi au début de cette même année 789 l'emploi de l'expression *in Sclavonia* qui répond aux *partibus Sclavoniae* des *Annales royales*.

4. Publiées par Pertz, *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 6-14.

quoiqu'elles soient, elles aussi, étroitement apparentées à deux autres séries annalistiques : les *Annales Tiliiani*¹ et les *Annales Laubacenses* ou *Annales de Lobbes*². Il y a longtemps, en effet, qu'on a reconnu le vrai caractère de ces deux derniers ouvrages : ils ne ressemblent tant aux *Annales de Saint-Amand*, que parce qu'ils les ont copiées³ — et copiées directement ; car il n'est même pas utile de supposer, comme on l'a fait⁴, que leurs auteurs ont pu en connaître une rédaction plus ancienne et meilleure. Cette transcription a été menée jusqu'à l'année 737 dans les *Annales Tiliiani*, qui ont, pour la suite, reproduit sans modifications le texte des *Annales royales*⁵, et jusqu'en 791 dans les *Annales Laubacenses*. Celles-ci ont fait d'ailleurs dans leur modèle de très larges coupures et n'y ont ajouté qu'un très petit nombre de notes (sept en tout), dont une présente un caractère local et intéresse l'abbaye de Lobbes⁶. On n'a pas, au surplus, d'autre motif de les rattacher à cet établissement ; car les quelques notes originales qui suivent l'année 791 et qui, très disséminées, vont jusqu'à l'année 885, ne renferment aucune indication de nature à en révéler la provenance⁷.

1. Ainsi nommées parce que Jean du Tillet en posséda jadis l'unique manuscrit, elles ont été publiées par Pertz, *ibid.*, p. 6-8 et 219-224.

2. Publiées par Pertz, *ibid.*, p. 7-15.

3. On en doit dire autant des *Annales Sangallenses Baluzii* (éd. Pertz, *ibid.*, p. 63; Henking, dans les *Mitteilungen zur valerländischen Geschichte de Saint-Gall, t. I XIX*), qui sont composées de notes extraites tour à tour des *Annales de Saint-Amand* et des *Annales de Petau* (dont nous parlerons plus loin), auxquelles ont été ajoutées à la fin trois ou quatre notes originales et, en outre, en 768, 769 et 781, de petits détails extraits probablement, dans les deux premiers cas, des *Annales royales* et dans le troisième des *Annales Allemanniici*, dont dérivent les autres annales de Saint-Gall (voir plus haut, p. 297, n. 1).

4. Cf. G. Monod, *op. cit.*, p. 82; Wattenbach, *op. cit.*, p. 158, n. 3. — Tout au plus y a-t-il lieu de remarquer que l'ancienne édition (d'André Du Chesne) à laquelle uniquement nous devons de connaître les *Annales de Saint-Amand* ne nous a conservé qu'un texte assez défectueux, ainsi que l'observait déjà Pertz (*loc. cit.*, p. 4), et non exempt de lacunes, comme le prouve nettement la comparaison avec les *Annales de Pétau*, par exemple en 729.

5. C'est la copie B⁵ de l'édition Kurze, *Annales regni Francorum*, p. x. Le manuscrit de Jean du Tillet s'arrêtait à 807, mais il était mutilé : voir Kurze, dans le *Neues Archiv*, t. XIX, p. 305.

6. *An. Laubacenses*, ann. 707, éd. Pertz, p. 7 : « Hildulfus dux obiit; requiescit in Laubaco monasterio. » Les autres notes sont : trois mentions d'éclipses de soleil (733, 761, 763), la mention de l'avènement des empereurs Léon et Constantin (717, 741) et celle de l'élection du pape Adrien (773), à quoi il faut ajouter, pour être tout à fait complet, les mots « Karolmannus et Pipinus » en 741.

7. Les *Annales Laubacenses* ont été plus tard prolongées encore jusqu'en 926 d'après les *Annales Alamanni*.

Mais quelles sont les sources des *Annales de Saint-Amand* elles-mêmes? — Il faut, pour répondre à cette question, distinguer dans le texte plusieurs parties : 1^o de 708 à 741; 2^o de 742 à 790; 3^o de 791 à 810. Cette dernière partie a toutes les apparences d'un document original : nous n'en pouvons citer du moins aucune source. Au contraire, la première partie se rapproche beaucoup des *Annales Nazariani*, tandis que les *Annales royales* semblent avoir été la source à peu près unique de la deuxième, dont nous nous occupons tout d'abord.

Le texte des *Annales royales* y a souvent été à peine modifié ; le compilateur a fait seulement quelques suppressions, comme dans la note suivante : « *Karlomannus duxit exercitum contra Chunal-dum* » (742), où n'a été retenue qu'une partie de la phrase des *Annales royales* : « *Quando Carlomannus et Pippinus majores domus duxerunt exercitum contra Hunaldum ducem Aquitaniorum* ». Parfois même sa reproduction est littérale, comme dans cette note de l'année 754 : « *Stephanus papa venit in Franciam.* » Mais fréquemment aussi l'annaliste de Saint-Amand ne nous donne qu'un résumé très bref des récits de son devancier et cherche visiblement à les condenser. Comme exemple de cet effort de concision, on peut citer la note de l'année 776, où les mots « *reddiderunt patriam per wadium omnes manibus eorum et sponderunt se esse christianos* »¹ ont été remplacés par cette locution plus courte, bien que moins précise : « *dederunt hospites ut flerent christiani*². »

Bien peu de passages des *Annales de Saint-Amand*, de 742 à 790, supposent une autre source que les *Annales royales*. Seules font exception les notes des années 786 et 787, dont les *Annales Nazariani* semblent avoir été le modèle³, et celles des années 761, 764, 768, 782, 783 et 789, où l'on relève de petits détails qui manquent aux *Annales royales*. Il en est que le compilateur a pu

1. *Annales regni Francorum*, ann. 742, éd. Kurze, p. 2.

2. *Ibid.*, ann. 776, p. 46.

3. *Annales S. Amandi*, éd. Pertz, p. 12.

4. Cette phrase de l'année 787 : « *et ista signa + apparuerunt super homines* » ne correspond à rien dans le texte des *Annales Nazariani*, tel qu'il a été publié par Pertz d'après l'unique copie de cet ouvrage que l'on connaisse aujourd'hui. Mais nous avons déjà dit que cette copie était très défectueuse, et ce n'est sans doute pas faire une hypothèse trop risquée que de supposer ici la disparition d'une phrase équivalente dans les *Annales Nazariani*; car l'apparition miraculeuse dont parle l'annaliste de Saint-Amand se retrouve dans les *Annales Laureshamenses* en même temps que dans les *Annales Alaman-nici* (qui, il est vrai, ont pu la prendre dans les *Annales Laureshamenses*).

tirer des archives de son église ou de son abbaye : la mention de deux fortés gelées en 764 et 789, la date du meurtre de Waifre en 768 et, en 782, l'annonce du décès de Gilbert, évêque de Noyon. Il en est aussi qui se retrouvent plus complets, plus précis, dans les *Annales Mettenses priores*¹ : en 761, l'incendie de Clermont; en 782, le massacre des troupes franques par les Saxons (événement que les *Annales royales* ont discrètement passé sous silence); en 783, la mort de la reine Berthe à l'abbaye de Choisy; et en 789, ou plutôt 790, l'attribution du duché d'outre-Seine au jeune Charles, fils de Charlemagne. Nous verrons plus loin, en étudiant les *Annales Mettenses*, ce qu'il faut penser de ces rapprochements; mais disons tout de suite qu'on ne saurait en déduire que l'annaliste de Saint-Amand n'a connu les *Annales royales* que par l'intermédiaire des *Annales Mettenses*, quoique celles-ci n'en soient souvent elles-mêmes qu'une copie fidèle : car c'est, à n'en pas douter, du texte original des *Annales royales* que les *Annales de Saint-Amand* sont proches parentes; et il suffit de comparer entre elles la plupart des notes des trois annales pour s'en convaincre rapidement². Les *Annales royales* peuvent donc être regardées comme la source à peu près unique de notre compilation pour les années 742-790.

Pour la période précédente, l'annaliste a dû avoir recours à un texte analogue aux *Annales Nazariani* : non seulement les

1. *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson (collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scolarum*), p. 51, 70, 71, 78.

2. Comparer, par exemple, les passages suivants :

Annales S. Amandi.

763. Pippinus placitum
habuit in Warmacia.

765. Pippinus placitum
habuit ad Attinacum.

766. Pippinus fuit in
Wasconia et fecit Argentum.

767. Iterum Pippinus
fuit in Wasconia in mense
martio et iterum in mense
augusto.

Annales royales.

764. Pippinus habuit
placitum suum ad Wor-
matiam.

765. Tunc Pippinus rex
placitum suum habuit ad
Attinacum.

766. Tunc Pippinus rex
perrexit iter faciens in
Aquitaniam... et restau-
ravit Argentomo castro,
quod ante Waifarius des-
truxit.

767. Et postea perrexit
iter peragens partibus
Aquitaniae... Et in eodem
anno, in mense augusto,
iterum perrexit partibus
Aquitaniae...

764. Pippinus rex con-
ventum Francorum ha-
buit in civitate quae vo-
catur Wurmatia.

765. Eo anno rex Pippi-
nus conventum habuit ad
Attinacum villam.

766. ... pergensque in
Aquitaniam civitates et
castella quae Waifarius
destruxerat reedificare
precepit.

767. Pippinus rex parti-
bus Aquitaniae iter fecit...
Eodem quoque anno ite-
rum perrexit in Aquita-
nię.

deux ouvrages débutent au même point, à peu de chose près¹, mais il y a entre eux un parallélisme continu². Tantôt les *Annales Nazariani* sont les plus complètes, les plus précises, portant, par exemple : « Karlus pugnavit contra Sarcinos in Gutia in dominico die » (737), là où les *Annales de Saint-Amand* disent seulement : « Karlus bellum habuit contra Saracinos » ; tantôt, au contraire, la supériorité est du côté des *Annales de Saint-Amand*, où des notes du genre de celles-ci : « Quando Droco mortuus fuit in vernali tempore » (708) ou « Depositio Pippino in mense decembrio » (714) correspondent à ces notes, plus vagues, des *Annales Nazariani* : « Drogo mortuus », « Pippinus defunctus est ». Chacun des deux textes est ainsi alternativement plus ou moins complet que l'autre, en sorte qu'il est également impossible de voir dans les *Annales Nazariani* soit la source soit un dérivé des *Annales de Saint-Amand* : leur parenté ne semble pouvoir s'expliquer que par l'hypothèse d'une source commune.

Malheureusement, parmi les ouvrages de cette époque qui sont venus jusqu'à nous, on n'en voit aucun qui puisse être tenu pour le prototype de nos deux compilations. Y a-t-il d'autres indices d'un ouvrage disparu et peut-on entrevoir comment cet ouvrage était composé ? L'examen des *Annales Mettenses* nous permettra plus loin, croyons-nous, de répondre à ces questions.

Quant à la provenance des *Annales de Saint-Amand*, elle paraît ressortir d'une note de l'année 809 relative à une translation des reliques de saint Amand³ à l'intérieur du monastère de ce nom⁴. Comme il est question d'autre part, sous l'année 782, du décès d'un évêque de Noyon, Gilbert, qui avait été auparavant abbé de Saint-Amand et qui y fut enseveli⁵, on peut admettre que l'ouvrage est tout entier dû à un moine de cet établissement, comme Pertz l'avait supposé jadis et comme l'ont admis depuis la plupart des érudits.

1. Sans doute, les *Annales de Saint-Amand* débutent en 687 (le manuscrit unique attribuait la note à 691 au lieu de 687), tandis que les *Annales Nazariani* ne débutent qu'en 708; mais entre 687 et 708, on ne relève dans les *Annales de Saint-Amand* que deux notes en tout; à partir de 708 et jusqu'en 720, il n'y a plus d'année en blanc.

2. Seules les années 709, 711-713, 715, 725, 728, 733 diffèrent notamment.

3. Il est question, en cette même année, d'une inondation que Milon, moine de Saint-Amand au milieu du ix^e siècle, rattache à la translation des reliques du saint, ce qui semble indiquer qu'il avait nos Annales sous les yeux et semble confirmer l'origine de ces dernières (Milon, *Sermo de elevatione corporis beati Amandi*, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores rerum merovingicarum*, t. V, p. 476, l. 30).

4. Saint-Amand-les-Eaux, sur la Scarpe (département du Nord).

5. Cf. *Mon. Germaniae, Scriptores rerum merov.*, t. V, p. 399.

* * *

Les Annales dites de Petau.

Les annales qu'on a pris l'habitude de désigner, faute de mieux, du nom d'Alexandre Petau, possesseur du manuscrit d'après lequel André Du Chesne les publia pour la première fois, au XVII^e siècle (*Annales Petaviani*), sont considérées depuis Pertz et à juste titre comme un amalgame des *Annales de Saint-Amand* et des *Annales de Lorsch* depuis l'année 708 jusqu'en 770 inclusivement. Et Pertz a si bien mis le fait en lumière dans son édition¹, qu'il suffit d'y renvoyer, en ajoutant seulement que le texte utilisé par le compilateur est, sans aucun doute, le texte primitif des *Annales de Lorsch* et non pas la copie défectueuse des *Annales Laureshamenses* : car en quelques points où cette copie diffère de celle que constituent les *Annales Mosellani*, les *Annales de Petau* se rapprochent tantôt de l'une, tantôt de l'autre².

Pour le récit des années 771-777, ce sont les *Annales royales* qui ont été mises à contribution : sauf une partie de la note de l'année 774, dont on ne retrouve l'équivalent que chez les biographes pontificaux, sauf aussi de petits détails qui ont pu encore être tirés des *Annales de Lorsch*³, il n'est pas un fait de ces années 771-777 dont le compilateur n'ait pu rencontrer mention dans les *Annales royales*, et il lui est arrivé plus d'une fois, en les résumant, de les suivre d'assez près : certaines notes se répondent même presque terme pour terme ; mais M. Kurze ayant déjà signalé la plupart de ces coincidences dans son édition des *Annales royales*⁴, il est inutile d'y insister ici à nouveau.

1. *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 7-13 et 16-18, avec un supplément au t. III, p. 169.

2. En laissant de côté les années où le texte des *Annales Mosellani* coïncide avec celui des *Annales Laureshamenses*, on constate que, dans les *Annales de Petau*, les notes des années 743, 744, 749, 755, 757, 770 (à cause du nom *Italia* auquel correspond le nom *Langobardia*, dans les *Annales Laureshamenses*) ne peuvent dériver que d'un texte analogue à celui des *Annales Mosellani* et celles des années 723 et 745 d'un texte analogue à celui des *Annales Laureshamenses*. Les notes des années 754 et 756 renferment des expressions qui rappellent tour à tour chacun des deux textes. — Le compilateur des *Annales de Petau* a parfois ajouté de petits détails nouveaux à ceux que lui fournissaient les *Annales de Saint-Amand* et de *Lorsch* : ceux de l'année 761 proviennent sans doute des *Annales royales*, largement exploitées pour la suite.

3. Sous l'année 774, l'indication de l'envoi du roi Didier en France ; sous l'année 776, la fondation de Karlesburg (voir *Annales Mosellani*).

4. Pour en tirer d'ailleurs une conclusion inverse : à savoir que l'auteur des

A partir de 778, les *Annales de Petau* commencent à devenir un peu plus originales, et cette originalité va s'affirmer à mesure qu'on approche de la fin de l'ouvrage (799). Jamais cependant le compilateur ne s'affranchit entièrement de ses modèles et il recommence à suivre de près le texte des *Annales de Lorsch*, tel qu'il peut être établi jusqu'en 785 à l'aide des trois séries de copies indiquées précédemment (*Annales Mosellani*, *Annales Laureshamenses*, *Fragmentum Chesnianum*), puis tel qu'il a été continué dans les *Annales Laureshamenses*, — en s'aidant peut-être aussi, pour les années 786-791, des indications contenues dans le *Fragmentum Chesnianum*¹.

Quoique ces modèles soient suivis ici avec beaucoup plus d'indépendance, le parallélisme est si marqué dans l'exposé des faits, et les rencontres d'expressions sont si fréquentes encore, qu'on ne peut guère hésiter à reconnaître les emprunts. L'examen détaillé de la note insérée sous l'année 792 est à cet égard tout à fait concluant. Comme l'auteur des *Annales Laureshamenses*, celui des *Annales de Petau* commence par signaler l'endroit où Charlemagne a hiverné, et sous sa phrase : « *Hoc anno rex Karolus cum suis fidelibus rese-dit in Bawarios et habuit magnum placitum in Rainesburgo civitate* », on reconnaît facilement les termes dont s'est servi l'annaliste de Lorsch : « *Eodem anno resedit rex in Baioaria et apud Reganesburg celebavit pascha*². » Après quoi, les deux annalistes relèvent une nouvelle trahison des Saxons, qui renient la foi qu'ils avaient jurée (« *mentiti sunt fidem quam polliciti fuerunt jamdudum domno regi Karolo* », « *relinquentes christianitatem, mentientes tam Deo quam domno rege* »), et ce nouveau parjure évoque de part et d'autre des images bibliques³. Enfin les deux notes se terminent par quelques

Annales royales a puisé dans les *Annales de Petau*. Mais nous avons dit précédemment pourquoi cette explication, qu'il s'agit des *Annales de Petau* ou des autres petites annales, nous semblait inacceptable.

1. En 786, arrivée de Charlemagne à Bénévent; en 788, réunion du duché de Bavière (ce qui n'est pas expressément indiqué dans les *Annales Laureshamenses*); en 789, mention des « nombreux rois » accompagnant Dragovit; en 791, mention de la rivière Raab. — Il ne semble pas nécessaire d'admettre que le compilateur ait connu la continuation des *Annales Mosellani*, bien qu'en 788 il note, comme celles-ci, l'internement de Tassilon à Jumièges.

2. La mention de l'« assemblée générale » ne suppose même pas un renseignement nouveau : cela allait de soi pour quiconque connaissait les usages carolingiens.

3. « *Erraverunt, deviaverunt adeptique sunt tenebris, sicut scriptum est : Zelus adprehendit populum eruditum* » (*Annales de Petau*, éd. Pertz, p. 18); « *Quasi canis qui revertit ad vomitum suum, sic reversi sunt ad paganismum* » (*Annales Laureshamenses*, éd. Pertz, p. 35, éd. Katz, p. 37).

indications sur un complot organisé par Pépin contre son père Charlemagne, et bien que les *Annales de Petau* ne contiennent qu'un bref résumé de l'affaire, celle-ci est relatée dans les deux ouvrages en termes presque identiques : « Et eodem anno patefactum est consilium iniquum, quem consiliaverunt cum Pipino, filio Karoli, iniqui consiliatores », « Et in ipso anno inventum est consilium pessimum quod Pippinus, filius regis,... inierat ».

On pourrait aisément multiplier les exemples de ce genre ; mais, à défaut d'une comparaison minutieuse année par année, qui serait ici hors de place, bornons-nous à signaler quelques-unes de ces coincidences de forme, qui viennent souligner le parallélisme des deux récits. Sous l'année 799, les *Annales de Petau* et les *Annales Laureshamenses* se servent de termes analogues pour noter le séjour de Charles à Paderborn (appelé *Padresbrunnas* dans les deux œuvres), l'arrivée du pape Léon en cette même ville (« ibi etiam ad dominum regem papa Romanus Leo nomine venit », « ibi venit ad eum dominus Leo apostolicus »), l'accueil que le roi franc lui ménage (« quem... venerabiliter suscepit », « suscepit eum ... honorifice ») et la manière dont il prend congé de lui (« cum summa gloria ad pristinam sedem ... remisit », « cum pace et honore magno eum remisit ad propriam sedem »). S'agit-il de résumer l'expédition d'Espagne de 778 ou celle de Saxe de 780, les *Annales de Petau* débutent ainsi : « Domnus rex cum magno exercitu venit in terram Galliciam et adquisivit civitatem Pamplona » (778), « Iterum pulcherrimus rex Karolus cum Francorum exercitu venit in Saxoniam usque fluvium Alvea » (780), alors que les *Annales Laureshamenses* portent : « Fuit rex Carolus in Spania cum exercitu et conquesivit civitatem Pamplonam » (778), « Dominus rex Carolus perrexit iterum in Saxonia cum exercitu et peruenit usque ad fluvium magnum Heilba » (780).

Ainsi, d'un bout à l'autre, les *Annales de Lorsch* restent le guide dont le compilateur des *Annales de Petau* évite de s'écartier. Car on ne saurait s'arrêter à l'hypothèse inverse, pourtant admise (il est vrai, non sans hésitations ni réserves) par M. Kurze¹, et faire des *Annales de Petau* la source des *Annales de Lorsch* pour les années 786-799, après avoir reconnu qu'elles en dérivent pour les années antérieures, sous peine de rendre inexplicable la composition même des *Annales de Lorsch* : non seulement celles-ci, à partir de 786, sont toujours beaucoup plus près des *Annales royales* que les

1. *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXI (1895), p. 25.

Annales de Petau, mais on voit mal quel bénéfice elle auraient tiré d'une compilation où les faits essentiels sont résumés en quelques mots et d'une façon souvent très vague.

L'originalité des *Annales de Petau* reste donc jusqu'à la fin des plus minces, et elles ajoutent même si peu aux renseignements fournis par les *Annales de Saint-Amand*, les *Annales de Lorsch* et les *Annales royales* que, pas plus que nos devanciers¹, nous ne croyons possible d'apporter une réponse à la question de savoir dans quelle église, dans quel monastère², cette compilation a dû être formée.

* * *

Les Annales de Salzbourg.

Les *Annales Maximiniani*³, les *Annales Juvavenses majores*⁴, les *Annales Juvavenses minores*⁵ et les *Annales Sancti Emmerammi majores*⁶ constituent un nouveau groupe d'annales très proches parentes les unes des autres et qui toutes, à première vue, semblent provenir de Bavière.

Les *Annales Maximiniani* se présentent à nous comme la suite d'une grande chronique universelle⁷ allant des origines du monde à l'année 741 et dont tous les éléments ont été empruntés aux Chroniques de Bède, d'Orose, d'Isidore de Séville, de Paul Diacre, de

1. M. Kurze (*Ueber die karolingischen Reichsannalen*, dans le *Neues Archiv*, t. XXI, 1895, p. 25, et *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards*, p. 28) propose Corbie comme lieu d'origine de la compilation uniquement parce qu'un des manuscrits provient de cette abbaye : ceci prouve avec quelle légèreté il encombre la critique d'hypothèses fantaisistes.

2. Nous en possédons une copie exécutée à Massay, en Berry, laquelle renferme des additions faites probablement au monastère de Saint-Martin de Tours. Voir l'édition de Pertz.

3. Publiées par Waitz, dans les *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. XIII, p. 19-25.

4. Publiées par Pertz, dans les *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 87-88 (corrections importantes au t. III, p. 122).

5. Publiées par Pertz, *ibid.*, p. 88-89 (corrections importantes au t. III, p. 122-123, à la suite desquelles, p. 123, Pertz publie sous le titre d'*Annales breves* un texte qui n'est qu'un extrait de la Chronique universelle des origines à 741, à laquelle les *Annales Maximiniani* font suite).

6. Publiées par Pertz, *ibid.*, p. 92-93.

7. Quelques fragments en ont été publiés par Waitz, *Mon. Germaniae, Scriptores*, t. XIII, p. 4-19, d'autres par Mommsen, *Mon. Germaniae, Auctores antiquissimi*, t. XIII, p. 336-340.

Frédégaire, au *Liber pontificalis*, aux *Annales de Lorsch*¹ et à d'autres ouvrages encore. Elles débutent elles-mêmes par un large extrait du *Liber pontificalis*, auquel ont été entremêlées les premières notes annalistiques (relatives aux années 746-753) et se poursuivent sans interruption et non sans ampleur jusqu'en l'année 811².

Les *Annales Juvavenses majores* et *Juvavenses minores*³ et les *Annales Sancti Emmerammi*⁴ ne nous apportent, au contraire, chacune que quelques notes d'une extrême brièveté, qui souvent semblent n'être que des extraits des *Annales Maximiniani*. Mais c'est là une apparence trompeuse : en réalité, jusqu'à l'année 796, à laquelle nous nous arrêterons provisoirement, les quatre textes sont parallèles, sans qu'aucun d'eux, tantôt plus, tantôt moins complet que le voisin, puisse être tenu pour la source des autres. Aussi un certain nombre de critiques⁵ s'accordent-ils à considérer comme inévitable l'hypothèse d'annales perdues dont ils dériveraient tous quatre, et nous ne pouvons ici que partager leur avis⁶.

Ces annales perdues, dans la mesure où il est possible de les reconstituer en rapprochant les quatre textes qui en dérivent, n'étaient déjà elles-mêmes qu'une compilation faite à l'aide des élé-

1. De ces dernières ont été tirées les quelques notes annalistiques (710, 711, 712, 713, 721, 731, 732, 734, 737, 741) que le compilateur a entremêlées déjà au texte de sa chronique. Une seule note fait exception : elle a trait à la prise d'Autun par les Sarrasins en 725, ce qui a été considéré par les critiques comme une indication utile à retenir pour déterminer la provenance de la compilation (cf. Wattenbach, *op. cit.*, p. 221).

2. Leur nom, purement conventionnel, leur a été attribué par Waitz parce que le seul manuscrit qu'on en connaisse provient de Saint-Maximin de Trèves.

3. Ainsi nommées par Pertz parce qu'il estime qu'elles ont été rédigées à Salzbourg (*Juvavum*).

4. Pertz leur avait donné ce nom parce qu'il les croyait compilées à Saint-Emmeran de Ratisbonne.

5. Cf. Wattenbach, *op. cit.*, p. 166; Kurze, *Die karolingischen Annalen bis zum Tode Einhards*, p. 29.

6. On serait même tenté de supposer la disparition d'un intermédiaire de plus : les *Annales Juvavenses majores*, les *Annales Juvavenses minores* et les *Annales Sancti Emmerammi* étant encore plus proches parentes les unes des autres qu'elles ne le sont des *Annales Maximiniani*, on pourrait admettre qu'elles dérivent non pas directement de l'ouvrage utilisé par ces dernières, mais d'une autre série d'annales, elles-mêmes issues de cet ouvrage. Ces annales intermédiaires auraient été écrites à Salzbourg, à la différence des *Annales Maximiniani*, qui ne renferment aucune note relative au monastère de cette ville. Mais c'est là une complication supplémentaire qui ne s'impose pas, et il est vraisemblable que l'absence de toute mention relative à Salzbourg dans les *Annales Maximiniani* s'explique par des suppressions systématiques. Nous y reviendrons plus loin.

ments suivants⁴ : les *Annales de Petau* jusqu'en 778², les *Annales de Lorsch* avec la continuation du *Fragmentum Chesnianum* jusqu'en 786, les *Annales royales* pour les années 786-796 et exceptionnellement pour les années antérieures³, le tout complété par quelques détails, d'abord d'un caractère local, puis d'un intérêt plus général et en plus grand nombre à mesure qu'on approche de l'an 796. Et sur ces divers points nous pouvons nous contenter de renvoyer aux observations présentées par M. Kurze⁴ et aux indications (d'ailleurs incomplètes) données par Waitz dans son édition des *Annales Maximiniani*⁵.

Après 796, ces dernières annales n'ont plus avec les trois autres que de rares points de contact⁶ : elles se bornent d'ordinaire à transcrire, en les abrégant beaucoup, les *Annales royales*, qu'en deux endroits encore (comme au début) elles enrichissent de faits puisés au *Liber pontificalis*⁷. Mais c'est qu'aussi bien le compila-

1. Les *Annales Juvavenses majores* débutent par quelques notes (550-658) empruntées à Béde; mais ces notes, qui manquent dans les autres annales, ne figuraient sans doute pas dans la compilation primitive. Il faut, d'autre part, observer que le rédacteur des *Annales Maximiniani*, non content d'avoir modifié, comme nous l'avons dit, le début des annales pour les souder, en quelque sorte, à la Chronique à laquelle elles font suite, a peut-être introduit dans le corps de l'ouvrage quelques notes nouvelles tirées spécialement des *Annales royales*. On ne peut donc restituer toujours avec certitude le texte des Annales perdues.

2. Et exceptionnellement après cette date, en 792.

3. On peut supposer qu'elles n'auront été connues qu'après l'achèvement de la partie antérieure à 786 et utilisées alors seulement pour la compléter par endroits.

4. *Ueber die karolingischen Reichsannalen von 741-829*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXI (1895), p. 12-22.

5. Pour compléter ou corriger les indications de Waitz et de M. Kurze, voici cependant un bref aperçu des emprunts dont on trouve trace dans les quatre textes : ann. 725 = *Ann. de Petau*; ann. 743, 747, 748 = *Ann. royales*; ann. 750, 753 = *Ann. de Petau*; ann. 754 = *Ann. de Lorsch*; ann. 761 = *Ann. de Lorsch* et *Ann. de Petau*; ann. 763-764 = *Ann. royales*; ann. 765 = *Ann. de Petau*; ann. 767 = *Ann. de Petau* et *Ann. royales*; ann. 768 = *Ann. de Petau* et *Ann. de Lorsch*; ann. 769 = *Ann. de Petau*; ann. 770-771 = *Ann. de Lorsch*; ann. 772, 773 = *Ann. de Petau* (772, 773, 774); ann. 774 = *Ann. de Lorsch*; ann. 775, 776, 777, 778 = *Ann. de Petau*; ann. 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785 = *Ann. de Lorsch*; ann. 786 = *Fragmentum Chesnianum*; ann. 787 à 791 = *Ann. royales*; ann. 792 = *Ann. royales* et *Ann. de Petau*; ann. 793 à 796 = *Ann. royales* (les renseignements fournis par les *Ann. royales* sous l'année 794 ont été complétés à l'aide des actes du concile de Francfort : voir *Mon. Germaniae, Concilia aevi karolini*, t. I, p. 158 et 160).

6. Ils sont signalés dans les notes de l'édition Waitz.

7. Ces deux mêmes textes lui avaient déjà servi à modifier et amplifier le début des annales perdues dont il procède.

teur des *Annales Maximiniani*, qui déjà avant 796 avait laissé de côté presque tous les détails d'ordre local consignés dans les trois autres textes, a des prétentions à la grande histoire et qu'après 796 les *Annales Juvavenses majores*, les *Annales Juvavenses minores* et les *Annales Sancti Emmerammi* mentionnent surtout des événements d'un intérêt strictement bavarois. Celles-ci du moins restent toutes trois jusqu'à la fin étroitement solidaires et l'explication la plus naturelle qu'on en puisse donner¹ est qu'elles continuent à n'être toutes trois que des copies de ces mêmes annales perdues dont les *Annales Maximiniani* dérivaient, elles aussi, jusqu'en 796.

Nous croyons donc que les rapports de ces divers textes peuvent se comprendre de la manière suivante : ils procèdent tous d'anciennes annales, aujourd'hui disparues, compilées pour la partie antérieure à l'année 797 d'après les *Annales de Petau*, les *Annales de Lorsch* et les *Annales royales*, et auxquelles avaient été ajoutées, pour la période postérieure à 796 et jusqu'à la fin du règne de Charlemagne, quelques notes originales, d'un caractère surtout local. Ces annales primitives avaient manifestement été rédigées en Bavière, car c'est à ce pays que se rapporte une grande partie des faits racontés ; et, si l'on en juge d'après les *Annales Juvavenses majores*, les *Annales Juvavenses minores* et les *Annales Sancti Emmerammi*, on ne saurait douter qu'elles ne fussent originaires de Salzbourg, probablement même de l'entourage des évêques de Salzbourg, tant sont nombreuses les notes qui les concernent. Il est permis de supposer qu'elles s'arrêtaient à l'année 814, qui marque la fin de la partie commune aux *Annales Juvavenses majores* et aux *Annales Sancti Emmerammi*. Les *Annales Maximiniani*, on l'a vu, les ont transcrites jusqu'en 796, non sans y introduire d'importantes modifications, puis les ont délaissées presque entièrement. Les *Annales Juvavenses minores* n'en sont elles-mêmes qu'une copie très incomplète, interrompue à l'année 805², mais exécutée en 816, comme le prouvent plu-

1. La seule hypothèse, semble-t-il, qu'on pourrait former en dehors de celle-là consisterait à supposer que les plus complètes des trois séries d'annales — en l'espèce les *Annales Juvavenses majores* — sont la source des deux autres ; mais outre que cette hypothèse serait peut-être moins naturelle que la précédente, étant donné la filiation de ces textes avant l'année 796, il faudrait admettre en même temps que les auteurs des *Annales Juvavenses minores* et des *Annales Sancti Emmerammi* ont été en mesure de compléter ou préciser les leçons de leur modèle, les premières sous l'année 799, les secondes sous les années 800, 804 et 812.

2. La mention : « *Wahl tonsus est* » imprimée sous l'année 814 dans l'édition

sieurs récapitulations chronologiques arrêtées en cette année¹. Les *Annales Juvavenses majores* en sont une transcription plus fidèle, à laquelle ont été ajoutées deux notes relatives aux années 821 et 825² : l'une d'elles concerne le décès d'un évêque de Salzbourg, ce qui semble indiquer que la copie a été exécutée dans la même ville que le texte original³. Quant aux *Annales Sancti Emmerammi*, qui ont été continuées jusqu'en 823, elles renferment quelques brèves notes concernant d'autres prélates que ceux de Salzbourg — deux évêques de Freising (784), un abbé de Mondsee (785), un évêque de Ratisbonne (817), un évêque de Cologne (819) — et comme la copie que nous en possédons vient de Saint-Emmeran de Ratisbonne, on a pu penser⁴ que l'ouvrage y avait été lui-même composé. On s'étonne, dans ce cas, que les évêques de Ratisbonne (alors abbés de Saint-Emmeran) n'y occupent pas plus de place et il est, somme toute, impossible de dire s'il a été effectivement écrit ailleurs qu'à Salzbourg.

Un cinquième texte a été souvent cité aussi — par M. Kurze notamment⁵ — comme une copie des Annales de Salzbourg primitives⁶ : nous voulons parler des *Annales Xantenses*⁷, qui, de 812

des *Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 89, ne figure pas en réalité dans le manuscrit : voir *Scriptores*, t. III, p. 123.

1. *Ann. Juvav. minores*, ann. 743 : « ... anno 816 sunt anni 74 »; ann. 748 : « ... inde sunt anni 64, anno 816 »; ann. 753 (voir *Mon. Germ., Script.*, t. III, p. 122) : « ... inde sunt anni 64, anno 816 »; ann. 754 : « Sunt anni 63 anno suprascripto »; ann. 763 : « Sunt anni 54, anno suprascripto », etc...

2. Et non 835, comme le porte l'édition des *Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 88 : voir la correction, *ibid.*, t. III, p. 122.

3. Le manuscrit est actuellement à Würzburg.

4. Pertz, *Mon. Germ., Scriptores*, t. I, p. 91.

5. *Ueber die karolingischen Reichsannalen von 741-829*, dans le *Neues Archiv*, t. XXI (1895), p. 11 et suiv.; *Die karolingischen Reichsannalen bis zum Tode Einhards*, p. 29.

6. On aurait pu plus justement citer ici les *Annales bavarici breves* (697-811), publiées d'après un manuscrit de Petrograd dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XX, p. 8, dont le texte, depuis 746, rappelle tour à tour celui de chacun des quatre ouvrages étudiés précédemment, de sorte qu'il est permis de croire qu'il dérive lui-même des Annales de Salzbourg primitives. Mais la source des années 697-741 reste obscure : plusieurs notes sont conformes aux *Annales de Petavio* ou aux *Annales de Lorsch* (copie des *Annales Mosellani*), utilisées, on le sait, par le compilateur des Annales de Salzbourg primitives ; celle de 737 est analogue à la note correspondante de la Chronique universelle à laquelle les *Annales Maximianiani* font suite. En présence de cette incertitude, nous avons préféré n'en pas embarrasser la discussion.

7. La dernière édition est celle de B. von Simson, *Annales Xantenses et Annales Vedastini*, dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* (1909).

à 873, forment une œuvre originale, écrite peut-être à Cologne ou dans la province ecclésiastique de Cologne¹, mais qui ne sont pour le début (années 790-811) qu'une compilation analogue aux *Annales Maximiniani*. Comme celles-ci, elles ne renferment de 797 à 811 que quelques extraits des *Annales royales*, dont le compilateur a certainement eu un manuscrit sous les yeux, car il se rapproche souvent plus du texte original que les *Annales Maximiniani* elles-mêmes; mais, pour la période de 790 à 796, il semble qu'on puisse se ranger à l'avis de Simson², qui ne voit dans les *Annales Xantenses* qu'une copie des *Annales Maximiniani*, complétées parfois (années 791, 794, 796) au moyen des *Annales royales*³.

* *

Les rapports des Annales de Metz et des petites annales.

Nous pourrions arrêter ici cet examen des « petites annales » s'il n'importait, avant de conclure, de tirer au clair la question de leurs rapports avec les *Annales Mettenses* et de dire, en outre, quelques mots de la *Chronique de Lorsch*.

On sait qu'il existe des *Annales Mettenses* deux rédactions, assez différentes l'une de l'autre, dont la plus ancienne et la plus curieuse a été retrouvée il y a une vingtaine d'années dans un manuscrit de Durham par M. Karl Hampe et publiée en 1905 avec tous les éclaircissements désirables par Bernhard von Simson⁴. C'est de cette rédaction que les « petites annales » se rapprochent le plus, et il y a lieu de se demander dans quelle mesure ces ressemblances

1. Voir la préface de Simson à l'édition précitée, p. viii.

2. *Ibid.*, p. vii-viii.

3. Il faut ajouter qu'une note de l'année 792 rappelle d'assez près un passage des *Annales Laureshamenses* (ainsi que Simson l'a signalé lui-même dans son édition, p. 1, n. 5). Peut-être faut-il supposer que ce passage avait été ajouté en marge des *Annales royales* dans l'exemplaire utilisé par le compilateur. De toute façon, comme il ne figure pas dans les autres annales dérivées des *Annales de Salzbourg* primitives, on ne supprimerait pas la difficulté en admettant que les *Annales Xantenses* ont connu ces dernières, et l'on se heurterait, en outre, à cette constatation que sur aucun des points où les *Annales Xantenses* et les *Annales Maximiniani* divergent, les *Annales Xantenses* ne concordent avec les autres dérivés des *Annales de Salzbourg* primitives.

4. *Annales Mettenses priores*, éd. B. von Simson (1905), dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*. Voir aussi le mémoire de Simson, *Die wiederaufgefundenen Vorlage der Annales Mettenses*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXIV (1899), p. 401-424, et t. XXV (1900), p. 177-183.

peuvent être le résultat d'emprunts directs, dans quelle mesure, au contraire, supposant le recours à quelque source commune, elles peuvent servir à éclairer le problème de la composition des « petites annales » elles-mêmes.

Il est certain, tout d'abord, que les *Annales Mettenses* ne seraient guère prétendre à l'originalité. Elles sont une compilation ou, pour mieux dire, une étrange marqueterie de divers textes, qui n'ont même pas tous le caractère annalistique : car il est évident que les vingt-cinq premières pages du livre sont presque d'un bout à l'autre extraites de quelque panégyrique de Charles Martel et de son père, et l'on y reconnaît facilement le ton et le style des vies de saints de l'époque carolingienne. Pour introduire un peu d'unité dans son œuvre, l'auteur s'est appliqué à mettre en un beau langage redondant et fleuri tous les extraits dont elle est faite ; mais il les a si maladroitement amalgamés qu'il lui arrive de rapporter jusqu'à deux ou trois fois les mêmes événements, souvent presque dans les mêmes termes, parfois en termes contradictoires.

Or, entre cette compilation et le texte de plusieurs des « petites annales » précédemment passées en revue, les points de contact sont nombreux.

Avec les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand*, ils sont très apparents ; il y a même parfois concordance textuelle absolue, comme sous l'année 715, où les *Annales de Saint-Amand* et les *Annales Mettenses* portent toutes deux : « *Saxones terram Hattuariorum vastaverunt*¹ » ou, sous l'année 718, quand le rédacteur des *Annales Nazariani* se rencontre avec celui des *Annales Mettenses* pour écrire : « *Carolus vastavit Saxoniam plaga magna*². » Mais lors même que les textes ne concordent pas aussi parfaitement, leur parallélisme est tel, pour le fond comme pour la forme, qu'il ne saurait être imputable au hasard.

D'autre part, il est digne de remarque que ce parallélisme se poursuit au delà de l'année 741, à partir de laquelle, on s'en souvient, nous avons admis que les auteurs des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand* avaient utilisé le récit des *Annales royales*. Sans doute le compilateur des *Annales Mettenses* a, lui aussi, donné des extraits de ce récit — et des extraits beaucoup plus

1. *Annales S. Amandi*, éd. Pertz, p. 6; *Annales Mettenses*, éd. Simson, p. 21, l. 8.

2. *Annales Nazariani*, éd. Pertz, p. 25; *Annales Mettenses*, éd. Simson, p. 26, l. 1.

amples que ceux qui figurent dans les « petites annales » ; mais on y relève de légères modifications ou même certaines additions dont, à plus d'une reprise, les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand* portent elles-mêmes la trace. Pour les *Annales de Saint-Amand*, nous en avons déjà donné la preuve¹. Quant aux *Annales Nazariani*, elles se rencontrent avec les *Annales Mettenses* au sujet de la campagne de Pépin sur le Lech en 743², de l'établissement par le duc Odilon d'un retranchement (*vallum, walus*) en Bavière cette même année³, de l'exil du roi lombard Didier et de sa femme en 774⁴, enfin (comme les *Annales de Saint-Amand*) au sujet du massacre des Francs par les Saxons en 782⁵.

A première vue, étant donné le peu d'originalité des *Annales Mettenses* et la tendance de leur auteur à tirer parti de tout ce qui lui tombe sous la main, il semble qu'on ne puisse expliquer ces analogies autrement qu'en comptant les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand* parmi les sources des *Annales Mettenses*. Et telle est bien en définitive l'hypothèse à laquelle s'est rallié Simson dans les études à la fois sagaces et prudentes qu'il a consacrées aux *Annales Mettenses*⁶ ; ou plutôt, observant que les deux séries annalistiques se trouvaient déjà toutes combinées dans les *Annales de Petau*, il a admis que le compilateur des *Annales Mettenses* les avait connues par l'intermédiaire de ces dernières.

Disons tout de suite que les *Annales de Petau* doivent être mises hors de cause ; car les rapports des *Annales Mettenses* avec les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand* se poursuivent, nous l'avons vu, au delà de l'année 770, à partir de laquelle les *Annales de Petau* cessent, par contre, d'en être tributaires. S'il y a quelque chose à retenir de l'hypothèse de Simson, c'est donc des *Annales de Saint-Amand* et des *Annales Nazariani* directement qu'il faut admettre que les *Annales Met-*

1. Ci-dessus, p. 310.

2. *Ann. Nazar.*, p. 27 (742) ; *Ann. Mett.*, p. 33, l. 22 (743).

3. *Ann. Nazar.*, p. 27 (744) ; *Ann. Mett.*, p. 34, l. 2 (743). — Remarquer aussi en 748 la coincidence d'expressions au sujet de la fuite de Griffon : « Gippo... fuga lapsus » (*Ann. Mett.*, p. 40, l. 12), « Grifo... elapsus » (*Ann. Nazar.*, p. 27), et en 782 le même verbe *mentiti sunt* appliqué aux Saxons révoltés.

4. *Ann. Nazar.*, p. 40 ; *Ann. Mett.*, p. 61, l. 27.

5. *Ann. Nazar.*, p. 40 ; *Ann. Mett.*, p. 70, l. 6.

6. Préface de l'édition citée et articles du *Neues Archiv* indiqués précédemment.

tenses procèdent. Mais ce système est lui-même inacceptable, car pour la majeure partie des mentions communes aux *Annales Mettenses* et aux deux autres ouvrages, les *Annales Mettenses* sont beaucoup plus complètes et plus précises que ceux-ci, et il arrive même que certaines notes des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand*, presque incompréhensibles à force de brièveté, ne puissent s'expliquer qu'en recourant au texte moins condensé des *Annales Mettenses*, — telle cette étrange note de l'année 744 dans les *Annales Nazariani* : « *Franci in Baweria quando ille walus fuit* », dont les *Annales Mettenses* sont seules à nous donner la clé : « *Nam duxerat memoratus dux Ogdilo vallum fortissimum inter se et hostes* ». Un compilateur comme celui des *Annales Mettenses* n'aurait certes pas été capable de trouver le mot de l'énigme ni de développer et de préciser les sèches et laconiques mentions dont se sont contentés d'ordinaire les auteurs des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand*.

On ne peut, d'autre part, s'arrêter à l'hypothèse inverse, qui ferait des *Annales Mettenses* la source commune des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand*. Il est difficile, en effet, d'admettre que les *Annales Mettenses* n'aient pas été composées en bloc après l'année 805², c'est-à-dire assez longtemps après l'époque où les *Annales Nazariani* avaient été achevées. Il arrive, en outre, que pour quelques détails les *Annales de Saint-Amand* ou les *Annales Nazariani* soient nettement supérieures en précision aux *Annales Mettenses*, — lorsque, par exemple, elles donnent la date du décès de Drogon en 708 et de Grimoald en 714³ ou celle de la bataille de Poitiers en 732⁴, ou encore lorsqu'elles indiquent la région et le chef german visés par les deux expéditions de Pépin en 709 et 710⁵. Enfin, quelque similitude qu'il y ait entre le texte des *Annales Mettenses* et celui des *Annales Nazariani* ou des *Annales de Saint-Amand* passé l'année 740, c'est cependant des *Annales royales* elles-mêmes et non pas, en règle générale, des *Annales Mettenses* que les deux autres se rapprochent le plus⁶.

1. *Ann. Mett.*, éd. Simson, p. 34, l. 1.

2. Voir les remarques de Simson (*Annales Mettenses*, préface, p. xiii, et notes de l'édition) sur l'uniformité de ton et de style de l'ouvrage jusqu'à la fin de l'année 805. Ce qui suit semble avoir été ajouté après coup.

3. *Ann. S. Amandi*, éd. Pertz, p. 6.

4. *Ibid.*, p. 8, et *Ann. Nazar.*, éd. Pertz, p. 25.

5. *Ann. S. Amandi*, p. 6.

6. Nous l'avons déjà prouvé pour les *Annales de Saint-Amand* (ci-dessus,

Dès lors, une seule explication reste possible : les *Annales Mettenses* procèdent du même ou des mêmes textes que les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand*.

Or, de l'examen comparé auquel nous avons soumis ces deux dernières annales, il ressort que, pour la période antérieure à 742, leur source commune a disparu. Sans nous en apporter une transcription fidèle ni complète, les *Annales Mettenses* se trouvent donc nous en avoir conservé, selon toute vraisemblance, de copieux extraits, grâce auxquels il est possible de se former une idée de l'œuvre perdue. C'était évidemment déjà une compilation, dont la chronique des Continuateurs de Frédégaire avait en partie fait les frais¹, mais où avaient été recueillies en même temps diverses notes annalistiques relatives surtout soit aux affaires d'Alémannie soit aux affaires d'Aquitaine².

A partir de 742, les *Annales royales* nous sont apparues comme la source des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand*.

p. 310, n. 2). Cela n'est pas moins clair pour les *Annales Nazariani*. Comparer, par exemple, les passages suivants :

| <i>Annales Nazariani.</i> | <i>Annales royales.</i> | <i>Annales Mettenses.</i> |
|--|--|--|
| 745. Karlomannus et Pippinus cum exercitu in Saxonia. | 744. Iterum Carolomanus et Pippinus perrexerunt in Saxoniam. | 744. ... Rebellantibus Saxonibus Carolomannus et Pippinus super eos exercitum ducunt. |
| 747. Karlomannus ivit ad Romam. | 746. Tunc Carolomannus Romam perrexit. | 747. Carolomannus princeps suum regnum derelinquens ad limina beati Petri apostoli... pervenit. |
| 751. Pippinus rex elevatus est. | 750. Pippinus... electus est ad regem et... elevatus a Francis in regno. | 750. ... Pippinus... uncatus, rex Francorum constituitur. |
| 784. Carolus rex ad Lippeham transivit una cum Francis Renum flumen. | 784. ... Carolus rex, iter peragens, Renum transit ad Lippiahem. | 784. ... rex Carolus cum generali exercitu Francorum transacto Reno in loco qui dicitur Lippieham... |

De même sous l'année 761, les *Annales Nazariani* notent la marche de Pépin sur Limoges : ce renseignement figure aux *Annales royales*, mais non aux *Annales Mettenses*.

1. Voir les notes de Simson, dans son édition des *Annales Mettenses*. Il est d'ailleurs certain que l'auteur des *Annales Mettenses* a reproduit parfois à deux reprises sans s'en apercevoir les indications fournies par les Continuateurs de Frédégaire : une première fois d'après la compilation perdue dont il procède, une seconde fois d'après la chronique même des Continuateurs de Frédégaire qu'il a dû avoir directement sous les yeux.

2. Il a dû exister de grandes annales aquitaniques : la *Chronique de Moissac* nous en a conservé des débris importants.

Elles sont désormais aussi la source à peu près unique des *Annales Mettenses*. Mais les rapprochements faits plus haut nous obligent à supposer que le texte dont disposaient les auteurs de ces trois ouvrages différait en quelques points de celui dont nous disposons nous-mêmes aujourd'hui. Les critiques les plus prudents¹ ont d'ailleurs été conduits par l'étude des *Annales Mettenses* seules à admettre qu'entre la rédaction primitive des *Annales royales* et la rédaction très remaniée qui est connue sous le nom d'« *Annales d'Einhard* » il a dû exister une rédaction légèrement retouchée dans laquelle figurait, par exemple, l'aveu du massacre des Francs par les Saxons en 782 — aveu discret encore et très atténué, que l'auteur des « *Annales d'Einhard* » devait accentuer notablement, mais qui marquait un progrès sensible sur les réticences de la rédaction primitive. On se rappelle² que cet aveu discret se retrouve dans les *Annales Mettenses* et que les *Annales Nazariani* en portent la trace, aussi bien que les *Annales de Saint-Amand*. Il semble donc logique de supposer que ces retouches concordantes proviennent d'une même édition des *Annales royales*³, dont la perte peut s'expliquer par le fait que les *Annales Mettenses* semblaient la rendre inutile, et dont la compilation citée plus haut comme la source des *Annales Mettenses*, des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand* jusqu'en 741 formait selon toute vraisemblance la préface.

Les auteurs des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand* n'ont d'ailleurs pas été les seuls, croyons-nous, avec celui des *Annales Mettenses* à faire usage de ce premier remaniement des *Annales royales*. Les *Annales de Lorsch*, dont on sait la parenté avec les deux premières, renferment, elles aussi, quelques notes qui rappellent d'assez près celles des *Annales Mettenses*, alors que les *Annales royales* en sont certainement la source. Ainsi, en 754, les *Annales de Lorsch* et les *Annales Mettenses* se rencontrent pour indiquer par les mots « *martyrio coronatur* » le martyre de saint Boniface⁴ ; en 774, elles ajoutent toutes deux une note récapitulant

1. Entre autres, Simson, *Annales Mettenses*, préface, p. xii.

2. Voir ci-dessus, p. 310 et 322.

3. Laquelle a été utilisée jusqu'en 785 dans les *Annales Nazariani*, jusqu'en 790 dans les *Annales de Saint-Amand*, jusqu'en 805 dans les *Annales Mettenses*.

4. *Ann. Laureshamenses*, éd. Pertz, p. 28, éd. Katz, p. 29, et *Ann. Mosellani*, éd. Lappenberg, p. 495 (le texte dans les *Annales de Lorsch* est « *martyrio coronatus* »); *Ann. Mettenses*, éd. Simson, p. 48, l. 12. — La leçon des *Annales Nazariani* est analogue : « *martyrio finivit* » (éd. Pertz, p. 29). Dans les *Annales royales*, au contraire, le texte porte : « *martyr Christi effectus est* ».

le nombre d'années (deux cent quatorze) qu'a duré le royaume lombard¹; en 783, elles portent dans les mêmes termes la même indication du massacre de plusieurs milliers de Saxons (*multa millia Saxonum*)²; et en 799, elles sont d'accord pour dater le supplice du pape Léon du « jour des Litanies, 7 des calendes de mai »³. Ces analogies s'expliquent d'une manière fort simple si l'on admet que l'exemplaire des *Annales royales* connu de l'annaliste de Lorsch avait subi les retouches dont les *Annales Mettenses*, les *Annales Nazariani* et les *Annales de Saint-Amand* portent d'autre part témoignage⁴.

* * *

La Chronique de Lorsch.

Nous aboutirions au même résultat si à l'examen des « petites annales » proprement dites nous joignions celui de l'opuscule qu'on

1. *Ann. Lauresh.*, éd. Pertz, p. 30, éd. Katz, p. 31, et *Ann. Mosell.*, p. 496; *Ann. Mett.*, p. 62, l. 5. — Les *Annales de Lorsch* (texte des *Annales Mosellani*) se rencontrent aussi avec les *Annales Mettenses* au sujet du massacre des Francs par les Saxons; mais on pourrait admettre, à la rigueur, que les *Annales Nazariani* ont suffi à fournir à l'annaliste de Lorsch les éléments de sa note.

2. *Ann. Lauresh.*, éd. Pertz, p. 32, éd. Katz, p. 33, et *Ann. Mosell.*, p. 497; *Ann. Mett.*, éd. Simson, p. 70, l. 27.

3. *Ann. Lauresh.*, éd. Pertz, p. 37, éd. Katz, p. 43; *Ann. Mett.*, éd. Simson, p. 83, l. 14.

4. On pourrait songer à étendre cette hypothèse aux *Annales de Petau*, car il leur arrive de se rencontrer avec les *Annales Mettenses* pour des passages où les *Annales royales* ont été légèrement retouchées: en 772 et 775, elles signalent comme elles que Charlemagne « perrexit in Saxoniam »; en 776, elles portent: « *Eo capto dispositisque omnibus, prosper reddit...* », alors qu'on lit dans les *Annales Mettenses* (p. 64, l. 16): « ... *Et captis civitatibus Forojulen. atque Tarvisio dispositisque in illis partibus... victor reversus est.* » Mais ce sont là de simples coïncidences d'expressions qui peuvent être fortuites; et, pour le fond, on ne voit pas ce que l'auteur des *Annales de Petau* devrait à celui des *Annales Mettenses*. Il y a toutefois, pour la période antérieure, une coïncidence plus curieuse et qui peut sembler plus concluante: sous l'année 718, copiant les *Annales de Lorsch* (lesquelles, en cet endroit, reproduisent sans modification aucune les *Annales Nazariani*), les *Annales de Petau* tout comme les *Annales Mettenses*, ajoutent les mots « *usque Viseram* » à la note: « *Vastavit Carolus Saxoniam plaga magna.* » Il faut supposer ou bien que le texte primitif des *Annales de Petau* a été ici complété après coup ou bien que leur auteur a eu connaissance de la compilation mentionnée plus haut comme source des *Annales Mettenses*, des *Annales Nazariani* et des *Annales de Saint-Amand*; mais l'on s'étonne, dans ce dernier cas, qu'il n'en ait pas davantage tiré parti.

désigne aujourd'hui¹ sous le nom de *Chronicon Laurissense breve*².

Cette chronique est une compilation où l'on reconnaît de très nombreux fragments des Continuateurs de Frédégaire, des *Annales de Lorsch*³ (jusqu'en 799 inclusivement) et des *Annales royales* (jusqu'en 804 inclusivement)⁴, auxquels ont été ajoutées quelques notes originales pour les années 805-817⁵. Or le texte des *Annales royales* suivi par le compilateur rappelle encore à plus d'une reprise et très nettement celui dont les *Annales Mettenses* nous ont conservé la copie déformée : comme dans les *Annales Mettenses*, il est question, dans la *Chronique de Lorsch*, parmi des détails empruntés aux *Annales royales*, du combat livré par le comte Theudoïn en 753 au « val de Maurienne⁶ »; comme dans les

1. On l'appelait autrefois *Annales Laurissenses minores* (Petites annales de Lorsch), et c'est sous ce titre qu'il a été publié par Pertz dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. I, p. 114-123. A vrai dire, cette désignation n'était pas si mauvaise qu'on l'a prétendu : car si le « chroniqueur » de Lorsch ne donne qu'exceptionnellement les dates d'années de l'incarnation, il a pris soin d'indiquer en marge de chaque note l'année du règne de chacun des maires du palais ou des rois carolingiens, ce qui revient tout à fait au même, et ses notes sont disposées dans un ordre strictement chronologique.

2. La dernière édition est celle de M. Schnorr von Carolsfeld, *Das Chronicon Laurissense breve*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für altere deutsche Geschichtskunde*, t. XXXVI (1911), p. 15-39. — Sur le caractère et la provenance de ce texte, voir G. Waitz, *Ueber die kleine Lorscher Franken-Chronik*, dans les *Sitzungsberichte der königlich preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, ann. 1882, t. I, p. 339-415 (avec une réédition partielle), et surtout G. Monod, *op. cit.*, p. 166-174.

3. Jusqu'en 790, la version suivie a été celle du *Fragmentum Chesnianum* (voir l'année 786); ensuite le texte est celui des *Annales Laureshamenses*.

4. Voir l'édition Schnorr von Carolsfeld, où les passages d'emprunt sont distingués typographiquement des passages originaux. Malheureusement l'éditeur a omis d'indiquer à quels ouvrages les emprunts ont été faits, ce qui oblige le lecteur à recommencer pour son compte le travail d'identification.

5. Une copie de la Chronique exécutée à l'abbaye de Fulda et qui s'arrête également à l'année 817 a subi d'importantes modifications. De 787-788 (§ IV, 20) à 806-807 (§ IV, 39), ce ne sont guère que des modifications de forme, et quelques-unes s'expliquent par une nouvelle révision du texte des *Annales Laureshamenses* (voir, notamment, § IV, 24, le nom d'Himiltrude). A partir de 708 (§ IV, 40), le moine de Fulda abandonne définitivement le texte primitif pour y substituer un texte de son cru, pour lequel il a toutefois encore utilisé les *Annales royales* (ann. 808 et 810), dont il est facile de reconnaître la trace dans ses paragraphes IV, 40, 41 et 42. M. Schnorr von Carolsfeld ne semble pas s'en être aperçu.

6. *Chron. Laur.*, III, 15, éd. Schnorr von Carolsfeld, p. 28 (« in valle Maurienna »); *Ann. Mett.*, ann. 751, éd. Simson, p. 43, l. 5 (« in valle qua Morienna urbs sita est »). — Au § III, 17, le martyre de saint Boniface est

Annales Mettenses, on y trouve noté le lieu de sépulture (Reims) de Caroloman, frère de Charlemagne¹; la mort de Rotgaud, duc de Frioul, y est rapportée dans les mêmes termes : « Carolus... Hruotgaudum interemis² »; et le résumé des événements des années 803 et 804 y est fait sous une forme qui se rapproche parfois plus des *Annales Mettenses* que des *Annales royales* primitives³.

Les *Annales Mettenses* ne sauraient cependant être tenues pour la source de la *Chronique de Lorsch* : car, dans l'ensemble, le texte de celle-ci rappelle de plus près encore les *Annales royales* elles-

rappelé par les mots « martyrio coronatur » comme dans les *Annales Mettenses* et les *Annales de Lorsch*; mais l'auteur de la *Chronique de Lorsch* ayant fait usage des *Annales de Lorsch* mêmes, on ne peut tirer argument d'une telle coïncidence. Plus concluante peut-être est la suivante, sous l'année 743 : « Karlmannus et Pippinus in Baarioiam exercitum ducunt adversus Vuodilonem » (*Chron. Laur.*, III, 3, p. 26), « Qua de causa compulsi sunt gloriosi germani (Pippinus et Carolomanus) exercitum contra ipsum (Ogdilonem) ducere » (*Ann. Mett.*, p. 33, l. 20).

1. *Chron. Laur.*, IV, 2, p. 30; *Ann. Mett.*, ann. 771, p. 57, l. 16.

2. *Chron. Laur.*, IV, 9, p. 31; *Ann. Mett.*, ann. 776, p. 64, l. 15. Les *Annales royales* se bornent à dire qu'il a été tué (« occisus est ») sans dire par qui.

3. Comparer les passages suivants :

Chronicon Laurissense. *Annales Mettenses.* *Annales royales.*

IV, 35. Legatio Greco- * 803. ... inde pervenit in 803. Qui venerunt... su-
rum... ad villam regiam villam quae vocatur Sal- per fluvium Sala, in loco
quea dicitur Salz venit. zaa. Quo in loco venerunt qui dicitur Saltz.
ad eum legati...

Ibi venit legatio Avaro- Ibi etiam cum illis Zо- vacat.
rum, omnem terram imperi- dan princeps Pannonicorum
sui ditione imperator veniens manibus imperatoris se contradidit.

IV, 36. Carlus imperator 804. ... perfidos illos... vacat.
Saxones absque bello a exterminavit et per Gallias ceterasque regiones
propriis finibus expulso- imperii sui sine ulla le-
is in Franciam collocat. sione exercitus sui dis-
persit.

IV, 37. Leo papa Romanus in Franciam ad imperatorem venit, quem imperator donis magnificis honorans remisit ad se- 804. ... nuntiatum est ei
dem suam. ei quod Leo papa suum colloquium desiderans in
Franciam veniret et natalem Domini cum eo celeb-
rare vellet... Quem...
magnis muniberibus dona-
tum... datis comitibus
honorificis, qui ipsum
veneranter usque Ravenna-
nam dederent, ad pro-
pria remeare permisit.

mêmes¹ et, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il semble parfois intermédiaire entre les *Annales royales* et les *Annales Mettenses*².

N'est-ce pas précisément la confirmation de l'hypothèse proposée plus haut de l'existence d'une rédaction retouchée des *Annales royales* primitives, dont le chroniqueur de Lorsch aurait également fait usage? Et quand on observe, d'autre part, que, pour la période antérieure à 741, le chroniqueur de Lorsch, transcrivant le récit des Continuateurs de Frédégaire, le modifie par deux fois de la même façon que l'auteur des *Annales Mettenses*³, n'est-on pas porté à admettre qu'ils ont puisé aussi bien l'un que l'autre, pour cette portion de leur ouvrage, dans la compilation qui, nous l'avons dit, devait constituer comme la préface du premier remaniement des *Annales royales*?

* * *

En résumé, les « petites annales » ne nous paraissent à aucun point de vue pouvoir prétendre à un bien haut degré d'ancienneté. Ce sont toutes, au début, de vulgaires compilations, qui se copient les unes les autres et qui ne mériteraient guère de retenir l'attention des historiens s'il ne s'y mêlait parfois des notes de provenance locale ou si elles ne nous avaient conservé des débris d'annales aujourd'hui disparues.

Ces annales disparues cependant sont bien moins nombreuses et bien moins mystérieuses qu'on ne l'a souvent supposé, et la perte la

1. Ainsi les paragraphes III, 8 à 12, calqués sur les *Annales royales*, s'écartent, par contre, beaucoup des *Annales Mettenses*. Parfois des mots des *Annales royales* omis dans la copie des *Annales Mettenses* se retrouvent dans la *Chronique de Lorsch* (par exemple, les mots *inter se* dans la phrase suivante de la Chronique : « et in ipso itinere regnum *inter se*, quid quisque haberet, dividunt »), § III, 1).

2. Par exemple, le § III, 7, consacré à l'entrée de Carloman au couvent, renferme les mots *derelinquit* et *ad limina apostolorum* qui se lisent aussi dans les *Annales Mettenses*, tandis que le reste de la note reproduit avec quelques légères modifications le texte primitif des *Annales royales*.

3. *Chron. Laur.*, § II, 23, éd. Schnorr von Carolsfeld, p. 25 : « Karlus Saxones tributarios fecit » = *Ann. Mett.*, ann. 736, éd. Simson, p. 28, l. 23 : « Saxoniam bello contrivit sibique tributarios fecit »; *Chron. Laur.*, § II, 24-25, p. 25 : « Karlus regionem Provinciae ingrediens, fugato duce Mauronto, qui Saracenos per dolum jam dudum invitaverat, cunctam Provinciam et maritima illa loca suae dictioni subegit » = *Ann. Mett.*, ann. 739, p. 30, l. 9 : « Carolus commoto exercitu universalis partibus Provinciae iter dirigit Avinio-remque iterum cepit totaque Provincia usque litus maris peragrata ad Massiliam pervenit fugatoque duce Moronto, qui quondam Saracenos in suae perfidiae presidium adscivaverat, nullo jam relieto adversario, totam illam regionem Francorum imperio subjugavit. »

plus regrettable semble être celle d'un ouvrage où une édition retouchée des *Annales royales*, qui ne devait pas dépasser l'année 805¹, avait été précédée de notes annalistiques et d'extraits — eux-mêmes retouchés — des Continuateurs de Frédégaire². Encore cette perte n'est-elle pas totale puisque les *Annales Mettenses* nous ont conservé de l'ouvrage perdu une copie, fort peu fidèle sans doute et assaillie de multiples interpolations, mais que la *Chronique de Lorsch* et surtout les « petites annales » elles-mêmes permettent de contrôler en partie.

C'est seulement pour le dernier quart du VIII^e siècle et pour les années suivantes que les « petites annales » commencent à affirmer leur originalité. Mais, pour cette partie même, leurs rédacteurs se sont encore souvent copiés les uns les autres et ont souvent continué à puiser à pleines mains dans les *Annales royales*, corrigéant parfois à bon escient les leçons de ce texte, mais parfois aussi les transcrivant ou les interprétant de façon inexacte et risquant ainsi, dans bien des cas, de nous induire à notre tour en erreur.

Louis HALPHEN.

1. A cette date s'arrête la première partie des *Annales Mettenses*. Ce qui suit comprend : 1^o une reproduction, textuelle cette fois, des *Annales royales*; 2^o une longue note contemporaine relative aux événements de l'année 830. C'est, d'autre part, à 804 que cessent les emprunts faits par la *Chronique de Lorsch*.

2. Plusieurs érudits d'Allemagne ont admis comme nous la perte d'une compilation qui aurait été la source à la fois des *Annales Mettenses* et de quelques autres ouvrages; mais ils en ont donné une idée sensiblement différente en supposant qu'il s'agissait d'une sorte de grande chronique rédigée en l'an 805. Waitz pensait en avoir recueilli d'importants fragments dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. III, p. 26-33, et depuis lors Pückert, M. Kurze, M. Wibel et bien d'autres se sont persuadés que cette chronique, qu'ils ont pris l'habitude de ne plus désigner que par les deux lettres *V. W.* (c'est-à-dire « verlorenes Werk », ouvrage perdu), avait été la source à laquelle presque tous les compilateurs du VIII^e et du IX^e siècle avaient dû puiser. Mais Simon a parfaitement prouvé (dans ses études déjà citées sur les *Annales Mettenses*) que les fragments publiés par Waitz étaient des extraits, non pas d'un ouvrage perdu, mais des *Annales Mettenses* telles que le manuscrit de Durham a permis de les restituer, et c'est directement de ces mêmes *Annales Mettenses* que procèdent toute une série d'ouvrages qu'on rattache indûment au fameux *V. W.* : nous l'avons déjà montré pour les *Annales Guelserbytani*; une simple comparaison de textes permet de l'établir aussi pour les *Annales Lobienses*, pour le *Chronicon Vedastinum*, les *Gesta abbatum Fontanellensis* et la *Chronique de Moissac*.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ITALIE.

PÉRIODE MODERNE (FIN DU XV^e SIÈCLE-FIN DU XVIII^e SIÈCLE).

Dans ce bulletin de l'histoire moderne d'Italie, qui sera fatallement un peu long, puisque le dernier de ce genre a été fait, il y a cinq ans déjà, par le regretté M. Léon-G. Pélissier¹, il nous est difficile ou d'adopter un plan chronologique ou d'étudier les divers États de la péninsule les uns après les autres ; il y aurait à craindre un trop grand morcellement du sujet. Aussi nous a-t-il semblé préférable de nous en tenir, malgré ce qu'elle peut avoir d'arbitraire, à une division logique des questions à étudier. Nous commencerons par l'histoire diplomatique et nous nous occuperons successivement de la politique économique, intérieure, puis religieuse, des mœurs de l'époque, du développement artistique, littéraire et du mouvement philosophique.

I. HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE. — La diplomatie vénitienne a fait l'objet d'une intéressante publication de textes : les principales « relations des ambassadeurs vénitiens au Sénat », que M. A. SEGARIZZI² continue d'éditer. Le volume I nous transportait aux cours de Ferrare, de Mantoue et du Montferrat. Le second s'occupe de la cour de Milan (les huit premiers rapports) et de la cour d'Urbino (les cinq derniers). Il réunit une série de textes qui avaient été déjà édités, moins parfaitement d'ailleurs, et qu'il est utile de trouver rassemblés. Les trois rapports inédits sont ceux qui vinrent de Milan en 1633 (Bertuccio Valier), en 1791 (Andrea Alberti) et en 1794 (Francesco Alberti). Ces documents ont un intérêt historique qui est loin d'être négligeable ; les ambassadeurs vénitiens de cette époque, qui manquaient assez souvent d'astuce et de finesse, étaient au moins de fidèles observateurs, doués de

1. Cf. *Revue historique*, année 1911, t. CVII, p. 117 et 362.

2. Arnaldo Segarizzi, *Relazioni degli ambasciatori veneti al senato dei secoli XVI, XVII, XVIII* (vol. II, 290 p., in-8°, 1913). Le premier volume avait paru en 1912. Ils forment les tomes XXXVI et XLIX de la collection des *Scrittori d'Italia* publiée par l'éditeur Laterza, de Bari.

bon sens, notant avec scrupule les détails minutieux ; et c'est pourquoi les rapports où ils exposaient les faits contiennent d'utiles renseignements sur des événements au reste assez bien connus par ailleurs.

D'autres ouvrages ont paru concernant la politique extérieure de Venise. Outre la contribution de M. ZANCHI à l'étude de la première guerre de Maximilien d'Autriche contre Venise¹, il faut mentionner surtout la publication que M. Alessandro LUZIO a consacrée à la formation de la ligue de Cambrai². Une série de documents qu'il a trouvés aux archives de Mantoue, dont il est le conservateur, lui ont permis de mettre en lumière un des principaux négociateurs de cette ligue, un Allemand, vivant au milieu des cours italiennes de la Renaissance : Niccolò Frisio. Luigi da Porto en avait déjà parlé dans la première de ses « *Lettere storiche* », ainsi que Bembo au livre VII de sa *Storia veneziana* ; et ce qu'ils en disaient l'un et l'autre nous permettait déjà de nous faire une idée de son activité ; ses lettres et ses nombreuses dépêches, publiées par M. Luzio, nous montrent que cette activité fut prodigieuse. « Pendant une année entière, il parcourut la moitié de l'Europe pour nouer les fils des intrigues et les tenir solidement tendus, malgré les dangers qu'il y avait de les voir brisés, à cause de l'humeur variable des cours avec lesquelles il était obligé de traiter. » Ainsi se dessine la figure d'un des principaux ouvriers des négociations qui amenèrent Louis XII et Maximilien à signer le traité de Cambrai (décembre 1508), dirigé en apparence contre les Ottomans, mais en réalité contre les Vénitiens, usurpateurs des droits et des biens du Saint-Siège.

Un autre épisode des rapports franco-vénitiens est étudié par M. G. ZULIAN, qui a voulu démontrer que les relations entre le cardinal Mazarin et la sérénissime république furent cordiales³. D'après lui, Mazarin fut jusqu'à sa mort un ami du gouvernement vénitien ; lorsque éclata la guerre de Candie, qui, prétend M. Zulian, ne fut pas du tout fomentée par lui, il fit tous ses efforts pour porter secours à la grande république de l'Adriatique. D'une part, Venise soutint la politique française, soit dans la question de Casale, soit dans les négociations pour la paix de Westphalie.

1. Francesco Teresio Zanchi, *la Prima guerra di Massimiliano contro Venezia (1507-1508)*. Padova, tip. Crescini, 1916, in-8°, 70 p.

2. Alessandro Luzio, *I preliminari della Lega di Cambray concordati a Milano ed a Mantova*. Milano, Cogliati, 1912, 70 p.

3. G. Zulian, *le Relazioni tra il cardinale Giulio Mazzarino e Venezia*. Venezia, 1909-1911.

D'autre part, Mazarin recherchait l'alliance de Venise contre la maison des Habsbourg; il espérait qu'elle lui permettrait de chasser les Espagnols de Lombardie. M. Zulian pousse d'ailleurs sa thèse jusqu'à l'exagération en voulant démontrer que Mazarin ne fut pour rien dans le conflit turco-vénitien et en oubliant que, malgré tout, la France resta, après comme avant, l'amie de la Porte.

Les premières années de la guerre de Candie (1645-1651) donnent à M. G. GRIMALDO l'occasion d'étudier ce que furent alors les relations entre Venise et l'Espagne¹. Alors que nous avons l'habitude de considérer ces deux États comme ayant eu une politique fatalément opposée, nous sommes étonnés de les voir momentanément rapprochés, à cause de la communauté d'intérêts qu'ils avaient à défendre en Orient.

M. Paolo NEGRI a étudié un point particulier des rapports de l'Italie et de l'Espagne à peu près à la même époque. Son livre, qu'il a intitulé *Relations italo-espagnoles au XVII^e siècle*², devrait avoir comme titre : *Une ambassade de la cour d'Este à la cour d'Espagne en 1630*. Cet excellent ouvrage, qui dénote une connaissance profonde des conditions de la politique espagnole en Italie vers le milieu du XVII^e siècle, a comme source principale les papiers de l'ambassadeur modénais G.-B. Ronchi. Celui-ci avait été envoyé par le duc François I^{er} d'Este à la cour de Philippe IV pour la sauvegarde de quelques-uns de ses intérêts. Ce qu'il y a d'intéressant dans ces papiers, c'est beaucoup moins l'objet de la mission de Ronchi et l'insuccès à peu près complet qui la couronna, que la description de la vie à la cour d'Espagne, les soucis que la situation financière donne au gouvernement espagnol, et les principes de sa politique extérieure.

L'œuvre la plus importante qui ait été consacrée à l'influence espagnole en Italie est sans nul doute celle de M. Benedetto CROCE : *la Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza*³. L'auteur nous avertit lui-même dans la préface qu'il a réuni les matériaux de cette étude il y a déjà fort longtemps, entre 1892 et 1894; il avait alors l'intention d'écrire une grande histoire des rapports politiques et intellectuels de l'Italie et de l'Espagne depuis le moyen

1. G. Grimaldo, *le Trattative per una pacificazione fra la Spagna e i Turchi in relazione con gl'interessi veneziani durante i primi anni della guerra di Candia (1645-1651)*. In-8^e, 92. p.

2. Paolo Negri, *Relazioni italo-spagnole nel secolo XVII*. Rome, Loescher, 1913, in-8^e, 54 p.

3. Benedetto Croce, *la Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza*. Bari, Laterza, 1917, in-8^e, 293 p.

âge jusqu'au XVIII^e siècle. Le livre qu'il publie aujourd'hui n'est donc qu'un fragment de cette histoire; il concerne la seule période de la Renaissance, avec une introduction sur l'époque qui précède. Après avoir analysé la « colonisation espagnole de Naples », commencée par Alphonse d'Aragon, il passe à celle de Rome, due à l'élévation sur le trône pontifical d'Alphonse Borja (ou Borgia), pape sous le nom de Calixte IV, créature du souverain aragonais. Il examine successivement l'extension de la culture espagnole et l'influence qu'elle exerça sur les mœurs, les lettres et les arts en Italie. Au cours de cette analyse, le but principal de M. Benedetto Croce est de démontrer que la décadence italienne n'a pas comme cause essentielle la domination espagnole. Dans la première moitié du XVI^e siècle, Italie et Espagne avaient bien des raisons de ne pas sympathiser. Il faut pourtant reconnaître qu' « ils travaillaient à la cause de l'Italie ces nombreux Italiens qui servaient alors le gouvernement espagnol, répandaient leur sang sur tous les champs d'Europe et s'estimaient ainsi non pas traitres, mais fidèles à leur patrie ». M. Croce soutient qu'une des meilleures preuves que l'Espagne ne représentait pas une puissance ennemie et malfaisante, c'est la conscience même des contemporains, qui, en général, étaient satisfaits, et orgueilleux parfois, de voir leur pays uni à l'Espagne. A ce point de vue, un des états d'esprit les plus curieux fut celui de Campanella, qui, ayant conspiré contre l'Espagne pour la réalisation d'une république communiste, d'une cité du soleil, reprit cette utopie, en l'harmonisant avec la domination espagnole, qu'il souhaitait voir s'étendre au monde entier.

Il est donc exagéré d'attribuer à l'influence espagnole une part prédominante dans la décadence italienne. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'à la fin du XVI^e siècle Italie et Espagne étaient également en décadence pour des raisons différentes : l'une, pour trop de maturité artistique et intellectuelle et pas assez de maturité politique ; l'autre, pour être économiquement faible et inorganique. Lorsque le mouvement réformateur prit consistance, c'est en Italie et en Espagne que l'Église trouva, d'abord, ses plus solides appuis. Il y eut donc à cette époque plutôt analogie et parallélisme dans la destinée historique des deux pays qu'influence de l'un sur l'autre. Et pour en arriver à cette conclusion, qui contient une grande part de vérité, M. Benedetto Croce a eu le mérite de mettre en lumière ce qu'a eu de bon la diffusion de la culture espagnole en Italie au XVI^e siècle et ce que les Italiens en ont accepté.

Les rapports de l'Italie et de la France ont fait l'objet de quelques importantes publications dont la *Revue* s'est déjà occupée ou dont

elle s'occupera. C'est pourquoi nous ne faisons que les mentionner, non sans noter qu'elles ont les unes et les autres un grand intérêt. Dans la collection du *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, M. Édouard DRIAUT a publié le tome XIX, concernant Florence, Modène et Gênes, et M. Jean HANOTEAU s'est chargé, au tome XX, de l'histoire des relations du gouvernement français avec le Saint-Siège depuis 1724 jusqu'à 1793¹.

Sur les guerres d'Italie, M. G. S. RAMUNDO, publie à nouveau un document intéressant, déjà connu², qui est l'instruction donnée par Alexandre VI aux nonces envoyés en France pour essayer de détourner Louis XII de l'idée d'une expédition en Italie. Il y ajoute une partie inédite, qui est l'ensemble des prétentions de la couronne française sur le pays napolitain, prétentions auxquelles Alexandre VI oppose celles des Aragonais, jusqu'alors confirmées par tous les papes. La politique de Louis XII avait formé l'essentiel des études de M. Léon-G. PÉLISSIER; il voulait écrire une histoire complète de son règne, dont le *Louis XII et Ludovic Sforza* n'était qu'un chapitre. La série de documents qu'il a publiés peu avant sa mort contiennent des détails nombreux sur les relations entre Ludovic le More et l'Empereur en 1497³. Outre plusieurs lettres-patentes envoyées par Louis XII, en tant que duc de Milan, de 1499 à 1501, il faut y noter également la chronique de Giacomo Gohory, qui présente sous un jour nouveau certains événements du règne de Louis XII. D'autre part, ce que fut la politique française à l'égard de l'Italie vers le milieu du xvi^e siècle a été exposé par M. Lucien ROMIER dans son ouvrage fondamental, en deux volumes, sur les *Origines politiques des guerres de religion*, dont il a été longuement parlé dans cette Revue⁴.

Il ne faut pas oublier non plus, pour l'histoire des rapports franco-italiens, le livre de M. André LE GLAY sur la *Conquête de la Corse par les Français*, dont le second volume traite de la Corse pendant la guerre de la Succession d'Autriche. Puisqu'il a été ici

1. Cf., pour la publication de M. Édouard Driault, *Revue historique*, année 1914, t. CXVI, p. 121.

2. G. S. Ramundo, *Il diritto degli Aragonesi sul Napoletano ed il ricordo della calata di Carlo VIII in un' istruzione di Alessandro VI*. Sulmona, Tip. sociale, 1912, in-8°, vii-32 p.

3. Léon-G. Pélissier, *Documents relatifs au règne de Louis XII et à sa politique en Italie*. Montpellier, 1912.

4. Cf. *Revue historique*, 1913, t. CXIV, p. 159, et 1914, t. CXVI, p. 364.

même l'objet d'une étude particulière¹, nous ne faisons que le mentionner.

Deux volumes importants s'occupent des rapports de l'Italie avec les cantons suisses : celui de M. Lucien CRAMER et celui de M. Eligio POMETTA. Pendant trois siècles environ, une des principales ambitions de la maison de Savoie avait été de s'emparer de la souveraineté sur la ville et le pays de Genève. A la fin du xv^e siècle, il semblait bien que le succès de ses desseins fût à peu près assuré. Or, au commencement du xvi^e siècle, la maison de Savoie étant rentrée dans l'ombre, les cantons suisses occupent Genève, qui passe sous la tutelle bernoise. Lorsque la paix de Cateau-Cambrésis eut redonné à Emmanuel-Philibert sa couronne, il songea de nouveau à la souveraineté perdue sur la seigneurie de Genève. M. Cramer² a étudié toutes les négociations par lesquelles Emmanuel-Philibert cherche à arriver à ses fins, présentant dans un premier volume le récit des négociations et dans un second la série de documents qui appuient ce récit. L'obstination du duc de Savoie fut heureuse, car il arriva au résultat suivant : par le traité de Lausanne, il rentrait en possession d'une bonne partie des terres dont l'avait dépouillé le canton de Berne, et en second lieu, par un accord stipulé à Genève en 1570, il était entendu que Genève ne signerait aucun traité d'alliance sans l'autorisation du duc. Cette conclusion des négociations du prince qu'on a appelé « Tête de fer » n'empêchait pas que déjà se dessinât une lutte d'influences en Suisse entre les deux maisons de Savoie et de France, la France protégeant les cantons de Soleure et de Berne et aussi Genève, tandis que le duc de Savoie s'unissait aux cantons catholiques. M. Cramer réserve pour une étude postérieure l'histoire de cette lutte d'influences et de l'œuvre de Charles-Emmanuel, le successeur d'Emmanuel-Philibert, jusqu'au traité de Saint-Julien, qui ne tint plus compte des droits émis par la couronne de Savoie sur la seigneurie de Genève.

M. Eligio Pometta³, en étudiant, dans un livre très consciencieux, solidement documenté, intéressant, quoique d'une lecture difficile, soutient une thèse tout opposée à celle de M. de Maulde La Clavière, d'après lequel les trois cantons primitifs avaient occupé Bellinzona par un coup de surprise, en violant les promesses faites

1. Cf. *Revue historique*, 1913, t. CXIII, p. 379.

2. Lucien Cramer, *la Seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559 à 1603. 1^{re} partie : 1559-1580*. Paris, Fontemoing, 2 vol., 1912.

3. Eligio Pometta, *Come il Ticino venne in potere degli Svizzeri*, 2 vol. Bellinzona, Colombi, 1912-1913, 208 et 240 p.

à la France. Pour M. Pometta, la question se pose d'une façon toute différente. A l'encontre du canton de Berne et des cantons septentrionaux, qui dirigeaient leur commerce surtout vers le Rhin ou vers l'Aar, les cantons primitifs (en particulier celui d'Uri) tenaient à avoir libre accès vers les marchés lombards. Mais, s'ils furent amenés à l'occupation des routes d'accès elles-mêmes, ce fut avec le consentement des populations qui y résidaient. Lorsque les Français se furent emparés, en 1499, du duché de Milan, les habitants de Bellinzona prirent très énergiquement le parti de Ludovic le More, à qui ils étaient entièrement dévoués. Une fois Ludovic le More fait prisonnier par les Français, les habitants de Bellinzona, pour ne pas subir la loi de Louis XII, se donnèrent, le 14 avril 1500, aux habitants d'Uri, qui revenaient des plaines de Lombardie. C'est de cette façon que les trois cantons devinrent les maîtres de Bellinzona. La manière dont ils établirent leur domination sur les autres terres du canton du Tessin établit, selon M. Pometta, la vérité de la thèse qu'il soutient. « Le Tessin se fit suisse, une fois que le duché de Milan eut été conquis, par haine pour la domination française » (p. 54 du vol. II). « Non seulement le Tessin ne fut pas conquis par les Suisses, dans le vrai sens du mot, mais, après qu'il fut devenu suisse, il sut rendre de signalés services, dès le début, à ses oppresseurs, services dont ceux-ci ne tinrent compte ni au point de vue politique et historique, ni encore moins point de vue économique » (p. 134 du vol. II).

Tels sont les principaux ouvrages intéressant l'histoire diplomatique de l'Italie durant les temps modernes. Il ne nous reste qu'à signaler une étude de détail, celle que M. Romolo GUAZZA a consacrée au séjour mouvementé du cardinal Alberoni sur le territoire de la République de Gênes¹. Ce séjour d'un proscrit faillit avoir pour Gênes de graves conséquences. L'ambitieux cardinal, qui avait échoué dans son dessein de redonner à l'Espagne une partie de l'Italie méridionale, avait espéré trouver la tranquillité en Ligurie. L'Espagne, la France, l'Angleterre et le pape ne lui laissèrent, au contraire, aucun repos, et firent une série de démarches pour prier le gouvernement génois de l'expulser. La lenteur avec laquelle Gênes répondit à ces demandes fit éclater contre elle la fureur des autres États, et il fallut la réunion du conclave pour l'élection d'un nouveau pape, et par conséquent la venue du cardinal Albéroni à Rome pour calmer les esprits. C'est alors seulement

1. Romolo Guazza, *la Cattura del Cardinale Giulio Alberoni e la Repubblica di Genova*. Genova, Peyré e Cardellini, in-8°, 1913, 173 p.

que Gênes vit ses relations s'améliorer avec la papauté et un peu plus tard avec l'Espagne.

Parmi les travaux concernant l'histoire militaire, nous ne citons que pour mémoire la dissertation minutieuse de M. Karl STALLWITZ sur la bataille de Cérisole (1544)¹ et le très faible livre que M. Émilio SALARIS a consacré à une famille de militaires italiens, les Savorgnano. Ce n'est qu'une œuvre de vulgarisation, assez mal présentée, avec des erreurs et des inexactitudes nombreuses, sans nulle étude critique des sources². Plus digne d'intérêt et plus utile est certainement le livre de M. Tommaso SANDONNINI sur le général Raimondo Montecuccoli³. L'auteur n'a pas eu l'intention de faire, après Campori, et d'une façon plus définitive, une biographie complète du grand capitaine du XVII^e siècle. Il dit lui-même que son but a été plus modeste : il a voulu réunir de « simples notes biographiques », sans étudier d'une façon approfondie les événements auxquels prit part Montecuccoli. Il s'occupe surtout de Montecuccoli par rapport à l'Italie, et c'est pourquoi il insiste assez longuement sur la guerre de Castro ; malgré l'amour du général pour l'Allemagne, M. Sandonnini vante son « *italianità* » et la prédilection qu'il avait pour sa langue natale. L'ouvrage contient un arbre généalogique complet de la famille Montecuccoli, avec de nombreuses notes explicatives ; on est heureux d'y trouver partout une sévère critique des sources, une documentation copieuse et souvent nouvelle.

II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — Nous avons, dans ce domaine, très peu de publications à signaler. Dans la collection des « *Scrittori d'Italia* », M. Augusto GRAZIANI a édité plusieurs textes des économistes du XVI^e et du XVII^e siècle⁴ : l'*Alitinonfo* de Gasparo Scaruffi (1579) ; le *Breve trattato delle cause che possono far abbandonare li regni d'oro e argento dove non sono miniere*, d'Antonio Serra (1613) ; et enfin la *Zecca*, « *trattato mercantile* », de Gemignano Montanari (1683).

M. Cesare de CUPIS a exposé les vicissitudes de l'agriculture dans l'*agro romano*⁵, en faisant remonter son étude jusqu'aux temps de la Rome antique. Pour faire cette histoire, on n'a jusque

1. Karl Stallwitz, *Die Schlacht bei Ceresole (1544)*. Berlin, Ebering, 1911.
2. Emilio Salaris, *Una famiglia di militari italiani dei secoli 16^e e 17^e : I Savorgnano*. Roma, Benedetti, 1913, in-8°, 184 p.

3. Tommaso Sandonnini, *Il generale Raimondo Montecuccoli e la sua famiglia. Note storico-biografiche*. Modena, 1913, in-8°, xi-163 p.

4. *Economisti del Cinque e Seicento*, a cura di Augusto Graziani. Bari, Laterza, 1913, 400 p.

5. Cesare de Cupis, *le Vicende dell' agricoltura e della pastorizia nell' agro romano*. Roma, Bertero, 1911, in-8°, xi-789 p.

vers 1400 que très peu de renseignements. Au début du xv^e siècle, le développement agricole est si faible dans la campagne romaine qu'elle est à peu près entièrement transformée en un immense pâtrage. Les loups viennent jusqu'aux abords du Vatican. Sous Pie V, la papauté fait des efforts pour dessécher les marécages, rendre certains terrains cultivables. Il y a une nouvelle décadence sous Grégoire XIII et de nouveaux progrès sous Sixte V. Puis, jusque vers la fin du xviii^e siècle, ce sont des mesures empiriques que prennent les papes, sans arriver d'ailleurs à faire produire à « l'agro romano » ce qui est nécessaire aux besoins de la ville de Rome. L'œuvre législative et économique de tous les papes est minutieusement étudiée par M. de Cupis ; et c'est ce qu'il y a de plus complet sur la question.

Les autres publications dont nous avons à parler traitent de points de détail qui ont un intérêt presque uniquement local. M. MASSA¹, au milieu de la liste des salaires des divers métiers, à Bari depuis 1449 jusqu'à 1732, donne quelques renseignements sur le développement des industries agricoles dans la région des Pouilles, du xv^e au xviii^e siècle, et aussi sur la condition des travailleurs des campagnes et des villes à la même époque. Quant aux études de M. Giuseppe PARDI² sur la population dans le pays de Ferrare, de 1598 jusqu'à nos jours, et de M. Ciro FERRARI³ sur le service de santé, tel qu'il fut organisé à Padoue dans la première moitié du xvii^e siècle, nous ne les mentionnons que pour les qualités de précision et de consciencieuse analyse dont les auteurs ont fait preuve à propos de questions qui n'ont que très peu d'importance pour l'histoire générale d'Italie.

III. HISTOIRE POLITIQUE. — L'histoire de Venise a été, ces dernières années, étudiée dans quelques-uns de ses à côtés curieux. — M. Agostino ZANELLI, en analysant les preuves de dévouement que la ville de Brescia donna à sa métropole, montre par là même tout ce que la métropole exigeait de ses vassales⁴. Malgré les taxes que Brescia devait payer au gouvernement vénitien, la ville était prospère à la fin du xv^e siècle. La situation

1. Carlo Massa, *I salari dei mestieri in Terra di Bari dal 1449 al 1732*. Roma, *Giornale degli Economisti*, 1911.

2. Giuseppe Pardi, *Sulla popolazione del Ferrarese dopo la devoluzione*. Ferrara, Zuffi, 1910.

3. Ciro Ferrari, *l'Ufficio della Sanità di Padova nella prima metà del secolo XVII* (extrait des *Miscellanea di storia Veneta*. Série III, t. I. Venezia, 1909, in-8°, xvi-265 p.).

4. Agostino Zanelli, *la Devozione di Brescia a Venezia e il principio della sua decadenza economica nel secolo XVI*. Milano, Cogliati, 1912, in-8°, 80 p.

changea au moment où commencèrent les guerres d'Italie; son appauvrissement ne l'empêcha pas cependant de continuer à fournir des subsides à Venise, qui prenait part aux luttes entre les maisons d'Autriche et de France : et cette fidélité est un fait digne d'être remarqué. A propos de l'organisation judiciaire de la ville de Padoue, M. Giannino FERRARI examine, lui aussi, quelques-uns des caractères de la domination vénitienne¹. L'œuvre, qui s'appuie sur des recherches très nombreuses et sérieuses faites dans les archives de Padoue, définit, au milieu de l'étude très précise des différents organismes de justice, la « progressive substitution, dans le domaine des lois, de la *Dominante* aux autorités locales ». Le gouvernement de Venise voulut réformer la justice et les lois. Au début du xv^e siècle, en occupant une si grande étendue de territoires, il avait promis aux villes occupées de les laisser se gouverner avec leur propre législation. Ce ne fut qu'une promesse purement formelle; car Venise, tout en déclarant qu'elle maintenait l'antique administration de la justice, la remplaçait peu à peu par la législation vénitienne; et elle s'emparait ainsi à peu près complètement du pouvoir judiciaire.

Au début du xvi^e siècle, l'ambition de Venise eut beaucoup à craindre de celle de César Borgia; M. Antonio BONARDI, dans une étude qu'il lut à l'annuelle réunion de la « R. Deputazione veneta di Storia patria », raconte ce que fut ce conflit de deux ambitions². Venise, ne voulant pas se brouiller avec Alexandre VI, n'osa point attaquer César Borgia, tant que le pape fut vivant. Mais aussitôt après sa mort, elle fit tous ses efforts pour ruiner en Romagne le pouvoir des Borgia. En appendice à son étude, M. Bonardi publie des documents utiles, dont une instruction aux recteurs de Ravenne (6 septembre 1503), qui montre les hésitations de la politique vénitienne à cette époque.

César Borgia a été l'objet d'une étude d'ensemble par M. William Harrison WOODWARD³. C'est un bon livre de vulgarisation, accompagné d'une bibliographie à peu près complète. Il y a de nombreux renseignements sur la famille Borgia, pris surtout à des sources espagnoles, une exposition intelligente de la politique d'Alexandre VI, avec une tendance à ne considérer en lui que le

1. Giannino Ferrari, *l'Ordinamento giudiziario a Padova negli ultimi secoli della Repubblica Veneta*. Venezia, 1914, xx-205 p.

2. Antonio Bonardi, *Venezia e Cesare Borgia*. Venezia, 1911 (extrait du *N. Archivio Veneto*, N. S., vol. XX).

3. William Harrison Woodward, *Cesare Borgia; a biography, with documents and illustrations*. London, Chapman and Hall, 1913, in-8°, xi-477. p.

chef d'un État et à négliger son rôle dans l'histoire religieuse. Dans le jugement qu'il porte sur cet étrange personnage de la Renaissance italienne, il essaye d'expliquer la fascination qu'il exerça sur Machiavel, n'osant pas se prononcer avec certitude sur l'ensemble de son caractère. Les hésitations proviennent de ce que, malgré tout, on n'a pu se prononcer sur toutes les accusations qui ont été portées contre César Borgia. En abordant la question du meurtre du duc de Gandie, M. Harrison disculpe César. Les raisons qu'il invoque sont à peu près les mêmes que celles qui appuient la conviction de M. Alessandro Luzio au chapitre v de son « *Isabelle d'Este et les Borgia*¹ » : la force avec laquelle Alexandre VI accusait les Orsini et l'énergie qu'il mit à poursuivre l'enquête (énergie qu'il n'aurait pas déployée s'il avait pu prévoir que le vrai coupable fût le frère même du duc de Gandie, César Borgia). L'examen de cette accusation n'est d'ailleurs qu'une toute petite partie du volume de M. Luzio.

On sait que depuis très longtemps M. Luzio se consacre à l'histoire d'Isabelle d'Este. Comme autrefois en collaboration avec M. Rodolfo Renier, il présente maintenant seul, les résultats des patientes recherches qu'il est mieux placé que personne pour mener à bien, puisqu'il est directeur des archives de Mantoue. Outre les rapports d'Isabelle d'Este et des Borgia, il a étudié au cours de ces dernières années, ceux de la marquise de Mantoue et de Jules II². On retrouve dans ces deux livres de M. Luzio les mêmes qualités que dans les précédents. Ils offrent une mine très riche de documents publiés presque tous intégralement; beaucoup d'événements sont ainsi présentés sous un jour nouveau. Mais il arrive qu'au cours de l'exposition qui en est faite, les détails soient traités avec la même complaisance que les questions importantes, en sorte qu'il faut parfois une nouvelle distribution des valeurs, pour se faire une idée exacte de ce qui ressort des documents apportés par M. Luzio. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a contribué plus que personne à rendre possible une grande étude d'ensemble sur Isabelle d'Este; cette étude n'a pas encore été faite; car nous ne pouvons pas considérer comme un sérieux livre d'histoire celui de M^{me} Julia CARTWRIGHT qui a été traduit en français, il y a quatre ans, et édité avec de nombreuses et belles gravures³.

1. Alessandro Luzio, *Isabelle d'Este e i Borgia*. Milano, Cogliati, 1915, p. 274.

2. A. Luzio, *Isabella d'Este di fronte a Giulio II negli ultimi tre anni del suo pontificato*. Milano, Cogliati, 1912, p. 249.

3. Julia Cartwright, *Isabelle d'Este, marquise de Mantoue (1474-1539)*, traduction française. Paris, Hachette, 1912, xviii-461 p.

L'histoire de Mantoue et des Gonzague a tenté un autre érudit. M. Giuseppe FOCHESSATI nous a donné sur les Gonzague et le dernier duc de Mantoue un volume qui est loin de valoir, comme documentation et solidité d'information, ceux de M. Luzio. Tout ce qui, dans cette publication, traite de la famille des Gonzague et de leur puissance avant 1530 est mal étudié et très incomplet. L'étude de la seconde moitié du xvi^e siècle est faite d'une façon plus sérieuse. La partie la mieux documentée est celle qui concerne le dernier duc de Mantoue, Ferdinand-Charles, pauvre être dégénéré, qui avait trouvé en son père et en sa mère de tristes modèles de corruption. Des recherches faites aux archives de Venise et de Mantoue donnent à cette partie du volume un intérêt que les autres n'ont pas¹.

Un assez grand nombre de publications ont été consacrées à l'histoire du Piémont et surtout à Victor-Amédée II; ç'a été pour les historiens le meilleur moyen de célébrer le bi-centenaire du couronnement de Victor-Amédée II comme roi de Sicile. M. Carlo CONTESSA² a démontré que la Sicile, cédée à Victor-Amédée en 1713, avait été souvent l'objet de ses ambitions; lorsque l'héritage de Charles II d'Espagne était devenu vacant, le duc avait songé à échanger tous ses territoires contre les royaumes de Naples et de Sicile. Au reste, il désirait plus et mieux. La possession du duché de Milan lui semblait beaucoup plus avantageuse, et il avait de vastes projets; ayant déjà le Piémont, la Savoie et la Sardaigne, il espérait ajouter à la couronne de son fils Milan et Naples par un mariage avec une archiduchesse autrichienne; il est peut-être exagéré de dire à ce propos que Victor-Amédée II avait déjà l'idée de la grande unification; il est juste de le considérer comme un prince actif et d'aspirations larges.

M. Prospero CARDONA a étudié, de son côté, quelques aspects de la courte domination de Victor-Amédée II sur la Sicile³; sa monographie des villes de Catane et de Syracuse est utile pour l'histoire de l'île à cette époque; elle contient d'intéressants détails sur sa situation financière et sur la répartition des forces militaires qui la défendaient contre les Turcs.

D'autres publications contribuent à donner un vigoureux relief

1. Giuseppe Fochessati, *I Gonzaga di Mantova e l'ultimo duca*. Mantova, A. Bedulli, 1912, in-16, 331 p.

2. Carlo Contessa, *I regni di Napoli e di Sicilia nelle aspirazioni italiane di Vittorio Amedeo II di Savoia (1700-1713)*. Torino, Bocca, 1911, in-8°, 139 p.

3. Prospero Cardona, *Contributo alla storia del regno di Vittorio Amedeo II di Sicilia. Catania e Siracusa dal 1713 al 1720*. Catania, Giannotta, 1912, in-8°, 80 p.

au caractère de Victor-Amédée II : par exemple, celle où M. Francesco GUASCO¹ reproduit les lettres adressées par le duc au sénateur comte Benso, secrétaire de la Guerre, et où il s'occupe lui-même de tout le détail de l'organisation de l'armée; dans un style souvent assez défectueux, il donne ses instructions sur la discipline qu'il faut maintenir, sur les rations de pain et de farine que l'on doit distribuer. Les lettres publiées par M. DE MAGISTRIS² sont curieuses comme expression de l'énergie de Victor-Amédée II, qui, au moment du siège de Turin (1706), prêche au commandant de la place la résistance à tout prix et écrit partout pour demander aide et secours. C'est une autre face de son caractère ferme et volontaire qui est mise en lumière par M. Guglielmo DELLA PORTA³ dans le petit livre où il expose les principes de sa politique ecclésiastique. Il étudie la question sous ses divers aspects, en commençant par décrire les abus de l'autorité ecclésiastique en Piémont au XVII^e siècle et en allant jusqu'en 1727, année où l'ambassadeur savoyard auprès du Saint-Siège, d'Ormea, obtint par son habileté plusieurs concessions de Benoit XIII (c'est vers cette même époque que le duc fut reconnu roi de Sardaigne). Travail intéressant qui analyse bien les difficultés nombreuses qu'il fallut affronter pour établir la suprématie de l'État en matière religieuse. Victor-Amédée II fut, dans cette politique, à la fois habile et énergique; car tout en s'affirmant catholique et en se disant soumis aux volontés pontificales, il revendiquait avec intransigeance les droits de l'autorité civile contre ceux de l'autorité religieuse.

D'autre part, la duplicité de Victor-Amédée II comme diplomate apparaît clairement dans l'étude de M. A. TALLONE sur Victor-Amédée et la Quadruple-Alliance⁴. M. Tallone essaie de le justifier de l'accusation de machiavélisme qu'on peut aisément porter contre lui en le voyant traiter en même temps avec l'Espagne et l'Autriche. C'est de la rétrocéssione de la Sicile qu'il s'agit; l'Empereur, à Utrecht, ne s'est résigné que de mauvaise humeur, sur l'ordre de l'Angleterre, à l'abandonner à Victor-Amédée. Pour essayer de la conserver ou de s'assurer au moins une compensation, Victor-Amédée est obligé de recourir à toutes les astuces.

1. Francesco Guasco, *Vittorio Amedeo II nelle campagne dal 1691 al 1696 secondo un carteggio inedito*. Casale, 1914, in-8°, 72 p.

2. Carlo Pio De Magistris, *Lettere di Vittorio Amedeo II nel periodo dell'assedio di Torino del 1706*. Torino, Opes, 1914.

3. Guglielmo Della Porta, *la Politica ecclesiastica di Vittorio Amedeo II*. Casale, 1914.

4. A. Tallone, *Vittorio Amedeo II e la quadruplici Alleanza*. Torino, L. Checchini, 1914, in-8°, 75 p.

Ce sont là quelques-unes des publications importantes qui ont paru au cours de ces dernières années sur la maison de Savoie. Mentionnons aussi, sans insister autrement, puisque la *Revue* en a déjà parlé, l'*Histoire de Savoie* de M. L. DIMIER et celle de M. DUFAYARD¹.

La *Storia di Firenze* de M. Romolo GAGGESE étant arrivée à peine au début du xvi^e siècle, elle n'appartient pas encore au domaine historique que nous étudions; et la seule œuvre importante que nous ayons à examiner dans le domaine florentin est celle de M. Antonio ANZILOTTI sur la *Crise constitutionnelle de la République florentine*². La période qui va de l'expulsion de Pierre de Médicis à la chute de la République en 1527 est une des plus obscures et des plus agitées. Pendant une quarantaine d'années, on voit se succéder les gouvernements les plus divers, jusqu'à l'établissement définitif de l'absolutisme. M. Anzilotti l'a étudiée dans un des livres les plus importants d'histoire politique qui ait été publié en Italie dans ces dernières années.

Dans un précédent volume, il avait analysé les institutions par lesquelles Alexandre et Cosme de Médicis avaient jeté les bases de la constitution établissant le pouvoir personnel³. C'était un thème historique assez nouveau, car jusqu'alors les historiens de Florence, aussi bien Galluzzi que Reumont et Perrens, avaient défini surtout les causes extérieures qui avaient provoqué la chute de la République florentine. On n'avait que très peu songé aux vicissitudes de politique intérieure, à l'évolution juridique d'où était sorti l'État nouveau. Cosme I^{er} avait su très habilement satisfaire les ambitions de certaines grandes familles en leur donnant un pouvoir tout théorique, sans valeur ou presque, auprès du pouvoir réel dont disposaient les conseillers intimes et les hommes de confiance du duc.

Dans son nouveau livre, M. Anzilotti examine les raisons pour lesquelles le pouvoir absolu a fait une si rapide et si solide fortune; il s'en tient, comme dans son précédent ouvrage, à l'étude des causes purement internes liées à l'évolution des institutions. Certains défauts de composition, des obscurités dans l'exposition, de la prolixité parfois sont peu de chose à côté de l'intérêt et de l'importance des conclusions apportées par l'auteur. Dans ses recherches, M. Anzilotti

1. Cf. *Revue historique*, 1914, t. CXVI, p. 148.

2. Antonio Anzilotti, *la Crisi costituzionale della Repubblica fiorentina*. Firenze, Seeber, 1912, in-8°, VIII-151 p.

3. A. Anzilotti, *la Costituzione interna dello stato fiorentino sotto il Duca Cosimo I dei Medici*. Firenze, Lumachi, 1910, 212 p. (cf. *Revue historique*, Bulletin de M. Léon-G. Pélissier, année 1911, t. CVII, p. 314).

a utilisé surtout les *Provisioni*, conservées aux archives florentines, qui contiennent les délibérations du gouvernement de la République, en exposent les motifs et sont ainsi un précieux commentaire des diverses phases de sa décadence.

Un des mérites du livre est d'avoir bien mis en lumière le rôle, dans l'État florentin, de la classe des « grands », de ceux qu'on appelait les *ottimati*, qui vivaient du commerce et de l'industrie et qui en devenaient riches. Ils sont sans cesse en lutte avec le *popolo* qui est attaché aux formes traditionnelles de la commune. Ce conflit est le plus important de l'histoire intérieure de Florence. Lorsque l'un de ces deux partis l'emporte, il a entre ses mains un organe qui lui donne un grand pouvoir: c'est la *balia*, assemblée extraordinaire exerçant une grande autorité sur les diverses magistratures communales et distribuant largement les faveurs et les charges. C'est de l'œuvre de la *balia* de 1458 que part M. Anzilotti pour examiner les changements successifs qui se produisirent dans le gouvernement de Florence. De telles conditions de gouvernement ne font qu'accentuer le contraste profond qu'il y avait entre la constitution théorique et son application. En droit, la constitution est démocratique et s'appuie sur la participation de tous les citoyens à la direction des affaires publiques. En fait l'ambition des « *ottimati* » est d'établir un « *governo ristretto* », comme on disait à cette époque.

Il pouvait suffire d'une volonté ferme et décidée pour établir à son profit l'équilibre entre ces tendances contradictoires. Cette volonté fut celle de la famille des Médicis. Portée au pouvoir par le peuple, elle tente d'abord de s'appuyer sur lui pour gouverner; puis, jugeant que les « *ottimati* » sont les plus forts, elle compte avec eux et, s'unissant à eux, les domine. En leur accordant beaucoup d'avantages, les Médicis consolident leur pouvoir. La création d'organes nouveaux, le Conseil des Cent en 1471 et celui des Soixante-Dix en 1480, qui sont des délégations des « grands », est une base de la suprématie médicéenne. C'est une ébauche du futur absolutisme.

Puis, avec l'expulsion de Pierre de Médicis, la lutte entre les deux partis reprend très âpre; à un moment donné, le peuple peut se croire victorieux par la création du « *gonfalonierato* » à vie; mais c'est une victoire de brève durée. Les partisans du « *governo ristretto* », peu après avoir repris le dessus, rappellent les Médicis (1512). Laurent, duc d'Urbin, gouverne alors de telle façon qu'on peut dire que sa « *Signoria* » est une étape presque décisive vers le pouvoir absolu. On voit se dessiner la double tendance qui devait le

caractériser : s'appuyer en partie sur le menu peuple (popolo minuto pour faire contrepoids aux ambitions des « grands » ; et d'autre part s'entourer de gens qui, n'appartenant à aucun parti ou étant même étrangers à la ville, devenaient les intermédiaires entre le chef et les groupes de citoyens, en même temps que les interprètes fidèles de la volonté du « Signore ». Le secrétaire de Laurent, Goro Gheri, est un excellent type de ce genre de serviteurs dévoués. Une dernière crise est marquée par une lutte violente entre les deux partis. Puis les Médicis reviennent. La République meurt, et sous l'égide du prince se crée l'organisation technique de l'État moderne.

Comme on le voit à travers cette brève analyse, ce qui ressort du livre de M. Anzilotti, c'est l'action prépondérante qu'a exercée la classe des « ottimati » dans le développement de la crise constitutionnelle ; d'après lui, ils sont les responsables de la décadence du gouvernement démocratique et de l'avènement de l'absolutisme. Bon gré mal gré, les « grands » tendaient au même but que les Médicis eux-mêmes. Il n'est pas sûr cependant que ce fût de bon gré. Car le meilleur moyen pour les « ottimati » de garder le pouvoir, c'était de maintenir des institutions de forme républicaine. Le fait certain est que, pour arriver à les dominer, les Médicis durent les corrompre. Les « grands » ont été bien plutôt pendant longtemps un obstacle à l'établissement de l'absolutisme médicéen et il est infiniment probable que, si cette classe de commerçants enrichis n'avait eu de violentes ambitions politiques, cet absolutisme se serait établi beaucoup plus rapidement avec le concours et l'appui du menu peuple.

Une fois que Cosme I^{er} fut duc de Toscane, il finit par juger que ce titre était insuffisant et par vouloir consolider sa puissance de plus imposante façon. La réalisation de cette ambition a été étudiée par M. Carlo Pio de MAGISTRIS et par M. V. BIBL¹. M. de Magistris a publié quatorze dépêches de l'ambassadeur français, Charles d'Angennes, au roi de France (19 décembre 1569-31 juillet 1570). Elles contribuent à faire mieux connaître la politique de Charles IX dans le conflit qui se produisit alors entre le pape et l'Empire à propos de la question du grand-duché de Toscane. M. Bibl étudie, lui, le fond de la question. Une des raisons principales pour laquelle Cosme I^{er} de Médicis désirait un titre plus élevé que

1. Carlo Pio De Magistris, *L'elevazione di Cosimo I de' Medici alla dignità di granduca della Toscana nelle lettere dell' ambasciatore di Francia a Roma (1569-1570)*. Torino, Opes, 1912, 25 p. — V. Bibl, *Die Erhebung des Herzogs von Medici zum grossen Herzog von Toscana und die kaiserliche Anerkennung (1569-1570)*. Wien, 1911, 162 p.

celui de duc était une simple raison de préséance. Il voulait l'emporter, au point de vue honorifique, sur le duc Alphonse II de Ferrare. Au temps de Pie IV, il songea même à être roi de Toscane. Sous Pie V, il fut plus modeste ; le pape lui concéda finalement le titre de grand-duc qu'il demandait (27 août 1569). Mais la colère de la maison de Ferrare eut son influence sur Maximilien II d'Autriche. Il s'ensuivit une longue controverse entre l'Empereur et la papauté, et six ans s'écoulèrent avant que l'Empereur voulût bien reconnaître la validité du nouveau titre de Cosme I^{er}.

Au duc Alphonse II de Ferrare, qui manifestait ainsi son hostilité contre Cosme I^{er} et à la vie qu'on menait à sa cour, M. Alfonso LAZZARI a consacré un livre solidement documenté et de lecture agréable¹. L'auteur nous avertit dès le début qu'il n'a pas voulu faire une œuvre de pesante érudition, désirant plaire surtout « au public cultivé qui aime mieux voir exposés sous une forme claire les résultats des études faites qu'en suivre avec fatigue le développement analytique ». C'est l'histoire des mariages successifs d'Alphonse II, toujours déçu dans son désir d'avoir l'héritier qui empêchera les États de la maison d'Este de tomber sous la domination pontificale. M. Lazzari nous fait les portraits des trois dernières duchesses de Ferrare, Lucrezia de' Medici, fille de Cosme I^{er}, morte à l'âge de dix-sept ans ; Barbara d'Autriche, morte, elle aussi, fort jeune et pleurée de son peuple ; Marguerite Gonzague, qui, survécut à Alphonse II et alla finir ses jours dans un monastère, pendant que les sujets de son mari se donnaient aux soldats pontificaux, guidés par le cardinal Aldobrandini. A ces portraits s'ajoutent des descriptions des brillantes fêtes au milieu desquelles Alphonse II passait sa vie, y trouvant le meilleur dérivatif aux nombreuses préoccupations que faisait naître en lui son caractère ambitieux. Et en même temps apparaissent ceux qui illustreront alors la cour de Ferrare : Torquato Tasso, Guarini, le musicien Luzzaschi, l'architecte Aleotti. En sorte que le livre de M. Lazzari est un tableau vivant et complet de la cour d'Este au milieu du xvi^e siècle.

A un épisode controversé de l'histoire napolitaine, M. Michelangelo SCHIPA a consacré une étude intéressante et nouvelle : il a entrepris de définir quel fut exactement le rôle du duc d'Ossuna, vice-roi espagnol de Naples, de 1616 à 1620, et ce qu'il y a de vrai dans les accusations de félonie qu'on a portées contre lui².

1. Alfonso Lazzari, *Le ultime tre duchesse di Ferrara e la Corte estense ai tempi di Torquato Tasso*. Firenze, Rassegna Nazionale, 1913, vii-316 p.

2. Michelangelo Schipa, *la Pretesa fellonia del Duca d'Ossuna (1619-1620)*. Napoli, Piero, 1911, 2 vol. in-8^e, 84 et 180 p.

M. Schipa prétend qu'Ossuna ne forma jamais le dessein de se faire roi de Naples; et il commence par critiquer la thèse qu'ont soutenue ses prédécesseurs, Battista Nani, Gregorio Leti, biographe du duc, et Ranke dans son « *Histoire critique de la conjuration contre Venise en 1618* ». Pour lui, il n'y a aucun doute; c'est une véritable légende qui s'est créée autour du nom de d'Ossuna, qu'il s'agisse de la première conspiration qu'on lui prête au printemps de 1619 ou de la seconde au printemps de 1620. Au moment où l'on parlait de sa félonie, Ossuna était au contraire un serviteur dévoué de son roi. Celui qui créa la légende, dit M. Schipa, ce fut un nommé Châteauvilain, un Français naturalisé, vivant à Naples, qui se disait un familier d'Ossuna. Il fut le principal auteur des machinations qui eurent lieu à cette époque.

L'étude de ce point d'histoire a été pour M. Schipa l'occasion d'un examen attentif de la politique suivie par Ossuna et de son attitude à l'égard des diverses classes de la société. L'opposition que la noblesse faisait au vice-roi espagnol, de sourde qu'elle était auparavant, devint sous Ossuna âpre et décidée. Pour la combattre, Ossuna essaya de s'attirer les sympathies du menu peuple; il esquissa même une réforme municipale dans le sens démocratique; il appela les artisans et les citoyens de Naples au service militaire; et c'est justement une réforme de cette nature qui, tout en étant dirigée contre la noblesse, fut interprétée comme un moyen d'usurer le trône. Avoir établi de façon décisive ces quelques conclusions est un mérite indiscutable de ce livre composé avec une sûre méthode.

Avant d'en finir avec cette revue des ouvrages qui nous ont paru le plus intéressants sur la période moderne de l'histoire politique d'Italie, nous devons encore signaler deux volumes de nature et de dimensions très différentes. L'un, celui de M. Rodocanachi sur « *Rome au temps de Jules II et de Léon X* »¹, est, comme presque toutes les œuvres du même auteur, très bien illustré et luxueusement présenté. Tous les aspects de la vie romaine y sont examinés à l'aide des nombreuses études qui ont été publiées sur la question et aussi de documents d'archives nouveaux. Le dernier chapitre, intéressant et détaillé, est consacré au terrible sac de 1527, qui détruisit une grande partie de l'œuvre de Jules II et de Léon X.

L'autre, celui de M. Umberto Benassi, excellent connaisseur de l'histoire de la province de Parme, concerne un ministre réforma-

1. E. Rodocanachi, *Rome au temps de Jules II et de Léon X*. Paris, Hachette, 1912, in-4°, vi-464 p.

teur du XVIII^e siècle, Guillaume du Tillot¹. Ou plutôt c'est la première partie d'un travail qui doit étudier complètement son œuvre. Le problème des réformes qui furent tentées au XVIII^e siècle en Italie, comme un peu partout en Europe, n'a pas encore été étudié d'assez près. Pour ce qui est de l'Italie, cette période est mal connue. On ne voit pas bien quelles sont dans la péninsule les origines du mouvement réformateur. M. Nicastro² soutient qu'il faut chercher bien avant 1748 les théories dont les réformes de la fin du siècle n'étaient que l'application. Mais rien, jusqu'à présent, n'est venu démontrer de façon évidente le bien fondé de cette affirmation. Quelles furent d'autre part les causes de l'insuccès de ces réformes ? Il est trop simple de dire que c'est la peur de la Révolution française qui arrêta le mouvement réformateur, puisqu'il semble à peu près établi que le ralentissement de ce mouvement est antérieur à 1789. S'étant rendu compte de ces lacunes, M. Benassi s'est occupé de celui qu'il considère comme le type le plus caractéristique de ministre réformateur. Malheureusement, il ne nous a encore donné que l'Introduction de son étude, en nous parlant des jugements qui ont été portés sur l'œuvre de du Tillot et en traitant de la situation générale de l'État de Parme, Plaisance et Guastalla. L'intérêt de cette première partie nous fait désirer la rapide publication de la seconde. Ce sera certainement une sérieuse contribution à l'histoire d'une époque peu connue.

Julien LUCHAIRE et Jean ALAZARD.

(Sera continué.)

1. Umberto Benassi, *Guglielmo Du Tillot, un ministro riformatore del secolo XVIII*. Parme, 1915, in-8^e, 121. p.

2. S. Nicastro, *Per la storia delle riforme della seconda metà del 700* (*Studi storici*, vol. XVIII, 249. p.)

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Frederick J. TEGGART. **Prolegomena to history. The relation of history to literature, philosophy and science.** Berkeley, University of California Press, 1916. In-8°, 138 pages¹. (University of California publications in history, vol. IV, fasc. 3.)

Frederick J. E. WOORIDGE. **The purpose of history.** New-York, Columbia University Press, 1916. In-16, iv-89 pages.

Les auteurs de ces deux opuscules, qui nous arrivent en même temps d'Amérique, s'efforcent l'un et l'autre de répondre à cette même question : quel est le but de l'histoire ? Bien que M. Teggart soit historien, alors que M. Woobridge est philosophe, les considérations qu'ils développent se ressemblent : ils insistent également sur cette idée très simple que l'histoire est la science du « continu » et que l'historien se propose avant tout de suivre dans le passé l'évolution de l'humanité sous toutes ses formes, politiques, sociales, économiques, artistiques, intellectuelles et morales. Mais M. Woobridge reste dans le domaine des considérations théoriques et abstraites², tandis que M. Teggart pénètre plus avant et parle de l'histoire en homme du métier³.

M. Teggart a éprouvé des inquiétudes sur la valeur de l'œuvre historique, sur les limites étroites imposées par les documents à nos investigations, sur l'importance inévitable du subjectivisme en histoire. Ces inquiétudes sont celles de la plupart des historiens qui réfléchissent. Mais ne va-t-il pas trop loin quand il affirme à ce propos (p. 176) l'impossibilité où nous sommes d'atteindre les réalités vivantes parce que les faits consignés dans les textes sont seulement des faits exceptionnels, ceux qui ont frappé l'esprit des chroniqueurs ou des historiens justement à raison de leur caractère inusité ? — Il cite à titre d'exemple des passages de l'ancienne *Chronique anglo-saxonne* où sont signalés des phénomènes astronomiques, une famine, l'élection

1. Numérotées 155-292.

2. Le livre de M. Woobridge (recueil de trois « lectures » faites à l'Université de la Caroline du Nord) est divisé en trois chapitres : *De l'histoire à la philosophie*; — *Le pluralisme de l'histoire* (qu'on peut se placer à divers points de vue pour étudier l'histoire d'un même peuple); — *La continuité de l'histoire*.

3. Son livre comprend les chapitres suivants : *La méthode de la science*; — *L'investigation historique et l'historiographie*; — *L'histoire et la philosophie*; — *L'histoire et l'évolution*.

d'un archevêque, toutes choses qui ont retenu l'attention du vieil annaliste parce que, à ses yeux, elles étaient plus importantes que d'autres. Ce critérium d'« importance relative » qui invite à noter certains faits et à en éliminer d'autres fausserait à tout jamais l'histoire.

— Sans doute il y a là une part d'arbitraire; mais nous avons à côté des récits de chroniqueurs ou d'annalistes, des documents où le « choix » n'est pas intervenu pour fausser les perspectives et entraîner de regrettables éliminations : ce sont les documents administratifs, les textes de lois, les coutumes, les correspondances officielles ou privées et tant d'autres textes où les faits du passé ont été enregistrés sans le moindre souci historique et par conséquent sans la moindre préoccupation d'une sélection à opérer.

Il ne faudrait pas non plus exagérer la part du subjectivisme en histoire. Toute reconstitution du passé suppose, cela va de soi, chez celui qui la tente un effort d'imagination; mais il y a quelque abus à citer (p. 182) comme preuve de ce subjectivisme les interprétations contradictoires que les historiens ont pu donner de la conduite d'un Alexandre ou d'un Attila. La psychologie d'un « grand homme », la psychologie d'un personnage quelconque, vivant ou mort, restera toujours, par définition même, essentiellement subjective; mais, à mesure que l'histoire s'élargit, cet élément de psychologie individuelle tient une place de plus en plus réduite dans l'œuvre des historiens et si l'on peut relever les plus déconcertantes variations dans les jugements portés sur un Alexandre ou sur un Attila, ou, mieux encore, sur un Philippe le Bel ou un Louis XIII, il est permis aussi de constater que sur des événements historiques d'une grande portée l'accord s'est fait depuis longtemps entre tous les historiens, parce que, pour ces événements, une certaine évidence historique s'est imposée.

Nous n'entrerons pas à la suite de MM. Teggart et Woobridge dans la discussion des rapports de l'histoire et de la philosophie. Les historiens ont certainement profit à envisager d'un point de vue philosophique les méthodes et les buts de leur discipline; mais nous avouerons en toute franchise qu'une partie des questions examinées par les deux auteurs nous semblent importer assez peu à l'histoire proprement dite et, par exemple, qu'un historien, en tant qu'historien, peut, croyons-nous, sans grand inconvénient se dispenser de rechercher dans quelle mesure évolution et progrès sont synonymes.

Le livre de M. Teggart est accompagné d'une bonne bibliographie des publications relatives à la théorie de l'histoire et à la méthode historique. Il est en outre parsemé de nombreuses et parfois très longues citations empruntées aux historiens, aux philosophes et aux savants qui ont abordé précédemment l'examen de quelques-unes des questions soulevées dans le corps de l'ouvrage.

Louis HALPHEN.

M.-D. SIDERSKY. *Étude sur la chronologie assyro-babylonienne.*

Paris, Impr. nationale, 1916. In-4°, 95 pages; prix : 4 fr. (Extrait des *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XIII.)

La chronologie est une grande difficulté de l'histoire babylonienne; non seulement la chronologie générale, les scribes ayant assigné des dates différentes à de mêmes événements, mais aussi la division du temps en années, en mois, le décompte des années des règnes présentant de nombreuses obscurités. Le mémoire de M. Sidersky vient faire la lumière sur ces dernières questions; il a voulu « retrouver le système chaldéen de supputer le temps ». Pour cela, il a étudié et interprété les tablettes cunéiformes astronomiques, il a dressé des tableaux complets des observations qu'elles contiennent, et de ces éléments il a pu tirer de fermes conclusions.

Les premières notions sur la mesure du temps remontent aux époques les plus reculées (Sargon l'Ancien); elles sont le résultat d'observations astronomiques maintes fois répétées au cours des âges. Ces observations, jusqu'au VIII^e siècle avant notre ère, sont le point de départ de la fixation de périodes empiriques pour le retour des éclipses de lune, par exemple; elles ne s'accompagnent pas de mesures angulaires avant le IV^e siècle. A partir de cette époque, les observations prennent un caractère scientifique et sont rigoureuses, au point qu'une tablette datée de l'an 7 de Cambuse, donnant les valeurs des différentes formes de mois, ne diffère que de quelques secondes des données modernes. Certains documents astronomiques babyloniens nous ont laissé le nom de leurs auteurs, et nous retrouvons ces noms, hellénisés, rapportés par les Grecs qui, sur ce point comme sur bien d'autres, durent se mettre à l'école de l'Orient. Il résulte cependant de l'examen des documents cunéiformes que la précession des équinoxes resta inconnue des Babyloniens et qu'il faut laisser à Hipparche la gloire de cette découverte. Dès le troisième millénaire, les Chaldéens pratiquaient l'emploi de mois intercalaires pour obtenir une forme d'année luni-solaire, c'est-à-dire réglant les mois d'après les phases de la lune et l'année d'après le cours du soleil. Mais il apparaît qu'à l'origine, aucun système cyclique ne préside à l'adjonction du treizième mois. Jusqu'à Hammurabi, il n'y a qu'un seul mois intercalaire (second Adar); après lui, il y en a deux (second Adar et second Ulul). La régularisation commence à s'effectuer au VI^e siècle; elle n'est parfaite qu'au IV^e siècle; à ce moment, l'année est considérée comme divisée en deux grandes parties et, selon la nécessité, le mois intercalaire se place à la fin de l'une ou de l'autre; M. Sidersky rappelle que cette ordonnance se retrouve dans le comput juif, institué au plus tôt dans le III^e siècle de notre ère. Le calcul de la visibilité lunaire est le complément, dans les documents babyloniens, de celui de la néoménie vraie, et l'on assigne vingt-neuf ou trente jours au mois, selon que la

visibilité est possible ou non le soir du vingt-neuvième jour; par suite des anomalies de la lune, le calendrier peut indiquer jusqu'à trois mois consécutifs de trente jours.

Les tables dressées par M. Sidersky prouvent que, jusqu'à 312, les années sont comptées suivant le Canon des Rois, de Ptolémée, et ensuite selon l'ère des Séleucides, que le comput babylonien fait débuter au printemps de l'an 311. L'auteur a pu également établir la concordance des dates babylonniennes et julientes pour 657 mois variés, placés entre les années 700 à 10 av. J.-C. La première année de chaque roi commence, non au jour de son avènement, mais avec le premier Nisan qui suit, et la période d'attente est attribuée au roi précédent. Dans le calendrier assyro-babylonien, la longueur de l'année commune variait de 353 à 355 jours, celle de l'année embolismique (celle qui compte un mois intercalaire), de 383 à 385 jours, évaluations qui sont juste celles du calendrier juif, institué au IV^e siècle après J.-C., et conservé jusqu'à nos jours. En somme, ce calendrier assyro-babylonien, définitivement arrêté au IV^e siècle avant notre ère, a servi de modèle non seulement aux peuples de l'Orient ancien, mais aussi aux Grecs et aux Syriens, qui lui ont fait subir le minimum de retouches pour l'adapter à leurs besoins personnels.

G. CONTENAU.

Fernand MOURRET. *Histoire générale de l'Église. T. IV : la Chrétienté*. Paris, Bloud et Gay, 1916. In-8°, 610 pages.

Sous ce titre assez vague, la *Chrétienté*, M. l'abbé Mourret comprend la période qui s'étend depuis la fondation du saint empire romain germanique par Otton le Grand (962) jusqu'à l'avènement de Boniface VIII (1294). Il y distingue trois grandes phases : la protection impériale (962-1049), l'affranchissement de l'Église (1049-1124), l'organisation de la chrétienté (1124-1294). Les faits qu'il examine sous ces trois rubriques sont trop connus pour qu'il y ait lieu de les analyser longuement : c'est l'histoire de la grande lutte du sacerdoce et de l'empire. Dans la première partie, l'auteur en étudie les causes : la tutelle exercée sur la papauté par les Ottons aboutit à une ingérence perpétuelle du pouvoir civil dans les affaires ecclésiastiques; elle est la source première de la simonie (achat et vente des dignités sacerdotales), du nicolaïsme (désordre des mœurs du clergé) et de nombre d'abus qui prouvent la nécessité d'une réforme. — Cette réforme est tentée et partiellement réalisée de 1049 à 1124 par Léon IX et par ses successeurs, notamment par Grégoire VII, qui, en condamnant l'investiture laïque, se propose d'arracher l'Église à l'influence des empereurs, rois et seigneurs. Ainsi libérée, l'Église s'organise sous l'impulsion d'autres pontifes, en particulier d'Innocent III, et la vie

chrétienne atteint son plein épanouissement dans le domaine politique, social, littéraire, artistique.

Le volume, où sont exposés ces faits, est le tome IV d'une histoire générale de l'Église. Une publication de ce genre peut rendre de très grands services, si elle est une synthèse de tous les travaux antérieurs. Tel est bien le but que semble s'être proposé M. l'abbé Mourret, et on ne saurait assez le louer de son patient et consciencieux effort. Nous n'avons pas à juger ici l'ensemble de son œuvre; nous nous demanderons seulement si, en voulant écrire lui-même, et sans le concours d'aucun collaborateur, l'histoire de l'Église depuis ses origines jusqu'à nos jours, il n'a pas entrepris une tâche au-dessus de ses forces et ne s'est pas condamné par avance à être parfois incompétent ou superficiel. Quelle que soit la valeur des volumes antérieurement parus, nous sommes obligés de constater à notre grand regret que le tome IV ne répond pas à tout ce que l'on était en droit d'en attendre. L'information de l'auteur — sa bibliographie en fait foi — est par trop insuffisante. M. Mourret a négligé tous les travaux allemands qui, pourtant, auraient pu l'aider à combler certaines lacunes regrettables ou prêter à des discussions intéressantes; il ignore la série des *Jahrbücher des deutschen Reichs*, comme les grandes compilations concernant l'histoire religieuse, telles que la *Kirchengeschichte Deutschlands* de Hauck; il n'a vu aucune des monographies concernant les papes ou les grandes institutions ecclésiastiques; les rares passages qu'il en cite çà et là ont été empruntés à d'autres auteurs français, en particulier à dom Leclercq (traduction de l'*Histoire des conciles* de Hefele). La bibliographie des ouvrages français peut elle-même prêter à bien des critiques. On s'étonne par exemple que, pour ce qui a trait à l'Église de France, M. Mourret se soit limité à l'histoire de Lavisse et au travail de l'abbé Jaeger qui date de 1862-68, alors que la plupart des Capétiens ont fait l'objet, en ces dernières années, de monographies où les faits religieux occupent une large place. Il n'est pas moins surprenant de constater qu'un théologien comme M. l'abbé Mourret paraîsse ignorer des livres aussi essentiels que celui de l'abbé Salter sur les *Réordinations* ou celui du P. de Ghellynck sur le *Mouvement théologique au XII^e siècle*. Quant aux appréciations formulées sur les travaux mentionnés, elles sont parfois déconcertantes: il est quelque peu osé par exemple de qualifier l'*Innocent III* de Luchaire d'« œuvre de vulgarisation » qui vaut surtout par « le mouvement et la vie », après avoir célébré les mérites des trois volumes plutôt médiocres de l'abbé Delarc sur Grégoire VII qui auraient le seul tort d'être « alourdis par la traduction intégrale de longs documents », ou après avoir laissé passer sans la moindre critique l'*Urbain II* de Pau lot, sur lequel il y aurait beaucoup à dire. Or, M. Mourret accorde à ces ouvrages de seconde main, même s'ils sont périmés ou de valeur plutôt faible, une confiance absolue; il se contente de les résumer sans recourir aux sources originales et il lui arrive parfois de reproduire les

erreurs qui s'y trouvent¹. Ses références se rapportent tantôt aux sources, citées d'après ses devanciers, tantôt à des auteurs contemporains, très souvent aussi à des livres de vulgarisation comme l'*Histoire générale de Lavisse et Rambaud*². Une telle méthode est inadmissible : ou M. Mourret a voulu faire une œuvre de vulgarisation, auquel cas tout l'appareil critique est inutile, ou son travail a des prétentions scientifiques qui nécessitent un renvoi exact aux sources et une discussion serrée de chacune d'elles. Or, bien souvent, M. Mourret adopte une version, sans même mentionner les autres³.

Ces graves réserves sur le caractère incomplet de l'information et les vices de la méthode adoptée expliquent l'insuffisance des résultats obtenus. La valeur de l'ouvrage de M. Mourret est en proportion de celle des livres qu'il reproduit; de là une inégalité choquante entre les divers chapitres. De plus, les lacunes de la bibliographie se retrouvent dans l'exposition. Certaines questions essentielles sont à peine effleurées. Ainsi, M. Mourret n'a pas lu l'ouvrage de Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII*, et nous avons déjà noté que certains travaux récents du même ordre lui semblaient inconnus. Il en résulte que les pages relatives à la polémique et à l'évolution du droit canon au moment de la querelle des investitures sont très faibles : M. Mourret se contente de résumer les beaux articles de M. Paul Four-

1. En voici un exemple curieux. Paulot, *Urbain II*, p. 53, en racontant comment Grégoire VII a désigné son successeur, attribue à Hugues de Flavigny la version qui est en réalité celle de Pierre Diacre dans sa chronique du Mont-Cassin. L'erreur est reproduite par M. Mourret, p. 211, n. 1. D'ailleurs, tout le récit du pontificat de Victor III, dans l'ouvrage de M. Mourret, est plutôt fantaisiste.

2. Ainsi, p. 210, au sujet de l'attribution du royaume de Bohême à Vratislas, M. Mourret renvoie à un article de Ch. Giraud, *Grégoire VII et son temps*, paru dans la *Revue des Deux Mondes* de 1873; p. 314, l'histoire de la jeunesse de saint Bernard est empruntée à Jobin, *Saint Bernard et sa famille*, un vol. in-8^e, Poitiers, 1891; p. 410, le traité d'Alexandre III avec les Lombards en 1183 est cité uniquement d'après l'*Histoire générale*, t. III, p. 151-153; p. 438, à propos du privilège accordé par Célestin III aux chevaliers teutoniques, la seule référence indiquée est Hurter, *Tableau des institutions du moyen âge*, trad. Cohen.

3. P. 54-55, pour l'histoire du concile de Saint-Basle de Verzy, M. Mourret adopte la version classique de Gerbert, mais ne souffle pas mot de l'autre que l'on trouve dans nombre de chroniques provenant de l'*Historia Francorum Senonensis*. — P. 65, n. 1. « L'authenticité de cet acte (la donation d'Otton III) a été attaquée par des écrivains modernes, mais Pertz la réimprime comme authentique. » On aurait aimé à connaître l'avis de M. Mourret et les raisons qui ont pu l'inspirer. — P. 154-160, M. Mourret n'indique pas avec assez de précision pourquoi il adopte la version pontificale du décret de Nicolas II sur l'élection des papes. — P. 200-201, il ne fait nullement ressortir le caractère illégal de l'assemblée de Brixen, composée d'évêques et non de cardinaux, qui, par suite, n'avait pas qualité pour élire un pape. — On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

nier sur Burchard de Worms et Yves de Chartres, mais c'est à peine s'il soupçonne l'existence d'autres collections canoniques, non encore étudiées par M. Fournier, comme celle d'Anselme de Lucques qu'il paraît confondre (p. 134, n. 2), au moins pour l'édition qui en a été donnée par Thaner, avec la collection en soixante-quatorze titres. Il ne discute aucune des questions qui se sont posées à propos de la simonie, de la validité des sacrements, de l'application du décret de 1059 sur l'élection des papes, etc... En effet, il nous paraît un peu simple d'éluder l'étude des œuvres de polémique en les traitant avec dédain d'« invectives » et de « pamphlets » qui « ne s'élèvent que par moments à la hauteur de la science sereine ». M. Mourret n'a probablement pas ouvert le recueil des *Libelli de lite imperatorum et pontificum*, auquel il renvoie (p. 269, n. 4); il y aurait vu que la théorie de Manegold de Lautenbach sur la souveraineté et l'effort de Bernold de Constance en faveur de la primauté romaine méritaient de retenir davantage l'attention d'un historien catholique. On peut en dire autant d'autres documents d'un caractère historique, comme la correspondance échangée entre le pape Alexandre III et le roi Louis VII, sur laquelle l'*Histoire générale*, principale source de M. Mourret pour le pontificat d'Alexandre III, n'offre évidemment que peu d'aperçus, mais qui n'en reste pas moins un des plus curieux monuments du moyen âge chrétien.

Parmi ces lacunes, il en est certaines qui nous paraissent particulièrement regrettables : M. Mourret a laissé de côté quelques textes largement utilisés par les adversaires de la thèse qu'il soutient. Ainsi la fameuse lettre de Grégoire VII à Hermann de Metz (15 mars 1081), objet de tant de discussions en France comme en Allemagne, n'est même pas citée et l'auteur ne paraît pas soupçonner l'existence des controverses auxquelles elle a donné lieu. La question de la théocratie n'est pas sérieusement examinée. Nous aurions pourtant été curieux de savoir ce que pensait M. Mourret des théories pontificales sur le pouvoir temporel, de leur application pratique, de leur conflit avec les thèses absolutistes que le droit romain a fait naître dans l'entourage impérial. De même les idées politiques d'Alexandre III et d'Innocent III auraient pu donner naissance à une critique plus minutieuse. Nous n'entendons nullement reprocher à M. Mourret son admiration pour les grands papes du moyen âge ; nous reconnaissions avec lui que leur œuvre a marqué un progrès social très réel, mais il nous semble que les objections qu'elle a suscitées auraient dû être examinées de plus près par un historien que guident des préoccupations apologétiques aussi nettement affirmées.

Dans le détail, le livre pourrait prêter à bien des discussions qui ne sauraient trouver place ici. Certaines affirmations nous paraissent hâtives ou peu sûres¹. Nous n'en devons pas moins, en terminant,

1. En voici quelques exemples. P. 153 : « Pierre Damien fut avant tout un grand agitateur ; Hildebrand un grand diplomate. » C'est singulièrement

rendre hommage au courageux labeur de M. l'abbé Mourret qui est d'un excellent exemple pour ses confrères. Sa tentative en elle-même reste très intéressante; nous souhaitons vivement qu'elle soit bientôt renouvelée et que la France soit enfin dotée d'une histoire générale de l'Église, à laquelle collaboreraient des érudits au courant des méthodes modernes; la place de celle-ci nous paraît tout indiquée à côté des beaux travaux entrepris par la science catholique française au cours de ces dernières années, tels que le *Dictionnaire de théologie catholique* de Vacant-Mangenot et le *Dictionnaire d'histoire et géographie ecclésiastiques* de Mgr Baudrillart.

Augustin FLICHE.

Ch. PORTAL. *Extraits des registres de notaires, documents des XIV^e-XV^e siècles.* In-8°, vii-224 pages. (Extrait des *Archives historiques d'Albigeois*, fasc. VII.)

— *Documents sur le commerce des draps à Lavaur au XVI^e siècle.* In-8°, 121 pages. (*Ibid.*, fasc. XI, 1915.)

M. Ch. Portal est parmi les érudits de la France méridionale un des plus diligents et des plus ingénieux. Du riche dépôt dont il a la garde, il a su tirer les éléments de publications utiles qui, après les travaux de Rossignol et de Jolibois, sont venues élucider sur bien des points l'histoire de l'Albigeois. Les monographies de M. Portal, par exemple son *Histoire de la ville de Cordes*, son *Tableau du département du Tarn au XIX^e siècle*, sont des œuvres remarquables, auxquelles ne le cèdent en rien ses publications de textes, éditées avec le plus grand soin et accompagnées d'introductions profitables. Des minutes de notaires en particulier, l'archiviste du Tarn a su tirer nombre de documents originaux, dont la portée dépasse le cadre même de la province, si l'on sait les interpréter. Ces textes comptent parmi les meilleurs des *Archives historiques de l'Albigeois*, dont M. Portal a été l'initiateur et où sa méthode sobre et précise a inspiré ses collaborateurs. Des deux principaux recueils dus à l'érudit méridional, il est possible de dégager une série de faits qui intéressent

rétrécir la physionomie et le rôle de l'un et de l'autre. — P. 197, à propos de Canossa : « La solution donnée au conflit par Grégoire VII ne pouvait être plus sage. » Ce n'est nullement notre avis; nous croyons au contraire que Grégoire VII, en pardonnant à Henri IV, a commis une grosse faute diplomatique. — P. 336, M. Mourret ne célébre-t-il pas trop pompeusement la « victoire » de l'Église sur les empereurs franconiens ? En réalité, le concordat de Worms n'arque une concession et un recul, par rapport aux théories primitivement énoncées par Grégoire VII et ses partisans. — P. 391-397, M. Mourret attribue, à notre avis, un caractère trop nouveau à la lutte du sacerdoce et de l'empire au temps de Frédéric Barberousse; les prétentions pontificales et impériales, telles qu'il les définit, existaient déjà à l'époque de Grégoire VII.

l'histoire économique et sociale de la fin du moyen âge et de la Renaissance.

L'Albigeois, dans ces documents, apparaît, comme les autres provinces de France, encore fort éloigné du régime de la production spécialisée. La culture du sol, le travail industriel, le commerce y fournissent également des moyens d'existence. L'agriculture y prédomine cependant, et c'est d'elle que procèdent, à vrai dire, la production industrielle et le mouvement des échanges. Composé de deux régions, l'une de plateaux et de monts propres à la culture pastorale, l'autre de plaines fertiles, propres aux cultures riches, l'Albigeois de cette époque est un pays de production agricole variée. Dans le haut pays et même dans la plaine, les forêts sont nombreuses; le bois de chêne abonde et ne se vend pour le chauffage que 6 l. 5 s. les cinquante quintaux en 1353. Plus important encore est l'élevage des moutons, dont les laines donnent lieu à un trafic actif, ainsi que celui des chevaux, des mulets et du gros bétail. On voit par les textes publiés par Portal qu'un cheval à Lavaur dans la première moitié du XVI^e siècle vaut 8 à 11 l., un poulain 27 s. 6 d., un âne de poil gris 4 l. 3 s. 4 d. Aussi le commerce des laines, des peaux et des suufs est-il très actif, comme le montre un tarif de péage de 1450, celui de Vieux. D'après ce même tarif, les agriculteurs trafiquent également des fromages de leurs troupeaux et des cires de leurs ruches, de la viande de leur bétail, du poisson des étangs et des rivières. Parmi les cultures, les plus développées sont celles des blés et des vignes du Bas-Albigeois. M. Portal a relevé le prix des céréales sur le marché de Cordes au XV^e et au XVI^e siècle. On trouve parmi les documents qu'il a édités peu de renseignements sur ces deux formes de production, mais en revanche ils contiennent des données précieuses sur les cultures industrielles qui contribuèrent le plus pendant ces trois siècles à enrichir l'Albigeois. C'étaient celles de l'anis, dont on use encore dans le Midi pour relever le goût des aliments, du chanvre, dont l'exploitation fut longtemps en honneur, et surtout des plantes tinctoriales : le sumac ou rodou, le safran, la garance et le pastel. Le safran d'Albigeois, le plus renommé de l'Europe, avec celui de l'Angoumois et du Gâtinais, et qui était utilisé à la fois pour l'alimentation et pour la teinture en jaune, est récolté dans la plaine d'Albi et de Gaillac. Il se vend 3 à 4 francs la livre au XV^e siècle (contrat de 1496 entre trois marchands d'Albi), et en 1553; des sociétés de marchands en font le commerce en Occident, notamment en Aquitaine. La garance (rubea, grana de roia), récoltée dans les mêmes terroirs de première qualité, s'exportait, sous forme de graine ou de farine, pour la teinture en rouge. Des moulins la broyaient; Portal donne un spécimen du bail (1440) d'un établissement de cet ordre. On la transportait à dos de cheval ou par charrette jusqu'à Paris, où elle se vendait un bon prix (les charges d'un quintal 3/4 chacune valent, en 1372, 41 francs d'or). La plus lucrative de ces cultures est celle du pastel

ou *guède*, substance qu'on réduisait en galettes (*coques*) pour la teinture en bleu. Le pastel d'Albigeois, aussi renommé que celui de Languedoc, provenait des environs de Gaillac et d'Albi, notamment de Brens et de La Bastide de Lévis. Des associations de marchands en trafiquent au *XV^e* siècle sur les marchés de Felestin, de Bourges, de Dun-le-Roi et de Paris. En 1494, la charge de trois quintaux se vend 12 écus (l'écu vaut alors 27 s. 6 d.).

Les recueils de textes édités par Portal permettent aussi de se faire une idée du caractère et de l'extension de l'industrie en Albigeois. Comme dans la plupart des provinces françaises, elle n'est pas concentrée, mais bien disséminée dans les petites villes et les campagnes. Les métiers libres y coexistent, en plus grand nombre toutefois, avec les métiers jurés. L'apprentissage au *XV^e* siècle apparaît généralisé parmi les principales professions, celles de l'alimentation, de l'habillement, du bâtiment, même dans les populations rurales. Il dure deux à quatre ans et comporte généralement le paiement d'une allocation au patron par la famille de l'apprenti; en retour, le patron nourrit, loge, habille en partie l'apprenti et lui alloue un salaire plus ou moins réduit.

A côté des industries de première nécessité, boucherie, boulangerie, celles du bâtiment semblent fort développées. La matière première, pierre et plâtre, leur est fournie par des carrières (*peyrierias*) et des exploitations de gypse (*guiffi*): le setier de cette dernière matière vaut 25 l. en 1408. Les forêts alimentent en abondance les charpentiers (*fustiers*) et les menuisiers, qui paraissent, comme les maçons, fort occupés à réparer les fortifications, ainsi que les églises, et à construire des édifices privés.

Le travail des métaux comporte en Albigeois des formes diverses. De petits ateliers, appelés *fargues* ou *forges*, y transforment le fer ouvré, avec un outillage très simple dont un contrat de 1549 donne l'idée : le principal de ces outils, l'enclume, du poids de trois quintaux, vaut, en 1451, avec les marteaux et les tenailles, 5 l. t. Une forge de ce genre, en 1487, s'achète pour 11 l. t. Après ce métier, les plus répandus paraissent être ceux de chaudronnier (*payrolier*), qui met en œuvre le cuivre; de serrurier, qui travaille le fer pour la construction, et de maréchal, qui fabrique les fers à chevaux et ferre les animaux. On trouve même la mention de quelques représentants de professions moins élémentaires : d'un fabricant de plaques d'armures à Castelnau-de-Brassac dans le Castrais au *XIV^e* siècle; d'un fondeur de cloches et artilleur au *XVI^e* siècle à Donnazac, près de Cordes; d'un horloger, originaire d'Armagnac, qui s'occupe de réparer l'horloge publique de la petite ville albigeoise.

Trois autres variétés d'industries ont une importance plus grande et fabriquent pour le marché régional, aussi bien que pour le marché local. Elles sont représentées par des ateliers familiaux ou locaux, dispersés dans les campagnes, aussi bien que répartis entre les villes.

Ce sont l'industrie de la draperie avec son annexe la teinturerie; la fabrication des peaux et la verrerie avec son annexe la céramique commune. Les paysans d'Albigeois, tantôt se bornent à préparer par le filage, tantôt mettent en œuvre leurs laines, concurremment avec les ouvriers spécialistes (*tisserands*) des villes et bourgs. Une petite ville, comme Cordes, a, vers 1486, jusqu'à cinquante tisserands groupés en corporation. Ces draps fabriqués sont des lainages grossiers appelés *burels* ou *bures*, *cadis* (œux-ci de laine non peignée), *cordelats*, ou encore des tissus de laine lâche nommés *clares*. Ils servent à la confection des chausses, des tuniques, des manches, des doublures (*folradures*) et sont, les uns foulés dans les moulins à foulon disséminés sur les cours d'eau et dirigés par des industriels spéciaux, les autres vendus sans passer au foulage. Les tissus sont teints dans des teintureries locales comme celle de Cordes, dont le matériel rudimentaire : un chaudron, trois cuves, un tour pour brasser la teinture, une cannette pour l'eau et deux crochets, est décrit dans un acte de 1460. Pour la clientèle, il faut des couleurs variées et voyantes, brun, bleu foncé, basane ou jaune sale, gris, noir rougeâtre ou grenat, gris-cordelier, loutre, brun violacé, gris de sable (arène), pers ou bleu clair, blanc, violet, poil de rat ou de souris, gris-perdreau (*perdigal*), cendré. On voit, d'après les textes, que les principaux ateliers sont ceux de Puylaurens et de Sorèze pour les *burels* qui servent à la fabrication des manches, ainsi que pour les *gris*, dont la vogue est considérable; de Castres pour les *clares*; de Cordes pour les draps *bruns* destinés à la confection des chausses; de Lavaur et de Revel pour d'autres variétés. Ces tissus jouissent d'une sorte de monopole de fait dans la zone de production, puisqu'on ne voit jamais par exemple sur le marché de Lavaur des draps de la région d'Albi. Ils ont surtout une clientèle populaire qu'attire leur prix peu élevé. Ils se vendent au maximum 3 l. (ceux de Revel) la canne (= 1^{me} 805), en moyenne 2 l., souvent même 19 s. à 1 l., comme les *cordelats*. Aussi peuvent-ils être exportés à cause de leur bon marché dans le reste du Languedoc et même de la France. Les documents des deux recueils de Portal sont beaucoup moins explicites au sujet de l'industrie des toiles d'Albigeois qui ne semble pas avoir eu alors de marché étendu.

En revanche, on y peut entrevoir que la fabrication des cuirs était assez active, en raison de l'abondance des peaux, spécialement dans les environs de Monestiés et de Cordes (aujourd'hui arrondissement d'Albi), où l'on relève l'existence de tanneries (*affacheries*), ainsi que la présence d'une confrérie de tanneurs, sous l'invocation de saint Blaise au XV^e siècle. De bonne heure aussi, les terres argileuses du pays avaient alimenté des ateliers de céramique commune, dont certains ont été assez renommés jadis, par exemple ceux de Giroussens, et où l'on fabriquait des pots (*olas*), des vases (*grazals*), des cruches (*péchers*) qu'on vendait dans les marchés et les foires. Sur place également, grâce à la présence de sables spéciaux et au voisinage des grandes

forêts de Grésigne et autres, s'étaient installées des verreries. On en compte sept au ^{14^e siècle, indiquées par les documents et situées dans les territoires de Vaour, de Montmirail (région de Gaillac), de Cordes et de la Guépie (régions d'Albi et de Saint-Antonin-de-Rouergue). Elles paraissent florissantes et leur tradition s'est perpétuée dans les verreries actuelles de Carmaux, lorsque la verrerie à la houille a remplacé la verrerie au bois.}

A côté des formes anciennes du trafic, commerce local et régional portant sur les produits agricoles et sur les articles de consommation courante, l'Albigeois, à la fin du moyen âge et à la Renaissance, possède une variété plus progressive et plus perfectionnée des échanges. Le grand commerce national et international y est représenté par le commerce des vins de haut prix, spécialement de ceux de Gaillac, de Lisle-d'Albi et de Rabastens, par celui des plantes tinctoriales, safran, garance et pastel, qui sont généralement aux mains d'associations marchandes en relations avec les négociants de Bordeaux, de Paris, de Bourges et de Rouen. Ce trafic se fait par eau vers Bordeaux au moyen du Tarn et de la Garonne. Par terre, ce sont des caravanes qui s'acheminent vers les lieux de vente. En 1352, un marchand de Cordes pour sa part loue cinq mulets au prix de 68 écus pour transporter de Paris en Albigeois cinq *trossels* (charges) de draps de France. Au ^{16^e siècle, le commerce de la draperie et autres tissus est celui qui donne lieu aux relations commerciales les plus étendues. Dans une petite ville, telle que Lavaur, les marchands qui l'exercent forment une sorte d'aristocratie commerçante qui, d'abord confondue avec les *merciers* et les *changeurs* au ^{14^e siècle, s'en distingue au ^{16^e pour former le corps riche et considéré des marchands drapiers. Ceux-ci d'ailleurs font souvent en même temps le commerce lucratif des épices, du pastel et du fer, qu'ils vendent concurremment avec les soieries, les lainages, les tissus de coton, la bonneterie et les toiles. Ils pratiquent même le prêt à l'amiable. Ils sont en même temps en général propriétaires d'immeubles et de terres. Ils ont un personnel de commis ou *serviteurs*, assez chèrement rétribué (45 l. par an et une partie de l'habillement, par exemple en 1549). L'un de ces marchands en deux ans ne compte pas moins de quatorze employés. Les apprentis qu'ils forment en deux, trois ou quatre ans sont le plus souvent intéressés à la bonne gestion des affaires par l'apport parfois élevé (200 florins d'or par exemple en 1359) qu'ils mettent dans l'*ouvroir* du patron. Celui-ci jouit d'un prestige considérable. A Lavaur, le marchand drapier est un gros bourgeois, personnage coté, tels que les Ulhet et les Cazes, qui exerce généralement les charges municipales et revêt la dignité de consul de la ville. Sa clientèle dans la petite cité est moins formée de nobles que de membres de la bourgeoisie et du peuple ou du moyen et du bas clergé, auxquels il vend au comptant, mais fréquemment aussi à crédit ou à terme, moyennant promesse de paiements échelonnés sur deux ou trois verse-}}}

ments. Ces ventes donnent lieu à la rédaction d'obligations (*protocoles*) notariées, au besoin même de contrats, qui stipulent des cautions prises parmi les membres de la famille ou parmi des habitants du pays, étrangers au groupe familial, par exemple des maîtres tailleur. Parfois, l'acheteur qui prend à crédit s'engage même avec la clause « d'arrestation de sa propre personne », en cas de défaillance à l'échéance. Le paiement ne se fait plus que très rarement en nature ; il s'effectue presque toujours en livres, sols et deniers tournois, exceptionnellement en écus sols, écus petits et en écus d'Espagne (*carolus*).

Les documents montrent l'extension qu'a prise déjà ce commerce de tissus. La clientèle moyenne ou modeste d'une petite ville albigeoise au XVI^e siècle achète peu de soieries : celles-ci sont encore des produits de luxe réservés à la cour et aux hautes classes. Tout au plus quelques bourgeois aisés à Lavaur ont-ils des ceintures et des filets de soie, quelque peu de velours noir, des tamis en soie. Mais la noblesse et les gens d'église ont des garde-robés variées, d'un luxe solide et cossu, formées de tissus de laine, draps fins surbruns, du seigneur ou du vicomte, comme on les appelle, de couleurs diverses, rouge, céleste, grise, noire, violette, qui valent jusqu'à 4 ou 5 l. la canne. Les milieux populaires recherchent les tissus de laine pure ou mêlée, commune, tirelaines, cordelats, cadis, de nuance grise ou sombre. On réserve pour les vêtements de dessous, les doublures ou les parements, les étoffes de couleur claire. On voit, d'après les textes, que la draperie fine vient de l'Ile-de-France (Paris et Beauvais) qui fournit des dessous pour femme (*chausses*), des robes de mariées, des habillements masculins soignés. On s'adresse aussi à Rouen pour ces étoffes ; c'est de là que viennent les fameux draps du vicomte ou du seigneur cotés jusqu'à 9 l. 15 s. la canne, tandis que ceux de Paris se vendent entre 3 l. 11 s. et 5 l. 15 s. On recherche encore les draps verts et rouges d'Aumale, les draps de Bourges et de Dun-le-Roi, noirs, violets, rouges et bruns, dont la première qualité (la noire) vaut jusqu'à 5 l. 8 s. Orléans fournit aussi des tissus de laine noirs et rouges. La draperie fine des Pays-Bas est recherchée en Albigeois par la clientèle riche, qui use des draps garance de Courtrai, des lainages jaunes de Frise, des tissus de laine perse, rouge, noire et rousse d'Anvers. Il vient des lainages de qualité moyenne d'autres provinces : de Lorraine (draps de Verdun); de la Marche (draps noirs de Felletin); du Poitou (draps vicomte); du Languedoc (draps de Montauban, de Carcassonne, de Narbonne et de Toulouse); du Rouergue (tissus de laine bon marché de Saint-Antonin et de Villefranche); du pays de Foix (cordelats noirs de Pamiers).

On se procure aussi, outre les matelas ou *cosseras* de plumes du pays, des couvertures fines (*flessades* ou *châlons*) à Rouen, d'autres plus communes à Tulle (celles-ci valent 1 l. 10 s. à 2 l. au XVI^e siècle), ou encore à Toulouse. Pour 15 s. à 2 l., on a des manteaux ou man-

telets d'enfants, les capes de Béarn. La bonneterie fine vient de Rouen; Carcassonne fournit des bonnets noirs. Le fil de Toulouse paraît le plus estimé pour la mercerie. Les premiers tissus de coton apparaissent sous le nom de *futaines*; ils viennent d'un centre bien connu d'Allemagne, d'Augsbourg. Le commun use des toiles d'étoupes et de chanvre du pays. La classe aisée emploie les toiles de Laval et de Coutances.

Cette variété de produits est l'indice de la variété des relations économiques qui s'étaient nouées entre les marchands d'Albigeois et ceux du reste de la France ou de l'étranger. Peu à peu, ainsi, à l'économie locale et régionale se surajoutent l'économie nationale et internationale. On saisit ainsi, et ce n'est pas une des moindres attractions du recueil de M. Portal, dans des textes qui semblent morts, les indices du mouvement incessant de la vie économique qui s'est manifestée au cours des trois siècles auxquels ils se réfèrent.

P. BOISSONNADE.

Vespucci Reprints, Texts and Studies. Princeton, University Press; Princeton-London, Humphrey Milford; Oxford University Press, 1916.

II. **The Soderini Letter, 1504**, in facsimile, 1916. In-8°, 32 pages. Prix : 75 cents.

IV. **The Soderini Letter**, in Translation, with introduction and notes, by George Tyler NORTHUP, 1916. In-8°, 65 pages. Prix : 1 dol. 25.

V. **The Mundus Novus in Translation**, by George Tyler NORTHUP, 1916. In-8°, 13 pages. Prix : 75 cents.

VI. **Paesi Novamente Retrovati et Novo Mondo**, 1588, in facsimile, 1916. In-8°, 166 pages. Prix : 2 dol.

VII. **Sensuyl le Nouveau Monde**, 1515, in facsimile, 1916. In-8°, 184 pages. Prix : 2 dol.

La bibliothèque de l'Université Princeton entreprend la publication en fac-similé d'un certain nombre d'ouvrages d'Améric Vespuce qu'elle doit à la libéralité de M. Cyrus H. M. McCormick. Les éditeurs se proposent de comprendre dans cette collection d'autres éditions très rares des opuscules de Vespuce, le tout accompagné de traductions et d'études critiques sur ces différents ouvrages. Des cinq volumes ci-dessus indiqués, parus en 1916, trois sont des fac-similés des opuscules originaux exécutés en phototype, dont il suffira de dire que ces reproductions sont parfaites. Un quatrième est la traduction en anglais, par M. G. T. Northup, du *Mundus Novus* dont on nous promet une étude critique par M. George Parker Winship, bibliothé-

caire de la bibliothèque Widener de l'Université Harvard. Le cinquième est la traduction en anglais par le même de la lettre à Soderini, précédée d'une introduction critique sur ce document.

La personnalité de Vespuce est encore sur beaucoup de points énigmatique. Le fait, où il n'est pour rien, d'avoir donné son nom au Nouveau Continent lui a valu des attaques passionnées. D'autres l'ont défendu; mais il reste toujours très difficile d'identifier les voyages auxquels il a pris part et de lui donner sa véritable place dans l'histoire des découvertes. Il faut pour cela soumettre à une critique rigoureuse les différentes versions, très fautives, de ses écrits. La publication de l'Université Princeton y aidera singulièrement en permettant la confrontation de ces documents auparavant à peu près impossible.

On possède de la lettre dite à Soderini, écrite par Vespuce à Lisbonne en 1504 : 1^o une édition sans date, en italien défiguré par de nombreux hispanismes; 2^o une copie manuscrite de cette lettre, en italien, faite au XVIII^e siècle d'après un document très voisin de l'original; 3^o une traduction latine faite d'après une version française, faite elle-même sur le texte italien, traduction insérée par Waldseemüller dans la *Cosmographiae Introductio*, imprimée à Saint-Dié en 1507. C'est le fameux ouvrage où Waldseemüller propose de donner au Nouveau Continent le nom d'Amérique. Les deux textes italiens ne dérivent pas l'un de l'autre, mais d'un prototype qui ne paraît pas être l'original lui-même, car il s'y trouve un lapsus qui ne peut guère être attribué à Vespuce : abbaye de tous les saints (*badia*) au lieu de baie de tous les saints (*bahia*). L'original devait d'ailleurs être en espagnol et avait été adressé au roi Ferdinand. C'est ce qui résulte d'un passage conservé dans la traduction latine et qui a disparu dans les deux textes italiens. On ne s'expliquerait pas comment ce détail, s'il était faux, aurait été introduit dans la version insérée par Waldseemüller dans la *Cosmographiae Introductio*, tandis que son omission dans la version italienne, soi-disant écrite pour Soderini, est toute naturelle. Vespuce a dû faire pour cette lettre ce qu'il avait fait, il nous le dit lui-même, pour un autre ouvrage : écrire son récit en espagnol pour le roi, puis le faire traduire pour l'envoyer à d'autres correspondants, dont son compatriote Soderini. C'est d'ailleurs ainsi qu'ont procédé Colomb, Pigafetta et d'autres. On comprend dès lors comment la traduction italienne, faite par un intermédiaire, a conservé tant de traces de l'original. M. Northup a dressé une longue liste de tous ces hispanismes. On a prétendu, en supposant que la lettre à Soderini est bien la version originale, que Vespuce, en l'écrivant, avait oublié sa langue maternelle. L'hypothèse est bien invraisemblable pour un homme qui était venu tard en Portugal et en Espagne. On a même voulu faire de ce jargon la pierre de touche qui permettrait de distinguer parmi les écrits qui lui sont attribués ceux qui sont de lui des ouvrages apocryphes. La vérité, indiscutable, est que l'original, aujourd'hui perdu, était en espagnol. Nous n'en avons qu'une

mauvaise traduction italienne. Malgré tout, en se servant des trois versions qui nous sont parvenues, on peut arriver à reconstituer un texte très suffisant pour l'historien, et c'est celui dont M. Northup nous donne une traduction anglaise. Il s'arrête après avoir élucidé ces questions si controversées et établi ce texte, laissant à d'autres le soin de l'interpréter. Mais il faudra, pour aborder le problème historique, que les autres opuscules de Vespuce aient été soumis à un examen aussi scrupuleux et aussi sagace.

L. GALLOIS.

Charles FLACHAIRE. **La dévotion à la Vierge dans la littérature catholique au commencement du XVII^e siècle.** Paris, Ernest Leroux, 1916. In-8^e, 174 pages.

Nous avons déjà signalé, en analysant la *Revue de l'histoire des religions* de 1915 et 1916, où il a paru d'abord, ce très beau et très original travail. On y a ajouté une excellente bibliographie et un index alphabétique qui rend les recherches faciles dans le volume. Charles Flachaire est mort au champ d'honneur le 10 septembre 1914; il avait écrit cette étude en 1909-1910 comme mémoire pour le diplôme d'études supérieures de lettres; il se proposait de le revoir et de le poursuivre plus loin; il avait réuni dans cette vue de nouveaux documents; M. Rébelliau, son beau-père, dont l'on sait la haute compétence, dont l'on connaît les remarquables études sur l'histoire religieuse du XVII^e siècle, a introduit ces documents dans le texte, grâce à des indications précises. Avec le livre de M. Flachaire, ce sujet sur la dévotion de la Vierge est sorti du domaine de la littérature d'éducation; il est entré dans l'histoire. Ceux qui veulent véritablement comprendre l'âme de la France au début du XVII^e siècle doivent lire ces pages vibrantes. Flachaire suit la dévotion de la Vierge dans les divers groupes religieux, chez les Jésuites, les Pères Chifflet, Binet et Poiré, chez saint François de Sales et la Visitation, chez les Oratoriens avec Bérulle et le P. Gibieuf, à Port-Royal avec Saint-Cyran, chez les Sulpiciens avec M. Olier, chez le P. Eudes qui fut le promoteur de la dévotion au « Saint Cœur de Marie », chez Bossuet enfin qui, tout en vouant à la Vierge un véritable culte, sut se garder de tout excès et apporter aux emportements mystiques de M. Olier ou du P. Eudes des tempéraments d'un solide bon sens. Il nous fait ainsi mieux pénétrer dans les manières de penser et de croire de tous ces personnages; et, à propos d'une dévotion particulière, il éclaire l'évolution générale du sentiment religieux au XVII^e siècle. Ses croyances catholiques qui lui ont donné la compréhension des pensées, des sentiments et des actes mystiques n'ont pourtant point gêné la liberté de son jugement; au fond, il voit les exagérations auxquelles, par la dévotion à la Vierge, certains ont été entraînés; mais, encore que sa raison le range du côté de Bossuet, il

ne saurait parler d'eux qu'avec une profonde sympathie. Il écrit dans sa conclusion : « L'historien intelligent des choses religieuses — et Flachaire est cet historien — doit se faire indulgente aux écarts de sensibilité, aux envols d'esprits, s'ils sont comme ils le furent chez saint François de Sales et chez le P. Coton, chez Bérulle et chez le P. Joseph, chez Olier et chez Eudes, la condition de l'énergie féconde qui inspire les tours de force et les chefs-d'œuvre conquérants de l'apostolat. Le remède ne serait-il pas aussi pernicieux que le mal et le « purisme » de l'orthodoxe raison bien « antireligieux », si, sous sa menace, le sentiment de la « présence » surnaturelle s'atténueait, — si la prière, « l'approche », devenait moins confiante et comme peureuse. Ce qu'on appelle la « piété » n'est pas une conception séchement abstraite, soumise uniquement aux lois de la claire évidence intellectuelle. Et elle n'est pas, non plus, une simple douceur d'âme, un luxe sentimental. Elle est, aussi, une force sans cesse intensifiée par elle-même, envahissante, qui réalise la synthèse des énergies spirituelles et morales, qui alimente l'effort, — qui crée de la vie. »

Chr. PFISTER.

Louis DIMIER. *Bossuet*. Nouvelle librairie nationale, 1916. In-16, vi-306 pages.

Trois cents pages ont suffi à M. L. Dimier pour analyser l'importance du « premier de tous les auteurs français ». Parmi ceux « qui répandent une clarté continue, en qui la liaison des parties, un juste tempérament d'idées, une pensée complète composent un enseignement solide », il n'en est pas de plus digne d'intérêt, de plus classique et de plus actuel que Bossuet. Considérez en lui l'orateur, l'historien ou l'humaniste, examinez sa philosophie ou sa théologie, voyez-le diriger des consciences ou administrer un diocèse, étudiez enfin ses théories politiques, — toujours sa pensée lumineuse et profonde, qui fut représentative de son siècle et de l'esprit français, repose sur la saine et ferme raison et tend à l'action. M. L. Dimier nous fait pénétrer dans le détail de cette action et de cette pensée : il analyse avec vigueur et démontre avec conviction, — et voilà un clair volume, nourri de faits et d'idées, paré d'une élégance probe et sereine qui achève la séduction !

Au surplus, l'auteur n'ignore rien de ce qui a été écrit sur Bossuet.

1. Un trop grand nombre d'erreurs typographiques. P. 4, l. 10, remplacer le point par une virgule; — p. 30, l. 13, lire « retentissement »; — p. 31, l. 16, lire « tous »; — p. 51, l. 25, lire « esquisse »; — p. 69, l. 18, lire « qu'importe »; — p. 96, l. 24, lire « Philipsbourg »; — p. 112, l. 9, une virgule à déplacer; — p. 113, l. 29, lire « vieillard »; — p. 155, dernière ligne, lire « escarpée »; — p. 156, l. 8, lire « tintamarre »; — p. 159, l. 32, lire « fée »; — p. 177, l. 15, lire « elle »; — p. 188, l. 1, lire « sortilège »; — p. 212, l. 24, lire « matières »; — p. 251, l. 25, lire « pourrait »; — p. 255, l. 9, deux virgules omises; — p. 303, l. 5, lire « Française ».

Il connaît les travaux de l'abbé Lebarq et de M. Lévéque. Il a suivi l'évolution de la critique : Sainte-Beuve, toujours juste et précis; Paul Albert et Larroumet, trop dédaigneux; Brunetiére et ses maladroites apologies. Il a lu les ouvrages de Gandar et de Floquet, de Rébelliau et de l'abbé Urbain, de Crouslé et de l'abbé Brémond. Il a consulté les ouvrages « à côté » qui pouvaient lui donner des renseignements utiles ou des « points de vue » intéressants, comme les études de l'abbé Griselle sur Bourdaloue ou la correspondance de Fénelon et de Mme Guyon éditée par P.-M. Masson. Il n'y a guère que la monographie de M. G. Lanson, si compréhensive, dont je ne trouve pas la mention.

Parmi tous ces critiques, il en est un que M. Dimier poursuit d'une sévérité sans complaisance parce que son influence, contraire à celle qu'il voulait exercer, contribua à écarter de Bossuet la curiosité contemporaine. Il s'agit de Brunetiére. Brunetiére a considéré comme inutile l'examen des manuscrits de Bossuet. Brunetiére a formulé cette « étrange définition » : Bossuet poète lyrique, au sens romantique et presque désordonné du mot, « assertion absurde » qui ne peut venir que d'un « commentaire superficiel », car enfin le lien qui assemble les pensées de Bossuet est « accessible à tout être intelligent ». Brunetiére a parlé quelque part de la « modernité » de Bossuet, mais il s'en est mal expliqué et ce n'est chez lui qu'une invention « frivole » et un paradoxe de plus. En fin de compte, la science de Brunetiére est « bornée » et « le bon sens ne l'éclaire pas. » Tout cela est dur, mais extrêmement pittoresque. Et qui ne voit qu'ayant ainsi déblayé le terrain, abordant sans idées préconçues les textes mêmes qu'il offre à notre admiration, le dernier historien de Bossuet peut vraiment faire œuvre de critique et replacer le grand évêque au milieu de la société de son temps ?

C'est ainsi qu'il réfute, d'une façon qui semble définitive, la légende du mariage de Bossuet avec M^{lle} de Mauléon (p. 174-186). Les assertions d'un auteur sans crédit nommé Denis ont été reprises récemment par l'abbé Urbain. En fait, pourtant, Bossuet n'eût pu vivre marié « sans risquer, à tous les moments de son existence, et le déshonneur public et les peines ecclésiastiques que le roi, certainement, ne lui eût pas épargnées. » Ajoutez « le peu de vraisemblance qu'il y a à ce qu'une personne connue de tout l'entourage eût été sa femme insoupçonnée ».

Autour de cette grande figure si noble et si pure, tout le XVII^e siècle apparaît dans sa complexité et dans son évolution. Il se crée une manière de penser de Versailles et tout ne tend au vrai et au grand qu'à travers les querelles et les agitations qui font la vie. Le cartesianisme de Bossuet, son attitude en face de Fénelon dans l'affaire du quétisme, ses théories gallicanes sont analysés un peu durement peut-être, mais avec beaucoup de pénétration. Le fondement du devoir patriotique repose sur les enseignements de l'évangile et sur l'exemple de Jésus « fidèle et affectionné jusqu'à la fin à sa patrie, quoique

ingrate, et à ses cruels concitoyens qui ne songeaient qu'à se rassasier de son sang ».

Mais Bossuet n'est pas l'homme d'une seule culture. Humaniste délicat, il goûta le charme des auteurs profanes et il sut aussi, comme on dit aujourd'hui, se tenir au courant des progrès de la science. Quoi de plus curieux, à cet égard, que ces conférences, organisées après 1673 sous la présidence de Bossuet, et auxquelles on a donné le nom de « petit Concile » ? On y voyait des orientalistes, comme d'Herbelot, Renaudot, l'ami de Boileau, Galland, le traducteur des *Mille et une nuits*, — un hébraïsant, Thoynard, — un paléographe familier des Archives, Caton de Court, recherché en particulier pour l'étude qu'il avait faite de celles du Vatican. Le « petit Concile » avait des correspondants : à Lyon, Spon l'antiquaire, Leibniz en Allemagne, Mabillon y parut. On noua des relations avec l'ordre de Saint-Benoit dont on connaissait les immenses travaux d'érudition. On discutait Ecriture sainte et histoire profane, archéologie et philosophie ; on « critiquait » les livres nouveaux. Car il était question de tout dans ces doctes entretiens. Et ainsi l'on travaillait au XVII^e siècle.

Voilà comment Bossuet est devenu historien. Et dans ce livre, M. Dimier, conférencier de l'*Action française*, a fait indiscutablement œuvre d'historien. La méthode est rigoureusement scientifique et impartiale, et M. Dimier fait la chasse aux préjugés ennemis de l'histoire ». On retiendra sa pénétrante analyse de l'idée d'absolutisme chez Bossuet : ce n'est ni le mépris de la raison, puisqu'il discute, ni le mépris des faits, puisqu'il les respecte comme historien ; c'est l'affirmation qu'il y a des certitudes nées seulement par la mauvaise foi ou l'ignorance. Quand Buffon affirme, contre Voltaire, que les coquilles n'ont pas été laissées au sommet des montagnes par les pèlerins, il est absolutiste de la même façon que Bossuet, et cela ne veut pas dire : adversaire du progrès, intolérant.

Pour tout dire en un mot, M. Dimier a su étudier Bossuet avec la sympathie la plus large et la plus intelligente. Il l'a analysé en artiste, et pour nous faire mieux sentir le rythme de telle phrase, il cite la symphonie en ut mineur de Beethoven. Il l'a analysé en penseur, retrouvant en des pages toujours vivantes des idées encore agissantes, et c'est à lui désormais que nous demanderons — et non plus à Bruneière — en quoi consiste vraiment la modernité de Bossuet.

Louis VILLAT.

Pierre BERTRAND. **L'Autriche a voulu la grande guerre.** Paris, Bossard, 1916. In-8°, xvi-487 pages.

Le livre de M. P. Bertrand n'a pas que des qualités. Le titre ne correspond pas exactement au contenu ; l'auteur démontre non pas que l'Autriche a voulu « la grande guerre », c'est-à-dire la guerre européenne

sur les deux fronts d'ouest et d'est, mais qu'elle « a voulu la guerre ; elle a voulu la guerre avec la Serbie ; elle a voulu la guerre avec la Russie » (p. 43), donc la guerre à l'est seulement. La démonstration paraît trop longue, avec ses cinq cents pages et ses quarante-cinq chapitres groupés en quatre parties suivies elles-mêmes d'appendices : l'exposé eût gagné en force et en clarté s'il avait été plus condensé. Les textes sont cités exactement, mais la traduction des documents tirés du Livre rouge (voir p. 453) et du Livre blanc (voir p. 92 à 105) est celle de l'édition française des *Pages d'histoire* qui n'est pas citée, on ne sait pourquoi, et dont les références eussent été utiles pour le lecteur. L'auteur n'utilise pas seulement les pièces diplomatiques, mais aussi les historiens qui l'ont précédé et qui ne sont pas tous d'égale valeur. On s'étonne, par exemple, qu'il tire argument d'une conversation, rapportée dans une « Histoire illustrée de la guerre de 1914 » (p. 212 en note), entre « Un Européen » et « Un personnage administratif austro-hongrois » ; il est bien évident qu'un tel dialogue entre deux anonymes est dépourvu de toute valeur documentaire.

Ces réserves étaient nécessaires, mais elles se réfèrent à la forme plus qu'au fond et elles ne diminuent pas la valeur de l'ouvrage. Tant que le Livre rouge n'avait pas été publié, on pouvait croire que l'Autriche avait eu en quelque sorte la main forcée par l'Allemagne. Comme l'écrit M. P. Bertrand en tête d'un de ses chapitres (p. 64) : « Le Livre rouge accuse l'Autriche » ; l'Autriche « a publié son Livre rouge après six mois de guerre ; elle a donc eu tout le temps d'étudier les pièces qu'elle y a insérées dans le dessein d'établir sa bonne foi et son innocence. Or, les pièces elles-mêmes prouvent son mensonge, son hypocrisie, sa résolution belliqueuse » (p. 14). Cette thèse est aussi celle de M. Victor Basch dans la pénétrante et persuasive étude qu'il a publiée en 1915 sous le titre de *la Guerre de 1914 et le droit* (cf. *Rev. histor.*, t. CXIX, p. 407) et que M. Bertrand paraît ne pas connaître (il ne cite, p. 359, qu'un article de M. Basch dans un journal de province) : « Le Livre rouge, écrit M. Basch, p. 33, loin d'atténuer la responsabilité de l'Autriche, l'aggrave singulièrement. »

L'argumentation minutieuse de M. Bertrand ne néglige aucun détail et va au-devant des objections ; peut-être n'insiste-t-elle pas assez sur les obscurités qui subsistent — car il reste encore bien des documents à publier — mais il semble que plusieurs des faits qu'elle énumère sont désormais irréfutablement acquis. D'autres restent discutables : nous ne tenons pas pour démontré que la dépêche du chancelier à Tschirsky, du 29 ou 30 juillet, soit un faux. L'auteur ne paraît pas avoir eu sous les yeux le texte complet du discours de Bethmann-Hollweg du 19 août 1915 où ce document se trouve cité (p. 356) ; il n'en donne même pas la date précise. Dans un de ses appendices, il a établi le commentaire critique d'une note du chancelier impérial allemand sur les origines de la guerre (en date du 24 décembre 1914 et reproduite sans l'indication d'origine qui eût été si utile, p. 462-479) ; sa discussion,

en vingt-cinq points, conclut que « sans même tenir compte des omissions voulues » on trouve « à peine » dans ce document « une affirmation qui ne soit manifestement fausse, en contradiction absolue avec les faits et avec les pièces publiées dans les livres diplomatiques, même dans le Livre blanc allemand et le Livre rouge austro-hongrois ». Bref, si le travail de M. Bertrand ne donne pas toute l'histoire des « douze journées » tragiques de la diplomatie européenne, puisqu'il est conçu spécialement au point de vue austro-hongrois, il sera du moins nécessaire à cette histoire même.

G. PARISSET.

Jacques DIETERLEN. **Le Bois le Prêtre**, dessins d'après nature par M. S. Laurent. Paris, Hachette et C^{ie}, 1917. In-16, dans la collection « Mémoires et récits de guerre » ; prix : 3 fr. 50.

Nous avons déjà accompagné nos braves soldats au bois le Prêtre avec le très beau volume de Jean Variot, *la Croix des Carmes* (cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 385). Nous les y retrouvons dans cet autre très beau livre. Le récit de Variot était compris entre les dates de janvier-juillet 1915 ; celui de M. Dieterlen va d'octobre 1914 à avril 1915 ; les deux se recouvrent donc en partie. A vrai dire, M. Dieterlen ne s'est pas soucié, non plus que M. Variot, d'une chronologie stricte ; nous n'avons point ici de journal des opérations militaires. Au début de son ouvrage, il nous raconte la montée de Mamey (canton de Domèvre) aux tranchées dans le Quart-de-Réserve ; à la fin, la descente de ces tranchées à Montauville, près de Pont-à-Mousson ; et, dans l'intervalle, il nous décrit tout ce qu'il a pu observer dans ces fameuses tranchées : les gourbis et cagnas, la boue dans laquelle les hommes pataugent et qui se colle à tous les membres, les cadavres qui obstruent le passage, ceux avec lesquels on fait des parapets. Mais surtout il rend un éclatant hommage aux soldats et aux officiers, à ceux de l'infanterie comme à ceux du génie et aussi aux brancardiers qui vont chercher les blessés sous la mitraille et sont souvent atteints par les balles. De tous, il rapporte d'admirables traits d'héroïsme. Et voici le défilé des prisonniers allemands, les uns arrogants, les autres plats et supplicants. Puis, ce sont les péripéties d'une attaque des lignes allemandes où la compagnie perd ses officiers et beaucoup d'hommes, mais gagne quelques mètres de terrain. Il faut lire ce livre véridique d'un témoin fidèle pour savoir quelle dette de reconnaissance la France a contractée envers ses soldats, réservistes ou « bleuets », qui, entre la montée aux tranchées et la descente, ont enduré pour elle de si grandes souffrances.

Chr. PFISTER.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— C. W. Previté ORTON. *Outlines of Medieval History* (Cambridge, University Press, 1916, in-8°, XII-585 p. avec 7 cartes; prix : 10 sh. 6 d.). — Dans le nouveau *Précis* que M. Previté Orton a jugé opportun de publier, les étudiants anglais trouveront un exposé en général exact et parfaitement clair de toute l'histoire du moyen âge; le plus grand mérite de ce livre est, en effet, d'être très complet. Sur certains sujets comme l'histoire intérieure de l'Italie, la Hongrie, les Balkans, les Mongols, les États scandinaves, les régions balтиques et les populations slaves, il y a des indications précises, assez nouvelles dans un ouvrage d'un caractère aussi élémentaire. Il faut pourtant, dans un *Précis*, renoncer à tout dire : pourquoi l'auteur n'a-t-il pas davantage simplifié le récit des invasions, de la guerre de Cent ans et de celle des Deux-Roses? Il aurait pu, dès lors, passer moins rapidement sur les époques et les faits essentiels : douze pages sont consacrées à Charlemagne et à la civilisation carolingienne, moins de trois à Philippe-Auguste; le chapitre des Croisades, les courts paragraphes accordés à Frédéric Barberousse et à saint Louis sont vraiment insuffisants. Certains sujets perdent trop à être résumés à l'excès : ce qui est dit des origines de la féodalité, du système féodal français, des villes, est bref au point de devenir insignifiant. Enfin, on doit regretter que les maigres pages où sont présentées les civilisations médiévales successives soient mal rattachées et presque toujours subordonnées aux récits de l'histoire politique. Elles achèvent de donner à ce *Précis* un aspect démodé. J. M.

LA GUERRE.

— *Pages actuelles, 1914-1917* (Paris, Bloud et Gay; suite). — N° 104. Sir Thomas BARCLAY. *Le roi George V d'Angleterre* (quelques indications rapides et nécessairement superficielles sur le roi actuel et d'intéressantes observations sur Édouard VII; ceci en particulier, que la politique personnelle du précédent souverain était vue d'assez mauvais œil par certains chefs de parti, même très aristocratiques. George V, au contraire, s'interdit tout acte ou toute parole qui pourrait compromettre son attitude de roi constitutionnel. Il règne et ne gouverne pas). — N° 105. *Le capitaine Augustin Cochin* (recueil des lettres qu'il écrivit du 19 février 1915 au 7 juillet

1916; la plupart viennent du front; certaines sont une importante contribution à l'histoire, car elles indiquent clairement pourquoi telle de nos offensives, quoique victorieuse, est demeurée stérile. Une préface de M. Paul Bourget met en haut relief les rares mérites du jeune héros tué le 9 juillet au calvaire d'Hardécourt). — N° 106. Georges GOYAU. *L'Église de France durant la guerre, août 1914-décembre 1916* (avec une liste des principales publications relatives à ce sujet). — N° 107. Alexandre MILLERAND. *L'effort et le devoir français* (beaucoup de chiffres utiles).

Ch. B.

— *Pages d'histoire, 1914-1917* (Paris et Nancy, Berger-Levrault; suite). — N° 123, 125 et 127: *Les communiqués officiels. XXV : Novembre 1916. XXVI : Décembre 1916. XXVII : Janvier 1917.* — N° 124. Louis PIÉRARD. *La Hollande et la guerre* (réquisitoire contre la neutralité de la Hollande officielle, toute bienveillante pour l'Allemagne; l'auteur ne touche pas à la question économique, à peine parle-t-il de la situation si difficile du pays au point de vue politique). — N° 126. René PUAUX. *La course à la mer et la bataille des Flandres, septembre-novembre 1914* (exposé précis, nourri; dix cartes dans le texte permettent de suivre presque jour par jour les péripéties de cette bataille où les Allemands ont été vaincus pour la seconde fois. Le dernier chapitre est consacré au général Foch, le véritable vainqueur de cette dure bataille). — N° 128. S. R. *Chronologie de la guerre*, tome V. 1^{er} juillet-31 décembre 1916 (précieux répertoire de faits). — N° 129. Georges REYNALD. *Pour avoir la paix. La manœuvre allemande* (on trouvera dans ce volume le texte du discours prononcé par M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag le 12 décembre 1916 et les notes des puissances centrales proposant l'ouverture de négociations pour la paix; les réponses des États de l'Entente à ces communications à la fois sincères et perfides; les « suggestions » des Neutres et la réponse de l'Entente. Tous documents que les historiens examineront avec l'attention la plus passionnée, puisque cet échange de notes devait amener l'Allemagne à faire la guerre sous-marin à outrance et les États-Unis à déclarer la guerre à l'Allemagne. Dans la préface, M. Reynald expose le jeu de l'Allemagne, l'attitude et la politique du président des États-Unis; c'est vraiment une page d'histoire). — N° 130. J. HUTTER. *Les sous-marins* (le chapitre VII raconte les exploits des sous-marins alliés. La contre-partie sera connue plus tard).

Ch. B.

— BERTHEM-BONTOUX. *Les Françaises et la grande guerre*. Préface de François VEUILLOT (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1917, in-16, 288 p.; prix : 3 fr. 50). — Avant même d'avoir ouvert ce livre, on devine ce qu'il contient; c'est et ce ne peut être qu'un recueil de récits, d'impressions, de souvenirs où triomphe l'âme héroïque ou charmante de la femme française, de la femme chrétienne. On le lira avec intérêt, avec émotion, parfois aussi peut-être avec ce malaise

qu'on éprouve à entendre dire trop de bien des personnes qui vous sont chères. Mais le sentiment qui anime l'auteur de ce livre est si beau et réconfortant qu'on se reprocherait de le critiquer. — Ch. B.

— *Les buts de l'Allemagne annoncés par les auteurs allemands* (Paris, Payot, in-8°, 48 p.). — Brochure de propagande à l'adresse des Neutres, s'il en reste. On a découpé dans les auteurs allemands et dans les harangues impériales des déclarations qui portent la lumière sur les moyens employés pour préparer l'opinion publique à la guerre, sur le sort réservé aux petits États si l'Allemagne était victorieuse comme elle croyait fermement l'être, sur l'hégémonie que dans son arrogance elle prétendait imposer au monde entier. Dans l'index bibliographique qui termine la brochure, on trouvera d'utiles précisions sur les auteurs dont les livres ont été mis à contribution pour ce réquisitoire contre la plus grande Allemagne. Ch. B.

— JEAN-BERNARD. *Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, in-8°; paraît par livraisons à 0 fr. 75 le fascicule). — N°s 11-16. Dans ces fascicules sont racontés la bataille de la Marne, le siège de Maubeuge, l'échec des Allemands devant Nancy, l'invasion de la Prusse orientale par les Russes. Le récit est intéressant, puisé aux bonnes sources, parsemé d'anecdotes plaisantes qui égaient, sans nuire à la gravité qu'il convient de conserver à travers les horreurs d'une telle guerre. — Ch. B.

— A. BAUDRILLART. *Une campagne française*. Préface de Frédéric MASSON (Paris, Bloud et Gay, 1917, in-12, 272 p.). — Mgr Alfred Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris, mène avec vaillance le bon combat pour la France soit dans notre pays même, soit chez les puissances neutres. Il met au service de la cause qu'il défend sa haute autorité de prêtre, son talent littéraire, son éloquence et tout son amour de la patrie. Il a réuni dans ce volume quelques-uns des articles qu'il a écrits ou des discours qu'il a prononcés au cours de cette guerre. Voici la belle conférence faite par lui le 24 mars 1916 à la salle de la Société de géographie où il résume l'œuvre accomplie par le Comité catholique de propagande française à l'étranger : il y montre comment ce Comité a pris naissance, il énumère ses publications, indique les résultats obtenus. Voici les préfaces qu'il a mises en tête des ouvrages de propagande : *la Guerre allemande et le catholicisme* (Rev. histor., t. CXX, p. 411); *l'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne* (Rev. histor., t. CXXI, p. 387); *Ma captivité en Allemagne*, par M. l'abbé Aubry. Voici la réponse qu'il a rédigée, au nom des catholiques français, à l'orgueilleux manifeste des soixante-dix-sept catholiques allemands; le texte des interviews qu'il a accordées à des journalistes, notamment au correspondant du *Tijd*, journal catholique d'Amsterdam; des lettres qu'il a adressées à divers journaux, ayant affirmé ou insinué que le pape Benoît XV avait condamné l'œuvre de propagande catho-

lique française. Et voici pour finir toute une série de renseignements sur le voyage entrepris par lui en Espagne en avril et mai 1916 et dont les étapes ont été Vitoria, Madrid, Saragosse, Valence, Tolède, Valladolid, Saint-Sébastien; partout il a prêché, partout il a montré la justice de la cause française; et ses discours ont été pour cette cause un grand succès. Sous sa parole chaude et vibrante sont tombés bien des préjugés contre notre chère patrie. Il a semé le bon grain et la moisson lèvera. Il a eu mille fois raison de rassembler en un faisceau ces pages jusqu'ici éparses : nul Français ne les relira sans ressentir pour l'auteur de l'admiration et une profonde reconnaissance. — C. PF.

— G. BLANCHON. *Aux heures d'angoisse* (Paris, E. de Boccard, 1917, in-16, 241 p.; prix : 3 fr. 50). — Ces heures d'angoisse, ce sont les heures des débuts de la guerre. M. G. Blanchon réunit dans ce volume les articles qu'il a publiés au jour le jour dans le *Journal des Débats* ou dans des revues. Il a eu bien raison de n'y rien changer, encore que sur bien des questions il se soit trompé, que bien de ses prévisions ne se soient pas réalisées; ces études sont ainsi à leur manière des documents et renseignent les historiens futurs sur les sentiments, les pensées, les espoirs et aussi sur le courage héroïque des Français, au fur et à mesure que se déroulait l'horrible guerre. Il a divisé son ouvrage en quatre livres : I. L'agression ; c'est la ruée des Allemands sur la France et vers Paris, en août 1914. II. L'équilibre ; de septembre à novembre 1914, après la victoire de la Marne, quand la guerre s'immobilise dans les tranchées. III. Pourquoi nous vaincrons ; exposé d'ensemble assez long, portant la date d'octobre 1914-mai 1915 et où sont déduites toutes les raisons qui nous assureront la victoire. IV. Les étapes. Nous revenons à la date du 1^{er} janvier 1915 et nous allons jusqu'au 1^{er} novembre 1916, jour consacré aux morts ; ce sont nos attaques de la Somme et de la Champagne, c'est l'admirable défense de Verdun. Ces étapes conduiront à la « Victoire ». M. Blanchon donnera ce dernier titre à un quatrième livre qu'il pourra ajouter, en un avenir que nous espérons prochain, aux trois précédents.

C. PF.

— Louis MAURICE. *La politique marocaine de l'Allemagne* (Paris, Plon, 1916, in-16, 202 p.; prix : 3 fr. 50). — L'auteur veut nous exposer une des causes de la guerre de 1914 en nous montrant la place tenue par le Maroc — pendant les années 1905-1914 — dans les préoccupations de la diplomatie allemande. Le Maroc a été pour cette dernière le tremplin de sa politique contre la France, un des moyens employés pour amener notre pays à une capitulation sous la forme d'une alliance qui en aurait fait une seconde Autriche-Hongrie. C'est en neuf chapitres allant du voyage de Tanger au traité du 4 novembre 1911 (voyage et discours de Tanger, acte d'Algésiras, occupation de Casablanca, chute d'Abdul-Aziz, affaire des déserteurs de Casablanca, accord du 8 février 1909, contrat du 17 février 1909, Agadir, traité du 4 novembre 1911) que M. L. Maurice a traité cette question. Il ne se

lasse point de montrer que le Maroc a toujours été pour l'Allemagne une arme contre la France, une poudre toujours sèche. Il met en regard la patience du gouvernement français, faisant preuve parfois de trop d'abnégation dans son désir d'éviter la guerre, la lourde tâche assumée par le général Lyautey, en face d'un cabinet de Berlin qui soutenait sans cesse les agitations provoquées par ses agents, fomentait des révoltes, protégeait quiconque avait maille à partir avec nous, en inspirant des doutes sur la solidité et la durée de notre établissement. Il nous semble cependant que l'auteur n'a pas assez synthétisé la politique de Bismarck dans cet exposé colonial. Bismarck ne voulait conquérir aucun territoire, mais seulement planter solidement ses nationaux dans certaines régions extra-européennes; leur donner la possibilité de se développer économiquement, de multiplier les maisons commerciales, les industries; ce n'est que lorsque tout le territoire serait devenu économiquement allemand que Bismarck songeait à en faire une terre allemande politiquement. A notre avis, cette idée aurait dû être mise davantage en lumière dans ce livre, être le pivot de la thèse de M. Maurice. Elle doit du reste dominer dans tout livre sur la politique coloniale allemande; ce sont les intérêts économiques qui ont tout primé au Maroc, c'est le désir d'une association entre hommes d'affaires des deux pays (accord de 1909) qui a été à la base de la politique allemande au Maroc.

M. R.

— Jules POIRIER. *Reims, 1^{er} août-31 décembre 1914* (Paris, Payot, 1917, in-16, 352 p.; prix : 3 fr. 50). — C'est une chronique, jour par jour, de la vie à Reims depuis le début de la mobilisation jusqu'à la fin de l'année 1914. Elle est interrompue, du 12 au 14 septembre, par un récit de la bataille de la Marne qui n'apprend rien de nouveau. On ne relira pas sans émotion les détails et les documents relatifs à la destruction de la cathédrale opérée, sans motif militaire, par l'artillerie allemande.

Ch. B.

— *Impressions de guerre de prêtres soldats* recueillies par Léonce de GRANDMAISON; 1^{re} et 2^e séries (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916 et 1917, 2 vol. in-16; prix de chaque volume : 3 fr. 50). — Le directeur des *Études* a eu bien raison de recueillir ces *Impressions* que deux fois par mois a publiées sa revue; elles méritent d'être relues et ici nous avons un texte plus complet que dans les pages de la revue où souvent a sévi la Censure. La première série a eu un grand succès, puisqu'elle en est à sa huitième édition; la seconde trouvera certainement une faveur analogue auprès du public. Les prêtres soldats nous promènent sur l'immense front du champ de bataille d'Ypres à Salonique, avec un long arrêt en Artois, un autre en Champagne, lors de l'attaque du 25 septembre 1915, puis à Verdun, fin février et début de mars 1916; l'un d'eux nous conduit au-delà de la ligne de feu, à Bruxelles, et nous expose les misères que les Allemands infligent à la malheureuse Belgique. On ne saurait lire ces récits sans éprouver une émotion profonde. Les croyants catho-

liques préféreront peut-être ceux dus aux aumôniers, qui volontiers nous entretiennent de la messe célébrée avant les assauts, de la communion distribuée dans les tranchées, des conversions de soldats ramenés à la foi et à une vie plus pure et faisant le sacrifice de leur existence, reconfortés par la divine parole; nous nous sommes surtout attaché, pour notre part, à ceux des prêtres qui ont pris part à la bataille comme officiers ou soldats et nous décrivent les péripéties et les émotions de la lutte. Entre tous ces chapitres du volume, nous retiendrons surtout celui qui a pour titre : *Dans la fournaise de Verdun* et qui est signé : Paul D***, sergent-fourrier [depuis sous-lieutenant] au ...* de ligne. Il est en tous points admirable. — C. PF.

— Émile MAYER (lieutenant-colonel É. MANCEAU). *Autour de la guerre actuelle. Essai de psychologie militaire* (Paris, Chapelot, 1917, in-16, 319 p.; prix : 3 fr. 50). — En février 1891, dans un article intitulé : *l'Évolution de la tactique*, le colonel Mayer prédisait que toute guerre nouvelle serait caractérisée « par l'invisibilité complète des troupes, l'inviolabilité des fronts, la puissance de la défensive ». La campagne du Transvaal et celle de Mandchourie lui donnèrent raison et il revint sur ces idées dans un article de la *Bibliothèque universelle* (mai-août 1906) qui eut à l'époque quelque retentissement. Dans le présent volume, M. Mayer explique de quelle manière cette conception est née et s'est développée dans son esprit; il critique l'enseignement donné dans nos écoles militaires; signale les réformes à faire dans l'armée; par delà la guerre présente, il montre ce que doit être « la préparation de la prochaine guerre ». Le livre, de l'aveu de l'auteur, a été écrit un peu vite et a « une allure désordonnée ». Puis la censure y a fait des coupes sombres, notamment dans le chapitre : En vue de l'avenir, ce qui ne permet pas toujours de deviner le développement de la pensée. Le volume, où l'on trouve en somme assez peu d'histoire, sera discuté avec passion par les écrivains militaires.

C. PF.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Victor GIRAUD. *La civilisation française* (Paris, Hachette, 1917, in-16, VIII-56 p.). — Ce « discours » a obtenu à l'Académie française le prix d'éloquence en 1916. Il a déjà paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1916 (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 419). Il est divisé exactement en quatre points, où sont passées en revue toute la littérature, toute la philosophie, la religion et toute l'histoire de France. On y prouve, en se plaçant à ces quatre points de vue, que la France a pour originalité et pour mission de voir toutes choses sous l'aspect de l'humanité, *sub specie humanitatis*. Il y a dans le discours de beaux passages; mais aussi beaucoup de citations bancales : *Homo sum*, la douce France, beau comme le Cid, Ah! nature, nature!, *Gesta Dei per Francos*. Décidément, ce genre académique est un genre bien faux. — C. PF.

— Louis FILIPPI. *Essai sur le maréchal de France Alfonso d'Ornano, maire de Bordeaux, 1548-1610* (Alger, impr. Jourdan, 1915, petit in-8°, 132 p.). — On trouvera dans cet « essai » tous les éléments d'une étude complète sur le maréchal d'Ornano. Mais cette étude n'est pas faite. Les deux premières parties — la jeunesse, la carrière militaire, — n'ont pas d'autre prétention que de résumer les travaux antérieurs. La troisième et dernière partie, consacrée à l'administration du maréchal à Bordeaux, est plus importante. A l'aide de documents empruntés aux archives départementales de la Gironde, M. Filippi expose d'une façon fort pittoresque les démêlés d'Ornano avec le duc d'Épernon et surtout avec le cardinal de Sourdis, dont il apprécie sans complaisance le caractère et le rôle. Mais il fallait analyser avec plus d'ampleur l'œuvre proprement administrative du maréchal, car elle est de tout premier ordre et digne de celle que réalisait avant lui le maréchal de Matignon. « L'établissement de la police ordonnée par l'édit de Nantes, la réconciliation des nobles en querelles, la diminution des impôts extraordinaires, ... la visite de la frontière, la fonte de la vieille artillerie, ... le repassement des poudres, ... les assemblées populaires en l'hôtel de ville, ... la fréquentation des hôpitaux, etc. », tels sont quelques-uns des travaux où Ornano montra, dans les dix dernières années de sa vie, une inlassable activité en même temps qu'un dévouement sans limites à la cause du roi. Loyac les mentionnait dès 1615, M. Filippi les indique après lui; mais il convenait d'insister pour apporter une plus utile contribution à l'histoire de l'administration provinciale au lendemain des guerres de religion.

L. V.

— Paul MEURIOT. *La population et les lois électORALES en France de 1789 à nos jours* (Berger-Levrault, Nancy et Paris, 1916, 4 brochure in-8°, 96 p.). — M. Paul Meuriot examine les diverses périodes du régime électoral de la France de 1789 à nos jours, et pour chacune d'entre elles — époque révolutionnaire, Consulat et Premier Empire, monarchie censitaire, régime du suffrage universel, — il recherche quelle est exactement la relation entre la population et la représentation parlementaire. Cette relation est presque toujours anormale, illogique, contradictoire, aussi bien avec le principe des « trois bases » — territoire, population, contribution directe — établi par la Constituante, que dans les manifestations actuelles de la vie électorale. C'est à peine si, à trois reprises, en 1848-1849, en 1871 et en 1885, on peut constater un effort de sincérité qui réalisa pour peu de temps une représentation parlementaire adéquate à l'état numérique de la population.

Des statistiques extrêmement précieuses ont été établies d'après les pièces des Archives, les tableaux du *Moniteur* ou les indications puisées à tels ouvrages contemporains, comme l'*État des citoyens de Paris au 6 juin 1791*, les *Voyages en France* d'Arthur Young ou le *Nouveau dictionnaire géographique de la France* du Constituant

de Pinteville-Cernon. Ces statistiques font l'objet de délicates analyses et d'interprétations judicieuses où tout demeure clair et précis (le mérite n'est pas mince) et dont l'ensemble complète, dans le domaine démographique, les études antérieures sur notre législation électorale faites surtout au point de vue politique et juridique¹. On y puisera des renseignements de tout premier ordre sur l'histoire politique, sur la vie sociale, sur l'état économique de nos départements depuis 125 ans. Notons l'intérêt que M. Meuriot attache avec raison à la représentation professionnelle que l'Acte additionnel introduisit pendant quelques semaines dans notre législation et signalons la place spéciale qu'il a donnée au département de la Seine, « vu l'importance exceptionnelle de Paris dans l'histoire politique de la France ».

Il était à peu près impossible de ne pas laisser échapper, au cours d'une étude aussi minutieuse, quelques fautes d'impression. Relevons-en quelques-unes. Dans le tableau A de la page 6, le pourcentage 13,6 (rapport des citoyens actifs à la population dans les dix départements les plus peuplés) est légèrement supérieur au chiffre (13,4) donné à la page 5. Combien y eut-il de départements ayant envoyé six représentants à la Législative et à la Convention? Neuf, déclare M. Meuriot à la page 11; mais il se corrige lui-même dans le tableau de la page 13 qui en compte dix, l'Ain ayant été probablement oublié dans le calcul précédent. Légère contradiction dans les renseignements donnés sur le taux des électeurs en Corse en 1846 : 1,4 pour 1,000 habitants (p. 38) ou 1,6 (p. 39). Dans la liste, donnée à la page 54, des dix départements ayant en 1848 le taux le plus bas d'électeurs, les Basses-Pyrénées figurent avec le chiffre de 26,4%, les Hautes-Alpes avec 26; or, le tableau des pages 55-56 intervertit ces indications. Il nous indique également que la Corrèze (26%) aurait dû prendre, dans la liste de la page 54, la place de l'un des deux départements précités, etc... Mais nous aurions tort d'insister : un pareil relevé risquerait de faire méconnaître la valeur et l'utilité de cette brochure où M. Meuriot a prouvé autant de science que de conscience.

L. V.

— Comte de CAIX DE SAINT-AYMOUR. *Mémoires et documents pour servir à l'histoire des pays qui forment aujourd'hui le département de l'Oise*. Deuxième série (Paris, Édouard Champion, 1916, in-8°, 190 p.; prix : 5 fr.). — La première série de ces *Mémoires* a paru en 1895; elle-même faisait suite aux « Causières du Besacier » et ce pseudonyme est devenu un surnom dont l'auteur se glorifie avec raison dans la préface un peu amère mise en tête du présent volume. Ce volume se compose de douze études sur des sujets souvent d'assez minime importance, mais toutes fondées sur des documents inédits. Quelques-unes se rapportent au moyen âge; la première signale

1. Voir notamment la substantielle étude de G. Weill, *les Élections législatives depuis 1789*, Paris, 1895.

trois Jean de Crespy, clercs du roi, l'un de Philippe le Bel, surintendant des biens des Juifs et trésorier dans les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne, l'autre de Philippe VI, trésorier en Normandie, le troisième de Charles VI, secrétaire de son oncle Louis d'Anjou qui fut lieutenant en Languedoc; plus loin sont publiés, d'après la collection Blondeau, un dénombrement de l'évêché de Senlis en 1383 et, d'après les *Quittances et pièces diverses* de la Bibliothèque nationale, une enquête judiciaire à Baron, de 1480, pour déterminer les droits réciproques de l'évêque de Senlis et du seigneur dudit lieu. Nous sommes tout d'un coup transportés au XVII^e siècle. Une armée hispano-allemande que commandent le duc Ulrich de Wurtemberg et Charles IV de Lorraine, chassé de son duché depuis 1633, et qu'ont appelée les Frondeurs en haine de Mazarin, commet mille sévices en 1652 autour de Senlis et Noyon; l'auteur nous décrit leurs ravages et c'est l'article le plus général de son volume (lire, p. 158, Anne d'Autriche au lieu de *Marie de Médicis*). Signalons encore, pour le XVII^e siècle, une lettre de dom Ruinart, du 14 août 1697, et où le bénédictin se montre très réservé au sujet d'un saint Évremond, honoré à Creil. Les articles suivants traitent de dénominations et de droits féodaux : description de la terre et seigneurie d'Ermenonville (milieu du XVII^e siècle); les dimes de Néry et le prieur de Montépiloy (curieux procès terminé en 1657); la seigneurie et le domaine de Boullancy (appartenant depuis 1672 à l'hospice des Incurables); l'église Saint-Rieul de Senlis et le marquis de Villette (il s'agit de l'ami de Voltaire qui devait à cette église un minime surcens). Les titres des deux articles suivants en indiquent le contenu : réduction du nombre des notaires de Senlis en 1775; topographie médicale de Senlis en 1785. Une seule étude se rapporte au XIX^e siècle. En 1815, après la seconde Restauration, se forma une association paternelle des chevaliers de saint Louis qui ouvrit à Senlis un collège pour les enfants des chevaliers ruinés par la Révolution. Ce collège eut successivement comme directeurs dom Marquet et dom Groult d'Arcy. En 1821, un second collège « des enfants de saint Louis » fut fondé à Vaugirard, ce qui entraîna en 1823-1824 la fermeture de la maison de Senlis. L'établissement de Vaugirard lui-même végéta et fut transféré en 1827 à Versailles; et l'institution fut définitivement supprimée en 1830.

C. PF.

— M. Jean RÉGNÉ, archiviste de l'Ardèche, toujours très actif, en même temps qu'il prépare sa grande histoire du Vivarais a publié une série d'articles que nous signalons brièvement : 1^o *Une relation inédite de la révolte des masques armés dans le Bas-Vivarais, 1782-1783*, 16 p. in-8°; extrait de la *Revue historique de la Révolution française et de l'Empire*, 1915. Ces masques armés pénétraient dans les officines de procureurs, de praticiens ou même de notaires, enlevaient tous les papiers qu'ils brûlaient. La relation est due à l'un de ceux qui furent appelés à disperser ces bandes, le commandant de

Dampmartin. 2^e *La grande peur en Vivarais*, fin juillet 1789, 30 p. in-8^e; extrait de la même *Revue*, 1916. Il montre comment de la rive dauphinoise du Rhône le bruit de l'arrivée d'une grande armée de Savoyards se répandit dans les localités de la rive vivaroise et il suit le chemin suivi par cette fausse nouvelle de Tain à Tournon et Annonay, de Loriol au Pouzin, à Privas et Aubenas, de Montélimar à Largentière, de Pierrelatte à Bourg-Saint-Andéol. 3^e *Les synthèses d'histoire provinciale de 1905 à 1915*, 14 p.; extrait de la *Revue du Vivarais*, 1917. Il signale les progrès faits par l'histoire provinciale dans nos écoles primaires, à la suite d'une circulaire de Maurice Faure, ministre de l'Instruction publique, et insiste sur la collection « les Vieilles provinces de France ».

C. PF.

— Émile MONAL. *Les maîtres apothicaires de Nancy au XVII^e siècle* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, grand in-8^e, VIII-237 p., avec cinq planches hors texte). — C'est une étude très fouillée sur la profession d'apothicaire particulièrement dans la ville de Nancy et au XVII^e siècle; nous ajoutons cet adverbe, parce que parfois l'auteur empiète sur toute la Lorraine et nous parle des apothicaires d'Épinal ou de Pont-à-Mousson ou nous conduit en deçà ou au delà du XVII^e siècle. Le travail se divise de la manière la plus nette en trois parties. La première nous fait connaître les règlements de la corporation des apothicaires: deux surtout sont importants, celui du 31 juillet 1640, au temps où les Français occupaient Nancy — et j'y distingue une influence française très prononcée — et celui du 4 mai 1665 qu'approuva le duc Charles IV. Les apothicaires se constituent en corporations, élisent leurs jurés, se réservent le monopole de la vente des drogues; nul ne peut s'établir apothicaire sans un stage minutieusement réglé, sans un examen passé devant les maîtres experts, sans un chef-d'œuvre. La corporation se double d'une confrérie qui a pour patronne la Très sainte Vierge en sa Nativité et qui célèbre sa fête le 8 septembre. Tous les règlements sont analysés avec soin par M. Monal; quelques-uns encore inédits sont publiés pour la première fois en appendice; celui de 1665 avec ses cinquante articles, imprimé en 1670 par les Charlot, est reproduit de façon plus correcte à l'aide du registre des lettres-patentes de Charles IV. La seconde partie relève les noms des maîtres apothicaires de Nancy au cours du XVII^e siècle; elle indique même ceux de leurs apprentis. Tous ces noms ont été trouvés dans les archives de la corporation qui, pendant longtemps, ont été conservées dans la pharmacie Monal et ont été données en 1893 au Musée lorrain. L'auteur signale parmi les maîtres ceux qui ont été jurés et aussi ceux qui ont été anoblis; pour les anoblis, il remonte à l'année 1504. Il nous retrace la physionomie de trois de ces apothicaires qu'il prend comme types: « un bûcheur, un fétard et un profitleur » et peut-être, pour l'amusement de la galerie, fait-il un peu tort aux deux derniers. La troisième partie est consacrée aux médicaments et aux remèdes. Ici, M. Monal reproduit surtout des

documents, quelques-uns fort suggestifs; c'est d'abord la liste de tous les médicaments en vente chez les apothicaires avec le tarif des prix; ce sont surtout des comptes présentés par les apothicaires de la maison ducale et qui nous ont été conservés parmi les preuves des registres de dépenses des trésoriers ducaux¹. Il y a la note « des parties fournies pour le service de Son Altesse par Claude Gaspard et Cailley, apothicaires de Sadite Altesse ». Il va du 1^{er} juillet au 30 septembre 1629 et s'élève à 2,030 fr. 9 gros; mais le compte — d'apothicaire — est réduit après examen à 1,800 francs. Il y a là une énumération fort amusante de cystères laxatifs, de pots de tisane, de pilules, julep, décoction de sassafras, sans parler des confitures de coings (cognac) et des raisins de Damas qui, en ces temps, étaient débités chez les apothicaires. O Molière!

Ce travail a valu à M. Émile Monal le grade de pharmacien avec éloges. Nous joignons les nôtres à ceux de l'École; nous voyons avec plaisir que des professionnels cherchent ainsi à reconstituer l'histoire de leur profession. Ils apportent à ces études une compétence qui fait défaut aux simples historiens.

C. PF.

G. LETONNELIER. *Notice sur l'Académie florimontane* (Annecy, J. Abry, 1915, in-8°, 76 p.). — Dans son *Histoire du bienheureux François de Sales*, publiée en 1634 à Lyon, Charles-Auguste de Sales, neveu et successeur de François sur le siège de Genève, écrit : « Il entra dans l'Esprit, tant du Bien-heureux François que du Président Favre, d'instituer une Académie en une si grande abondance de beaux Esprits. Ce dessein étant proposé fust généralement approuvé d'un chacun; et parce que les Muses fleurissoyent parmy les montagnes de Savoie, il fust treuvé fort à propos de l'appeler Florimontane et de luy bailler pour emblème un Orenger, avec ceste devise : *Flores fructusque perennes*. » M. G. Letonnellier a réuni dans cette très intéressante brochure tous les documents que nous possédons sur cette Académie — il n'y en a que neuf en tout — et il les a soumis à une critique serrée; il insiste sur les constitutions de l'Académie que Charles-Auguste de Sales nous a conservées en latin et en français, et il prouve que le texte latin est l'original. Cette Académie fut formée à l'imitation des Académies italiennes, très nombreuses aux XVI^e et XVII^e siècles; elle fut créée au début de 1607 et elle disparut en 1610, après trois années d'existence. Le jurisconsulte Antoine Favre eut une grande part dans sa création; quand il fut nommé président du Sénat de Savoie et quitta Annecy pour Cham-

1. Ici M. Monal a trouvé en M. Hippolyte Roy un excellent collaborateur. Depuis quelques années M. Roy dépouille ces registres de compte des ducs de Lorraine dont la longue série est conservée aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle et il a réussi ainsi, par mille détails précis, à reconstituer *la Vie à la cour de Lorraine sous le duc Henri II, 1608-1624* (Rev. histor., t. CXVIII, p. 154), ouvrage auquel il donnera bientôt une suite, comprenant le règne de Charles IV (1624-1675).

béry, l'Académie, qui s'était installée en sa demeure, cessa d'exister. Quels furent les membres de l'Académie, quelle fut la nature de ses travaux, M. Letonnelier essaie de nous le dire. L'Académie florimontane fut peut-être la plus ancienne dans un pays de langue française, après celle toutefois qui fut créée en 1570 par le poète Jean-Antoine Baif et dont M. Ed. Frémy s'est constitué l'historien. L'Académie moderne d'Annecy, qui date de 1851, a repris son nom poétique et continue son œuvre : depuis 1860, elle publie la *Revue savoisienne* dont nous signalons les articles à nos lecteurs.

C. PF.

— Georges CUCUEL. *Le pays de Montbéliard vu par les voyageurs au XVIII^e siècle* (Montbéliard, société anonyme d'imprimerie, 1917, in-8°, 24 p.; extrait des *Mémoires de la société d'émulation*).

— Jean-Jacques Rousseau a visité le saut du Doubs dans l'été de 1765; d'autres voyageurs ont voulu admirer le beau paysage et par surcroit sont venus au pays de Montbéliard. Qu'ont-ils dit de la petite ville si française, sous la domination des ducs de Würtemberg? Comment ont-ils décrit les environs? A vrai dire, M. Cucuel remonte bien au-delà de 1765, puisqu'il signale un voyage de 1681 fait par le sieur de l'Herminie parisien, dont les deux voyages en Alsace de 1674-1679 et en 1681, publiés par la Société industrielle de Mulhouse en 1886, sont un si précieux document sur l'assimilation de l'Alsace à la France au XVII^e siècle. Il range les relations qu'il a recueillies en plusieurs catégories : les guides; les amateurs et les gens du monde (notons la relation inédite d'un voyage de M^{me} de Mortemart en 1769); les hommes de lettres (Masson de Pezay, Lézay-Marnésia, le père du célèbre préfet de Strasbourg; il ne cite pas la jolie étude de Rod. Reuss sur ce voyage du marquis de Pezay, dans la *Revue d'Alsace* de 1876); les savants, économistes, historiens et géographes. Il analyse les notations de chacun de ces voyageurs; on pourrait dire qu'il les orchestre; et il présente à la fin une excellente bibliographie. En somme, article très aimable¹.

C. PF.

— Félix PASQUIER. *Notes et réflexions d'un bourgeois de Toulouse au début de la Révolution, d'après des lettres intimes* (Toulouse, M. Bonnet, 1917, in-8°, 64 p.). — Ce bourgeois s'appelle Louis-Joseph Fauré et était avocat au Parlement de Toulouse et ces lettres ont été écrites, du 27 mars 1788 au 10 novembre 1791, à un ami habitant le Quercy, Emmanuel-Martin Lagrange de Ladoux. L'éditeur en a supprimé tous les passages personnels, pour ne donner que ceux où il est question des événements publics, et ces missives nous apprennent quelques menus faits qui se sont produits à Toulouse et aux environs. On y trouvera des renseignements sur l'agitation de 1788, sur l'exil du Parlement, sur le brûlement de l'effigie du cardinal

1. *Magetobriga* n'est pas, comme il est dit p. 18, le lieu de la bataille entre César et Arioviste; c'est là qu'Arioviste vainquit les peuplades gauloises coalisées contre lui.

de Brienne, ancien archevêque de la ville; puis, en 1789, sur les élections aux États-Généraux, sur la « grande peur »; en 1790, sur les premières élections municipales, la Fédération, la dispersion du Parlement; en 1791, sur l'incendie du château de M. de Clarac à Buzet-sur-Tarn, les élections des curés, les émigrations à l'étranger. L'auteur de ces lettres nous apparaît comme un esprit assez médiocre et M. Pasquier nous paraît le juger trop favorablement. Fauré est nettement réactionnaire et ne comprend rien aux événements qui se passent; il en arrive à faire des vœux contre la France: « M. le comte de Clarac a joint les troupes de l'Empereur... (Il écrit) que l'armée de l'Empereur existe maintenant en réalité et non en idée, comme on se plaisait de le dire. Il viendra se venger de l'injustice qui lui a été faite. Je le verrai avec grande satisfaction. »

C. PF.

— MENTIENNE. *Histoire de Bry-sur-Marne, des temps préhistoriques au XX^e siècle* (Paris, H. Champion, 1916, in-8°, 609 p.; prix : 10 fr.). — Ce gros volume consacré à une petite ville du département de la Seine comprend trois parties. La première est une histoire de cette localité depuis l'époque quaternaire jusqu'à nos jours. Des fouilles exécutées en 1902 et 1903 ont mis au jour quelques témoins intéressants pour l'âge de la pierre polie et pour celui du « bos primigenius ». Le moyen âge n'a laissé que de faibles traces; mais au XVIII^e siècle la seigneurie de Bry fut achetée (1763) par M. de Silhouette, contrôleur général des finances, qui agrandit le domaine et y fit construire un château avec une vaste bibliothèque qui compta jusqu'à 140 manuscrits. Avant la Révolution, elle était possédée par M. de Laage qui vendit le château à Talleyrand en 1802, moins la bibliothèque. L'immeuble passa ensuite au baron Louis (1816), puis à sa nièce, Mlle de Rigny (1837), enfin fut vendu par lots après la mort de celle-ci (1857); le château, acheté alors par M. Devinck, fabricant de chocolat à Paris et député, fut incendié pendant la bataille de Champigny en 1870 et la bibliothèque anéantie. A ces détails, M. Mentienne en ajoute beaucoup d'autres relatifs à la commune de Bry, en particulier pendant les treize années où il exerça les fonctions de maire (1868-1881). Une seconde partie, consacrée aux églises, présente un moindre intérêt. Enfin, dans un appendice qui occupe près de la moitié du volume (p. 355-609), ont été publiés un assez grand nombre de documents. Nous signalerons notamment le journal tenu par M. Mentienne pendant le siège de Paris et surtout la partie relative à la bataille de Champigny. Avec ce journal, nous effleurons la grande histoire; le reste est de plus mince valeur. On peut trouver que l'auteur s'étend un peu trop complaisamment sur certains habitants de la commune : Vestris, Talma, Daguerre, l'habile inventeur avec Niepce de la photographie, qu'il donne trop d'importance à certaines fêtes locales où la poésie occupe une place excessive; mais on oublie ces défauts en songeant à la peine qu'il a prise et à la quantité de menus faits que son livre a sauvés de l'oubli.

Ch. B.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Charlotte A. VAN MANEN. *L'épanouissement de l'Allemagne et l'hégémonie prussienne*, traduit du hollandais par Pierre WAELBROECK (La Haye, M. Nijhoff, et Paris, Van Oest, 1916, in-16, 143 p.).

— Ce sont deux fortes études dues à une hollandaise, docteur en sciences politiques, et à qui les questions d'économie sociale et de droit constitutionnel sont familières. La première nous décrit le grand développement industriel de l'Allemagne dans les trente années qui ont précédé la guerre mondiale, l'opposition entre l'Allemagne agricole et l'Allemagne industrielle, l'augmentation de la population, les nouvelles méthodes commerciales, les trusts et le rôle des banques, le *dumping*. L'article de M^{me} Van Manen fait songer au beau livre de M. Henri Hauser; de part et d'autre, les conclusions sont les mêmes. La seconde étude expose le mécanisme de la constitution de l'empire allemand sur laquelle la Prusse a la haute main. L'Allemagne, en réalité, ne jouit d'aucune liberté : au Conseil fédéral, la Prusse est entièrement maîtresse; les pouvoirs du Reichstag sont illusoires; le ministre dirigeant de l'Empire, le chancelier, n'est point responsable devant lui, mais devant l'Empereur, qui est en même temps roi de Prusse. Tous les fonctionnaires de l'Empire sont animés de l'esprit prussien; ils sont dû reste en grande majorité prussiens, ce dont se plaignent, non parfois sans aigreur, les autres États confédérés. Et qu'est-ce que cette Prusse qui impose ainsi son hégémonie à l'Allemagne ? Elle possède le triste privilège d'être le seul grand État de l'Europe occidentale — aujourd'hui on mettrait l'Europe tout court — qui n'ait encore ni le suffrage direct, ni le vote secret pour l'élection de sa chambre des députés et le roi remplit à peu près comme il veut la chambre des seigneurs. La Prusse est un pays de castes : caste nobiliaire, caste militaire, caste religieuse. Le droit d'association et de réunion n'y existe pour ainsi dire pas. Et cette Prusse veut courber sous son sceptre ou sous celui de l'Allemagne les populations conquises, comme les Polonais, les Danois et les Alsaciens-Lorrains ! A cette tyrannie, M^{me} Van Manen oppose, avec une satisfaction évidente, la liberté qui règne en Hollande : ce contraste résulte de toutes les pages de son livre. « *Suprema lex regis voluntas* », écrivait Guillaume II dans le livre d'or de Munich, lors d'une visite à cette ville; « *Orange et Néerlande, unis, forts et libres* », écrivit un jour un prince d'Orange.

Chose curieuse ! dans ce volume, écrit en 1916, l'auteur ne parle pas de la guerre ni de la terrible responsabilité de la Prusse dans la déclaration des hostilités. Mais ne donne-t-elle pas d'une façon indirecte un avertissement à ses compatriotes, en leur montrant le sort qui les menacerait, si l'Allemagne était victorieuse ? Puis comment, éprouvée comme elle est de liberté, ne pourrait-elle pas être de cœur

avec les Alliés. Elle écrit en tête de son livre : « La Hollande naquit d'une lutte pour la liberté... C'est donc par l'essence de sa nature même que la Hollande se sent une avec tous ceux qui aspirent au même idéal¹. »

C. PF.

— Poultney BIGELOW. *Mes souvenirs de Prusse*. Traduit de l'anglais par M. HENRIOT-BOURGUONGNE (Paris, Payot, 1917, in-16, xix-316 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Bigelow est le fils de John G. Bigelow, ambassadeur des États-Unis en France sous Napoléon III, puis en Prusse en 1870 et pendant les années qui suivirent le traité de Francfort. Tout enfant, il fut conduit par le Dr Hinzpeter auprès de ses deux pupilles, les princes Guillaume et Henri, fils du prince impérial Frédéric et fut le compagnon de leurs jeux. Guillaume II devenu empereur n'a pas oublié son ancien camarade qui fut invité non seulement dans le cercle intime de la cour, mais encore à des manœuvres impériales de l'armée et de la flotte, ainsi qu'au voyage de l'empereur en Grèce, lors des fiançailles du diadoque Constantin avec la sœur du Kaiser. Il a donc été en situation de voir de près le monde officiel de Berlin. On lui doit un ouvrage très documenté : *History of the german struggle for liberty, 1806-1848*, où il prouva qu'il connaissait aussi bien l'histoire du pays que les différentes classes de la société. Témoin intéressant à consulter s'il en fut. D'abord grand admirateur de l'Allemagne, il ne tarda pas à constater la place excessive et néfaste qu'y prenait de plus en plus le régime prussien. Américain à l'esprit très libéral et très libre, qui avait goûté le charme de l'esprit français et apprécié l'éminente qualité du gentleman britannique, il finit par être fatigué jusqu'à la nausée de la morgue des junker, de l'esprit militariste qui fausse l'éducation, le caractère, la politique économique et jusqu'à la science elle-même. Quant à l'empereur, il note son intelligence, son charme personnel, mais aussi une certaine grossièreté de manières qui ferait croire qu'il est trop prussien pour avoir un vif sentiment de l'honneur. Il regrette qu'il se soit compromis dans les aventures d'une politique personnelle qui prit de bonne heure un caractère de provocation à l'égard des puissances rivales comme l'Angleterre et la France. Il ne lui pardonne pas plus son télégramme au président Krüger que l'insolence de l'amiral Diederichs à l'égard de Dewey et de la marine de guerre américaine. La brutalité prussienne, qu'il retrouve à la base du grand effort allemand depuis un demi-siècle, lui est odieuse. Il déteste Bismarck et il ne parle de son fils Herbert qu'avec mépris. « Le Prussien », dit-il, p. 303, « n'est pas encore sorti de la barbarie de pensées et de mœurs qui le caractérisait dans le courant du xv^e siècle, à l'époque où ses marécages ances-

1. La traduction française nous paraît correcte. Seulement, on voit que les typographies ne comprenaient pas le français; ils ont imprimé, p. 70, *routes au lieu de toutes*; p. 72, *indentité*; p. 87, *toute au lieu de tout*, etc.

traux furent envahis par les Croisés qui le convertirent à la *Kultur* sous sa forme la plus violente. »

Ch. B.

— Dr ACHALME. *La science des civilisés et la science allemande*, avec une préface de M. Ed. PERRIER et une réponse du professeur OSTWALD (Paris, Payot, 1916, in-16, 262 p.; prix : 3 fr. 50.). — Dans ce petit livre, qui, malheureusement, a trop souvent l'allure d'un pamphlet, M. Achalme a voulu montrer que, presque toujours, la science allemande fait passer les intérêts du *Deutschutum* avant les nécessités de la vérité scientifique. Il a écrit des pages pleines de verve sur l'organisation du travail scientifique en Allemagne, la méthode bibliographique et ses excès (dont l'un des moindre est de créer et de soutenir les réputations allemandes), le dogmatisme scientifique, les véritables entreprises de publicité que sont la presse et les congrès savants, la main-mise allemande sur les chercheurs étrangers et leurs productions, le rôle grandissant attribué à la simple technique, l'esprit commercial, etc... M. Achalme ne s'occupe guère que des sciences médicales, biologiques et chimiques ; l'historien aura peu à glaner dans son livre ; notons pourtant une intéressante histoire du principe de la conservation de l'énergie. — En annexe a été imprimée une réponse du professeur W. Ostwald : « Il est bien connu du monde entier », y est-il dit entre autres choses, « que la prétention des travaux non français dans les livres et les revues générales peut être considérée comme la règle chez nos collègues de l'autre côté du Rhin. » Est-ce aussi l'avis des historiens allemands qui connaissent la *Revue historique* et, en général, les publications historiques françaises ?

J. M.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— Paul-Albert HELMER. *France-Alsace*. Préface de M. Maurice BARRÈS (Paris, l'édition française illustrée, [1916], in-16, xv-316 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Helmer, ainsi que le rappelle M. Barrès en sa belle préface, a été avant la guerre avocat au barreau de Colmar, défenseur de l'abbé Wetterlé et de Hansi, conseiller juridique du Souvenir alsaciennorrain, mêlé à toutes les péripéties de la vie politique en Alsace-Lorraine dans ces dernières années, le rédacteur du fameux programme de l'Union nationale adopté en juin 1911 après l'établissement de la nouvelle constitution dans le pays d'Empire. Depuis la guerre, il s'est mis à la disposition de la France, a servi en août 1914 d'intermédiaire entre les troupes françaises entrées en Alsace et la population indigène, a répandu en France par ses conférences et ses articles la connaissance de l'Alsace, est venu en aide aux Alsaciens engagés au service de la France ou à ceux qui par de fâcheuses erreurs avaient été expédiés dans des camps de concentration, est membre très actif et très dévoué de la commission interministérielle des Alsaciens-Lorrains. Ce sont ses articles et ses conférences sur l'Alsace que l'on trouve réunis dans ce volume. Il nous parle avec sa grande autorité de

l'Alsace dans le passé, de la manière dont elle a été réunie à la France au XVII^e siècle et s'est fondue avec elle¹, de la situation faite au pays après l'annexion à l'Allemagne; il rappelle avec éloquence toutes les persécutions infligées par l'Allemagne aux Alsaciens, mais aussi les résistances énergiques opposées par ces Alsaciens à leurs vainqueurs et, à propos de tous ces derniers événements, il aurait pu dire : *Quorum pars magna fui*. Il nous décrit la situation présente de l'Alsace, au cours même de cette lutte qui est pour elle si tragique, où les Alsaciens combattent les uns avec enthousiasme du côté français, les autres par contrainte du côté ennemi, où l'angoisse étreint les cours, où une petite partie de l'Alsace reconquise fait fête à nos militaires, tandis que le joug allemand pèse plus dur et plus terrible sur l'autre partie, celle qui attend sa délivrance. Enfin, il prépare l'Alsace de demain, l'Alsace qui tout entière fera retour à la France, qui se soudera de nouveau à elle. L'Alsace prendra place au foyer de la France auquel la violence l'a arrachée en 1871; il n'y aura point besoin de plébiscite ni de vote. Les

1. M. Helmer connaît bien l'histoire d'Alsace d'après les documents. Toutefois ce qu'il dit, p. 23, du Conseil supérieur d'Alsace n'est pas tout à fait exact. Selon lui, les membres de ce Conseil étaient tous originaires de l'Alsace. « Un jeune magistrat de Besançon fut admis à titre d'exception et par égard pour son mariage avec la fille d'un conseiller du Conseil souverain. Il s'appelait Athalin et fut l'ancêtre de toute une lignée de magistrats colmariens et parisiens. » La phrase est jolie; mais, en réalité, il y eut au Conseil, à l'origine du moins, de nombreux Français de l'intérieur. Quand, en 1658, le Conseil fut institué à Ensisheim, il se composait de l'intendant Charles Colbert, président, de Jean Favier et de Bénigne Bossuet, le père du futur évêque de Meaux, comme conseillers. Un seul conseiller, Jean-Jacques Galinger, était Alsacien; on vantait sa science des coutumes locales. Le procureur général fut Charles Colbert, cousin de l'intendant du même nom, et plus tard aussi intendant d'Alsace; l'avocat général Humbert Bassand. Les deux Alsaciens adjoints au Conseil, l'un comme chevalier d'honneur d'épée, Georges-Frédéric d'Andlau, l'autre comme chevalier d'honneur d'église, dom Bernardin Buchinger, abbé de Lucelle, étaient surtout décoratifs. Quand, en 1661, un Conseil provincial remplaça le Conseil souverain, il devait se composer d'un président français, de six conseillers français et de trois conseillers « allemands » — entendez alsaciens. En 1680, on donna à ce Conseil qui siégeait à Brisach le titre de « supérieur », — lui-même reprit le titre de « souverain ». En 1691, les conseillers, jusqu'alors nommés par le roi, furent contraints d'acheter leurs charges dont ils purent désormais disposer; à partir de ce moment, ils les laissèrent à leurs fils ou à leurs gendres ou encore les vendirent; et l'une des conséquences de cette mesure fut que peu à peu le personnel devint entièrement alsacien. Seul le premier président continuait d'être nommé par le roi et encore, à partir de 1747, le choix du gouvernement ne se porta que sur des Alsaciens. Quand, en 1770, l'hérité des charges fut aboli, le pli était pris, et le Conseil supérieur prétendit que l'Etat ne devait plus choisir que des magistrats d'origine alsacienne; il s'inclina pourtant, en 1777, devant la nomination d'Athalin, parce qu'il était le gendre du conseiller Larcher et c'était là un heureux précédent pour « Messieurs, pères de famille ». Est-il besoin de rappeler que, depuis 1698, le Conseil supérieur siégeait à Colmar?

Alsaciens se trouveront tout simplement réintégrés dans la nationalité qui leur a été ravie malgré eux et dans leurs droits de citoyens français. Une série de documents publiés en appendice (les protestations des députés alsaciens à Bordeaux contre toute annexion, le discours de M. Teutsch au Reichstag le 18 février 1874), un tableau chronologique des principaux faits de l'histoire d'Alsace de 1871 à 1914, une conférence faite par M. Helmer avant la guerre — le 3 décembre 1913 — terminent ce volume dont l'on ne saurait assez recommander la lecture à tous les Français.

C. PF.

— P.-A. HELMER. *Les généraux alsaciens pendant la Révolution et l'Empire* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, 24 p.; dans les *Annales d'Alsace*). — Dans cette conférence faite le 13 juin 1916 au profit des engagés volontaires alsaciens-lorrains, M. Helmer ne se borne pas à raconter les exploits des généraux alsaciens devenus très célèbres, Kellermann, Kléber, Rapp, Lefebvre; il évoque aussi la mémoire de quelques soldats moins connus, Jacques-Job Élie, de Wissembourg; Jean-Adam Schramm, de Beinheim; Scherer, de Delle; Cœhorn, de Strasbourg. Tous ces noms, comme le dit M. Helmer, montrent la grande place que l'Alsace a tenue dans l'armée française et la gloire impérissable qu'elle y a récoltée. Et de tels souvenirs ne s'oublient pas.

C. PF.

— Abbé WETTERLÉ. *Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera*. Neuf conférences. Préface de M. Maurice WESCHINGER (Paris, l'édition française illustrée, in-16, 316 p.; prix : 3 fr. 50.). — L'abbé Wetterlé est justement populaire. Là-bas, en Alsace, il a mené avant la guerre le bon combat. Avec quelle verve il s'est élevé dans son journal, *le Nouvelliste de Colmar*, contre les mesquines persécutions du gouvernement allemand; et comme il a su stigmatiser les ridicules prétentions de tous ces fonctionnaires teutons, venus d'outre-Rhin, qui affichaient leur dédain pour la société alsacienne et prétendaient introduire dans le pays la « culture » germanique! Puis au *Reichstag*, au *Landesausschuss* et, depuis la constitution de 1911, à la chambre d'Alsace-Lorraine, il a défendu avec une éloquente arrière-petit-fille les droits du pays et réclamé pour lui sa place au soleil. Les Allemands le détestaient et le directeur du lycée de Colmar, un certain Gneisse, l'a fait condamner à deux mois de prison qui ont été supportés avec gaieté et comme un honneur. Et dès cette époque l'abbé Wetterlé venait en France apporter la bonne parole; on trouvera dans ce volume la très belle conférence qu'il prononça, en janvier 1913, à la salle de la société de géographie de Paris, sur Mgr Dupont des Loges, ce Breton qui, à l'évêché de Metz, sut tenir tête aux Allemands et demeura jusqu'à sa mort, en 1886, un irréconciliable protestataire. Au moment où la guerre éclata, les Prussiens allaient arrêter le vaillant abbé; mais il sut à temps leur fausser compagnie. Depuis les deux années et demie que dure la lutte, l'abbé Wetterlé a parlé de l'Alsace-Lorraine dans beaucoup de villes de France; il a parlé devant les auditoires les plus variés, s'ef-

forçant de propager des notions exactes sur le pays. On trouvera dans ce volume huit de ses conférences. Les unes sont techniques, lorsqu'il expose par exemple les constitutions « octroyées », disons plutôt infligées, à l'Alsace-Lorraine en 1879 et 1911, lorsqu'il montre, à l'aide des statistiques, sa situation économique, ou bien encore lorsqu'il décrit le groupement et le programme des divers partis dans le Reichsland de 1871 à 1914. Les autres nous font connaître les persécutions auxquelles les Alsaciens-Lorrains ont été en butte sous le régime allemand, la « pensée française » demeurée toujours vivace dans leur cœur; elles rendent hommage à la femme alsacienne, qui a protégé son foyer contre toutes les intrusions germaniques et gardé autour d'elle le souvenir français, ou encore à la jeunesse de l'Alsace, même à celle qui a suivi les cours des lycées allemands et à qui, à cause de son amour pour la France, aucune persécution n'a été épargnée: nous avons déjà résumé d'après lui la touchante histoire du jeune Jean (cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 385). Enfin, M. Wetterlé nous indique ce que doit être l'Alsace-Lorraine de demain, l'Alsace-Lorraine revenue à la France; il montre la nécessité pour la France d'user envers elle de certains ménagements, de respecter certaines situations acquises, en quoi nous sommes d'accord avec lui de façon générale, bien que nous n'aprouvions pas certaines des mesures qu'il conseille, par exemple la nomination au moins provisoire d'un gouverneur français d'Alsace-Lorraine¹. Il conseille aux Français de l'intérieur de visiter l'Alsace, quand elle aura été rendue à la mère-patrie, d'acheter les excellents produits du pays, entre autres ses vins généreux, de témoigner en toute circonstance leur affection aux Alsaciens, qui ont souffert pendant quarante-cinq ans pour la France: c'est grâce à leurs souffrances que la France a pu se relever. Ces conseils seront entendus. Nous ne saurions assez recommander la lecture de ce volume; il est tout rempli du plus profond amour de l'Alsace et de la France.

C. PF.

— *L'Album Zislín. Dessins de guerre.* Préface de M. GALLI, fascicule 1 (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1916, in-16, pl. 1 à 16; prix : 3 fr. 50). — Nous sommes reconnaissants à Zislín et à la maison Berger-Levrault d'avoir envoyé à la *Revue historique* ce bel album de dessins de guerre. Qui ne connaît en Alsace et en France les noms de Zislín et de Hansi? Leur crayon spirituel a saisi à merveille tous les ridicules des Allemands qui prétendaient régner en maîtres dans le pays; il a évoqué aussi les souvenirs glorieux des anciens généraux de la République et du premier Empire français, Kellermann et Kléber. L'un, dans son journal hebdomadaire, *Dur's Elsass*, l'autre dans ses albums,

1. M. Wetterlé semble du reste avoir changé d'avis. Dans une conférence faite à la fin d'avril 1917, il se déclarait partisan de la création à Paris d'un sous-secrétariat d'Alsace-Lorraine, chargé de centraliser les affaires de l'ancien *Reichsland*, du moins pendant un certain temps, et c'est là une institution à laquelle nous sommes tout disposé à nous rallier.

l'Inauguration du Hoh-Königsbourg, Professor Doktor Knatschke, l'Histoire d'Alsace, Mon village, ont vengé les Alsaciens de toutes les tracasseries dont les accablèrent les Teutons, et leurs œuvres seront considérées comme une préface annonçant la délivrance. A diverses reprises Zislin fut condamné à la prison où il a subi le régime des condamnés de droit commun; et Hansi de son côté était accusé de haute trahison devant la cour de Leipzig; mais l'un et l'autre ont pu accourir en France au moment de la mobilisation et s'engager sous le drapeau français. Ni l'un ni l'autre n'ont renoncé à leur crayon. Les seize planches du présent album de Zislin stigmatisent les cruautés commises par les Allemands dans cette guerre, l'alliance des socialistes et de Guillaume II, les invocations au « vieux Dieu ». Toute poignante est celle qui déroule sous nos yeux la « tragédie alsacienne ». Les pères accablés sont dans les tranchées allemandes, contraints de faire le coup de feu contre les Français; et les fils, les petits enfants de Thann et de Saint-Amarin, jouent « aux soldats français », précédés du drapeau tricolore, sous l'œil attendri de nos officiers. C. PF.

— On nous permettra aussi de signaler deux almanachs alsaciens qui seront dans la suite très recherchés des collectionneurs : 1^o le nouveau *Messager d'Alsace* pour 1917, édité à Dannemarie (prix : 0 fr. 75). Il contient de nombreuses illustrations de guerre bien choisies, des articles où l'on retrouve avec plaisir les signatures aimées en Alsace, de MM. Barrés, Wetterlé, H. Colin, Welschinger, Blumenthal, Hinzelin, Helmer, quelques contes et witz en dialecte du pays. Sur la couverture, au lieu du *hinkende Bote*, un poilu français, avec son casque et tout son équipement, accueilli joyeusement par une famille alsacienne, tandis qu'à l'horizon se lève le soleil. Au revers, comme dans nos anciens almanachs alsaciens : *das grosse Cinmaleins*. Que de fois j'ai pris plaisir à feuilleter la série des *Hinkende Bote* dont la *grosse Abdildung* me remplissait d'admiration en mon enfance ! Mais aucun ne sera plus cher. — 2^o *Almanach républicain d'Alsace-Lorraine* pour 1917 (Paris, H. Dusseris, prix : 0 fr. 45). Son but est de faire connaître aux Français l'Alsace et aux Alsaciens-Lorrains la République. On y a reproduit un fragment du discours prononcé par M. Lavisse aux étudiants alsaciens de Strasbourg en 1913; M. Blumenthal y a esquissé une histoire de l'Alsace-Lorraine française, Rod. Reuss raconté la biographie de Kléber, Ch. Andler exposé la grande œuvre scolaire de Jean Macé, Ludovic Meister dit « pourquoi les petits Alsaciens aiment la France ». Le fascicule contient quelques belles phototypes d'où se détache : la République de Roll. — C. PF.

HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

— Dr Victor KUHNE. *Ceux dont on ignore le martyre. Les Yougoslaves et la guerre* (Genève, Kundig, 1917, in-16, 299 p.; prix : 3 fr. 50). — Dans ce livre, on veut surtout mettre en lumière les odieux procès dont l'Autriche-Hongrie accable les Yougoslaves de ses états en Croa-

tie, en Bosnie et Herzégovine. La série commence par le procès de Zagreb (Agram) en 1909; elle se termine par le grand procès de Banjalouka qui fut intenté en pleine guerre à 156 inculpés, dura du 3 novembre 1915 au 22 avril 1916, donc pendant 175 jours, et se termina à la condamnation à mort par pendaison de 16 accusés et par des travaux forcés variant de vingt à deux ans infligés à la plupart des autres; quelques-uns seulement étaient libérés faute de preuves suffisantes. Ces chapitres sur les procès politiques sont précédés de notions générales sur les Yougoslaves, d'un résumé de l'histoire du règne de Pierre I^{er} en Serbie depuis 1903, d'indications sur les sociétés de *Sokols* et de *Pobratimstvos*, sur la société *Prosveta* en Bosnie; ils sont suivis d'annexes où sont énumérés les Slaves que les tribunaux autrichiens ou hongrois ont condamnés à mort, aux travaux forcés, à l'expulsion, ceux qui ont été exclus de l'ordre des avocats, les livres ou journaux saisis, les règlements portant atteinte aux droits et à la fortune de cette vaillante race. L'auteur de l'ouvrage est un Suisse qui a voulu traiter ce sujet « à un point de vue strictement neutre, c'est-à-dire sans parti pris, sans animosité, d'une manière quelque peu scientifique ». On aurait peut-être désiré, dans la disposition des matériaux et des faits que l'auteur connaît très bien, plus d'ordre et de vigueur.

C. PF.

— Feldmarschalleutnant Wilhelm EDLER von WANNISCH. *Oesterreich-Ungarn nach dem Kriege. Mahnungen und Wünsche eines Alten aus den Bergen* (Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1917, in-16, 84 p.). — Cette brochure, par la personnalité de son auteur, officier général autrichien, et parce qu'elle a été éditée en Allemagne, mérite de retenir l'attention. Elle s'efforce de rappeler, sous une forme très enveloppée, les politiques allemands et les pangermanistes d'Allemagne et d'Autriche au respect des intérêts autrichiens. Ce rappel est d'autant plus significatif qu'il rend hommage à la « volonté d'action » du nouvel empereur. L'auteur se place à un point de vue uniquement, strictement autrichien, d'État autrichien, dont les conditions d'existence sont purement géographiques et politiques, et qui ne saurait être dominé par la question des nationalités. Une politique très large, dit-il, s'impose pour résoudre le problème des langues et des écoles, notamment à l'égard des Slovènes. L'Allemand ne peut prétendre à être la langue officielle dans tout l'État. La solution libérale du problème des nationalités permettra de tout subordonner aux nécessités vitales de l'État autrichien. Celui-ci, devenu plus fort, ne sera plus à la remorque de la Hongrie: il faut s'attacher au dualisme, mais ni le trialisme, ni une organisation fédérative ne répugneraient au général. Par contre, il est très dur pour les partisans d'une union personnelle et pour le parti hongrois de l'indépendance. Seuls les intérêts de l'Autriche doivent déterminer ses rapports avec ses alliés. Il est remarquable qu'il soit à peine question de la *Mittel-Europa*: sans doute, on souhaite maintenant l'alliance avec l'Allemagne, mais « sous la complète garantie de la souveraineté austro-hongroise » et

l'on met, à plusieurs reprises, l'accent sur cette réserve. L'auteur considère comme irréalisable la suppression des barrières douanières entre Allemagne et Autriche; tout au plus pourrait-on élaborer des tarifs préférentiels. Ces indications prendront toute leur valeur si on les rapproche des critiques adressées aux Allemands d'Autriche, à ceux surtout du parti progressiste, pour leur propagande et leur politique de germanisation à outrance. Tout cet opuscule constitue un avertissement adressé par un vieux soldat autrichien à ceux qui, en Autriche et en Hongrie, subordonnent les intérêts autrichiens ou austro-hongrois à la politique allemande et aux projets pangermanistes. J. M.

— Gottfried BECK. *Ungarns Rolle im Weltkrieg. Eine historisch-politische Studie nebst Enthüllungen über den österreichisch-ungarischen Geheimdienst und die Sarajewo Verschwörung auf Grund von persönlichen Erlebnissen des Kroaten Rud. Bartulitch* (Lausanne, Payot, 1917, in-16, 246 p., 3 photographies). — Ce petit livre, dont l'auteur est un socialiste, très probablement autrichien, se présente comme une œuvre de combat. Il veut établir la responsabilité des Magyares dans le conflit européen, montrer que depuis long-temps Budapest a voulu, autant que Berlin, une guerre indispensable à ses projets impérialistes. Tout ceci n'est pas très nouveau, et ni sur le dualisme, ni sur les nationalités en Hongrie, M. Beck n'apporte rien de bien intéressant. Il a beaucoup emprunté aux beaux travaux de Seton-Watson : toutefois il ne connaît pas la dernière publication de cet écrivain dont le sujet se rapproche beaucoup du sien (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV p. 118) et où il aurait retrouvé certaines de ses idées. Mais il n'était pas inutile que cet exposé, clair et vêhément, de la politique magyare, fût écrit en allemand.

M. Beck publie en outre des « révélations » sur l'attentat de Sarajevo. Ce drame à déjà fait naître bien des hypothèses : il est certain qu'il s'est produit en de très extraordinaires conditions et que, pour qui connaît la police de Vienne ou de Budapest, l'absence de toute mesure de précaution est singulière. M. Jules Chopin (dans le *Mercure de France*) a supposé que l'attentat des bombes — celui qui échoua — avait été préparé par l'archiduc lui-même; M. H. Wickham Steed (*Nineteenth Century*, 1^{er} février 1915) suppose que François-Ferdinand, définitivement lié à Guillaume II depuis le pacte de Konopisch, aurait été considéré comme un traître par les autorités austro-hongroises et supprimé par elles. Pour M. Beck, il devient une victime des Magyares : l'archiduc avait le projet de donner une solution au problème des Slaves méridionaux en créant un royaume croate, membre autonome de la monarchie des Habsbourg, en substituant le *trialisme* au dualisme; on sait quel coup cette politique aurait porté au pouvoir des Magyares. Ceux-ci ont sans cesse tendu à diviser les Croates, partisans du *trialisme*, et les Serbes de la double monarchie, attachés à l'idée d'une grande Serbie; cette fois encore, ils se servirent des Serbes; François-Ferdinand fut assassiné par des Serbes à l'instigation

des Hongrois qui facilitèrent l'attentat. Telle est, du moins, la version qu'aurait donnée le chef de la police d'Agram, en mai 1915, à un agent politique croate nommé Bartulitch. Elle mériterait d'être prise au sérieux si nous pouvions savoir ce que vaut le témoignage de cet énigmatique personnage. Ses souvenirs forment tout un chapitre du livre de M. Beck : ils renferment de très curieux renseignements sur la vie publique en Croatie avant la guerre, sur le parti du docteur Franck (parti croate d'empire) et sur l'attitude du gouvernement après le procès d'Agram, sur les menées hongroises et sur la rivalité des Autrichiens et des Hongrois en Croatie pendant la guerre, etc. ; ce récit devrait être soumis à un examen critique ; si certains faits qu'il rapporte sont exacts, ils sont dignes d'une très sérieuse attention.

J. M.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— *Oxford University Press. General Catalogue, november 1916* (Londres, Humphrey Milford, in-8°, VIII-566 p.). — Si le présent catalogue était semblable à tous ceux que répandent les maisons d'édition, la *Revue historique* ne l'annoncerait pas ; mais il se distingue des autres, d'abord parce qu'il porte l'estampe de l'Université, en outre et surtout parce qu'il analyse, quand il y a lieu, les ouvrages annoncés. Par exemple, pour les ouvrages de mélanges tels que les *Seventeen lectures* de Stubbs ou les *Oxford studies*, publiés sous la direction de P. Vinogradoff, on ne trouvera pas seulement à leur place le titre de volume, mais celui des articles qui le composent. Le catalogue est donc à la fois méthodique et analytique ; il est dressé par auteurs et par matières. De même aussi l'index. Quelques illustrations bien choisies, un tableau des caractères employés par l'imprimerie de l'Université avec leur appellation technique, une note sur le papier et la reliure ajoutent à l'intérêt du volume, dont l'impression et la correction sont remarquables. Il y manque quelques pages d'introduction sur l'histoire même de cette imprimerie, dont le premier volume porte la date de 1468, et sur son organisation présente ; tout le monde ne sait pas en effet les garanties que le patronage de l'Université apporte à l'œuvre accomplie par la grande maison de l'*University Press*.

Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — Annales révolutionnaires. 1917, mars-avril. — Gustave ROUANET. Robespierre et le journal « l'Union » (quoi qu'on en ait dit, sur la foi des *Actes des apôtres*, Robespierre a été totalement étranger à la fondation et à la rédaction de ce Journal, dont soixante-douze numéros parurent du 21 novembre 1789 au 2 avril 1790; il repartut le 12 mai suivant sous le titre « le Journal de la liberté » et s'éteignit définitivement le 29 août, sans que Robespierre y eût jamais écrit une ligne. Il est donc innocent des sottises contenues dans ce Journal et dont on a voulu lui faire endosser le ridicule). — A. MATHIEZ. Les subsistances pendant la Révolution. De la réglementation à la liberté. — Gabriel VAUTHIER. Une église de Paris sous le Directoire : Saint-Laurent. — G. VALLÉE. L'École centrale de la Vienne, 1795-1805. V. L'enseignement. VI. Les sciences. VII. Les lettres. — Étienne BABEY. Souvenirs sur la Restauration; suite (second moyen de contre-révolution : ligue du nouveau clergé; troisième moyen : les Jésuites, les petits séminaires, l'Université; écrit en janvier 1825). — A. MATHIEZ. Fouquier-Tinville et Robespierre (loin d'avoir été une créature docile de Robespierre, Fouquier fut son ennemi, au point qu'à la veille du 9 thermidor, Robespierre demanda sa révocation au Comité de salut public). — Notes d'audience de Topino-Lebrun sur le procès de Lebrun-Tondu. — DOMMANGET. La carte de pain à Beauvais en l'an II. — Edmond CAMPAGNAC. Une préface de Léon Cladel (à *l'Histoire anecdotique de la Révolution française*). — A. MATHIEZ. L'arrestation de Volney en l'an II (arrêté le 16 frimaire an II « comme ayant eu des liaisons avec La Fayette, il fut relâché le 30 fructidor, ses papiers examinés ayant rendu témoignage de son civisme). — C.-rendus : G. Blum. La caricature révolutionnaire, 1789-1795 (catalogue des estampes satiriques de l'époque révolutionnaire conservées en France; mais l'auteur n'a pas suivi l'ordre chronologique, le seul qui ait une valeur scientifique). — L. Misermont. Le serment à la constitution civile du clergé, le serment civique et quelques documents inédits des archives vaticanes (insuffisant). — J. Masse. Histoire de l'ancienne Chautagne (bon).

2. — Le Moyen Âge. 2^e série, t. XIX (1915-1916), janvier-juin 1915. — L. AUVRAY. Le *Vetus codex longobardicus* de Baluze,

autrefois conservé à la Chambre des comptes de Paris; analyse et extraits (onze actes des souverains carolingiens et des empereurs allemands et vingt-cinq bulles pontificales des XII-XIV^e siècles. Ces pièces se rapportent presque toutes à l'Italie du nord). — J. MIRET Y SANS. Lettres closes des derniers Capétiens directs (quinze pièces des années 1291-1347 tirées des Archives de la couronne d'Aragon; un fac-similé. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 383). — C.-rendus : *A. Långfors*. Huon, le roi de Cambrai : (Œuvres, et Raoul le Petit : Histoire de Fauvain (important article critique par A. Guesnon). — *J. Depoin*. Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs; t. II (quelques identifications de noms de lieux sont sujettes à révision). — *L. Foulet*. Le Roman de Renard (les théories de l'auteur appellent quelques réserves). — Juillet-décembre 1915 (voir l'analyse de ce fascicule dans la *Rev. histor.*, t. CXII, p. 408). — Janvier-juin 1916. A. GUESNON. Adam de la Halle et le *Jeu de la feuillée* (corrige les nombreuses erreurs commises par les biographes d'Adam de la Halle et montre que ce dernier n'est pas l'auteur du *Jeu de la feuillée*. « Il est, au contraire, le sujet principal de cette pièce où lui et les siens, sa clergie, son pui d'amour, ses amis, son protecteur sont offerts en pâture à la malignité publique, sous la plume railleuse d'un adversaire anonyme. » En appendice, publie, entre autres, le texte d'une enquête de l'année 1289 en dialecte picard sur l'administration des échevins d'Arras). — G. HUET. Notes d'histoire littéraire. I. Le témoignage de Wace sur les « fables » arthuriennes. — C.-rendus : *Ph. Lauer*. Recueil des actes de Louis IV, roi de France (cette édition appelle d'assez nombreuses corrections de détail). — V. MORTET. Mélanges d'archéologie (J.-A. Brutails propose quelques corrections touchant la terminologie des architectes du moyen âge). — N. B. Ce numéro fait suite au numéro de juillet-décembre 1915. Un fascicule doit être encore publié ultérieurement pourachever le volume XIX, qui, par exception, chevauche sur les deux années 1915 et 1916.

3. — **La Révolution française.** 1917, mars-avril. — Assemblée générale annuelle tenue le 18 mars 1917; rapport de M. Camille BLOCH (les travaux de l'année; hommage aux membres décédés). — P. MAUTOUCHET. La population parisienne et la crise de l'alimentation sous la Terreur (la crise du pain, de la viande, des œufs, des légumes; moyens proposés pour y remédier). — J. ADHER. L'assistance publique au XVIII^e siècle. L'enquête de 1775 dans le diocèse civil de Toulouse (analyse des réponses faites par 58 communautés sur 206; voeux exprimés). — C.-rendus : *Pasquier*. Notes et réflexions d'un bourgeois de Toulouse au début de la Révolution d'après des lettres intimes (témoin ni impartial ni intelligent, mais bien placé). — Abbé Misermont. Le serment à la constitution civile du clergé, le serment civique et quelques documents inédits des archives vaticanes (les prêtres ordonnés par les évêques constitutionnels après le 10 août 1792 ne firent jamais le serment à la constitution civile du clergé,

mais celui de liberté et égalité). — *Guy de Pourtalès*. A mes amis suisses (vibrant d'émotion contenue et de passion très noble).

4. — **Revue des études historiques**. 1917, janvier-mars. — Henri WELSCHINGER. Ce que pensait Frédéric Nietzsche de la Kultur et de l'histoire allemandes. — François ROUSSEAU. La commune dans la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas (récit de ce qui s'est passé à l'église et dans le quartier du 3 avril au 25 mai 1871). — André AUZOUX. Les dernières années de Suffren (honneurs rendus à Suffren à son retour en France en 1784). — Léon MIROT. La vie urbaine de Douai au moyen âge (d'après les quatre volumes de Georges Espinas). — Ém. DÉBORDE DE MONTCORNIN. Le Rhin dans l'antiquité et dans les premiers siècles de notre histoire (d'après le t. I d'E. Babelon). = C.-rendus : *Julien Luchaire*. Les démocraties italiennes (prémisses générales, conclusions limitées à Florence). — *Ch. Flachaire*. La dévotion à la Vierge dans la littérature catholique au commencement du XVII^e siècle (excellent). — Comtesse E. de Clermont-Tonnerre. Histoire de Samuel Bernard et de ses enfants (anecdotique; bien présenté). — *Pierre Kohler*. M^{me} de Staël et la Suisse (beaucoup de renseignements nouveaux, d'un saisissant intérêt). — *Louis Benaerts*. Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814 (fait avec soin). — La situation agricole de 1814 (réponses à un questionnaire adressé en 1812 par M. de Montalivet aux sous-préfets de l'Empire). — Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration, 1814-1830 (intéressant recueil). — *A. Crémieux*. La censure en 1820 et 1821 (la question est redevenue d'actualité). — Publications sur la guerre européenne que nous avons signalées. — *J.-W. Jeudwine*. The manufacture of historical material (utile contribution à l'étude des sociétés primitives).

5. — **Revue des études napoléoniennes**. 1917, mai-juin. — Antonin DEBIDOUR. Le régime du Concordat et les origines de la séparation de l'Église et de l'État. — LEDEUIL D'ENQUIN. M. de Hervas, marquis d'Almenara, beau-père du général Duroc (Martinez de Hervas était un banquier; d'abord administrateur de la banque royale Saint-Charles, il ouvrit plus tard une banque qu'il installa en 1801 dans l'hôtel de l'Infantado ou de Saint-Florentin. Il y traita les affaires financières de l'Espagne, d'abord avec un grand succès, puis il fut ruiné par la crise d'octobre 1805. Sa fille, Marie, épousa Duroc le 9 août 1802. Leur union fut très tendre. Longtemps après la mort de Duroc et d'une fille née de leur mariage, la veuve épousa le baron Fabvier, pair de France, le 16 mai 1831; elle mourut à Paris le 9 décembre 1871). — SAINT-MATHURIN. Napoléon III et l'Allemagne française (relève dans un grand nombre de publications allemandes des témoignages non équivoques et d'ailleurs désintéressés, pour la personne de l'empereur, de sa dynastie et de sa politique. Il avait une admirable partie à jouer; il la perdit par ses propres fautes, autant

que par l'audace réfléchie et sans scrupule de son irréconciliable adversaire, la Prusse). — **Louis DAVILLÉ.** Le retour à la tradition française en histoire (l'histoire est avant tout une œuvre de science; il y a donc une technique de l'érudition que l'Allemagne a poussée très loin et qu'il faut continuer d'apprendre et de pratiquer. Mais l'histoire est aussi un art; « la France, sans copier l'Allemagne, peut chercher à s'approprier son esprit méthodique et organisateur, tout en retrouvant l'ancienne culture philosophique et littéraire qui faisait sa supériorité ». Il importe donc, d'une part, de développer la culture générale et, d'autre part, de se rappeler que les livres sont faits pour être lus et fournir au lecteur des idées générales. Conséquence : il faut refondre le programme de 1902 qui donne une place excessive aux notions abstraites, à l'histoire de la civilisation, et néglige l'histoire politique et militaire qui est justement la plus à portée des enfants dans nos lycées et collèges). — **Daniel FOSSE.** Le tribunal de Montauban et les événements de 1814-1815.

6. — **Revue historique de la Révolution française et de l'Empire.** 1916, octobre-décembre. — **Commandant WEIL.** Un couple royal en exil : le duc et la duchesse d'Aoste; Victor-Emmanuel I^{er} et la reine Marie-Thérèse, 1798-1806; I (Victor-Emmanuel, duc d'Aoste, était le frère cadet de Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne; il avait épousé Marie-Thérèse d'Autriche, fille de l'archiduc Ferdinand. La conquête du Piémont par les Français en 1798 et en 1800 les chassa de leur pays et les contraignit de se retirer, d'abord à Florence et à Livourne, ensuite à Naples où ils reçurent l'hospitalité de leur cousine, la reine Marie-Caroline. Utilise, outre la correspondance de Marie-Caroline, qui est plutôt sévère pour le couple exilé, les lettres de Marie-Thérèse à son beau-frère Charles-Félix, duc de Genevois, publiées par D. Perrero dans ses *Reali di Savoia nell'esiglio*). — **Félix PONTEIL.** La Société populaire des antipolitiques et le sentiment patriotique à Aix-en-Provence en 1792-1795, d'après des documents inédits conservés aux archives départementales des Bouches-du-Rhône. — **Léon PRUGNARD.** Le procès et la mort du général Mouton-Duvernet; suite et fin (prouve que le général n'est pas coupable d'avoir pris part à un complot pour renverser Louis XVIII et rappeler Napoléon; il a cédé au mouvement populaire que soulevait le prestige de l'Empereur. Il fut victime des passions royalistes; après avoir trouvé une retraite sûre à Montbrison pendant sept mois, il se livra volontairement au préfet de la Loire. Condamné à mort le 19 juillet 1816, il fut fusillé à Lyon le 27 suivant. La personne chez laquelle il avait trouvé asile à Montbrison n'est autre que Camille de Meaux, dont le petit-fils fut le gendre de Montalembert; Camille de Meaux a laissé de cet épisode une relation en partie reproduite par l'auteur de l'article). — **R. VALENTIN DU CHEYLARD.** Après le siège de Toulon; suite (représailles exercées par les républicains). — **J.-P. PICQUÉ,** député des Hautes-Pyrénées à la Convention. Souvenirs inédits; suite et fin

(quelques notes sur certains conventionnels). — Gabriel VAUTHIER. L'architecte Legrand et les thermes de Julien (publie un mémoire adressé à la Convention par l'architecte Legrand en vue d'assurer la conservation de ce qu'on appelait déjà les « thermes » de l'empereur Julien; l'affaire n'aboutit pas). — A. E. Bonaparte et les Juifs de Mantoue (publie une lettre de Bonaparte, de Mantoue le 18 ventôse an V, relative à un échange de numéraire qui devait être opéré par les Juifs pendant le séjour du général à Mantoue, mars 1797). — O. K. Une lettre inédite de Charles-André de Pozzo di Borgo à Sir Francis d'Ivernois, 18 juin 1803.

7. — *Journal des savants*. 1917, février. — Camille JULLIAN. Aix-en-Provence dans l'antiquité; II (époque romaine jusqu'à César; César; Auguste. « La Provence eut trois villes maîtresses : Marseille, celle-là vivant à cause de son port maritime; Aix, produit d'un carrefour central; Arles, résultat d'un port fluvial de lisière. Destinées et luttes au moyen âge dériveront de toute cette histoire, qui commence aux tribus ligures »). — Louis LEGER. Le voyage littéraire d'un Russe dans les Balkans (il s'agit de Victor Ivanovitch Grégorovitch, né en Podolie en 1815, mort en 1876, auteur d'un voyage dans la Turquie d'Europe, imprimé à Khazan en 1848, réimprimé en 1877, au moment de la guerre libératrice. Sur lui, N. Petrovsky a publié en 1916 à Petrograd un intéressant volume). — E. RODOCANACHI. César Borgia en Romagne (d'après le livre de William Harrison Woodward). — P. BONNEFON. Lettres inédites d'Ernest Beulé; I (lettres à Charles Garnier sur les fouilles de l'Acropole, 1850-1853). — Ernest LAVISSE. Le musée Condé en 1916. — C.-rendus : G. Schlumberger. Récits de Byzance et des croisades (série d'excellents récits; l'auteur y a joint des récits sur d'autres périodes, ainsi sur la campagne de France à Colmar en décembre 1813). — P. Cloché. La restauration démocratique à Athènes en 403 av. J.-C. (très approfondi; documentation conscientieuse et étendue; sera d'un utile secours à tous ceux qui voudront désormais étudier cette crise de la constitution athénienne). — Louis HALPHEN. L'histoire de France depuis cent ans (bon). — Le bibliothèque Milanesi. Manuale ad uso degli studiosi (excellent guide pour toutes les bibliothèques de Milan; catalogue des publications périodiques reçues par elles). — H. G. Rawlinson. Intercourse between India and the Western World (bon résumé). — Mars. R. DE LASTEYRIE. La cathédrale de Reims (compte-rendu du livre de Bréhier, œuvre d'intelligente vulgarisation plutôt que d'érudition, bien écrite, de lecture agréable; croit, avec M. Bréhier, que les figures royales représentent des rois de France; lui reproche, dans son étude de la statuaire, de trop distinguer des groupes provenant d'un même maître, disons au moins d'un même atelier, et signale certains termes d'architecture employés par lui improprement). — Dr CAPITAN. Les origines de la civilisation en Europe : les précurseurs magdaléniens et le berceau égéen (d'après un article de Sir Arthur Evans; impor-

tance de la Crète dans l'histoire primitive. « Ce sont les Minoens qui transmirent aux civilisations ultérieures la torche enflammée du progrès qui provenait elle-même de la lueur vacillante précieusement conservée et transmise par les primitifs habitants des cavernes quaternaires ». — H. LEMONNIER. Les *Études* de Pierre Duhem sur Léonard de Vinci; II (Duhem prouve bien la vaste érudition de Léonard et répond à la première partie de son sous-titre : « Ceux qu'il a lus »; mais il passe plus brièvement sur « ceux qui l'ont lu » et il y aurait lieu de reprendre cette partie de son travail; grands problèmes généraux que posent ces belles études). — Henri DEHÉRAIN. Gaston Darboux (article nécrologique). — C.-rendus : *Georges Dottin*. Les anciens peuples de l'Europe (guide succinct, mais bien au courant). — *Maxime Collignon*. L'emplacement du Cecropion à l'Acropole d'Athènes (décisif). — *Clarence Eugène Boyd*. Public Libraries and Literary Culture in Ancient Rom (bibliothèques de Rome, pendant les deux premiers siècles de l'Empire). — A. Blanchet et A. Dieudonné. Manuel de numismatique française; t. II (excellent; beaucoup d'aperçus personnels). — Paul Fournier. Un groupe de recueils canoniques des X^e et XI^e siècles (a bien établi la filiation des quatre collections étudiées). — Avril. Maurice CROISET. L'histoire du texte de Platon (d'après le livre de Henri Alline). — C. HUART. Les origines de l'empire ottoman (d'après le livre d'Herbert Adams Gibbons; fables sur la naissance de l'empire ottoman; signale sur cette question deux documents que jusqu'à présent les historiens n'ont pas connus, l'un persan, Khondémir, dans « l'Ami des biographies », écrit en 1520, l'autre arabe, Ibn-Khaldoûn, dans son « Histoire universelle », antérieure à 1402; les conquêtes turques jusqu'à la mort de Bayezid I, 1403; importance du corps des janissaires). — J.-A. BRUTAILS. La législation du val d'Arran au moyen âge (d'après la publication de Ferran Valls Taberner, qui a réuni les priviléges et ordonnances concernant le val dans la période de 1250 à 1450). — Paul BONNEFON. Lettres inédites d'Ernest Beulé; II (sa collaboration au *Journal des savants*, lettres de 1855 à 1864). — Louis LEGER. Nouvelles découvertes archéologiques des Russes à Trébizonde (ancienne église chrétienne sous des constructions turques). — C.-rendus : Gustave Glotz. Le droit des gens dans l'antiquité (montre bien l'évolution du droit familial grec qui s'achève en un droit des gens humain). — P. Cloché. Étude chronologique sur la troisième guerre sacrée (a montré beaucoup d'érudition et beaucoup de conscience, sinon toujours beaucoup d'art). — Pedro Bosch Gimpera. El Problema de la Cerámica Ibérica (répartition de cette céramique en quatre régions; problèmes qui se posent à son sujet). — Giovanni Costa. Impero romano e cristianesimo (conclusions qui se dégagent de ce travail; à la théorie classique des dix persécutions, souvenir des dix plaies d'Egypte, l'auteur oppose une vue plus exacte des choses). — Arthur Längfors. Notice du manuscrit français 12483 de la Bibliothèque nationale

(recueil de lectures en l'honneur de la Vierge; la compilation est antérieure à 1328). — Catalogue of books printed in the 15th century now in the British Museum; part IV (fascicule consacré aux presses romaines; excellent).

8. — **Polybiblion.** 1917, février. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Jean Debrit*. La guerre de 1914, notes au jour le jour, 4 vol. (du 1^{er} août 1914 au 20 septembre 1915; bonne suite chronologique); *Louis Maurice*. La politique marocaine de l'Allemagne (de 1905 à 1914, réquisitoire sévère et juste contre l'Allemagne); abbé *Félix Klein*. Les douleurs qui espèrent (émouvant). — *Louis Dimier*. Bossuet (connaissance approfondie du XVII^e siècle). — *Louis Barthou*. Lamartine orateur (une revanche pour la mémoire de Lamartine). — *L. Hardy Canfield*. The early persecutions of the Christians (histoire objective). — *Louis Pastor*. Histoire des papes depuis la fin du moyen âge, traduction *A. Poiatz*; t. IX et X (la traduction est insuffisante et ne dispense pas de recourir à l'original). — *Jean Régné*. Histoire du Vivarais; t. I (a réimprimé le t. I de l'histoire du chanoine J. Rouchier, paru en 1862). — *J. Dupont*. Jeanne d'Arc (grande place donnée aux documents du XV^e siècle). — *Pierre-Maurice Masson*. La religion de Jean-Jacques Rousseau (œuvre mûrement méditée et composée). — *I. Loutschisky*. Quelques remarques sur la vente des biens nationaux (bonnes observations). — *Jules Cochon*. Le général Songeon, sa vie militaire et civile (bon). — *Pierre Martino*. Stendhal (travail de mise au point; M. Audiat, auteur du compte-rendu, se montre très dur pour Stendhal). — *A. Debidour*. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le congrès de Berlin jusqu'à nos jours; t. I : 1878-1904 (d'une lecture facile et d'une clarté appréciable dans une matière si complexe). — *Ernest-M. Rivière*. Corrections et additions à la « Bibliothèque de la Compagnie de Jésus » (très précieux). — *S. Rumor*. Bibliografica storica della città e provincia di Vicenza (7,989 numéros; fait avec beaucoup de soin). — Mars-avril. Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Paul Giraud*. Devant l'histoire. Causes connues et ignorées de la guerre (ouvrage rédigé sobrement, dans un ordre logique, avec une méthode simple); *Stanislas Posner*. La Pologne d'hier et de demain (riche en documents et en aperçus économiques); *Paul Louis*. Les crises intérieures allemandes pendant la guerre (bien renseigné). — *Georges Dottin*. Les anciens peuples de l'Europe (ouvrage on ne peut mieux fait). — *Henry Graillot*. Le culte de Cybèle à Rome (travail complet, mais l'auteur abuse des assimilations avec la religion chrétienne). — *Ernest Babelon*. Le Rhin dans l'histoire; t. I (érudition sûre). — *J.-H. Albanès et Ulysse Chevalier*. Gallia christiana novissima; t. VI : Orange (731 pièces publiées, analysées ou mentionnées). — *A. Tueley et H. Lacaille*. Journal de Clément de Fauquembergue, greffier au Parlement de Paris, 1417-1435; t. III (excellente édition). — *Saint-Simon*. Mémoires,

t. XXVII, éd. de *J. Lecestre et J. de Boislisle* (conduit jusqu'à la mort de Louis XIV). — *Benjamin Fabre*. Un initié des sociétés secrètes supérieures. *Franciscus eques a capite galeato, 1753-1814* (nombreux documents sur le marquis de Chefdeblen, fondateur à Narbonne d'une loge du rite des Philadelphes). — *Émile Bridrey*. Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin (bon). — *Paul Marmottan*. Le palais impérial de Strasbourg. — *Joseph Burnichon*. La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle, 1814-1914; t. II : 1830-1845 (beaucoup de renseignements). — *M. Rondet-Saint*. Choses de l'Indo-Chine contemporaine (l'auteur ne ménage pas de justes critiques). — *Frédéric Duval*. Inventaire des documents pour servir à l'histoire du duché d'Alençon conservés dans les archives anglaises (utile répertoire). — *Ferrán de Sagarra*. *Sigillografia catalana*; t. I (contient une description de 250 sceaux des comtes de Barcelone, des rois d'Aragon et des princes de leur famille, du XIII^e au XVI^e siècle).

9. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1917, 3 mars. — *H. Prentout*. L'enseignement de l'histoire locale au lycée et à l'école (intéressant). — *B. de Mandrot*. Dépêches des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza; I : 1461-1463 (important). — *C. Conti Rossini*. *Fonti storiche etiopiche per il secolo XIX*. Vicende dell'Etiopia e delle missioni cattoliche ai tempi di Ras Ali, Deggiac Ubié e re Teodoro (sorte d'histoire religieuse de l'Abyssinie, rédigée par un Abyssin converti au catholicisme : Takla Haimanot de Memsa, qui mourut en 1902. Ce récit, qui s'arrête en 1868, est une œuvre importante, même pour l'histoire politique). — *Jos. Reinach*. Les commentaires de Polybe; 7^e série (très intéressant). — Livres sur la guerre. — 10 mars. *L. Duchesne*. *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*; III. — *B. Berenson*. *Venetian painters in America; The fifteenth century* (ce livre fera époque dans l'étude de l'art vénitien). — *P. Kohler*. *Mme de Staél et la Suisse* (excellent; cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 351). — *L. Gallouédec*. La Bretagne (bon résumé). — *A. Dayot*. Le Prado de Madrid (très beau volume). — 17 mars. *Julia P. Mitchell*. *Saint-Jean de Crèvecoeur* (bonne biographie d'un fermier qui vivait en Pennsylvanie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle). — *Albert Schinz*. Jean-Jacques Rousseau et le libraire-imprimeur Marc-Michel Rey (bonne étude sur les rapports de Rousseau avec son imprimeur, tirée du t. X des Annales de la Société J.-J. Rousseau). — *J. Vassal*. Dardanelles, Serbie, Salonique (excellent exposé des événements militaires par un médecin du corps colonial). — *F. Vander Vorst*. La nation criminelle. Étude historique de la déformation morale allemande (excellent). — *T. de Wyzewa*. L'art et les mœurs chez les Allemands (réédition d'un livre très exact et pénétrant, qui a été écrit en 1884, puis publié en 1887 et en 1890). — 24 mars. *Leonard A. Magnus*. *The tale of armament of Igor, a D. 1189, a russian historical epic* (texte

et traduction, avec un très bon commentaire, d'une sorte de poème en prose ou en vers accentués, qui raconte une expédition des princes russes contre les Polovtse en 1184). — *J. Lair* et *baron de Courcel*. Rapports et notices sur l'édition des mémoires du cardinal Richelieu; fasc. V (bon). — *B. E. Schmitt*. England and Germany, 1740-1914 (résumé un peu sec, mais assez pénétrant). — *T. Sillani*. Lembi di patria (livre joliment illustré qui promène le lecteur aux confins de l'Italie, dans les terres « irredente », à travers les monuments, témoins irrécusables et glorieux de la domination de Rome et de Venise). = 31 mars. *L. de Launay*. France-Allemagne. Problèmes miniers, munitions, blocus après guerre (important et riche d'idées). — *J. W. Headlam*. The Issue (excellente étude sur les buts de guerre de l'Allemagne, d'après les publications allemandes). — *J. Destrée*. En Italie pendant la guerre, mai 1913-août 1916 (très intéressant). — *Elie Berger*. Recueil des actes de Henri II; t. I (important; mais M. Berger aurait pu se dégager plus complètement du plan adopté par L. Delisle pour la constitution de son recueil). — *H.-Fr. Delaborde*. Recueil des actes de Philippe-Auguste (œuvre très importante; on y trouve une belle série de chartes de communes ou de coutumes qui sont de premier ordre pour la connaissance de nos institutions. Quelque hésitation dans la manière de publier les textes). = 7 avril. *Hermann Fernau*. Durch!... Zur Demokratie (remarquable. L'auteur, qui est Allemand et républicain, veut montrer que le militarisme prussien est une conséquence inéluctable de la dynastie prussienne. Livre touffu et confus, mais plein de substance, de courageuse honnêteté et aussi de candeur). — *Paul Giraud*. Devant l'histoire (bon exposé de la crise diplomatique qui a précédé la guerre. Mais M. Giraud a négligé un document important qui a soulevé une vive polémique dans certains journaux américains; voir *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 434, et t. CXXIII, p. 428; c'est la dépêche de Bethmann-Hollweg à Tchirsky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, 30 juillet 1914. S. Reinach retrace ici l'histoire de cette dépêche, qui ne figure pas dans le *Livre blanc*, mais dont Bethmann-Hollweg a reconnu l'authenticité. Il en résulte qu'à un moment, le 30 juillet, le parti de la paix parut l'emporter à Berlin. On trouvera la dépêche de Bethmann dans l'*Histoire de douze jours*, de Jos. Reinach, à la p. 384, avec le commentaire approprié). = 14 avril. *Louis Maurice*. La politique marocaine de l'Allemagne (exposée à l'aide des papiers saisis après la déclaration de guerre chez le fameux Karl Ficke et ses associés. Cette maison de commerce était une véritable agence politique: de 1906 à 1911, elle ne cessa de créer les plus grands embarras au gouvernement français, d'après les ordres venus de Berlin). — La vie de sainte Odile (c'est tout un mémoire de Chr. Pfister sur le texte de la vie latine et ses plus récents commentateurs. L'examen de l'édition donnée par Levison l'a conduit à faire lui-même la critique de son étude sur le *Duché mérovingien d'Alsace et la légende de sainte*

Odile, parue en 1894, et à la modifier sur certains points. Dans cette légende, un seul point paraît devoir être considéré comme acquis : sainte Odile a existé et elle a fondé à la fin du VII^e siècle le monastère de Hohenbourg; rien de plus. Sur cette base étroite se sont échafaudées plus tard des traditions qui rattachent la sainte à Baume-les-Dames, à Moyenmoutier, à Ebersheim; tenter aujourd'hui de les fondre ensemble, malgré leurs contradictions, est une entreprise vainue et contraire à toute saine critique). — 21 avril. *Studi della scuola papirologica*; t. II (beaucoup de lettres privées). — *C. G. Torrey*. The composition and date of Acts (très savant et très aventureux; l'auteur « ne paraît éclaircir le problème des Actes ni pour l'ensemble ni dans les détails »). — *G. De Sanctis*. *Storia della repubblica Ateniese dalle origini all' età di Pericle*; 2^e édit. (bon; cette nouvelle édition a été augmentée de deux chapitres nouveaux). — *H. Pedersen*. Et blik paa Sprevidenskabens historie (remarquable exposé de ce qu'on sait sur les langues qui ont été parlées dans les pays limitrophes de la Grèce et du Latium; et histoire de la grammaire comparée au XIX^e siècle, histoire dans laquelle les Danois occupent une place des plus honorables, où ils ont même été les précurseurs de la philologie germanique). — *H. Lammens*. *Moavia II ou le dernier des Sofianides* (bon).

10. — **Annales de géographie.** 1917, 15 mars. — **VIDAL DE LA BLACHE**. La répartition des hommes sur le globe. I. Inégalités et anomalies. II. Le point de départ. — **Édouard BLANC**. Le futur réseau des voies navigables de l'empire russe (expose le programme des travaux proposé par la Commission interministérielle de 1911). — **Jules WELSCH**. Le comblement du havre de Baisse, Vendée (d'après les indications fournies par les cartes anciennes. Remarque à noter : « Le dessin général de la côte n'a pas changé depuis l'époque historique; mais on constate l'existence de nombreuses modifications locales »). — **Émile HAUMANT**. Deux études de V. P. Semenov-Tian-Chanskit sur la géographie politique de la Russie.

11. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1917, janvier-mars. — **N. WEISS**. 1517-1917. Protestants et catholiques allemands à la lumière de quatre siècles d'histoire (il faut rechercher les responsabilités allemandes dans la guerre présente aussi bien dans le camp des catholiques que dans celui des protestants; Luther à Worms avait renié l'autorité de l'État et invoqué sa conscience; mais tous les Allemands se sont ralliés à la doctrine de l'étatisme et soumis sans examen aux caprices du pouvoir). — **Marcel GODET**. Les protestants à Abbeville au début des guerres de religion, 1560-1572; I (introduction et sources; nomination d'un huguenot, Robert de Saint-Delis, comme gouverneur d'Abbeville en 1559; sacrilèges commis par des soldats protestants de la garnison, 1560 et 1561; mesures prises par l'échevinage pour maintenir l'ordre). — **N. WEISS**.

Martin Luther, Jean Eck et l'Université de Paris, d'après une lettre inédite (c'est une lettre, datée du 19 septembre 1519 et adressée à l'archevêque de Sens, Étienne Poncher, par Paul de Milan, cubiculaire apostolique et ami de Jean Eck; elle était destinée à faire pencher la balance en France en faveur d'Eck dans son conflit avec Luther). — Fr. PUAX. Lettre de la Vénérable Compagnie des pasteurs de Genève au sujet de la révision du Psautier (26 novembre 1700; elle est adressée aux églises françaises du Refuge). — Id. L'index librorum prohibitorum de 1757 (de cet index qui contenait les noms de Montesquieu, Locke, Malebranche, Montaigne, on tire les titres des ouvrages dus aux écrivains de la Réforme française; l'index mentionne les ouvrages condamnés depuis 1596 avec la date de la condamnation). — Charles BOST. Les pasteurs Astruc. Le père de Jean Astruc (l'hébraïsant et médecin Jean Astruc était le fils de Pierre Astruc, ancien ministre d'Aigremont, qui se convertit au catholicisme en 1685 et se fixa à Sauve). — C.-rendus : A. Renaudet. Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie (enquête très vaste; mais finalement les réformes réclamées avec bruit se réduisent à bien peu de chose). — George V. Jourdan. The movement towards catholic reform in the early sixteenth century (range Érasme et Lefèvre parmi les réformateurs catholiques). — Albert Monod. Les sermons de Paul Rabaut, pasteur du désert, 1733-1785 (excellent).

12. — **Bulletin hispanique.** 1917, janvier-mars. — G. CIROT. Quelques lettres de Mariana et nouveaux documents sur son procès (ces lettres, tirées des archives de Simancas ou du British Museum, vont de 1580 à 1623). — M. AZAÑA. Notre mission en France (en octobre 1916; récit fait en espagnol par l'un des membres de cette mission, le distingué secrétaire de l'Athénée de Madrid). — H. MÉRIMÉE. Les académiciens espagnols à Toulouse. — Les académiciens espagnols à Bordeaux. Discours de M. THAMIN. — ST.-C. La main de l'Allemagne en Espagne (série de coupures de journaux prouvant que l'Allemagne use de tous les moyens d'intimidation en Espagne, mais aussi que l'élite intellectuelle est pour les Alliés). — M. BATAILLON. Lettre sur les études grecques en Espagne du xve siècle à nos jours. — E. MÉRIMÉE. Les cours pour étrangers en Espagne. — C.-rendu : Francisco Giner de los Ríos. *Ensayos sobre educación* (ces essais ont paru de 1870 à 1902; quelques retouches et quelques additions faites par l'éminent auteur peu de temps avant sa mort).

13. — **Bulletin italien.** 1917, janvier-mars. — J. MATHOREZ. Notes sur les Italiens en France du XIII^e siècle jusqu'au règne de Charles VIII; I (les Lombards jusqu'au début du XV^e siècle; quelques-uns de ceux qui ont fait souche). — Andrea SORRENTINO. La légende troyenne dans l'épopée chevaleresque de Matteo Maria Boiardo (article en italien). — Eug. BOUVY. Alfieri, Monti, Foscolo. La poésie patriotique en Italie de 1789 à 1815. — H. HAUVENTTE. La langue ita-

lienne dans l'enseignement public français en 1917. — C.-rendus : *Arturo Bini et Giuseppe Fatini. Canti della Patria* (anthologie de poésies patriotiques; 1^{er} volume, des origines à 1815; 2^e, de 1815 à 1870; recueil bien compris, mais pourquoi s'arrêter à 1870?). — *Antonio Fradeletto. La storia di Venezia et l'ora presente d'Italia* (pages émues).

14. — **Revue de l'histoire des religions.** 1917, janvier-février. — P. SAINTYVES. Le culte de la croix dans le bouddhisme en Chine, au Népal et au Thibet (le dordje ou la croix de foudre dans le culte bouddhique en Chine et au Thibet; la croix de feuillage ou l'arbre de la croix dans le bouddhisme du Thibet et du Népal; série de faits très curieux). — A. BEL. Coup d'œil sur l'islam en Berbérie (texte de deux conférences faites à Fez aux officiers et fonctionnaires français en 1916). — C.-rendus : *S. Langdon. Sumerian Epic of Paradise, the Flood und the Fall of Man* (transcription et traduction de deux nouveaux morceaux du poème sumérien; Langdon cherche à déterminer quelle influence la version sumérienne a pu exercer sur les premiers chapitres de la Genèse). — La sainte Bible; 4^e livraison : Genèse, Exode I-IX (cette nouvelle traduction que publie la Société biblique de Paris à l'occasion de son centenaire est fondée sur des bases scientifiques solides et elle se présente sous une forme littéraire agréable). — *Henry Whitehead. The village Gods of South India* (résumé de ses recherches antérieures sur le culte des divinités de village dans l'Inde méridionale). — *W. Th. Elmore. Dravidian Gods in modern Hinduism* (s'est beaucoup servi des recherches de Whitehead, mais donne des monographies développées de certaines divinités adorées par les Telugu du district de Nellore). — *W. M. Ramsay. The bearing of recent discovery on the trustworthiness of the New Testament* (série de conférences faites à Virginia; expose les arguments que les récentes découvertes archéologiques apportent en faveur de la vérité du Nouveau Testament; considérée comme un bloc, la thèse appelle de graves objections).

15. — **Revue des études anciennes.** 1917, janvier-mars. — H. LECHAT. Notes archéologiques; X (le temple d'Assos, sur la côte sud de Troade; il est certainement antérieur au milieu du VI^e siècle; les temples de Delphes, d'après les études de F. Courby). — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. *Annaeus Serenus, préfet des vigiles; V (Annaeus Serenus et l'affranchie Acté)*. — Th. REINACH. A propos de la question de l'enseignement primaire dans l'empire romain (prouve par deux textes empruntés aux Papyrus d'Oxyrhynchos qu'en général les personnes, même d'un rang élevé, ne savaient pas lire). — Camille JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXIII. *Petromantulum* (ce mot, qui paraît deux fois dans l'onomastique de la Gaule, veut sans doute dire carrefour). — J. LOTH. *Lia Fáil ou pierre de Fáil, pierre d'intronisation ou d'épreuve des rois d'Irlande à Tara*. — G. DOTTIN. Le serment

celtique (les trois parties de ce serment : la chute du ciel, les tremblements de terre, les raz de marée, sont dès l'antiquité rattachées aux traditions des Celtes). — G. GASSIES. Tête de divinité antique trouvée à Meaux (au printemps de 1916). — Camille JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : *A. Ernout*. Recueil de textes latins archaïques (excellent; quelques critiques de détail). — H. G. Rawlinson. *Intercourse between India and the western world from the earliest times to the fall of Rome* (ouvrage clair, bien composé et aboutit à des conclusions raisonnables). — René Dussaud. *Introduction à l'histoire des religions* (c'est plutôt une conclusion qu'une introduction). — M.-J. Lagrange. *Mélanges d'histoire religieuse* (intéressant). — Eusèbe. *Histoire ecclésiastique*; éd. par E. Grapin, t. II et III, texte et traduction (bon). — Roger Grand. *Le contrat de complaint depuis les origines jusqu'à nos jours* (bon; observations suggestives de J.-A. Brutails).

16. — Revue des sciences politiques. 1917, 15 avril. — Général DE LACROIX. L'effort de la Roumanie (situation générale au moment de l'entrée en action de la Roumanie, l'invasion de la Transylvanie, les opérations en Dobroudja, invasions par les Austro-Allemands de la Valachie, bataille de l'Argès, défense du Sereth, situation des deux partis à la fin de février 1917). — Ed. PERRIER, J. REINACH, R. VENITCH. L'effort serbe (discours prononcés à la Sorbonne le 8 février 1917). — Ch. DUPUIS. La déclaration des droits et devoirs des Nations de l'Institut américain de droit international (les conférences panaméricaines tenues à Washington en 1889, à Mexico, 1901-1902, à Rio-de-Janeiro, 1906, et à Buenos-Ayres, 1910; constitution, à la suite de ces conférences, de l'Institut, le 12 octobre 1912; inauguration à Washington le 29 décembre 1915; sa déclaration des droits et devoirs des Nations adoptée le 6 janvier 1916). — Comte DE CALAN. Le recrutement régional des partis politiques de 1789 à 1914. Un pays de gauche : la Champagne (passe en revue les élections depuis 1789 jusqu'à 1914 et cherche à déterminer les nuances d'opinion en Seine-et-Marne, Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne; extrait d'un ouvrage en préparation concernant toute la France). — Maurice DEWAVRIN. La guerre européenne et le mouvement économique au Japon. — Louis LEGER. Les Roumains au service de l'Autriche (les Transylvains qui sont contraints de servir dans l'armée hongroise, d'après un livre d'Octavian Taslauanu). — E. G. Pangermanisme et social-démocrate (ces deux expressions ne constituent pas une antithèse; en réalité, dès 1898, Woltmann, en Allemagne, et, en 1905, Reimer en Autriche ont tenté de concilier en théorie et d'associer en pratique deux partis que les anciens socialistes considéraient comme irréductiblement hostiles). — Ch. BASTIDE. Rapprochements historiques (cite un passage du chroniqueur Henry Knighton sur la peste bubonique en Angleterre en 1348 et sur ses conséquences; veut voir là une analogie avec les événements actuels). = C.-rendus : *Ouvrages sur la guerre*

que nous avons signalés; à noter : *G. K. Chesterton*. Les crimes de l'Angleterre; trad. de *Ch. Grolleau* (œuvre d'un humaniste qui déconcerte parfois; mais cet humaniste est aussi un lyrique); *Hermann Fernau*. Durch!... zur Demokratie (œuvre d'un révolutionnaire allemand qui ne cache pas son drapeau); *S. Zurlinden*. Der Weltkrieg. Vorläufige Orientierung von einem schweizerischen Standpunkt aus; t. I (manque un peu d'unité, d'ordre et de méthode; mais ce démocrate suisse est bien plus perspicace que beaucoup de social-démocrates allemands).

17. — **Le Correspondant**. 1917, 10 avril. — **MILES**. Silhouettes de guerre. Les vaincus et les vainqueurs de la Révolution russe (néfaste influence exercée par la tsarine sur l'esprit de son époux, Nicolas II, depuis la naissance du grand-duc héritier et surtout depuis l'apparition à la cour de Rasputine et consorts; portrait du prince Lvov, de MM. Rodzianko, Milioukov, Goutchkov et Kerensky). — **Charles STIÉNON**. La campagne d'Egypte. I. L'échec de l'attaque ottomane sur le canal de Suez. — **Marcel DUPONT**. En campagne. Impressions d'un officier de légère. IX. L'offensive d'Artois en septembre 1915. — **Laurent D'ARCE**. De Suse à Bagdad, par le désert des Beni Laam et le Tigre; fin. — 25 avril. **Henry COCHIN**. Le jubilé de Dante Alighieri et le saint-siège apostolique (explique pourquoi Dante a placé dans son *Enfer* tant de papes, ses contemporains. Ceux qui sont venus après ont pardonné au grand poète; le pape actuel, Benoît XV, se porte garant de l'orthodoxie de Dante et le réclame pour l'Église : « Noster Dantes. » C'est donc dans un enthousiasme unanime que sera célébré en 1921 le sixième centenaire de sa mort). — **MILES**. Silhouettes de guerre. M. Jules Renkin (le ministre belge des colonies; les Allemands chassés de l'Afrique orientale par l'effort commun des Anglais et des Belges; prise de Tabora le 19 septembre 1916). — **Maurice BARBÈS**. La fédération nationale d'assistance aux mutilés de terre et de mer. — **Charles STIÉNON**. La campagne d'Egypte. II. L'attaque des Senoussis et son échec (en 1916). — **Jacques DE COUSSANGE**. Les pays scandinaves, le blocus et la guerre. — **Max TURMANN**. Le Rhin libre (à propos d'un ouvrage que V.-S. Ruelens-Marlier vient de faire paraître sous ce titre). — **Alexandre MASSERON**. M. Benedetto Croce et la guerre. — 10 mai. **MILES**. Silhouettes de guerre. M. Bonar Law. — **Alfred DUMAINE**. Lady Blennerhassett; la dernière européenne (Lady Blennerhassett, qui vient de mourir, était une Allemande qui fut élevée au Sacré-Cœur de Paris et qui épousa un grand seigneur irlandais; elle vécut longtemps en Angleterre, puis finit par se retirer à Munich, sa patrie. Elle connut le monde diplomatique et ecclésiastique, Doellinger et Newman, et composa, soit pour le grand public, soit pour les érudits, des biographies sur des grands personnages de la Grande-Bretagne : Marie Stuart et Newman, de la France : Jeanne d'Arc, M^{me} de Staél, Talleyrand, de l'Italie : G. d'Annunzio. Elle avait su se faire une âme européenne tout en restant très grande

dame). — Georges HERSENT. Problèmes d'après guerre. II. La réforme de l'éducation nationale. — A. F., lieutenant de vaisseau. Les marins à la tranchée de Calonne (émouvant tableau des prodiges accomplis par les canonniers de la marine chargés d'installer, de servir et de défendre l'artillerie lourde qui rendit de si grands services dans les Hauts de Meuse). — Chr. MARÉCHAL. La dévotion à la Vierge au commencement du XVII^e siècle (à propos du livre de M. Flachaire). — 25 mai. Sadi CARNOT. L'Internationale et la guerre de 1870 (l'Internationale a fomenté des troubles, des grèves qui ébranlèrent le pays et menacèrent la discipline dans l'armée en 1869 et en 1870; pendant les semaines qui ont précédé la déclaration de guerre, des grèves, en Alsace, ont entravé la mobilisation. Les documents utilisés par l'auteur avaient déjà été publiés par lui dans un volume paru en 1908 sous les auspices de l'état-major général de l'armée. Il laisse entendre que le gouvernement prussien favorisa ce mouvement et ce procédé n'a rien qui puisse nous étonner; il accuse aussi, mais sans le prouver, Karl Marx d'avoir été précisément dans cette circonstance un des agents de la Prusse). — MILES. Silhouettes de guerre. Le prince G. E. Lvov (détails précis et très intéressants sur l'organisation et le développement des Zemstvos qui, sans le vouloir, ont si puissamment contribué à la chute de l'ancien régime). — **. L'avenir industriel de l'Angleterre. II. Après la guerre (la combinaison des politiques étrangère, commerciale et financière). — Marcel DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère. X. L'offensive d'Artois (émouvant). — E. BEAUPIN. Le saint-siège et la guerre. L'office provisoire d'informations en faveur des prisonniers de guerre. — Georges HERSENT. Problèmes d'après guerre. La réforme de l'éducation nationale; fin. — L. DE LANZAC DE LABORIE. Un projet de mariage du duc d'Orléans, 1836. Correspondance confidentielle et inédite de Thiers et du comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur à Vienne; II (échec de la combinaison d'un mariage avec une archiduchesse d'Autriche; émotion produite par l'attentat d'Alibaud contre la vie du roi). — Paul GAULTIER. Le germanisme contre le christianisme (décroissance du sentiment chrétien en Allemagne depuis une trentaine d'années).

18. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 5 avril. — Pierre GUILLOUX. Saint Augustin et la guerre (série de passages tirés de ses œuvres; Augustin connaissait bien les guerres faites par Rome; à son époque, Alaric, en 410, s'empara de Rome; puis les barbares portèrent la guerre sur le sol de l'Afrique aux portes mêmes d'Hippone). — Joseph DE TONQUÉDEC. L'œuvre de Paul Claudel; II. — R. RISTELHUEBER. La France en Syrie au XVII^e siècle. François Picquet, consul de France à Alep, protecteur des Maronites, 1652-1661 (il était fils d'un banquier de Lyon, succéda, à vingt-cinq ans, à Bonnin dans le poste de consul, sa charité envers les Maronites, entra en 1661 dans les ordres et quitta la Syrie). — Jules LEBRETON.

Quelques publications sur la Belgique et la guerre (Jean Massart commandant de Gerlache, Maurice des Ombiaux, Emile Verhaeren). — Impressions de guerre. XLVII. Au bois des Caures avec le colonel Driant (21-22 février 1916). = C.-rendus : *J. de Saint-Léger*. Louis XVII dit Charles de Navarre (M^{me} de Saint-Léger qui vient de mourir a défendu jusqu'au bout la thèse que Mathurin Bruneau était le vrai Louis XVII). — Capitaine *Hassler*. Ma campagne au jour le jour, août 1914-décembre 1915 (belle œuvre). = 20 avril. Louis *PERROY*. Le drapeau de la France (le drapeau avec le Sacré-Cœur de Jésus). — Joseph *DE TONQUÉDEC*. L'œuvre de Paul Claudel; suite et fin. — Impressions de guerre. XLVIII. C. *HEARTY*. Un faible; la méditation du guetteur de nuit (Génermont-en-Santerre, novembre 1916). — Pierre *GUILLOUX*. Un historien de Bretagne : dom Alexis Lobineau (né à Rennes le 9 octobre 1667; mort à Saint-Jacut-de-la-Mer le 3 juin 1727; appréciation de son œuvre). — Louis *JALABERT*. L'odyssée d'un journaliste en pays ennemi (un Anglais qui signe « celui qui a diné avec le Kaiser »). — Paul *DUDON*. Bulletin d'histoire religieuse : chez les protestants (signale le livre de Henri Cordey sur Edmond de Pressensé). = C.-rendu : Abbé *Marin*. Saint Nicolas, évêque de Myre (bon; la légende des trois enfants dans le saloir se trouve pour la première fois au XII^e siècle, chez Robert Wace). = 5 mai. Pierre *MERTENS*. La légende dorée en Chine. L'œuvre de la pitié française au Sen-Mou-Yeu (il s'agit d'une maison de Religieux auxiliaires à Changhaï : ouvroir, infirmerie, dispensaire). — Joseph *GIRAUD*. Les poèmes de la tranchée (de Louis Mercier). — Impressions de guerre. XLIX. Comment ils meurent; comment ils souffrent; comment elles veillent. — Yves *DE LA BRIÈRE*. Chronique du mouvement religieux (signale les deux premiers volumes consacrés par Charles Guillemant à l'évêque de Langres, Mgr Parisis, mort en 1866). = C.-rendus : Abbé *J. Grimault*. Ma paroisse de Saint-Jacques; 4 vol. (aux portes de Rennes; étudie les produits du territoire, donne de longues listes des anciennes familles). — Ernest *Jovy*. Un fils de M^{me} de Sablé, M. de Laval, évêque de La Rochelle, et Phelippe de La Brosse (vingt-deux lettres inédites adressées par l'évêque et le doyen du chapitre de La Rochelle à M^{me} de Sablé de 1662 à 1675; intéressante introduction).

19. — **La Grande Revue.** 1917, mars. — Robert *HERRICK*. Le choix de l'Amérique (explique pourquoi l'Amérique devait se rapprocher de l'Entente, leur idéal étant commun. Écrit avant la rupture des États-Unis avec l'Allemagne). — Albert *MATHIEZ*. La crise du sucre en 1792. — Étienne *ANTONELLI*. Le problème économique d'après guerre. I. Les idées et les tendances (nécessité d'organiser une entente économique entre les Alliés et aussi le commerce et l'industrie chez nous-mêmes. Cette organisation paraît actuellement devoir se faire sous la protection de l'Etat; mais aucun plan d'ensemble n'a encore été esquissé). — Dr *ALBERT*. L'Allemagne, les Neutres et

Nous. — R. DE MARMANDE. Le peuple au feu (intéressante étude sur ce que pensent les soldats du front; mais il n'a pas été permis à l'auteur de tout dire). — Avril. Grégoire ALEXINSKY. Les paysans russes et la guerre. — Henri MAYER. Science française et science allemande (expose, d'après Victor Bérard, la manière et les procédés de Wolf, le critique de l'œuvre homérique). — Étienne ANTONELLI. Le problème économique d'après-guerre. II. L'action projetée et l'action nécessaire.

20. — **Mercure de France.** 1917, 1^{er} avril. — W. H. FRIEDEL. Le rôle politique des universités allemandes (surtout depuis 1871. De la propagande dirigée par Ed. Meyer et Wilamowitz-Möllendorf; ceux qui ne partagent pas leurs idées se taisent, excepté un, le prof. Föster, de Munich, qui a eu le courage de condamner publiquement, en Allemagne même, le dogme du patriotisme prussien que Bismarck et le gouvernement de Berlin ont exploité pour consolider l'empire à l'aide de la puissance militaire et de l'enseignement universitaire). — Henry VIOLET. Les fronts d'Asie (décrit la situation anarchique de la Perse qui a permis l'invasion de ce pays par les Turcs et mis en échec les Russes maîtres de l'Arménie. Néfaste influence des menées allemandes en Asie Mineure). — Albert ERLANDE. En campagne avec la légion étrangère; suite. 1^{re} partie : le bataillon se forme, ch. IV. 2^e partie : aux tranchées, en Champagne; suite le 16 avril et le 1^{er} mai. — 16 avril. J. W. BIENSTOCK. La Russie nouvelle (comment fut préparée la Révolution russe; publie deux lettres de Goutchkoff, ancien président de la Douma, au général Alexéieff, chef du grand état-major général, où sont exposées les preuves de l'incurie et de la mauvaise gestion dont certains ministres se sont rendus coupables. De l'influence néfaste exercée par des favoris, tels que le moine sadique Rasputine, le voyant Mitia Koliaba, le traître Miassoïedoff, le séduisant Protopopoff, qui défendait avec chaleur le patriotisme de l'impératrice et de la cour et qui, après avoir charmé Paris, allait à Stockholm causer avec l'ambassade allemande. De quelques chefs du nouveau gouvernement : Milioukof, Lvov, etc.). — André DUBOSQ. Nos alliés italiens (quelques considérations sur la politique italienne dans l'Adriatique et l'Orient; de la nécessité pour la France et l'Italie de rester unies pour régler de bon accord ces questions sur les bases de la justice et de la sagesse). — Louis BRESSE. Le vrai Ferdinand (biographie, caractère et politique du tsar des Bulgares, petit-fils du roi des Français, Louis-Philippe I^{er}). — 1^{er} mai. René LOTE. Des causes économiques et intellectuelles. Réflexions sur la guerre (article fort et courageux; montre ce qu'il y a d'enviable dans la « culture » allemande et combien nous devons tendre tous nos efforts pour comprendre les causes des succès remportés en quarante ans par les Allemands, pour faire comme eux et, si possible, mieux qu'eux). — Louis BRESSE. Le vrai Ferdinand (félénie du roi qui trahit successivement ses alliés, sans inspirer la moindre confiance à ses sujets

bulgares. « Ferdinand de Cobourg est en train de méditer la leçon qui se dégage des événements. Son destin est fixé et en même temps celui de sa dynastie; il avait tout prévu, hormis la possibilité d'une alliance des peuples contre les trônes »). — 16 mai. J.-H. ROSNY jeune. La moralité publique en France et en Allemagne avant la bataille de la Marne. Imité de Tacite (la victoire de la Marne sera « le rachat de la France, payant de sa chair et de son sang le long oubli de sa destinée supérieure. A partir de cette victoire, l'Allemagne retombe lourdement de son rêve d'hégémonie; elle devient la force grossière vaincue par une faiblesse intéressante »). — Pierre LASERRE. Le sentiment religieux au XVII^e siècle (à propos de l'Histoire littéraire du sentiment religieux commencée par Henri Brémont). — Paul LOUIS. La cassure de la social-démocratie allemande, de la conférence minoritaire au congrès de Gotha, janvier et février 1917. — J. PERDRIEL-VAISIÈRE. Rupert Brooke, le premier mort des Dardanelles (d'après le journal de bord du commandant du *Duguay-Trouin*). — Albert ERLANDE. En campagne avec la légion étrangère; suite, 3^e partie : attaques en Artois.

21. — **Revue chrétienne.** 1917, février-mars. — BOBERLEY. Les idées de Quinet et de Michelet sur la religion; 4^e article. II. Edgar Quinet; sa pratique religieuse (Quinet, fils d'une mère calviniste et d'un père catholique, mais libre-penseur, reçut le baptême catholique et fit sa première communion; les idées libérales dans lesquelles il avait été élevé l'amènerent à s'éloigner du catholicisme dès le début de son premier séjour à Paris; la virulente polémique de Louis Veuillot contre l'Université le rejeta définitivement vers le parti hostile au clergé, surtout aux Jésuites. A la mort de sa mère, 7 février 1847, il refusa toute cérémonie religieuse et prononça sur sa tombe des paroles qu'un pasteur protestant n'eût pas désavouées. Lorsqu'il épousa en juillet 1852 Hermione Asaky, veuve du prince roumain Mourouzi, les mariés recurent la consécration religieuse à une chapelle évangélique. Il n'y eut cependant pas de conversion et, malgré ses opinions qui le rapprochaient du protestantisme, Quinet resta libre de toute confession. Ceci l'éloigna de la plupart de ses amis politiques; Michelet lui reprochait de « garder » le christianisme que, pour sa part, il « supprimait »). — John VIÉNOT. Un honnête homme sous le Directoire : La Revelliére-Lépeaux. Chap. IV : La Revelliére à la Constituante. — Charles BALLANDÉ. Extraits de ses lettres; suite (toujours en mer, du 11 avril 1915 au 23 avril; il périt quelques jours plus tard dans le naufrage du *Gambetta* torpillé dans la mer Tyrrhénienne). — Henry DARTIGUE. Paul Stapfer. I. Sa famille et sa carrière. — Gaston BONET-MAURY. Raspoutine. — Avril-mai. I.-G. LÉVY. L'effort anglais. — Henry DARTIGUE. Paul Stapfer. II. Le critique.

22. — **La Revue de Paris.** 1917, 1^{er} avril. — Y. L'odyssée d'un

transport torpillé; II (récits drôlement contés et toujours instructifs). — **Hector BERLIOZ.** Lettres : le musicien errant, 1847-1854, publ. par Julien TIERSOT; suite le 15 avril. — **Gabriel MILLET.** Les Zemstvos à la veille de la Révolution. — **Albert MATHIEZ.** La mobilisation générale en l'an II. — **Auguste GAUVAIN.** Encerclement et hégémonie (réplique au factum asséné par Schleemann sur l'auteur anonyme de *J'accuse!* Montre que, si les Allemands ont voulu la guerre, c'est dans la certitude qu'elle leur donnerait l'hégémonie. Il est bien inutile alors de discuter sur la question de savoir si elle était défensive, préventive, comme le fait Henri Finke, et jusqu'à quel point elle était légitime. L'intention est claire et cela seul importe). — **Jos. REINACH.** A propos de cartes allemandes (on a saisi sur des cadavres ou des prisonniers allemands des cartes qui révèlent le plan de l'attaque brusquée par la Belgique et par notre Nord-Est jusqu'à la mise hors de combat de nos armées; Paris n'y figure point: c'est donc que, suivant les idées de Moltke, les Allemands voulaient d'abord détruire nos armées et seulement après revenir sur Paris). — 15 avril. **Robert HERRICK.** Le président Wilson et le pacifisme américain. — **Commandant WEIL.** Noble conduite d'une reine détrônée (montre les efforts accomplis par la comtesse de Hartz, ex-reine de Westphalie, en 1815, pour obtenir d'être réunie à son mari et de partager sa demi-captivité à Gœppingen). — **Georges LACHAPELLE.** L'emprunt de la victoire en Angleterre. — 1^{er} mai. **Marc HENRY.** Villes et paysages d'outre-Rhin. I : Hambourg, Brême, Lübeck. — **Paul VERRIER.** Le Slesvig (son histoire; son annexion à la Prusse en 1866; son organisation actuelle; sa résistance inlassable à toutes les tentatives de germanisation; oppression dont il souffre, surtout depuis 1897 : « Pas un Allemand, à part quelques socialistes, ne demande le retour du Slesvig danois au Danemark »; il faudra pourtant bien que justice lui soit rendue). — **A.-Fr. LEGENDRE.** Notre action économique en Indo-Chine. — **Auguste GAUVAIN.** La Révolution russe et la démocratie (explique les causes de la Révolution et montre l'importance des forces morales qui ont abouti au triomphe de la démocratie dans l'empire des tsars. D'autre part, ce triomphe s'est produit à temps pour libérer la conscience du Président des États-Unis : « M. Wilson s'est constitué le champion de la démocratie et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes; il est heureux d'avoir enfin pu mettre d'accord ses actes et ses paroles »). — A propos de l' « Odyssée d'un transport torpillé » (la troisième partie de cet article est ajournée par la Censure; cependant les lettres dont elle défend la publication ne différaient pas de celles qu'elle a tolérées dans les numéros des 15 mars et 1^{er} avril et qui répètent toutes les mêmes plaintes : manque de télégraphie sans fil, absence d'escadrilles de protection, gaspillage d'efforts et d'argent...). — 15 mai. **G. FERRERO.** La folie de l'illimité. Le grand problème du monde moderne. — **V. LEBEDEV.** Un socialiste russe à l'armée française : Étienne Nikolaevitch Sletov. — **L. HOULEVIGUE.**

Les étudiants étrangers dans nos universités. — H. ROSNOBLET. Gens d'Alsace. — L. BATIFFOL. Lectures du temps de guerre à la Bibliothèque nationale (de l'influence exercée par la guerre sur les genres de lectures qui ont le plus de faveur. L'auteur, qui étudie ainsi les goûts du public, aurait pu s'enquérir en outre si le public est mieux servi qu'auparavant et s'il lui est plus facile de travailler dans le bruit des conversations particulières qui sont un des fléaux de notre grande Bibliothèque). — Y.-M. G. L'Irlande dans la crise européenne.

23. — **Revue des Deux Mondes.** 1917, 1^{er} avril. — Marcelle TINAYRE. Un été à Salonique, avril-septembre 1916; II. — René STOURM. Paul Leroy-Beaulieu. — UNE BRUXELLOISE. La vie à Bruxelles sous le joug allemand, août 1914-octobre 1916 (notes curieuses, amusantes, affligeantes d'un témoin). — Adrien MITHOARD. Apologie pour les Parisiens (en raison de leur attitude ferme, sans fanfaronnaise, depuis le début des hostilités). — Charles STIENON. L'effondrement colonial de l'Allemagne. La conquête par les Anglo-Belges de l'Afrique orientale allemande (important). — 15 avril. Frédéric MASSON. L'éénigme de Sainte-Hélène (l'isolement dans lequel est plongé l'empereur dans les dernières années de sa captivité est l'œuvre du cardinal Fesch; asservi aux individus qui exploitent sa crédulité, celui-ci refuse d'admettre aucune nouvelle arrivant du dehors et supprime toute correspondance de l'empereur avec sa famille). — Colette YVER. Rouen pendant la guerre. — Édouard SCHURÉ. L'épopée serbe dans ses chants héroïques. II. La légende de Marko; la résurrection de l'âme serbe. — Victor GIRAUD. Les derniers livres d'Émile Faguet. — Jacques BAINVILLE. Comment est née la Révolution russe. — Émile HOVELAQUE. Les écrivains américains et la guerre (les chroniqueurs, les romanciers, les philosophes). — T. DE WYZEWA. La religion du « dieu allemand » (d'après les sermons de guerre du pasteur Karl Koenig, les Dévotions de guerre du Dr J. Rump, la Passion de l'Allemagne du Dr Preuss, Hurrah et Alleluia du prof. J. P. Bang). — 1^{er} mai. Pierre KHORAT. Propos d'un combattant. La guerre en Macédoine (marche vers Florina; comment les Bulgares, après s'être retirés habilement, organisent une opiniâtre résistance dans les lignes de Kenali; entrée des troupes alliées à Monastir le 19 novembre 1916 et arrêt des opérations par suite de la faiblesse numérique de l'armée victorieuse. Comment cette armée a su s'adapter aux nécessités d'un pays sans ressources et sans routes). — G. LENÔTRE. Réveries d'après guerre sur des thèmes anciens. I. Au printemps de nos bisbiaules (anecdotes et tableautins sur la vie en France à la fin de l'Ancien régime et au début du nouveau). — H. WELSCHINGER. Le prince de Bülow et la politique allemande (d'après la nouvelle édition de la *Politique allemande*; livre publié d'abord en 1914, avant la guerre, dont il prédisait les buts de conquête, puis remanié en 1916, après l'échec de tant d'orgueilleuses conceptions).

La comparaison des deux éditions, séparées par de si prodigieux événements, est instructive). — Louis HACHETTE. L'avenir du livre français (de l'organisation nécessaire préconisée par le Congrès du livre pour permettre à la librairie française de lutter contre la librairie allemande. On ne parle ici que des moyens matériels, comme si le livre n'était qu'un article de commerce). — Germain LEFÈVRE-PONTALIS. Un crime allemand. La destruction de Coucy (oui, ils ont détruit Coucy comme ils détruisent Reims. Aucun peuple n'avait encore possédé à ce point le génie de la destruction. *Deutschland über alles!*). — Henri LORIN. Ce que les colonies ont fait pour la France (depuis la déclaration de guerre. Les sujets français d'outre-mer ont contribué à la défense armée de la métropole en lui fournissant au moins 280,000 hommes, dont beaucoup enrôlés dans des corps d'élite). — André BEAUNIER. Les tribulations d'Homère (à propos de l'étude critique de Victor Bérard sur les prolégomènes de F. A. Wolf. Cette fois, M. Beaunier ne parle plus de l'érudition avec son dédain coutumier; est-ce parce qu'elle a conduit V. Bérard à dénoncer « un mensonge allemand »?). — 15 mai. Henry BORDEAUX. Les captifs délivrés : Douaumont-Vaux, 21 octobre-3 novembre 1916 (exposé précis et documenté aux sources mêmes de l'état-major des opérations qui aboutirent à la reprise de ces deux forteresses. Un peu trop de recherche dans l'expression; les faits tout nus ont un accent si héroïque que la littérature vient ici en affaiblir la grandeur). — G. LENÔTRE. Réveries d'après-guerre sur des thèmes anciens. II. La douceur de vivre (témoignages de voyageurs étrangers sur la facilité de la vie en France avant la Révolution). — Baron Jehan DE WITTE. Les entretiens du comte Czernin, d'après le *Livre rouge austro-hongrois*, 22 juillet 1914-27 août 1916 (analyse la brochure intitulée le *Livre rouge austro-hongrois sur les affaires roumaines* qui contient la correspondance échangée entre le Ballplatz et le comte Czernin, alors ambassadeur de l'Autriche-Hongrie à Bucarest; il s'agit donc des entretiens que le comte eut avec les chefs du gouvernement et de l'opinion publique en Roumanie. Ils sont du plus haut intérêt, car le comte Czernin était très exactement renseigné sur ce qui se passait à la cour et dans les conseils du gouvernement et il voyait nettement, sous la pression de l'opinion publique, la Roumanie s'ache-miner vers la rupture avec les empires du Centre). — Marylie MAR-KOVITCH. Une semaine de révolution à Petrograd (l'auteur raconte ce qu'elle a vu et ce qui lui a été rapporté de certain sur la révolution qui a éclaté à Petrograd en février dernier; il y eut une semaine de sanglante combats entre les insurgés et la police. Le peuple était tout entier pour la cause de la révolution, rendue inévitable par les fautes, les scandales et les crimes du tsarisme).

24. — **Revue politique et littéraire (Revue bleue).** 1916, 30 septembre-7 octobre. — H. WELSCHINGER. La démission de M. Thiers, 24 mai 1873 (d'après des souvenirs personnels et les papiers

inédits de Thiers lui-même; fin le 14-21 octobre). — J. ALAZARD. L'union franco-italienne, base de la lutte contre l'impérialisme germanique. — Paul LOUIS. La crise hongroise et sa portée (cette crise n'empêchera nullement la Hongrie de rester alliée de l'Allemagne; elle lui est rivée comme l'esclave à sa chaîne). — Félix ASNAOUROW. Un facteur important de la civilisation victorieuse (c'est la connaissance de la langue russe; il importe d'en intensifier l'enseignement dans nos lycées). — L. DE LANGALERIE. Athènes et son peuple. — 14-21 octobre. Paul LOUIS. Que veut l'Allemagne? (commente le discours prononcé par le chancelier le 28 septembre 1916). — Fr. MACLER. Arménie et Russie (marque l'importance, pour l'avenir du peuple arménien, de la tournée de conférences faite par le poète russe Brussov au Caucase). — 28 octobre-4 novembre. IMBART DE LA TOUR. Jeanne d'Arc dans la fiction et dans l'histoire (conférence faite à l'Athénée de Madrid le 5 mai 1916; fin le 11-18 novembre). — Paul LOUIS. Discorde et confusion en Allemagne (elles sont encore plus grandes depuis le discours du chancelier du 28 septembre). — G. BIANQUIS. L'Allemagne d'avant-guerre. Un manifeste du parti du Kronprinz (celui de Paul Liman : *Der Kronprinz. Gedanken über Deutschlands Zukunft*). — 11-18 novembre. G. BLONDEL. L'organisation allemande et le problème alimentaire. — Paul LOUIS. La dictature en Autriche. — Paul GAULTIER. L'obstination serbe (d'après H. Barby, L. Thomson, le colonel Angell, Léo d'Orfer). — G. BIANQUIS. L'Allemagne d'avant-guerre. Un manifeste du parti du Kronprinz; fin (l'ouvrage de Paul Liman, qui s'adressait au prince impérial comme au chef du parti militaire au moment où l'empereur lui-même paraissait répugner à faire la guerre, a peut-être contribué, par réaction, à pousser Guillaume II dans le parti des pangermanistes les plus résolus). — 25 novembre, 2-9 décembre. Henri CHARDON. Études sur l'organisation de la République (premier point : il faut organiser fortement la police; suite le 16-23 décembre). — Gustave LE BON. L'évolution des idées religieuses et philosophiques (étudie les influences religieuses pendant la guerre et l'évolution nouvelle de la pensée philosophique). — Gaston CHOISY. Le dogme du silence chez les Allemands. — Paul LOUIS. La réélection de M. Wilson (« je suis de ceux qui tiennent la réélection de M. Wilson pour un événement heureux »). — Félix SARTIAUX. Kant et la guerre européenne (Kant a condamné la guerre; mais la paix n'était pour lui qu'une idée « métaphysiquement sublime » et, d'autre part, on trouve chez lui des arguments pour justifier la guerre et le droit de punir que s'arrogent les Allemands en campagne). — 16-23 décembre. C. JULLIAN. La place de la guerre actuelle dans l'histoire générale. Empire et patrie (leçon d'ouverture du cours professé au Collège de France). — André TUDESQ. Les Italiens et l'Orient (la politique des Italiens en Orient ne doit pas et ne peut pas rencontrer en France de mauvaise volonté. Les deux pays peuvent et doivent s'entendre pour éléver les

populations qu'ils soumettront « jusqu'à leur civilisation commune et par des procédés analogues »). — Paul LOUIS. Le changement de règne autrichien. — E. LÉMONON. Le ministère Lloyd George.

25. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances. 1916, septembre-octobre. — Dr CAPITAN. Le couteau de pierre à sacrifices humains de l'ancien Mexique dans deux livres du XVII^e siècle; comparaison avec deux pièces originales (le volume de Liceti paru à Padoue en 1634, celui de Zimmermann à Dresde en 1687; il s'agit d'un couteau de pierre avec un manche de bois représentant une figure humaine; on trouve deux instruments analogues, l'un parmi les objets mexicains du British Museum, l'autre au musée Kircher à Rome). — A. MORET. L'administration locale sous l'ancien empire égyptien (il s'agit des « saron », représentant l'administration locale et coexistant avec les administrateurs royaux du nome). — Franz CUMONT. Deux milliaires de Septime-Sévère (ils appartiennent à la route qui de Berée se dirigeait vers l'Euphrate par Batné et Hiérapolis; cette route fut construite en l'an 197). — Félix MOURET. Notes sur les fouilles d'Ensérune, près de Béziers (nécropole où les poteries dites ibériques, à décor géométrique, voisinent avec des vases grecs du IV^e siècle; description de quelques-uns de ces vases et énumération des objets trouvés). — Louis LEGER. L'étymologie des mots « obus » et « obusier » (de l'allemand « haubitze », qui lui-même provient du tchèque). — SEYMOUR DE RICCI. Une inscription grecque d'Egypte (veut y trouver le chiffre 6,470 et y voit une preuve de l'existence en Egypte, en dehors de Naukratis et de Ptolémaïs, de cités à constitution hellénique). — H. HÉRON DE VILLEFOSSE. Deux inscriptions chrétiennes trouvées à Carthage (l'une date de 438 de notre ère). — Paul DURRIGU. Jean de Meun et l'Italie (il semble bien que Jean de Meun figure en un acte notarié daté de Bologne, juillet 1269; il aurait donc été dans sa jeunesse étudiant à la célèbre Université; aussi bien dans son œuvre se trouvent de fréquentes mentions de personnages qui ont vécu en Italie). — Dr CAPITAN. Six nouveaux gisements préhistoriques dans l'Azaouad et dans la région du Haut-Sénégal (l'Azaouad est près de Tombouctou; pierres taillées du type acheuléen; mais aussi types différents prouvant l'existence de populations variées). — Jules FORMIGÉ. Observations sur le théâtre romain d'Orange (quelques détails techniques). — Novembre. E. POTTIER et Salomon REINACH. Rapport sur les fouilles d'Ensérune, près de Béziers (sont allés voir sur place les fouilles de F. Mouret; divisent les vases funéraires en quatre catégories : vases grecs de fabrication attique, vases campaniens, vases dits ibériques, vases indigènes). — Louis LEGER. La bataille de Kosovo et la chute de l'Empire serbe (juin 1389; éloquente lecture faite à la séance publique). — Gaston MASPERO. Notice sur la vie et les travaux de Michel Bréal (lue en séance publique par M. R. Cagnat).

26. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-

rendus des séances et travaux. 1917, avril. — A. CHUQUET. Les Prussiens et le musée du Louvre en 1815 (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 405). — Eug. d'EICHTHAL. George Sand et le prince de Talleyrand (George Sand visita le 28 septembre 1834 le château de Valençay dont la duchesse de Dino lui fit les honneurs; le 15 octobre 1834, Sand fit paraître dans la *Revue des Deux Mondes* un portrait de Talleyrand « d'un parfait idéal de laideur », écrit Sainte-Beuve; Talleyrand répondit en quelque manière, en prononçant, le 3 mars 1838, en une séance de l'Académie des sciences morales, l'éloge du comte Reinhard et en y retracant le portrait idéal d'un ministre des Affaires étrangères; il mourut quelques semaines plus tard, réconcilié avec l'Église par les soins de l'abbé Dupanloup). — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité; le passage de la Normandie à la Bretagne (arrondissement de Fougères). — Jacques FLACH. Revendication contre l'Allemagne du poème de Gauthier d'Aquitaine (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 394). — Mai. André WEISS. Notice sur la vie et les travaux de M. A. Esmein. — A. CHUQUET. Verdun en 1792 (reddition de la ville le 2 septembre 1792; « les Verdunois avaient eu peur du bombardement; mais on aurait tort de croire qu'ils accueillirent le vainqueur avec enthousiasme. S'ils arborèrent la cocarde blanche, ce fut sur l'ordre du vainqueur, qui traita Verdun en ville conquise et l'écrasa de réquisitions...; des dames et des demoiselles allèrent voir le camp prussien, aucune ne harangua Frédéric-Guillaume et ne lui offrit des dragées »). — Eug. d'EICHTHAL. Souvenirs d'une ex-saint-simonienne (Mme Bazard, lettres adressées par elle de Sainte-Périne en 1864 et 1865 au père de M. d'Eichthal). — Charles DUPUIS. Une déclaration américaine des droits et devoirs des nations (celle qui a été adoptée, le 6 janvier 1916, par l'Institut américain de droit international, fondé en 1912; cf. *supra*, p. 406).

27. — **L'Anjou historique.** 1917, janvier-février. — Les évêques d'Angers jusqu'au XIII^e siècle (d'après le manuscrit de Pocquet de Livonièvre). — Un incident à l'Académie d'Angers, 1696 (placet adressé par les académiciens à Louis XIV pour qu'on empêchât la construction d'un lavoir près du local de leurs séances). — Une mission à Saint-Maurille d'Angers, 1738 (d'après le coutumier du séminaire). — Réception du portrait de « Monsieur » à Angers, 1775 (le comte de Provence avait reçu en apanage le duché d'Anjou; compte-rendu des fêtes célébrées à l'occasion de cette réception d'après le registre des délibérations de la municipalité). — Le clergé de Chaudéfonds sous la Révolution (biographie des curés, vicaires et chapelains). — Situation lamentable du district d'Angers en 1794 (lettre des directeurs du district au Comité de salut public, 12 août, et autres documents). — Pourquoi les magistrats angevins demandaient une école de droit, 1803 (texte d'une pétition adressée au Premier Consul par le

tribunal d'appel d'Angers). — La conjuration de Pichegrus et les Angevins, 1804 (fêtes célébrées à Angers lors de la découverte de la conjuration, d'après les *Affiches d'Angers*). — Un crime à Montreuil-Bellay, 1806 (affaire d'empoisonnement). — Installation du lycée d'Angers (le 10 novembre 1806 eut lieu l'inauguration dans la chapelle de Saint-Joseph). — Une visite à l'abbaye de Bellefontaine, 1845 (par l'historien breton Pitre-Chevalier; extrait du *Musée des familles*). — Nomination de l'abbé Freppel à l'évêché d'Angers (à la fin de 1869). — Mars avril. Le présidial d'Angers (notice empruntée à Pocquet de Livonière, dans ses *Arrêts célèbres* publiés en 1725). — Les Missions à Saumur avant la Révolution (extrait d'une relation contemporaine sur la mission prêchée par le P. Honoré de Cannes, capucin, en 1684; autres missions en 1728 et 1747). — Installation du gouverneur des Ponts-de-Cé, 1747 (le sieur de Goyon). — Une nomination ecclésiastique au XVIII^e siècle (contestation à propos du doyenné de la collégiale de Saint-Pierre d'Angers, en 1755-1756). — Mme Révelliére, de Cholet, fusillée au Champ-des-Martyrs d'Angers, le 1^{er} février 1794 (173 femmes furent fusillées ce jour). — La Vendée angevine en octobre 1797 (après le coup d'État de fructidor, rapport du général Vidalot-Dusirat). — Un agent secret de l'Empereur en Maine-et-Loire, 1805 (le général de brigade Lacour). — Le fondateur de la Trappe de Bellefontaine (le P. Urbain Guillet, d'après une vie manuscrite par le P. Romuald). — La conspiration Berton à Saumur (le général Berton fut condamné à mort le 12 septembre 1822 par la cour d'assises de Poitiers et exécuté le 5 octobre). — Établissement des Jésuites à Angers (en 1839, ils y établirent une résidence; en 1841, ils l'installèrent près de la butte du Pélican; liste des supérieurs). — Le général de Lamoricière et le comte de Quatrebarbes (communication faite par le second sur le premier à la Société des arts d'Angers en 1866). — Journal d'un Angevin pendant la guerre de 1870 (M. Dervieux, plus tard économie des hospices). — Installation de Mgr Rumeau, évêque d'Angers (27 février 1899). — Mai-juin. Fondation de l'abbaye du Ronceray à Angers, 1028 (traduction de l'acte de fondation). — Claude Pocquet de Livonière, 1651-1726 (biographie empruntée aux *Mémoires* du P. Niceron). — Henri Arnauld, évêque d'Angers, et l'affaire des réguliers (en 1654, cet évêque interdit aux réguliers l'usage de plusieurs de leurs priviléges; il en résulta une querelle à laquelle mit fin en 1659 une bulle du pape Alexandre VII). — Une chronique angevine (elle est due à Denys Chevallier, curé de Saint-Aubin des Ponts-de-Cé; extraits de cette chronique de 1709 à 1723). — Le « sacre » d'Angers, 1768 (ordonnance de police sur la procession du Très-Saint-Sacrement). — Les administrateurs du département de Maine-et-Loire et les prêtres insermentés, 1791-1792 (arrêtés pris contre eux par le Conseil général et le Directoire du département). — En 1809. Pourquoi les Angevins demandaient quatre Facultés (lettre envoyée au grand maître de l'Université par le maire d'Angers, M. de La Bes-

nardière, et M. Ducloix, député de Maine-et-Loire. Napoléon accorda le 10 mars 1809 à Angers une Académie comprenant Maine-et-Loire, Sarthe et Mayenne ; mais les Facultés ne furent pas créées). — Les fêtes vendéennes sous la Restauration (services funèbres, inaugurations de monuments en l'honneur des chefs vendéens ; distributions d'armes d'honneur à des Vendéens ; voyages de princes ; baptêmes de cloches de 1814 à 1829).

28. — Archives historiques du département de la Gironde. Tome XLV, 1910. — Georges MILLARDET. Chartes gasconnes ; régions du Marsan, de la Chalosse, de l'Albret et régions limitrophes (recueil constitué uniquement pour servir à l'étude de la langue vulgaire en Gascogne, du XIII^e au XVI^e siècle ; mais la plupart des chartes présentent aussi un intérêt historique. Notons par exemple le testament de Pierre Amanieu, capitai de Buch, du 21 mai 1300, et une ordonnance de police prise par les jurats et le conseil de Saint-Sever en 1480. Avec un glossaire des mots gascons). — H. PATRY. Arrêts du Parlement de Guienne concernant l'histoire des débuts de la Réforme dans le ressort de ce Parlement, 1552-1554. — E. CORBINEAU. Documents sur l'époque révolutionnaire à Libourne, provenant des registres de délibérations des Sociétés des Amis de la Constitution et de la Société des Sans-Culottes de Libourne. — NICOLAI. Documents sur la fortune privée au XVIII^e siècle (frais d'éducation du jeune marquis de La Tresne, fils du premier président de La Tresne, au collège Louis-le-Grand à Paris, 1703-1706. Notes payées pour les obsèques du premier président de La Tresne, 1703. État des dépenses faites à l'occasion des obsèques de M. le président Lalanne, 1712. Menu d'un dîner offert par M. le président de La Tresne, 1700. Prix de vins en barriques et en bouteilles, 1706-1802. Comptes d'administration de Haut-Brion, 1772-1774). — CHAULIAC. Documents divers (instruction aux chanoines de Saint-Émilion, concernant l'emploi des lettres grecques pour représenter les nombres, XII^e siècle ; contrat de mariage de Jeanne de Béarn, fille naturelle de Gaston de Foix, avec Raimond Amanieu Andron de Lansac, chevalier, 2 août 1450. Dénombrement en faveur de Gaston de Foix, capitai de Buch, comte de Benauges, 29 décembre 1510. État de « l'établissement, fondation et revenu » du collège des Jésuites de Bordeaux, 1668. Délibération de la Chambre de commerce concernant l'examen d'un courtier royal récipiendaire, 10 avril 1736, etc.). — Tome XLVI, 1911. Paul CARAMAN. Procès entre les frères mineurs de l'Observance et les frères prêcheurs de Bordeaux, avril-septembre 1489. — Pierre HARLÉ. Registre du clerc de ville de Bordeaux, XVI^e siècle (ce registre contient de nombreux sommaires d'arrêts du Parlement ou de lettres patentes intéressant les affaires de la ville, des listes de membres du Parlement, des notes personnelles de Richard Pichon, « clerc de ville » de 1551 à 1603). — Extraits des registres de la Jurade de 1520 à 1537. — Alfred LEROUX. Documents concernant diverses chapelles de la palu de Bordeaux (vingt-six numé-

ros du XVII^e et du XVIII^e siècle). — Tome XLVII, 1912. Documents d'époque et de nature très dissemblables (à noter un mémoire sur les réparations à faire au palais de l'Ombrière pour y installer les greffes et les archives, 9 décembre 1669; une relation sur l'incendie de ce palais le 1^{er} février 1704; le « Catalogue pour la circonscription des paroisses de la ville et des faubourgs de Bordeaux », février 1791; deux inventaires des meubles de l'abbaye de Sainte-Croix, 12 novembre 1455 et mai 1467; des documents concernant la Château-Trompette, 1602-1694; des lettres sur le cérémonial à observer pour recevoir le roi d'Espagne, 1700, etc.). — Tome XLVIII, 1913. Abbé BELLET. Documents statistiques sur la généralité de Bordeaux, 1730-1732; communiqués et transcrits par P. CARAMAN. — Documents relatifs à des travaux d'édilité et en particulier à la formation de la place royale, travaux dont la direction avait été donnée par le roi à l'architecte Gabriel, 1728-1738. — Alfred LEROUX. Statuts divers concernant la communauté des prêtres bénéficiers de Saint-Michel de Bordeaux, 1559-1774. Vidimus des priviléges accordés par Henri II, roi d'Angleterre, à l'abbaye de la Sauve, 13 décembre 1156; d'après un vidimus de 1281. — Tome XLIX, 1914. Paul CARAMAN. Actes de l'archevêché de Bordeaux sous le cardinal François de Sourdis, par son ancien secrétaire, le chanoine Jean Bertheau, 1601-1607 (important pour la biographie de ce cardinal). — Alfred LEROUX. Chartes de l'abbaye de la Sauve antérieures au XIII^e siècle. — Documents divers, parmi lesquels : le testament de Mathe de La Roqua, femme de Jean Colom, bourgeois de Bordeaux, 2 juillet 1334; un inventaire des biens meubles d'Eymeric de Caumont, seigneur de Lauzun, chanoine de Saint-André et de Saint-Seurin, XV^e siècle; un rapport de la chevauchée de Pierre Faure, sieur de La Mote, juge criminel en la sénéchaussee de Périgord, contre les huguenots réfugiés à Mussidan et aux environs, août 1562; les « Souvenirs » de FERRÈRE, 12 mars-15 avril 1814, communiqués par J. BARENNE (sur la réception faite aux troupes anglaises à Bordeaux. Ferrère, avocat au barreau de cette ville, fut directement mêlé à ces événements. Il mourut, l'année suivante, en 1815). — Tome L, 1915. Paul COURTEAULT et Camille JULLIAN. Henri Barckhausen (longue et instructive notice nécrologique; la bibliographie compte 131 numéros). — R. BROUILLARD. Pierre Harlé (notice nécrologique sur un jeune érudit bordelais, mort pour la France, le 8 avril 1915, à l'âge de trente ans). — Registre de la comptabilité de Bordeaux, 1482-1483, transcrit par G. DUCAUNNÈS-DUVAL (contient beaucoup de renseignements précieux, en particulier sur le commerce des vins et sur les relations maritimes de Bordeaux avec les ports d'Espagne, de Bretagne et d'Angleterre. Le port de Saunye, qui est souvent mentionné, a été identifié à tort avec Swansea; c'est Sandwich, et le mot aurait dû être écrit Sanuye; il aurait fallu de même écrire Plemue et non Plemne, qui est Plymouth, Dartemue et

non *Dartemne*, qui est Dartmouth, ainsi qu'on l'a dit à la table. Le *Belduc* de la page 125 doit être le Pouldu dans le Finistère. A noter par ailleurs les sommes dépensées sous la désignation de « fraiz de justice » pour diverses exécutions faites par le bourreau de Bordeaux, page 151). — Alfred LEROUX. Statuts et règlements des confréries de Bordeaux, XIV^e-XVII^e siècles (1^o Statuts et ordonnances de la confrérie de Notre-Dame d'août, en l'église de Puy-Paulin, 1357, retouchés en 1603. 2^o Statuts de la confrérie de Saint-Vincent en l'église de Saint-Nicolas de Graves, XIV^e-XV^e siècles. 3^o Livre de la « Confrérie des maîtres compagnons couturiers en l'église des Carmes de Bordeaux, 1444. 4^o « Statuts politiques des sergents de bande de la ville de Bordeaux, pour leur confrérie instituée en l'honneur de saint Louis, roy de France, dans le couvent des Cordeliers ». Le nombre de ces « sergents de bande est fixé à 114, destinés pour le service de 38 compagnies bourgeoises, qui ont 3 sergents par compagnie ». 5^o Statuts de la confrérie des cordiers, 1625. 6^o Statuts de la confrérie de Notre-Dame des Bonnes-Nouvelles, 1627. 7^o Statuts de la confrérie de Notre-Dame des Agonisants, dans l'église de Saint-Éloi, 1645. 8^o Statuts de la confrérie « érigée en l'honneur de la Sainte-Famille de Jésus-Christ », 1650. 9^o Règles de la confrérie de Saint-Luc « pour et en faveur des docteurs-médecins, jurez et agrégez » de Bordeaux, 1660. 10^o Statuts de la confrérie en l'honneur du glorieux saint Roch, pour empêcher toute « tache de paillardise, larcin, détraction, yvrognerie, blasphème » contre Dieu, la sainte Vierge ou les saints, 1661. 11^o Statuts de la confrérie de Sainte-Claire « pour servir aux maîtres épingleurs » de la ville, 1700. 12^o Règlement de la corporation de Notre-Dame du Rosaire. 13^o-14^o Règlements pour la Société des dames du Saint-Sacrement. 15^o-16^o Projet de règlement pour la confrérie des saints Crespin et Crespinien « estable en 1744 dans la chapelle Sainte-Anne de l'église des Irlandais »; et statuts de cette confrérie des cordonniers, 1758. 17^o Statuts de la confrérie « estable en l'église des Irlandais en faveur des tailleurs maîtrisés de la sauvetat de Saint-André », 1771). — Paul CARAMAN. Actes de l'archevêché de Bordeaux sous le cardinal François de Sourdis, par son ancien secrétaire, le chanoine Jean Bertheau, 1608-1609.

29. — **Revue de l'Agenais.** 1916, juillet-août. — Ph. LAUZUN. Le combat de Saint-Cast et le duc d'Aiguillon (le duc d'Aiguillon était de l'Agenais; il gagna le 11 septembre 1758, sur 16,000 Anglais qui venaient de débarquer en Bretagne, le combat de Saint-Cast; documents sur ce combat: une estampe dans les salons de la préfecture de Lot-et-Garonne; une plaquette contemporaine, à Rennes, impr. Guill. Vatar; liste des officiers et soldats tués; pièce de vers célébrant la victoire). — Chanoine DURENGUES. Le schisme des Filles de la Charité dans le diocèse d'Agen, en 1812 (elles persistèrent à reconnaître l'abbé Hanon, disgracié, comme supérieur général de Saint-

Lazare). — Ph. LAUZUN. Georges Sand en Gascogne; suite et fin. — Lettres d'un cadet d'Agenais, M. DAURÉE DE GARIGNAN; suite (lettres sur la campagne d'Espagne de 1719). — Septembre-décembre. Ph. LAUZUN. Profils militaires : Blaise de Monluc (ancienne gravure reproduisant les traits du célèbre capitaine qui fut gouverneur d'Agen; rappelle que la comtesse Marie de Raymond avait légué une somme de 40,000 fr. à la ville d'Agen, pour faire ériger une statue à Monluc; la ville jusqu'ici n'a pas accepté ce legs). — Chanoine DURENGUES. Gérard Roussel, abbé de Clairac, évêque d'Oloron (il obtint en 1532 l'abbaye de Clairac en Agenais, grâce à Marguerite de Navarre; il fut préconisé évêque d'Oloron le 4 février 1536; colère des réformateurs contre lui; il mourut en 1555, restant fidèle à l'esprit de la Réforme). — J.-R. MARBOUTIN. Dunkerque et les Gascons (le comte d'Estrades qui fut gouverneur de la ville de 1650 à 1652; les Gascons officiers de Jean Bart; d'Artagnan qui se battit en Flandre). — GRANET. Les expériences sur l'électricité à Clairac au XVIII^e siècle (expériences du cerf-volant faite par M. de Romas en 1753; tentatives de guérison d'un paralytique par l'étincelle électrique). — Lettre d'un cadet d'Agenais, Maximilien DAURÉE DE GARIGNAN; suite et fin (les dernières lettres publiées vont de 1719 à 1730; quelques détails sur la campagne d'Espagne de 1719-1720). — DARNALT. Les antiquités d'Agen; suite (XV^e et XVI^e siècles). — C.-rendu. Œuvres de François de Cortèle, sieur de Prades et de Cambes, publiées par Charles Ratier (né en 1586, mort en 1667, Fr. de Cortèle a laissé des vers et des comédies en dialecte gascon; toutes ces pièces dont quelques-unes inédites ont été réunies avec soin dans ce volume qu'accompagne un glossaire).

30. — **Revue de l'Anjou.** 1916, juillet-août. — M. SACHÉ. Les fillettes de Louis XI et le château d'Angers (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 161). — E. L. De Marseille à Salonique. Carnet de notes d'un jeune soldat angevin, 28 octobre 1915-3 juin 1916. — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, novembre 1915. — Septembre-octobre. G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, décembre 1915. — C.-rendu. Abbé Louis Calendini. Histoire de l'église du Mans (histoire populaire illustrée). — Novembre-décembre. Camille CHARIER. L'expansion économique et la lutte contre les produits allemands. — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, janvier et février 1916.

31. — **La Revue savoisiennne.** 1916, 4^e trimestre. — C. MARTEAUX. Étude sur les *vici* et les *villae* de la vallée du Giffre (il s'agit d'un affluent de l'Arve; découvertes archéologiques; nomme gaulois qui ont survécu; *fundi* des propriétaires romains avec leur terminaison en *acus*; à suivre). — Fr. MIQUET. L'émigration des Savoyards originaires du Faucigny au XIX^e siècle (d'après le registre des passeports à l'étranger délivrés par l'intendance de Bonneville en 1843). — Ch. REBOUD. Bibliothèque publique d'Annecy, 1744-1900; suite (divers démê-).

nagements de la bibliothèque : au nouvel évêché en 1808, à l'ancien hôtel de ville en 1822, après la création de l'évêché d'Annecy, plus tard au nouvel hôtel de ville). — C.-rendu. *Rannaud. Histoire de Sixt, abbaye, paroisse, commune* (travail de grande importance).

ITALIE.

32. — **Archivio storico italiano.** Anno LXXII, 1914, fasc. 2.
 — L. SCHIAPARELLI. Notes paléographiques. Signes tachygraphiques employés dans les « Notae juris » (avec une planche). — W. CESARINI-SFORZA. Considérations sur l'histoire et l'historiographie. — Riniero ZENO. Les municipes de Calabre pendant la période aragonaise. — G. BOURGIN. Publications relatives à l'histoire moderne et contemporaine de l'Italie = C.-rendus : *L. Reynaud. Les origines de l'influence française en Allemagne*; t. I (ingénieux et bien écrit; mais l'auteur n'a mis en lumière qu'un côté de la question). — A. Canestrelli. L'abbazia di Sant'Antimo (bonne étude archéologique sur une abbaye bénédictine peu connue). — *Karsawin. Ocerki religioznoj ziszn w Italii XII-XIII wiekow* (excellent travail sur la vie religieuse en Italie au XII^e et au XIII^e s.). — A. Serena. La cultura umanistica a Treviso nel secolo XV (bon). — C. Pellegrini. Luigi Pulci; l'uomo e l'artista (bon). — G. Pitre. Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane; t. XXIV et XXV (fin de ce bel ouvrage plein de recherches originales; le t. XXV est dernier traité de la famille et de la vie domestique). — *Redslob. Die Staats-theorie der französischen Nationalversammlung von 1789* (compte-rendu de quarante pages par Fr. Ercole). — *Laura Guzzoni degli Ancarani. Gino Capponi letterato* (beaucoup d'utiles renseignements; mais l'auteur aurait dû atténuer son admiration). — *Fr. Guardione. I Mille* (important recueil de documents). — R. De Cesare. Mezzo secolo di storia italiana, 1861-1910 (bon résumé, par un conservateur éclairé, nuance Cavour). — Antonio ANZILOTTI. De quelques publications relatives à l'histoire du Risorgimento. = *Fasc 3. F. G. SAVAGNONE. Le prétendu concordat florentin de 1516* (on a beaucoup parlé de ce concordat et pourtant il n'a jamais existé). — Girolamo MANCINI. Le testament de L. B. Alberti (publie le texte de ce testament daté du 19 avril 1472 et montre comment les clauses en furent exécutées). — Niccolò RODOLICO. Amis et livres français d'un Janséniste italien : Scipione de' Ricci et l'abbé Gabriel de Bellegarde. — Fr. SAVINI. Simone de Lellis de Teramo, nonce du pape en Angleterre au XV^e siècle (il y fut envoyé par le pape Martin V en 1420 pour recueillir les revenus de la Chambre apostolique; plus tard, il agit comme avocat au concile de Bâle en 1437; puis il disparut. La date de sa mort est inconnue). = C.-rendus : *U. Stutz. Kirchenrecht, Geschichte und System*; 2^e édit. (remarquable). — *Fr. Nitti di Vito. Codice diplomatico Barese.* Vol. VIII : Le pergamenae di Barletta, archivio capitolare, 897-1285 (important). — *Fr. Ferraironi. Cenni storici sopra Trivera, Liguria*

occidentale, dal sec. x al xx (bon). — *G. Ferrari*. L'ordinamento giudiziario a Padova negli ultimi secoli della Repubblica veneta (important pour l'histoire du droit et aussi pour l'histoire générale). — *S. Pivano*. Albori costituzionali d'Italia, 1796 (beaucoup de recherches et de documents sur les origines du gouvernement constitutionnel). — *U. Mazzini*. L'occupazione austro-anglo-russa del golfo della Spezia, 1799-1800 (bon; beaucoup de documents, de plans, de cartes et de fac-similés). — La guerra del 1859 per la indipendenza d'Italia (six volumes composés par l'état-major italien : deux pour le récit, deux pour les documents, deux pour les planches. Très important). — *Fasc. 4. Fr. BALDASSERONI*. Michele Amari et Giov. P. Viesseux (d'après leur correspondance ; en appendice vingt lettres inédites de 1844 à 1859, la plupart d'Amari et datées de Paris. Intéressant pour l'histoire de l'érudition). — *L. FRATI*. Épître en vers en l'honneur de Niccolò Piccinino (éloge en hexamètres latins, à l'occasion de l'entrée triomphale de Piccinino à Bologne en 1440 ; réédité à la suite les versets en italien que la seigneurie de Florence fit mettre au bas du portrait des traîtres qui avaient préparé la défaite de Piccinino à Anghiari). — *Giov. MERCATI*. Notes de Settimani sur l'édition princeps de la *Storia Fiorentina* de Varchi. — *R. PALMAROCCHI*. Publications relatives à l'Italie méridionale, de la Révolution française à la Restauration. — *C.-rendus : A. Crivellucci*. Landulfi Sagacis *Historia romana* (modèle d'édition critique. Crivellucci est mort le 14 novembre 1914). — *Fr. Tarducci*. L'Italia dalla discesa di Alboino alla morte di Agilulfo (n'apporte rien de nouveau, sinon une fâcheuse tendance à contredire les opinions d'autrui). — *R. Palmarocchi*. L'abbazia di Montecassino e la conquista normanna (beaucoup de recherches et de vues originales). — *Chartularium Studii Bononiensis* (important recueil de documents sur l'Université de Bologne au xv^e siècle). — *Mifsud*. Archivi ed Università di Malta (bon). — *Fr. Ercole*. *Tractatus de tyranno von Coluccio Salutati* (bonne édition d'un traité bien connu, mais resté jusqu'alors inédit ; il fut rédigé vers 1400 par Salutati, humaniste et chancelier de la République florentine). — *Alfred von Martin*. *Coluccio Salutati's Traktat « Vom Tyrannen »* (l'éditeur n'a utilisé que trois des cinq mss. de Salutati ; commentaire intéressant, mais moins approfondi que celui d'Ercole). — *N. Mengozzi*. Il Monte dei Paschi di Siena e le sue aziende, 1472-1912 (très intéressant). — *A. Lazzari*. Le ultime tre duchesse di Ferrara e la corte Estente a' tempi di Torquato Tasso (superficiel). — *A. C. Jemolo*. *Stato e Chiesa negli scrittori politici italiani del seicento et del settecento (instructif)*. — *Giuseppe Rondoni*. I giornali umoristici fiorentini del triennio glorioso 1860-1861. — *C. PELLEGRINI*. Publications concernant le sixième centenaire de Boccace — Anno LXXIII, 1915, fasc. 1. — *C. CIPOLLA*. Les origines de Venise (ce que nous apprennent les textes jusqu'à la fin du vii^e siècle). — *G. B. PICOTTI*. Les rapports

entre Alexandre VI et Pierre de Médicis ; une double négociation pour le mariage de Laura Orsini. — *G. VOLPI.* Francesco Redi et le traité sur la manière de soigner toutes les maladies. — *M. ROBERTI.* La Belgique décrite par un Florentin du xvi^e siècle (description composée à Anvers en 1561 par L. B. di Jacopo di Piero Guicciardini, neveu du célèbre historien Francesco). — *C.-rendus : Fr. X. Seppelt.* Kirchengeschichtliche Festgabe Anton de Waal dargebracht (beau volume de mélanges sur l'histoire ecclésiastique, pour fêter le 51^e anniversaire de la première messe dite par Mgr A. de Waal, directeur du Campo santo teutonico). — *G. Mengozzi.* La città italiana nell' alto medio evo. Il periodo Langobardo-franco (livre confus, illisible, mais original et fécond; longue analyse en vingt pages par Fr. Ercole). — *Jos. Schnitzer.* Savonarolas Erzieher und Savonarola als Erzieher. Savonarola im Streite mit seinem Orden und seinem Kloster (deux ouvrages fort intéressants). — *Giov. Gentile.* Studi Vichiani (importante étude sur la philosophie de Vico). — *M. Rosi.* Storia contemporanea d'Italia dalle origini del Risorgimento ai giorni nostri (remarquable). — *Fasc. 2. L. SCHIAPARELLI.* Notes paléographiques. Signes d'abréviations employés dans les *notae juris* (examine la théorie de Traube qui cherche l'origine du système d'abréviation des mots latins dans les modes employés pour abréger les noms des personnages sacrés. L'emploi des abréviations pour les *Nomina sacra* commence, dit Traube, au iv^e siècle; mais avant cette époque, on trouve des abréviations dans l'écriture tachygraphique et dans les *notae juris*, c'est-à-dire dans des mss. d'écriture commune. Conclusion : le système d'abréviations usité au moyen âge est le même, dans ses caractères généraux, qui avait été adopté dans les *notae juris* et celles-ci, à leur tour, tirent leur origine, probablement au second siècle de notre ère, des sigles et des notes tachygraphiques). — *A. FAVARO.* Vincenzo Viviani et son « Racconto istorico della Vita di Galileo » (défend l'œuvre « honnête et consciencieuse » de Viviani contre les véhémentes critiques de Wohlwill; dans une étude critique parue en 1903, celui-ci avait cru pouvoir démontrer que le biographe de Galilée n'était pas digne de foi et que son témoignage avait induit en erreur la plupart des historiens). — *G. PELLEGRINI.* La bataille de Capo d'Orso racontée en vers par un témoin oculaire (bataille navale livrée au cap d'Orso, le 28 avril 1528; Filippino d'Oria, neveu d'André, à la tête des flottes réunies de Gênes et de France, y détruisit la flotte espagnole commandée par Ugo de Moncade; publie une nouvelle leçon de ce poème, assez différente de la première, donnée par Ferentilli, et plusieurs documents inédits). — *Giov. FERRETTI.* Pietro Brighenti fut-il un espion? (oui certainement : il a trahi pour le compte de l'Autriche ses amis Giordani, Leopardi, Monti, Canova, etc.; encore peut-on trouver en sa faveur des circonstances atténuantes). — *C.-rendus : C. Gini.* I fattori demografici dell'evoluzione delle nazioni. Fattori latenti delle guerre (remarquables).

— R. Commissione per la pubblicazione dei documenti finanziari della Repubblica di Venezia. 2^e série : Bilanci generali; vol. II et III: bilanci dal 1736 al 1755. — V. de Bartholomæis. Un ritmo volgare Lucchese del 1213 (étude critique sur un fragment de chronique rédigé partie en latin, partie en langue vulgaire; il y est question d'un fait de guerre qui se produisit en 1213 entre Lucques et le marquis de Massa, Guglielmo Sardo, appuyé par les Pisans et d'autres chevaliers toscans; plus important au point de vue linguistique qu'historique). — Marino de Szombathely. Re Enzo nella storia e nella leggenda (intéressant au point de vue historique; mais important surtout en ce qui touche l'œuvre littéraire d'Enzo). — Ed. Gamerra. L'eloquenza in Toscana fra il 1847 e il 1849 (bon). — Fasc. 3. Arrigo SOLMI. Les plus anciennes lois communales de Plaisance (publie sept textes des années 1135 à 1182). — Antonio ANZILOTTI. L'économie politique en Toscane et l'origine du mouvement réformateur du XVIII^e siècle. — Fr. LEMMI. Rome et Napoléon I^{er} (publie en appendice un rapport sur Rome et les États romains, qui fut envoyé à l'empereur, sans doute par Tournon, vers la fin de 1811). — C.-rendus : A. Ambrosi. Histoire des Corses et de leur civilisation (résumé consciencieux, sans grande originalité, mais riche en informations et en problèmes intéressants, que l'auteur soulève). — A. Pernice. Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche (important, mais fait trop vite). — N. Ferobelli. Gli Ebrei nell' Italia meridionale dell' èta romana al secolo XVIII (important recueil de documents tirés des archives de l'État napolitain). — R. Zeno. Storia del diritto marittimo nel Mediterraneo (ouvrage d'un débutant, encore très inexpérimenté). — P. Innocenzo Taurisano O. P. I Domenicani in Lucca (bon; liste des prieurs de S. Romano de 1236 à 1863). — L. Simeoni. Gli antichi statuti delle arti veronesi secondo la revisione Scalligera del 1319, con una notizia sull' origine delle corporazioni a Verona (important). — I. Del Lungo et G. Volpi. La cronica domestica di messer Donato Velluti, scritta fra il 1367 e il 1370, con addizioni di Paolo Velluti, scritte fra il 1555 e il 1580 (excellente publication). — S. Di Giacomo. Collectione settecentesca (cinq volumes de cette collection du XVIII^e siècle ont déjà paru : Lettore di Ferdinando IV alla duchessa di Floridia, publ. par S. di Giacomo, 2. vol.; Aneddoti e profili settecenteschi par B. Croce; Epistolari veneziani del sec. XVIII, par P. Molmenti; Cagliostro, par E. Petraccone; on trouvera dans ce dernier volume une bonne étude critique sur le célèbre charlatan). — Al. d'Ancona. Scipione Piattoli e la Polonia (très intéressante biographie d'un italien qui, émigré en Pologne, tenta d'arracher à l'anarchie sa seconde patrie). — Fasc. 4. Francesco ERCOLE. L'origine française d'une formule connue de Bartole (il faut chercher dans les glossateurs français du XIII^e siècle l'origine de la formule : « civitas, superiorem de facto non recognoscens, est sibi princeps »; l'auteur montre par quelles voies elle a pénétré en Italie pour y recevoir son expression définitive).

tive sous la plume d'un Bartole ou d'un Baldus). — P. S. LEICHT. La « forma sacramenti » de l'Istrie et sa date (discussion sur une « Forma sacramenti domini W., marchionis, et domini comitis Hengelpreti, et episcoporum et Hystriae magnatum »; Lenel avait cru pouvoir identifier le marquis W. avec l'archevêque d'Aquilée Volchero, marquis d'Istrie après 1208, et le comte Hengelpret avec le comte Engelbert de Gorizia. Il faut au contraire, avec le premier éditeur, P. Kandler, faire remonter le document aux premières années du XII^e siècle. Quant au fond, il s'agit de statuts discutés dans une assemblée composé de « majores » de la province, réunis sous la présidence du marquis, afin de prendre des mesures pour la protection de la paix publique. Le « W. marchio » est un Volricus ou Vodalricus nommé dans un acte de 1206). — Antonio ANZILOTTI. L'économie politique en Toscane et l'origine du mouvement réformateur au XVIII^e siècle; suite et fin. — Girolamo MANCINI. Lettre satirique de Giovanni Andrea dell'Anguillara (22 mai 1563). — C.-rendus : *Pietro Vigo*. Livorno (bon livre). — *Al. Dudan*. La Monarchia degli Absburgo, origini, grandezza e decadenza (long compte-rendu de seize pages). — *L. Simeoni*. Le origini del comune di Verona (bon). — Storie Pistoresi 1400-1448, nuova edizione, diretta da G. Carducci e V. Fioriani (source de première importance, en langue italienne). — Cecil W. Sidney Woolf. Bartolus of Sassoferata. His position in the history of medieval political thought (très important). — Anno LXXIV, 1916, fasc. 1. G. PARDI. Plan d'une histoire démographique de Florence (trace les grandes lignes du développement de la population florentine à travers les siècles; fin dans le fasc. 2). — Ricardo DALLA VOLTA. L'évolution des colonies anglaises au XIX^e siècle (d'après le très intéressant ouvrage de G. Mondaini : La colonizzazione inglese). — Widar CESARINI-SFORZA. Le Père Paciaudi et la réforme de l'Université de Parme au temps de Du Tillot. — Lodovico FRATI. Quelques lettres d'Egidio Foscarari (dominicain, né à Bologne en 1512, évêque de Modène en 1550; arrêté pour crime d'hérésie en 1559, il fut relâché après une enquête très sévère qui tourna en faveur de son orthodoxie. Envoyé deux fois au concile de Trente, il mourut à Rome le 22 décembre 1564. Publie quelques lettres de lui d'après un ms. conservé à la Bibliothèque du collège Santa Lucia de Bologne). — C.-rendus : *Leo Wiener*. Commentary to the germanic laws and mediæval documents (conclusions presque toujours inacceptables, fondées sur des équivoques, sur des rapprochements de mots dont l'origine et la signification sont différentes, édifiées par des raisonnements faux. Rien de vrai, d'exact ni de sensé). — S. Nicastro. Sulla storia di Prato (bonne esquisse). — E. Verga. La Camera dei mercanti di Milano nei secoli passati (remarquable). — Giov. Mischj. Castiglione Fiorentino in un documento del sec. XIII (bonne monographie d'une petite commune). — G. Mancini. L'opera « De corporibus regularibus » di Pietro Franceschi, detto Della Francesca, usurpata da fra Luca Pacioli (prouve, mieux encore qu'on ne

l'avait fait avant lui, que Pacioli, en publiant en 1509 un traité en latin sur l'art du dessin : « De quinque corporibus regularibus », a été un plagiaire : il a tout simplement démarqué un ouvrage de Pietro Della Francesca, peintre de Borgo S. Sepolcro, 1410-1492). — *L. Rossi*. Gli Eustachi di Pavia e la flotta viscontea e sforzesca nel secolo xv (étude fortement documentée sur le fameux Pasino, de la famille des Eustachi de Pavie, qui fut au xv^e siècle l'habile capitaine de la flotte ducale et de l'arsenal de Pavie). — *Fasc. 2. Giov. DREI*. Pour servir à l'histoire du concile de Trente. Lettres inédites du secrétaire Camillo Olivo (publie treize lettres datées de Trente, mai-août 1562). — *Luigi LA ROCCA*. La noblesse de Sicile d'après un tableau compilé pendant le règne de Victor-Amédée II de Savoie (xvi^e et xvii^e siècles). — *C.-rendus* : *Paulus Diaconus. Historia romana*, édité par *Amedeo Crivelluci* (excellente édition). — *Hartmann et Merores. Ecclesiae S. Mariae in Via lata tabularium*. 3 parties : 921-1200 (important). — *G. Bistort*. Il magistrato alle Pompe nella Repubblica di Venezia (beaucoup de documents relatifs à la police des fêtes et divertissements à Venise depuis la fin du xv^e siècle). — *E. Pandiani*. Vita privata Genovese nel Risorgimento (bon). — *Nel secondo centenario della nascita del conte Giorgio Giulini, istoriografo Milanese* (deux beaux volumes publiés sous les auspices du Conseil communal de Milan, sur la vie, les œuvres et la correspondance de Giulini).

CHRONIQUE.

France. — M. J.-B. MISPOULET, dont la mort inattendue a douloureusement surpris tous ses confrères et amis, était un savant d'une érudition solide et conscientieuse, d'un esprit clair, d'une méthode rigoureuse et précise. Né à Montpezat (Tarn-et-Garonne) en 1849, il fit d'abord son droit, puis il s'initia aux recherches historiques à l'École des Hautes-Études, dans la conférence des Antiquités romaines, alors dirigée par Léon Renier. Élève titulaire de cette École en 1878, il obtint quelques années plus tard le titre d'élève diplômé. Il professa ensuite un cours libre d'*Institutions romaines* à la Faculté des lettres de Paris; enfin, de 1904 à 1907, il fit, à la Section des sciences historiques et philologiques de l'École des Hautes-Études, sous la direction de M. Héron de Villefosse, des conférences consacrées soit aux *Institutions* et à l'épigraphie romaines du IV^e siècle de notre ère soit à l'explication de plusieurs documents très importants récemment découverts, tels que l'inscription d'Aïn el Djemala (Tunisie) relative à l'exploitation des domaines impériaux et la table de bronze d'Aljustrel concernant les mines de Lusitanie. L'activité scientifique de Mispoulet a été considérable. Bien que ses fonctions de secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés et au *Journal officiel* lui prissent beaucoup de temps, il ne cessait d'étudier les multiples problèmes que pose devant l'érudit l'organisation de l'État romain, soit à l'époque républicaine, soit sous l'Empire. Outre de nombreux articles publiés principalement dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger* et un *Manuel des textes de droit romain*, il laisse trois grands ouvrages qui garderont son nom de l'oubli : les *Institutions politiques des Romains*, 2 vol. in-8^e, 1882-1883; — *Études d'Institutions romaines*, 1 vol. in-8^e, 1887; — *la Vie parlementaire à Rome sous la République*, 1 vol. in-8^e, 1899. Dans ces livres, il s'est efforcé moins de construire des théories que d'exposer des faits. Il insistait volontiers sur ce caractère de ses recherches. A son traité des *Institutions politiques des Romains* il a donné comme sous-titre : *Exposé historique des règles de la constitution et de l'administration romaines*. Dans l'Introduction de ses *Études d'Institutions romaines*, il a écrit : « Je suis parvenu [à mes solutions] par l'étude patiente des faits et en écartant systématiquement toutes les conjectures émises jusqu'ici. » La majeure partie de sa *Vie parlementaire à Rome sous la République* consiste dans la reconstitution serrée de plusieurs séances du Sénat romain. Il ne perdait jamais le contact avec les

documents ; il ne s'écartait jamais d'eux. La vie, qui ne lui a pas toujours été douce, ne lui a pas permis de donner toute sa mesure comme épigraphiste et comme historien. Son œuvre n'en est pas moins des plus honorables. Ce n'est que justice de saluer avec une sympathie émue et de très vifs regrets ce travailleur probe et modeste, au moment où la plume lui tombe des mains.

J. TOUTAIN.

— A nouveau nous avons la douleur d'annoncer la mort d'un jeune historien, élève de l'École normale supérieure, tombé victime de cette guerre. Yves LEMAREC, né à Bastia, le 12 novembre 1889, était fils d'universitaire ; — son père est censeur des études au lycée de Caen. — Il entra à l'École dans la promotion de 1909 et montra un goût très vif pour les études géographiques. Il présenta pour le diplôme d'études supérieures un mémoire sur *l'Orne* ; il avait exploré le fleuve dans tous ses recoins et il mettait en lumière l'importance de plus en plus grande du port de Caen et du canal de Caen à la mer. Cette belle étude a été publiée dans les *Annales de géographie*. Au moment où éclata la guerre, il achevait à Nantes en qualité de sous-lieutenant sa seconde année de service militaire ; et, depuis le premier jour, il fut sur le front, prenant part à toutes les grandes actions. Il s'éleva rapidement au grade de capitaine et il fut tué à Remigny (Aisne) dans la nuit du 19 au 20 mai 1917, tandis qu'il inspectait les travaux de défense en avant des lignes.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu, comme membres ordinaires, MM. THUREAU-DANGIN et le comte H.-Fr. DELABORDE, professeur à l'École des chartes, en remplacement de MM. Georges Perrot et Paul Viollet, décédés.

— Elle a décerné le premier prix Gobert à M. Roland DELACHENAL pour son troisième volume de *l'Histoire de Charles V* et le second prix à M. RENAUDET pour son livre : *Préréforme et humanisme à Paris au commencement du XVI^e siècle*. Elle a attribué le prix Fons-Mélicocq au comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR pour ses *Mémoires et documents pour servir à l'histoire des pays qui forment aujourd'hui le département de l'Oise*. Elle a attribué le prix Estrade-Delcros, destiné à récompenser, tous les vingt ans, « un travail rentrant dans l'ordre d'études dont l'Académie s'occupe », à M. GAIDOUZ pour l'ensemble de ses travaux relatifs à la philologie celtique et au folklore. Elle a attribué une partie du prix Bordin à M. Louis BRÉHIER pour la *Cathédrale de Reims*. Pour le concours des Antiquités nationales, la première médaille a été décernée à M. LABANDE : *Trésor des chartes du comté de Rethel, tomes III et IV* ; la deuxième à M^{me} Geneviève ACLOQUE : *les Corporations, l'industrie et le commerce de Chartres du XI^e siècle à la Révolution* ; la troisième à M. Vernier : *Chartes de l'abbaye de Jumièges*. Le prix Saintour a été partagé entre MM. PRENTOUT : *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin et son Histoire des premiers ducs normands*, l'abbé MESNIL : *les Saints du diocèse d'Évreux et Roger*

GRAND : *le Contrat de compliant depuis les origines jusqu'à nos jours*. Elle a décerné le prix Prost (travail sur la pays messin) à l'Académie Stanislas de Nancy pour les tomes XII et XIII des Mémoires qu'elle a publiés depuis 1914; et le prix Stanislas Julien (monuments de l'Extrême-Orient) à M. SEKINO, savant japonais, et à ses collaborateurs pour leur *Album de planches sur les antiquités de la Corée*.

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert à M. POCQUET qui a terminé *l'Histoire de Bretagne* de M. DE LA BORDERIE; le second prix à M. CHAVIRÉ pour ses deux thèses sur *Jean Bodin*. Elle a distribué le prix Thérouanne entre MM. A. BOPPE : *l'Albanie et Napoléon, 1797-1814*; Paul BALLAGNY : *Un général de l'an II, Charles Seriziat, 1756-1802*; A. BERGA : *Pierre Skarga, 1536-1612*; le général CANONGE : *Histoire de l'invasion allemande en 1870-1871*; Albert HELLY : *Guichard Déageant, 1574-1645*, et Paul VIARD : *l'Administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or, sous le Consulat et le Premier Empire*. Elle a décerné le prix Thiers à M. Albert PINGAUD : *Bonaparte, président de la République italienne*; le prix J.-J. Berger à M. F.-G. DE PACTHÈRE, tué à la guerre : *Paris à l'époque gallo-romaine*. Elle a partagé le prix Halphen entre MM. Auguste GAUVAIN : *les Origines de la guerre européenne*, et l'abbé Lenfant : *Notes d'un prêtre mobilisé*.

— L'Académie d'Amiens a décidé de mettre au concours pour le prix Ernest Prarond (600 fr.) une étude historique sur *l'Arrondissement d'Abbeville pendant la guerre*. Les ouvrages des concurrents devront parvenir au secrétaire perpétuel avant le 1^{er} novembre 1918 si à cette date les hostilités sont terminées depuis plus de six mois et, au cas contraire, dans les six mois qui suivront la cessation des hostilités; ils ne seront point signés et porteront une épigraphe qui sera répétée sur un billet cacheté renfermant le nom de l'auteur. Pour renseignements complémentaires, s'adresser à M. Henri Michel, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Amiens, rue Dhavernas, 20.

Allemagne. — Lady BLENNERHASSETT est morte le 10 février 1917. Elle était Allemande. Charlotte, fille du comte Karl de Leyden, naquit en effet à Munich le 19 février 1843; mais elle reçut une partie de son éducation au couvent du Sacré-Cœur à Paris et elle épousa un grand seigneur irlandais, Sir Rowland Blennerhassett, catholique ardent, un peu à la mode de Lord Acton, son ami, et de Döllinger, son maître; mais aussi publiciste fougueux et qui, après avoir longtemps habité l'Allemagne, finit par prendre violemment parti contre elle dans la presse londonienne. De là quelques difficultés entre les époux qui, à partir de 1877, reprirent leur liberté chacun de son côté, sans d'ailleurs cesser de s'estimer. C'est Sir Rowland qui, frappé des dispositions remarquables de sa femme pour les travaux littéraires, lui conseilla d'écrire. Elle débuta par un gros ouvrage en trois volumes sur Mme de Staél (1887-1889), qui fut aussitôt traduit en anglais et en

français ; parurent ensuite des études de vulgarisation sur *Talleyrand* (1894, traduit aussi en anglais), *Gabriele d'Annunzio* (1901), *Marie-Antoinette* et *Chateaubriand* (1903), *Jeanne d'Arc* (*Die Jungfrau von Orléans*, 1906). Au cardinal Newman, elle consacra un ouvrage approfondi, que ses rapports intimes avec le haut clergé catholique lui permirent de traiter avec une particulière compétence (*John Henry, Kardinal Newman*, 1904). Elle écrivit aussi en français une intéressante biographie de *Marie Stuart* (1909). Dans un volume de mélanges intitulé *Streiflichter* (1911), elle a réuni divers essais sur le siège de Paris en 1590, Essex en Irlande, la philosophie de l'histoire de Taine et le portrait de Napoléon, etc. Sa dernière œuvre est un recueil de souvenirs sur la reine Victoria (*Erinnerungen aus dem Viktorianischen England*, 1914). Elle reçut du gouvernement français, dit *Wer ist's?*, la rosette d'officier de la Légion d'honneur.

Ch. B.

— La *Kölnische Zeitung* du 22 février 1917 donne d'intéressants détails sur les fouilles de *Vetera Castra* (Xanten), d'après un rapport d'ensemble présenté à la Société des Antiquaires de Rome par le directeur du musée, Lehner. Ces fouilles, commencées en 1905 et suspendues le 1^{er} août 1914, permettent de distinguer dans l'histoire du fameux camp romain trois périodes :

1^o Pendant la guerre de conquête entreprise contre la Germanie par Auguste et Tibère, de l'an 15 av. J.-C. à l'an 16 de notre ère, le camp n'est qu'une base d'opérations. Pas d'installation permanente ; un simple cantonnement d'hiver, dont les fortifications volantes consistent en un rempart de terre et un fossé. Chaque fois que, la campagne finie, on y revient en automne, tout est à recommencer.

2^o De l'an 16 à l'an 43, depuis le moment où Tibère renonce à la politique offensive à l'égard des Germains jusqu'à ce que Claude précise ses vues sur la Germanie, le Rhin devient la frontière de l'empire et n'est plus franchi par les légions romaines. *Vetera* se change en une forteresse chargée de garder la rive gauche du fleuve. Le camp a pour défenses permanentes une double palissade et un double fossé. Il se compose de baraquements élevés sur de solides fondations. Il est occupé par la V^e et la XXI^e légion, jusqu'à ce que celle-ci soit envoyée sur le Rhin supérieur.

3^o La dernière période est celle où *Vetera* a pour garnison la V^e et la XV^e légion ; elle dure jusqu'à la destruction du camp par les Bataves de *Civilis* en 70. La pierre et la brique font leur apparition. Un puissant rectangle long de 932 mètres et large de 636 occupe la pente d'une colline, conformément à la description donnée par Tacite dans ses *Histoires* (IV, 22-23). L'enceinte est toujours formée d'un rempart de terre à revêtement de bois ; mais les poteaux des tours reposent déjà sur des socles en tuf de Brühl et, à l'intérieur, les principaux édifices sont bâtis en roches de l'Eifel et ornés de portiques dont les

calcaires proviennent des carrières de la Haute-Moselle. Le milieu du camp est dominé par le prétoire, qui forme un rectangle de 120 mètres sur 92 mètres 80. Précédé d'un portique, il renferme une grande cour carrée à colonnades. Au fond, une puissante construction à forme de basilique, ornée de colonnes corinthiennes, d'environ 8 mètres, et de peintures murales; tout autour, les sanctuaires des étendards, les bureaux d'états-majors et les dépôts d'armes. A l'ouest de cet édifice central, séparé de lui par une rue large de 18 mètres, s'élève un monument de dimensions moindres, mais dont la décoration n'est pas moins riche. Devant sa façade, s'étend également un portique. Par un portail et un vestibule ornés de colonnes, on gagne les appartements, qui se groupent autour de trois cours entourées de colonnades et sont longés sur le côté occidental par un grand jardin avec une galerie à colonnes. Tout le luxe de l'architecture impériale s'étale dans ce monument. Ce ne peut être, d'après l'emplacement, que le palais du légat commandant la V^e légion. Il est probable que celui de la XV^e avait un palais semblable à l'est du prétoire. G. GLOTZ.

— On continue de discuter beaucoup en Allemagne sur la manière dont la loi salique doit être éditée dans la collection des *Monumenta Germaniae*. Mario Krammer, à qui cette édition avait été confiée en 1902, était arrivé à cette conclusion, au premier abord assez surprenante, il faut l'avouer, que la forme la plus ancienne de la loi était non pas le texte en soixante-cinq titres, mais celui en quatre-vingt-dix-neuf titres, et il voulait prendre ce dernier comme base de son édition. Cette conclusion a été vivement attaquée dans le Comité des *Monumenta*, notamment par Krusch et le baron von Schwerin, et l'édition si vivement attendue a été arrêtée. Une commission a été nommée pour examiner la question et décider en dernier ressort. Cette question passionne beaucoup le monde savant germanique, même en ce temps de guerre.

Espagne. — Le Conseil municipal de Barcelone, en exécution d'un legs que lui a fait dom Francisco Martorell y Peña, ouvre un concours pour le meilleur ouvrage d'archéologie espagnole. Le prix, s'il y a lieu de le décerner, sera de vingt mille pesetas; il sera adjugé le 23 avril 1922, fête de saint Georges, patron de la Catalogne. A ce concours seront admises les œuvres, imprimées ou manuscrites, d'auteurs espagnols ou étrangers, qui auront été déposées au secrétariat du Conseil avant le 23 octobre 1921; elles pourront être écrites en latin, en castillan, en catalan, en français, en italien ou en portugais.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

George (Hereford B.). Genealogical tables illustrative of modern history, 138.

Haskins (Ch.-H.). The Normans in European history, 93.

Knuttel (W. P. C.). Catalogus van de Pamfletten-Verzameling berustende in de Kon. Bibliotheek; t. VII, 139.

Mourret (abbé Fernand). Histoire générale de l'Église; t. IV : la Chrétienté, 353.

Northup (George Tyler). The Soderini letter in translation. The Monstrous Novus in translation, 363.

Orton (C. W. Previte). Outlines of medieval history, 371.

Oxford University press. General Catalogue, 393.

Schmitt (Théodore). Zakonui Istorii (Les lois de l'histoire), 118.

Teggart (Frederick J.). Prolegomena to history, 350.

Vespucci Reprints, texts and studies, 363.

— Paesi novamenti ritrovati et Novo mondo, 1588, 363.

— S'ensuylt le Nouveau Monde, 1515, 363.

— Soderini letter, 1504, 363.

Woobridge (Frederick J. E.). The purpose of history, 350.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

Baud-Bovy (D.). L'évasion; récit de deux prisonniers français évadés du camp d'Hammelbourg, 143.

Baudrillart (Mgr A.). Une campagne française, 373.

Berthem-Bontoux. Les Françaises et la grande guerre, 372.

Bertrand de Lafolte. Dans les Flandres; notes d'un volontaire de la Croix-Rouge, 1914-1915, 142.

Blanchon (G.). Aux heures d'angoisse, 374.

Destrée (Jules) et Dupierreux (Richard). Aux armées d'Italie, 143.

Dieterlen (Jacques). Le Bois le Prêtre, 370.

Dupierreux (Richard). Voir *Destrée (Jules)*.

E. R. (lieutenant, capitaine *Tuffrau*). Carnet d'un combattant, 143.

Flament (Julien). Sur l'air de « Tipperary ». Contes et récits de la grande guerre, 164.

Grandmaison (Léonce de). Impressions de guerre de prêtres soldats, 375.

Jean-Bernard. Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914, 373.

Mayer (Émile). Autour de la guerre actuelle. Essai de psychologie militaire, 376.

Pages actuelles, 1914-1917, 139, 371.

Pages d'histoire, 1914-1917, 141, 372.

Rey (B.). Quatre cents milliards. Étude sur le coût de la guerre et les indemnités que les puissances ennemis pourront payer, 144.

Spire (André). Les Juifs et la guerre, 145.

Tessan (François de). Les spécialistes de la victoire. Quand on se bat, 144.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

Bissing (F. W. von). Beiträge zur Geschichte der assyrischen Skulptur, 146.

Bouchier (E. S.). Syria as a Roman province, 152.

Canter (Howard Vernon). Voir *Oldfather (William A.)*.

Chwostov (Michel). Razbitie form proumichlennosti v drevnem mirie (L'évolution des formes de l'industrie dans le monde antique), 119.

— Otcherzi organizatsii proumichlennosti i torgovli v greko-romskom Egiptie (Esquisse de l'organisation de l'industrie et du commerce dans l'Egypte gréco-romaine); I, 119.

Esperandieu (Émile). Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine; t. VI : Belgique, 149.

Harrer (Gustave Adolphus). Studies

in the History of the Roman Province of Syria, 153.
Hawell (H. L.). Republican Rom, 151.
Johns (C. H. W.). Ancient Assyria, 148.
Julian (Camille). Vercingétorix à Alésia, 158.
Mercer (Samuel Alfred B.). The oath in Babylonian and Assyrian Literature, 147.
Oldfather (William A.) et Canterbury (Howard Vernon). The Defeat of Varus and the German Frontier Policy of Augustus, 151.
Rawlinson (H. G.). Intercourse between India and the Western World from the earliest times to the fall of Rome, 123.
Sidersky (M. D.). Étude sur la chronologie assyro-babylonienne, 352.
Strong (Mrs. Arthur). Apotheosis and after life. Three Lectures on certain phases of art and religion in the roman empire, 122.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

Achalme (Dr.). La science des civilisés et la science allemande, 386.
Bellot (Daniel). Le commerce allemand. Apparences et réalités, 134.
Bigelow (Poulney). Mes souvenirs de Prusse. Traduit de l'anglais par *Henriot-Bourguogne*, 385.
 Buts (les) de l'Allemagneannoncés par les auteurs allemands, 373.
Descamps (Paul). La formation sociale du Prussien moderne, 160.
Hauser (H.). Les méthodes allemandes d'expansion économique, 131.
Jousselain (Lucien). Révolution en Allemagne et paix prématuree, 160.
Maurice (Louis). La politique marocaine de l'Allemagne, 374.
Van de Vorst (Ferd.). La nation criminelle; étude historique de la déformation morale allemande, 160.
Van Manen (Charlotte A.). L'épanouissement de l'Allemagne et l'hégémonie prussienne, 384.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

Album Zislin (V.), 389.
Almanach républicain d'Alsace-Lorraine pour 1917, 390.
Armbruster (L.). Annales d'Alsace, 162.
Bonnecase (Julien). La Faculté de droit de Strasbourg. Ses maîtres et ses doctrines, 129.
Helmer (Paul-Albert). France-Alsace, 386.
 — Les généraux alsaciens pendant la Révolution et l'Empire, 388.

Krumholz (Charles). La vérité sur les sentiments des Alsaciens-Lorrains, 162.
Messager d'Alsace pour 1917, 390.
Wetterlé (abbé). Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera, 388.

HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

Beck (Gottfried). Ungarns Rolle im Weltkrieg, 392.
Bertrand (Pierre). L'Autriche a voulu la grande guerre, 368.
Edler von Wannisch (feldmarschallleutnant Wilhelm). Oesterreich-Ungarn nach dem Kriege, 391.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

Des Ombiaux (Maurice). Fastes militaires des Belges, 164.
Mercier (cardinal). Per crucem ad lucem. Lettres pastorales, discours, allocutions, 165.
Mokveld (L.). L'invasion de la Belgique: témoignage d'un neutre, 164.
Olyff (Francois). La Belgique sous le joug, 1914-1915, 163.
Vandervelde (Émile). La Belgique envahie et le socialisme international, 163.
Van Langenhove (Fernand). The growth of a legend, 165.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Beck (James M.). The United States and the war, 166.
Thompson (David). Narrative of his explorations in Western America, 1784-1812, 127.
Wright (P. Q.). The enforcement of international law through municipal law in the United States, 165.

HISTOIRE DE FRANCE.

Anniversaires historiques à célébrer entre bons Français, 158.
Autard (A.). La fête de la Fédération. 14 juillet 1789, 159.
Batiffol (L.). Entrée d'Henri IV à Paris, 159.
Biard d'Aunet. Après la guerre. Pour remettre de l'ordre dans la maison, 158.
Blanchet (Adrien). Monnaies frappées en Gaule depuis les origines jusqu'à Hugues Capet, 108.
Boissonnade (P.). Histoire de Poitou, 126.
Boutrouz (E.). La paix de Westphalie, 159.

Brancour (René). La Marseillaise, 158.
Brutails (J.-A.). La question de saint Fort, 159.
Cain (Georges). La Bastille, 158.
Caix de Saint-Aymour (comte de). Mémoires et documents pour servir à l'histoire des pays qui forment aujourd'hui le département de l'Oise, 378.
Chaillan (abbé M.). Registre de comptes pour le collège papal Saints-Benoit et Germain à Montpellier, 1368-1370, 112.
Chaniot (Émile). L'administration des départements envahis en 1870-1871, 154.
Chapsal (F.), Millerand (A.), Guillaud (F.), Delombre (F.), Marvaud (A.), Peyerimhoff (H. de), Guébhard (Pierre), Lasteiry (Ch. de). Intérêts économiques et Rapports internationaux à la veille de la guerre, 135.
Chronique de Jean II et de Charles V, publ. par R. Delachenal, t. II, 1364-1380, 110.
Cinq siècles et demi d'activité coloniale, 1365-1914, 155.
Corail (Jean). Les centurions. Roman, 155.
Coubertin (Pierre de). Proclamation de Hugues Capet, 158.
Cucuel (Georges). Le pays de Montbéliard vu par les voyageurs au XVIII^e siècle, 382.
Daudet (Ernest). Prise d'Alger, 4 juillet 1830, 159.
Delachenal (R.). Histoire de Charles V, t. III, 113.
— Voir Chronique de Jean II.
Delay (Paul). Les catholiques au service de la France. II. Les diocèses de l'intérieur, 143.
Delombre (F.). Voir Chapsal (F.).
Diehl (Charles). Bataille de Navarin, 20 octobre 1827, 159.
Dieudonné (A.). Monnaies royales françaises depuis Hugues Capet jusqu'à la Révolution, 107.
Dinier (Louis). Bossuet, 366.
Doublet (Georges). Recueil des actes concernant les évêques d'Antibes, 104.
Duchesne (L.). Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule. III. Les provinces du nord et de l'est, 102.
Duine (abbé F.). Le schisme breton, 105.
— La métropole de Bretagne. Chronique de Dol composée au XI^e siècle et catalogues des dignitaires jusqu'à la Révolution, 106.
Entart (Camille). Manuel d'archéologie française depuis les temps mérovingiens; t. III : le Costume, 108.
Entart (Camille). Arras avant la guerre, 158.
Évolution (l') de la France républicaine, 1870-1914, 155.
Fauquembergue (Clément de), greffier du Parlement de Paris. Journal; t. III, 1431-1436, publ. par Alexandre Tuley et Lacaille, 110.
Filippi (Louis). Essai sur le maréchal de France Alfonso d'Ornano, maire de Bordeaux, 1548-1610, 377.
Flachaire (Charles). La dévotion à la Vierge dans la littérature catholique au commencement du XVII^e s., 365.
France (la) à travers le XIX^e siècle, 155.
Gazier (Georges). La Franche-Comté, 155.
Giraud (Victor). La civilisation française, 376.
Grailly (F. de). La vérité territoriale et la rive gauche du Rhin, 144.
Grandes divisions de l'histoire de France (les), 155.
Grosclaude (Et.). Entrée des Français à Tananarive, 1^{er} octobre 1895, 159.
Guébhard (Pierre). Voir Chapsal (F.).
Guillaud (F.). Voir Chapsal (F.).
Histoire littéraire de la France, t. XXXIV, 115.
Images historiques. Monuments de gloire et de liberté, 158.
Jonquieres (amiral de). Combats de Fou-Tchéou, 27 août 1884, 159.
Krebs (L.) et Moris (H.). Essai de reconstitution des fortifications de Nice, 156.
Lacaille. Voir Fauquembergue (Clément de).
La Cour-Gayet. Entrevue du Niémen, 25 juin 1807, 159.
Lamy (Étienne). Bataille de Bouvines, 159.
Lanzac de Laborie (L. de). La colonne Vendôme, 158.
La Roncière (Ch. de). Fondation de Québec, 3 juillet 1608, 159.
Lasteiry (Charles de). Voir Chapsal (F.).
Lasteiry (Robert de) et Vidier (Alexandre). Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, t. VII, 159.
Laudet (Fernand). Fondation de l'Académie française, 2 janvier 1635, 159.
Le Gray (André). La conquête de la Corse par les Français, 335.

Lehr (Henry). De Paris à Chartres au temps des diligences, 157.

— Remarques sur l'habitation populaire en Eure-et-Loir, 157.

Lettonnelier (G.). Notice sur l'Académie florimontane, 381.

Lot (Ferdinand). La Loire, l'Aquitaine et la Seine de 862 à 866. Robert le Fort, 101.

Marvaud (A.). Voir *Chapsal (F.).*

Masson (Frédéric). Idéa, 14 octobre 1806, 159.

Mentienne. Histoire de Bry - sur - Marne, 383.

Mesnel (abbé). Les saints du diocèse d'Evreux, 102.

Messager (le) de Lorraine, 1917, 162.

Meuriot (Paul). La population et les lois électorales en France de 1789 à nos jours, 377.

Millerand (A.). Voir *Chapsal (F.).*

Monal (Émile). Les maîtres apothicaires de Nancy au XVII^e siècle, 380.

Monval (Jean). Le Panthéon, 158.

Moris (H.). Organisation du département des Alpes-Maritimes, 157.

— Voir *Krebs (L.).*

Pasquier (Félix). Un favori de Louis XI. Boffile de Juge, comte de Castres, vice - roi de Roussillon, 112.

— Notes et réflexions d'un bourgeois de Toulouse au début de la Révolution, 382.

Pératé (André). La galerie des batailles à Versailles, 158.

Peyerimhoff (H. de). Voir *Chapsal (F.).*

Pfister (Chr.). Le baptême de Clovis, 25 décembre 496, 158.

Poirier (Jules). Reims, 1^{er} août-31 décembre 1914, 375.

Portal (Ch.). Extraits des registres de notaires, XIV-XV^e siècles, 357.

— Documents sur le commerce des draps à Lavaur au XVI^e siècle, 357.

Prentout (Henri). Étude critique sur Dudson de Saint-Quentin et son Histoire des premiers ducs de Normandie, 96.

Régné (Jean). Une relation inédite de la révolte des masques armés dans le Bas-Vivarais, 1782-1783, 379.

— La grande peur en Vivarais, 380.

— Les synthèses d'histoire provinciale de 1905 à 1915, 380.

Roy (Charles). La Rochelle; ses jetons et médailles, 156.

Seignobos (Ch.). Prise de la citadelle d'Anvers par les Français, 23 décembre 1832, 159.

Sforza (Giovanni). Gli antenati di Napoleone I in Lunisiana, 167.

Thieme (Hugo-P.). Essai sur l'histoire du vers français, 153.

Tuetey (Alexandre). Voir *Fauquembergue (Clément de).*

Vidier (Alexandre). Voir *Lasteyrie (Robert de).*

Welschinger (Henri). L'arc de triomphe de l'Étoile, 158.

— La mendicité allemande aux Tuilleries, 162.

Wickersheimer (Dr.). Commentaires de la Faculté de médecine de l'Université de Paris, 1395-1516, 111.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

Faulkner (Harold U.). Chartism and Churches; a study in democracy, 134.

Rosenblatt (Frank F.). The Chartist movement in its social and economic aspects, 132.

Slosson (Preston W.). The decline of the Chartist movement, 133.

HISTOIRE D'ITALIE.

Adami (Vittorio). La magistratura dei confini negli antichi domini di Casa Savoia, 168.

Anzilotti (Antonio). La crisi costituzionale della Repubblica fiorentina, 344.

— La costituzione interna dello stato fiorentino sotto il duca Cosimo I dei Medici, 344.

Benassi (Umberto). Guglielmo du Tilhot, un ministro riformatore del secolo XVIII, 349.

Bibl (V.). Die Erhebung des Herzogs von Medici zum grossen Herzog von Toscana und die kaiserliche Anerkennung, 1569-1570, 346.

Bonardi (Antonio). Venezia e Cesare Borgia, 340.

Bonaventura (Arnaldo). Saggio storico del teatro musicale italiano, 170.

Calabro (Giuseppe). Mazzini. La dottrina storica, 168.

Cardona (Prospero). Contributo alla storia del regno di Vittorio Amedeo II di Sicilia, 342.

Cartwright (Julia). Isabelle d'Este, marquise de Mantoue, 1474-1539, 341.

Contessa (Carlo). I regni di Napoli e di Sicilia 1700-1713, 342.

Croce (Benedetto). La Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza, 333.

Cupis (Cesare de). Le vicende dell' agricoltura e della pastorizia nell' agro romano, 338.

Dalla Santa (Giuseppe). Uomini e fatti dell' ultimo Trecento e del primo Quattrocento, 166.

— Benedetto Soranzo, patrizio veneziano, arcivescovo di Cipro, e Girolamo Riario, 1482-1484, 167.

Degli Alberti (Mario). Le carteggio diplomatico del conte Vittorio Amedeo Balbo Bertone di Sambuy; t. II, 1839-1841, 167.

Della Porta (Guglielmo). La politica ecclesiastica di Vittorio Amedeo II, 343.

De Magistris (Carlo Pio). Lettere di Vittorio Amedeo II nel periodo dell' assedio di Torino, 1706, 343.

— L'elevazione di Cosimo I de' Medici alla dignità di granduca di Toscana, 1568-1570, 346.

Deputazione veneta di storia patria. A commemorare nel primo cinquantenario la liberazione della Venezia. Il Nuovo archivio veneto, 168.

Ferrari (Ciro). L'ufficio della Sanità di Padova nella prima metà del secolo xvi, 339.

Ferrari (Giannino). L'ordinamento giudiziario a Padova negli ultimi secoli della Repubblica veneta, 340.

Fochessatti (Giuseppe). I Gonzaga di Mantova e l'ultimo duca, 342.

Gaggese (Romolo). Storia di Firenze, 344.

Graziani (Augusto). Economisti del Cinque e Seicento, 338.

Grimaldo (G.). Le trattative per una pacificazione fra la Spagna e i Turchi, 1645-1651, 333.

Guasco (Francesco). Vittorio Amedeo II nelle campagne dal 1691 al 1696, 343.

Guazza (Romolo). La cattura del cardinale Giulio Alberoni e la Repubblica di Genova, 337.

Lazzari (Alfonso). Un umanista romagnolo alla Corte d'Ercole II d'Este. Bartolomeo Ricci di Lugo, 167.

— Lettere di Eleonora Ruffini a E. Benza, 169.

— Le ultime tre duchesse di Ferrara e la Corte Estense ai tempi di Torquato Tasso, 347.

Luzio (Alessandro). I preliminari della lega di Cambrai concordati a Milano e a Mantova, 332.

— Isabella d'Este e i Borgia, 341.

— Isabella d'Este di fronte a Giulio II, 341.

Massa (Carlo). I salari dei mestieri in Terra di Bari 1449-1732, 339.

Negri (Paolo). Relazioni italo-spagnole nel secolo xvii, 333.

Nicastro (S.). Per la storia delle riforme della seconda metà del 700, 349.

Panella (Antonio). Gli studi storici in Toscana nel secolo xix, 169.

Pardi (Giuseppe). Sulla popolazione del Ferrarese dopo la devoluzione, 339.

Ramundo (G. S.). Il diritto degli Aragonesi sul Napoletano ed il ricordo della calata di Carlo VIII in un' istruzione di Alessandro VI, 335.

Rodocanachi (E.). Rome au temps de Jules II et de Léon X, 348.

Salaris (Emiliano). Una famiglia di militari italiani dei secoli xvi e xvii. I Savorgnano, 338.

Sandonanini (Tommaso). Il generale Raimondo Montecuccoli e la sua famiglia, 338.

Schipa (Michelangelo). La pretesa felonìa del duca d'Ossuna, 1619-1620, 347.

Segarizzi (Arnaldo). Relazioni degli ambasciatori veneti al senato dei secoli xvi, xvii e xviii, 331.

Stalwitz (Karl). Die Schlacht bei Ceresole, 1544, 338.

Tallone (A.). Vittorio Amedeo II e la quadruplici Alleanza, 343.

Woodward (William Harrison). Cesare Borgia, 340.

Zanchi (Francesco Teresio). La prima guerra di Massimiliano contro Venezia, 1507-1508, 332.

Zanelli (Agostino). La devozione di Brescia a Venezia e il principio della sua decadenza economica nel secolo xvi, 339.

Zulian (G.). Le relazioni tra il cardinale Giulio Mazzarino e Venezia, 332.

HISTOIRE D'ORIENT.

Albaladhuri (Ahmad ibn Jabir). Voir *Hitti (Philip Khuri.)*

Chevillon (André). Soumission du Nizzam et apogée de l'empire français dans l'Inde, 15 novembre 1750, 159.

Evans (sir Arthur). Les Slaves de l'Adriatique et la route continentale de Constantinople, trad. publ. par P. de Lanuz, 174.

Forbes (Nevil), Toynbee (Arnold J.), Mitrany (D.), Hogarth (D. G.). The Balkans, 125.

Hitti (Philip Khuri). The origins of the Islamic state; trad. du Kitab futûh de l'imam Albalâdhûrî, t. I, 173.

Hogarth (D. G.). Voir *Forbes (Nevil).*

Kuhne (Dr Victor). Ceux dont on ignore le martyre. *Les Yougo-Slaves et la guerre*, 390.

Lanux (P. de). Voir *Evans (sir Arthur)*.

Leger (Louis). Les luttes séculaires des Germains et des Slaves, 138.

Miranay (D.). Voir *Forbes (Nevil).*
Toynbee (Arnold J.). Voir *Forbes (Nevil).*

HISTOIRE DE POLOGNE.

Gasztowit (Anne-Marie). Une mission diplomatique en Pologne au XVII^e s. : Pierre de Bonzi à Varsovie, 1665-1668, 171.

Grabienksi (W.). La Pologne, résumé d'histoire, trad. par *Marie Rakowska*, 171.

Rakowska (Marie). Voir *Grabienksi (W.)*.

HISTOIRE DE SUISSE.

Cramer (Lucien). Notre neutralité. Autrefois et aujourd'hui, 172.

— La seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559 à 1603; t. I, 336.

Histoire militaire (l') de la Suisse, 6^e livraison, 172.

Pomella (Eligio). Come il Ticino venne in potere degli Svizzeri, 336.

Quervain (F. de). Voir *Seippel (Paul)*.

Ragaz (L.). Voir *Seippel (Paul)*.

Seippel (Paul), Quervain (F. de), Zürcher (E.). Ragaz (L.). L'indépendance intellectuelle de la Suisse, 173.

Zürcher (E.). Voir *Seippel (Paul)*.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

| | Pages |
|---|-------|
| DESDEVISES DU DEZERT (G.). Vice-rois et capitaines généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIII ^e siècle. <i>1^{re} partie</i> | 225 |
| FLICHE (Augustin). Les théories germaniques de la souveraineté à la fin du XI ^e siècle | 1 |
| MATHIEZ (Albert). Un essai de réglementation pendant la première invasion (septembre-décembre 1792) | 265 |

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

| | |
|--|-----|
| HALPHEN (Louis). Études critiques sur l'histoire de Charlemagne. II. Les « Petites Annales » | 287 |
| PARISSET (G.). Le lieutenant Napoléon Bonaparte étudiant à Strasbourg | 78 |
| SAULNIER (Eugène). Le siège d'Orléans au début de 1589 | 68 |

BULLETIN HISTORIQUE.

| | |
|---|-----|
| Histoire de France. Le moyen âge jusqu'aux Valois ; suite et fin, par Louis HALPHEN | 93 |
| — Fin du moyen âge, par Ch. PETIT-DUTAILLIS | 109 |
| Histoire d'Italie. Période moderne (<i>1^{re} partie</i>), par Julien LUCHAIRE et Jean ALAZARD | 331 |

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

| | |
|--|-----|
| BELLET (Daniel). Le commerce allemand. Apparences et réalités (H. Hauser). | 134 |
| [SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1917.] | |

TABLE DES MATIÈRES.

| | 441 | Pages |
|---|-----|-------|
| BERTRAND (Pierre). L'Autriche a voulu la grande guerre (G. Pariset) | 367 | |
| BOISSONNADE (P.). Histoire de Poitou (J. Régné) | 126 | |
| BONNECASE (Julien). La Faculté de droit de Strasbourg ; ses maîtres et ses doctrines (Aug. Fläche) | 129 | |
| CHAPSAL (F.), MILLERAND (A.), GUILLAIN (P.), DELOMBRE (F.), MARVAUD (A.), PEYERIMHOFF (H. DE), GUÉBHAND (Pierre), LASTEYRIE (Ch. DE). Intérêts économiques et rapports internationaux à la veille de la guerre (H. Hauser) | 135 | |
| CHWOSTOV (Michel). Razbitie form promuichlennosti v drev- nem miré (Louis Bréhier) | 119 | |
| ID. Otcherki organizatsii promuichlennosti i torgovli v gre- korimskom Egipté (Id.) | 119 | |
| DIETERLEN (Jacques). Le Bois le Prêtre (Chr. Pfister) | 370 | |
| DIMIER (Louis). Bossuet (Louis Villat) | 366 | |
| FAULKNER (Harold U.). Chartism and the Churches (D. Pas- quet) | 134 | |
| FLACHAIRE (Charles). La dévotion à la Vierge dans la litté- rature catholique au commencement du XVII ^e siècle (Chr. Pfister) | 365 | |
| FORBES (Nevill), TOYNBEE (J.), MITRANY (D.), HOGARTH (D. G.). The Balkans. A history of Bulgaria, Ser- bia, Greece, Rumania, Turkey (L. Bréhier) | 125 | |
| HAUSER (Henri). Les méthodes allemandes d'expansion économique (Ch. Rist) | 131 | |
| MOURRET (Fernand). Histoire de l'Église. Tome IV : la Chrétienté (Aug. Fläche) | 353 | |
| PORTAL (Ch.). Extraits des registres de notaires; docu- ments des XIV ^e et XV ^e siècles (P. Boissonnade) | 357 | |
| ID. Documents sur le commerce des draps à Lavaur au XVI ^e siècle (Id.) | 357 | |
| RAWLINSON (H. G.). Intercourse between India and the Western World from the earliest times to the fall of Rome (Ch. Lécrivain) | 123 | |
| ROSENBLATT (Frank F.). The Chartist movement (D. Pas- quet) | 132 | |
| SCHMITT (Théodore). Zakonui istorii (Louis Bréhier) | 118 | |
| SIDERSKY (M. D.). Étude sur la chronologie assyro-baby- lonienne (G. Contenau) | 352 | |

| | Pages |
|---|-------|
| SLOSSON (Preston W.). The decline of the Chartist movement (D. Pasquet) | 133 |
| STRONG (Mrs. Arthur). Apotheosis and after life (Ch. Lécrivain) | 122 |
| TEGGART (Frederick J.). Prolegomena to history (Louis Halphen) | 350 |
| THOMPSON (David). Narrative of his explorations in Western America, 1784-1812 (Ch. Bémont) | 127 |
| Vespucci reprints (L. Gallois) | 363 |
| WOORIDGE (Frederick J. E.). The purpose of history (Louis Halphen) | 350 |

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

| | |
|---|----------|
| Histoire d'Allemagne (H. HAUSER, Jean MORIZE, Chr. PFISTER) | 160, 384 |
| Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER) | 162, 386 |
| Histoire d'Autriche-Hongrie (Jean MORIZE, Chr. PFISTER) | 390 |
| Histoire de Belgique (Ch. BÉMONT, H. MALO) | 163 |
| Histoire de France (Ch. BÉMONT, Louis VILLAT, Chr. PFISTER, R. POUPARDIN) | 153, 376 |
| Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT) | 393 |
| Histoire de l'Antiquité (G. CONTENAU, Ch. LÉCRIVAIN, Chr. PFISTER) | 146 |
| Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, R. DOUCET, H. MALO, Chr. PFISTER, Marcel ROTHSCHILD) | 139, 371 |
| Histoire de Pologne (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER) | 171 |
| Histoire de Suisse (V. VAN BERCHEM) | 172 |
| Histoire des États-Unis (D. PASQUET) | 165 |
| Histoire d'Italie (Jean ALAZARD) | 166 |
| Histoire d'Orient (A. BARTHÉLEMY, Ch. BÉMONT) | 173 |
| Histoire générale (Ch. BÉMONT, Jean MORIZE, Chr. PFISTER) | 138, 371 |

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

ÉTATS-UNIS.

| | |
|---|-----|
| 1. American historical review (the) | 198 |
| 2. Nation (the) | 201 |

FRANCE.

| | Pages |
|--|----------|
| 1. Académie des inscriptions et belles-lettres | 197, 416 |
| 2. Académie des sciences morales et politiques | 197, 416 |
| 3. Anjou historique (l') | 417 |
| 4. Annales de géographie | 182, 403 |
| 5. Annales révolutionnaires | 175, 394 |
| 6. Archives historiques du département de la Gironde . . | 419 |
| 7. Bibliographe moderne (le) | 183 |
| 8. Bibliothèque de l'École des chartes | 176 |
| 9. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français. | 403 |
| 10. Bulletin hispanique | 184, 404 |
| 11. Bulletin italien | 184, 404 |
| 12. Correspondant (le) | 187, 407 |
| 13. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus . | 189, 408 |
| 14. Grande Revue (la) | 191, 409 |
| 15. Journal des savants | 179, 398 |
| 16. Mercure de France | 191, 410 |
| 17. Moyen âge (le) | 394 |
| 18. Nouvelle Revue historique de droit | 184 |
| 19. Polybiblion | 180, 400 |
| 20. Révolution française (la) | 177, 395 |
| 21. Revue archéologique | 185 |
| 22. Revue chrétienne | 192, 411 |
| 23. Revue critique d'histoire et de littérature | 181, 401 |
| 24. Revue de l'Agenais | 421 |
| 25. Revue de l'Anjou | 422 |
| 26. Revue de l'histoire des colonies françaises | 177 |
| 27. Revue de l'histoire des religions | 178, 405 |
| 28. Revue de Paris (la) | 193, 411 |
| 29. Revue des Deux Mondes | 195, 413 |
| 30. Revue des études anciennes | 405 |
| 31. Revue des études historiques | 396 |
| 32. Revue des études napoléoniennes | 178, 396 |
| 33. Revue des sciences politiques | 406 |
| 34. Revue générale du droit | 187 |
| 35. Revue historique de la Révolution française et de l'Empire | 397 |
| 36. Revue politique et littéraire (Revue bleue) | 414 |
| 37. Revue savoisienne (la) | 422 |

GRANDE-BRETAGNE.

| | |
|-------------------------------|-----|
| 1. Athénæum (the) | 204 |
| 2. Edinburgh Review | 206 |

ITALIE.

| | Pages |
|--|-------|
| 1. Archivio storico italiano | 423 |
| 2. Nuovo archivio veneto | 209 |

SUISSE.

| | |
|---|-----|
| 1. Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève | 215 |
| 2. Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève | 245 |

CHRONIQUE.

| | |
|--|----------|
| <i>Allemagne</i> | 222, 431 |
| <i>Danemark</i> | 222 |
| <i>Espagne</i> | 433 |
| <i>France</i> | 216, 429 |
| <i>Grande-Bretagne</i> | 223 |
| <i>Pays-Bas</i> | 223 |
| <i>Russie</i> | 223 |
| ERRATA | 224 |
| INDEX BIBLIOGRAPHIQUE | 434 |

Le gérant : R. LISBONNE.

